

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La quotité disponible et l'institution des " méjoras "

dans les législations espagnoles et hispano-américaines

Thèse pour le Doctorat
présentée et soutenue le 21 novembre 1930, à 14 heures

PAR

André BRUN

Licencié ès-lettres

Diplômé d'ethnologie et de langues vivantes

Ancien élève de l'Université Centrale de Madrid

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. RIPERT, Professeur.

Suffragants : MM. DEMOGUE, Professeur.

ROUAST, Professeur

PERPIGNAN

IMP. DE « L'INDÉPENDANT », 14, RUE DE LA LOGE

—
1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551825_0030

THÈSE
POUR LE DOCTORAT
EN DROIT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La quotité disponible et l'institution des “ méjoras ” dans les législations espagnoles et hispano-américaines

Thèse pour le Doctorat

**L'Acte public sur les matières ci-après
sera présenté et soutenu le 21 novembre 1930, à 14 h.**

PAR

André BRUN

Licencié ès-lettres

Diplômé d'ethnologie et de langues vivantes

Ancien élève de l'Université Centrale de Madrid

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. RIPERT, Professeur.

Suffragants : MM. DEMOGUE, Professeur.

ROUAST, Professeur

PERPIGNAN

IMP. DE « L'INDÉPENDANT », 14, RUE DE LA LOGE

—
1930

MEIS ET AMICIS



AVANT-PROPOS

Etudiant de Doctorat à l'Université Centrale de Madrid, après avoir passé à Paris les deux D. E. S. de Droit privé et d'Economie Politique, l'idée m'était vite venue d'étudier dans ma thèse française, une institution particulière à la législation espagnole. Les sujets ne manquaient pas car la richesse juridique de l'Espagne est immense et souvent trop peu connue chez nous. Certaines matières eussent été complètement originales, par exemple l'étude des archives du premier empire colonial d'Amérique dont les documents, pour la plupart inédits, se trouvent réunis à Séville sous le nom d'Archivo de las Indias ou celle des législations provinciales du moyen âge, très intéressantes, surtout lorsqu'elles touchent les règles maritimes méditerranéennes comme à Valencia, ou encore une recherche des survivances musulmanes en Espagne et de leur influence sur les droits européens ou enfin la description de Cours de Justice souveraines en leur spécialité comme le si curieux Tribunal des Eaux de Valence dont les sentences rendues par sept juges paysans, chaque jeudi, sur une place publique, pour trancher les litiges relatifs à l'irrigation, échappent au contrôle de la Cour Suprême et sont toujours exécutés en dehors de toute procédure exécutoire.

Si j'ai choisi l'étude des successions testamentaires, en droit espagnol et hispano-américain, c'est que cette question m'a semblé spécialement attachante de par son importance juridique et ses répercussions sociales; c'est qu'en outre ce sujet, ressortissant du droit civil, me per-

mettait de solliciter la présidence de mon éminent Maître, M. le professeur Ripert : qu'il y trouve un très faible hommage de ma reconnaissance pour son remarquable enseignement.

Que mes professeurs à l'Université Centrale de Madrid, notamment M. Rafaël Altamira, dont j'ai eu la joie de suivre en Sorbonne la réception comme docteur Honoris Causa., voient aussi dans ce modeste essai sur le droit espagnol et hispano-américain, la preuve de mon attachement à notre fraternité spirituelle et qu'ils sachent combien nous nous sommes réjouis de la création récente à Paris de l'Institut des Hautes Etudes Hispaniques où plusieurs d'entre eux veulent bien venir professer et resserrer ainsi les liens séculaires de nos deux grandes nations.

Que mes camarades étrangers de la Faculté de Paris qui, retournés dans leur pays, m'ont envoyé des renseignements sur leurs législations particulières, soient remerciés ainsi que mes excellents condisciples de doctorat à l'Université de Madrid.

Enfin, je ne voudrais pas clore cet avant-propos, sans adresser mes plus vifs remerciements à MM. les Ministres et Chargés d'Affaires des Républiques Sud et Centre-Américaines à Paris qui ont bien voulu me permettre de consulter les ouvrages de leurs bibliothèques officielles et particulières, autorisation précieuse, vu l'extrême pénurie des documents de cet ordre en France. A tous, pour leur constante amabilité, pour la complaisance de leurs explications, pour la courtoisie vraiment latine de leur accueil, ma plus respectueuse et plus vive gratitude.

A. B.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES

A. — ESPAGNE

- LEGES VISIGOTHORUM. — *Monumenta Germaniae historica inde ab anno Christi quingentesimo usque ad annum miliesimum et quingentesimum*. — Edidit Societas aperiendis fontibus rerum germanicarum medii aevi. — *Legum sectio I : tomus I*; Edidit K. Zeumer; Hannoverae et Lipsiae 1902, 1 vol in-4°.
- LEGUM CODICIS EURICIANI FRAGMENTA. — K. Zeumer, *Leges Visigothorum*, 1902.
- LES FRAGMENTS DE HOLKHAM. — *Collectio iuris romano-visigothici capita VII-XX (fragmenta Gaudenziana)* K. Zeumer. *Leges Visigothorum*, 1902.
- BREVIARIUM ALARICIANUM. — Max Conrat, Leipzig, 1 vol. in-4° 1903.
- LEX ROMANA VISIGOTHORUM. — G. Haenel, Leipzig, 1848.
- LEX BAIUVARIORUM. — *Monumenta Germaniae historica de G. H. Pertz*. — *Legum tomus III, Hannoverae 1863 : Lex Baiuvariorum*, ed J. Merkel.
- LEX ALAMANNORUM. — K. Lehmann, Hannoverae, 1888.
- LEGES BURGUNDIONUM. — *Leges Nationum Germanicarum*. — Ed. L. de Salis, Hannoverae, 1892.
- LEX RIBUARUM. — *Monumenta Germaniae historica de G. H. Pertz, tom. V., ed. Sohm*.
- LOI SALIQUE. — Edition Pardessus, Paris, 1843.
- FUERO JUZGO EN LATIN Y CASTELLANO. — *Cotejado con los mas antiguos y preciosos códices*. — *Por la Real Academia Española*, 1 vol. in-4° : Madrid por Ibarra, impresor de S. M. 1815.
- LOS CÓDIGOS ESPAÑOLES CONCORDADOS Y ANOTADOS. — *Im. de La Revista de los Tribunales*. — Madrid 1929.
- PROYECTO DE CÓDIGO CIVIL DE 1851. — « *El Derecho moderno* » *Revista de jurisprudencia y legislación, par D. Francis de Cardenas, t. X; Madrid 1851*.
- CÓDIGO CIVIL. — 21° édition, Gongora. — Madrid 1930.
- LE CODE CIVIL ESPAGNOL traduit et annoté par M. A. Levé, Paris 1890.
- LEGISLACIÓN FORAL DE ESPAÑA. — *Biblioteca judicial*, 2 vol in-16, Madrid 1888.
- FUEROS Y OBSERVANCIAS DEL REYNO DE ARAGÓN. — 2 vol. in-fol. 1687.
- DERECHO PRIVADO DE VIZCAYA. — *Biblioteca jurídica de autores españoles y extranjeros*, 1 vol. in-8°, — Madrid 1903.

B. — PAYS HISPANIQUES

- LA COUTUME D'ANDORRE. — Paris 1904.
PORTUGAL. — CODE CIVIL. — Nouvelle édition. — Lisboa 1927.
ARGENTINE. — *Código Civil de la República Argentina*. — Casa editora et impresora Rodriguez. — Buenos-Ayres 1929. — In-16°.
BOLIVIE. — *Código Civil Boliviano*. — Cochabamba 1898. Réimpression officielle. — La Paz 1906.
BRÉSIL. — 1° *Código Civil da República dos Estados Unidos do Brasil*. — F. Brigueit et Cia, Editores Livreiros. — Rio 1917;
2° *Código Civil*. — Lisboa 1917, in-8°;
3° *Code Civil Brésilien*. — Traduction Goule, Daguin, et de Tizac. — Office de Législations étrangères. — Paris 1928.
CHILI. — *Código Civil de la República de Chile*. — Colección de Códigos. — Edición Oficial. — Valparaiso 1927.
COLOMBIE. — *Código Civil Colombiano*. — Bogota. — Imprenta oficial, in-folio 1920.
COSTA-RICA. — *Código Civil de la República*. — Edición oficial. — San-Jose 1927.
CUBA. — *Código Civil* 2^{da} edición Lopez Rodriguez. — Habana 1919.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE. — 1° *Código Civil de la República Dominicana*. — Santo-Domingo 1928;
2° *Colección de Ordenes Ejecutivas y Reglamentos Administrativos publicados en la Gaceta Oficial*. — Edición oficial. Impr. y Linotipo, J. K. V^{da} Garcia. — Sto-Domingo. — R. D. 1919.
EQUATEUR. — *Código Civil de la República del Ecuador*. — Edición Oficial. — Quito 1927.
GUATEMALA. — *Código Civil de la República de Guatemala*. — Edición Oficial, Guatemala 1927.
HONDURAS. — *Código Civil de la República de Honduras*. — Edición oficial. Tipografía Nacional. — Tegulcigalpa 1906.
MEXIQUE. — 1° *Código Civil del Distrito Federal y Territorio de la Baja California*. — Edición oficial. — México, D. F. 1894;
2° *Código Civil del Distrito y Territorios Federales* 1928. — Edición oficial. — Talleres gráficos de la Nación. — Mexico, D. F. 1928.
NICARAGUA. — *Código Civil de la República de Nicaragua*, 2^{da} edición oficial. Tipografía Nacional, Managua 1912.
PANAMA. — *Código Civil de la República de Panama*. — Edición oficial. Talleres de Artes Gráficas. — Barcelona 1927.
PEROU. — *Código Civil de la República del Perú*. — Edición oficial. — Lima 1930.
SAN-SALVADOR. — *Código Civil de la República de El Salvador*. — Edición oficial, — San-Salvador 1928,

URUGUAY. — *Código Civil de la República Oriental del Uruguay*. — Edición de la Casa A. Barreira y Namos. — S. A. Montevideo 1925.

VENEZUELA. — *Código Civil de los Estados Unidos de Venezuela*. — Edición oficial (2^a Edición). — Litografía del Comercio. — Caracas 1927.

II. — DOCTRINE

ACCARIAS. — *Droit romain*, IV^e édition, deux volumes in-8°.

AGUILERA Y VELASCO (Alberto). — *Código Civil chileno, comentado, concordado y comparado con las Legislaciones vigentes en Europa y America*. — En la Colección de Códigos Europeos y Americanos : Primer grupo, Primera sección, Madrid, 1881.

ALIBERT (G.). — *La Liberté de Tester*. Paris 1895.

ALVEZ (João Luiz). — *Código Civil Brasileiro anotado*. — Rio 1917.

ALARCÓN (Manuel Mateos). — *Estudios sobre el Código Civil del Distrito Federal*. — Mexico, D. F. 1896.

ANTEQUERA (José Maria). — *Historia de la Legislación Española desde los tiempos mas remotos hasta la época presente*. 1 vol. in-8° Madrid 1849.

ASSO Y MANUEL. — *Instituciones del Derecho de Castilla*. — Madrid, 4^a ed. 1786.

BARBE Y HUGUET. — *Código Civil Cubano Anotado*. — Habana 1919.

BELOT (G.). — *Etudes de morale positive* (2^e édition). Paris Alcan 1921. Deux volumes in-8°.

BEUDANT (Charles). — *Le droit individuel et l'Etat* (3^e édition) in-18°, Paris 1920.

BEVILAQUE (Clovís). — *Código Civil da República dos Estados Unidos do Brasil*. — Annotado. — Rio-de-Janeiro, in-8° 1917.

BOISSONNADE (C.). — *Histoire de la Réserve héréditaire*. — 1 vol. in-8°, Paris, 1873.

BOISTEL. — *Cours de Philosophie du Droit*. — Deux volumes in-8°, Paris 1899.

BORJA (Luis F.). — *Estudios sobre el Código Civil Chileno*. — Paris 1901.

BORNO (Louis). — *Code Civil d'Haïti annoté*. — Port-au-Prince, 1892.

DU BOYS (Albert). — *Des Fueros d'Espagne : de leur physionomie générale*. — Comment la famille se constitue sous leur influence. — *Revue historique du Droit Français et étranger*; tome XII, 1866, p. 188-202.

BOUTMY. — *Eléments d'une psychologie politique du peuple américain*. — Paris, Colin 1920, in-18.

- BRIDEL (Louis). — Successions légales comparées. — Paris 1908, in-8°.
- BROCHER. — Etude sur la légitime et les réserves. — Paris 1868.
- BRUTAILS (J. A.). — La Coutume d'Andorre. — Paris 1904.
- CALLE (Juan Jose). — *Estudios sobre el Código Peruviano*. — Lima 1926.
- CAMINERO (Eduardo G.). — *Tratado teorico y práctico sobre Partición de Herencia*. — Madrid 3^{era} edición 1927.
- CANEDO (Rafael). — *Código Civil Boliviano comentado*. — Cochabamba 1898.
- CHEYSSON (E.). — La question de la population en France et à l'étranger. (Annale d'hygiène, novembre-décembre 1884, page 33 et suivantes).
- CINOLLO VERNENGO (Dr Victor L.). — *Códigos de la República Argentina proligamente revisados y puestos al día*. — Buenos-Ayres 1929.
- COLIN (A.). — Le droit de succession dans le Code Civil. (Livre du Centenaire du Code Civil. Première partie).
- CHARMONT (J.). — Les transformations du droit civil. — Paris. Colin 1912, in-12.
- CHENON (E.). — Histoire générale du Droit français. Tome I, 1 volume in-8, 1926.
- COLLINET (P.). — Etudes Historiques sur le Droit de Justinien. Tome I^{er}. — Paris 1912, in-8°.
- CORNULIER-LUCINIÈRE (E. de). — Etudes sur le droit de tester. — 2 vol. in-8° 7^e éd. — Orléans 1880.
- COSENTINI (Francesco). — Le droit de famille (essai de réforme) dans la collection du droit civil comparé Franco-Européen et Américain. — Paris 1929.
- COVIAN Y JUNCO (Victor). — *El derecho civil privado de Navarra y su codificación*. — 1 vol. in-4° — Madrid 1927.
- COULON (Henri). — De la Liberté de Tester. — Paris 1899. — Librairie Générale de Jurisprudence.
- COULON (Henri) et DE CHAVAGNES. — La Famille Libre. — Paris 1913. — Librairie Ollendorff.
- COSTA (Joaquin). — *La libertad de testar y las legítimas*. — *Revista general de Legislación y Jurisprudencia*, t. 60. — Madrid 1882, p. 422-450.
- DUMONT (A.). — Natalité et Démocratie, conférences d'anthropologie. — Paris 1899.
- ESCRICHE (Joaquin). — *Diccionario razonado de Legislación y Jurisprudencia*. — Nueva edición, reformada y considerablemente aumentada, 4 vol. in-4°. — Madrid 1876.
- FAGES DE PERRAMON (Carlos). — *De la sucesión por causa de muerte; fundamento de la facultad de testar; estudio comparativo de los sistemas de sucesión vigentes en las varias Provincias de España y juicio crítico de cada uno*. — *Revista general de legislación y jurisprudencia*, tom. 40. — Madrid 1872, p. 343-363.

- FALCON (Modesto). — 1° *Exposición doctrinal de Derecho civil Español comun y foral*, 5 vol. in-4°, Madrid 1927.
2° *La futura legislación civil de España (Examen de las Bases para el Código Civil)*.
- FLOUR DE ST-GENIS. — *La propriété rurale en France*, Paris 1902.
- GARCIA Y GARCIA (José). — *Historia de la ley primitiva de los visigotos*. — Madrid 1865, 1 vol. in-8°.
- GARCIA MORENO. — *Código Civil de la República de Chile con un juicio crítico*. — Madrid 1905.
- GIBERT (Max). — *Les Institutions des Vallées d'Andorre*. — Paris 1924.
- GIRARD (Ph.). — *Textes de Droit Romain annotés*, 4° édition. — Paris 1923, in-18.
Manuel de Droit Romain, 8° édition revue par M. Senn. — Paris 1928.
Mélanges Ph. Girard, 2 volumes in-8°. — Paris 1912.
- GLASSON (E.). — *L'Autorité paternelle et le Droit de succession des enfants*. — *La Réforme Sociale*, t. VIII, juillet-décembre 1889, p. 209-227.
- GLASSON (E.). — *Le Droit de Succession dans les lois barbares*, 1 vol. in-8°, Paris 1886.
- GONZALEZ DEL ALBA (Primitivo). — *Estudios Juridicos*. — *Colección de notables trabajos*. — Madrid 1927.
- GONZALEZ REBOLLAR (Hipolito). — *Sobre mejoras de los nietos en vida de su padre*. — *Revista general de legislación y jurisprudencia*, tom. 104, Madrid 1904, p. 409-433; 525-639, tom. 105. Madrid 1904, p. 5-18.
- RAOUL DE LA GRASSERIE. — *Convien-drait-il d'augmenter en France la quotité disponible du père de famille ?* Paris, 1894, p. 12 et ss.
- RAOUL DE LA GRASSERIE. — *De la Liberté testamentaire chez les peuples étrangers*. (Extrait de la *Réforme Sociale*). Paris 1897, p. 19.
- GUTIERREZ FERNANDEZ (Benito). — *Códigos y Estudios fundamentales sobre el Derecho Civil Español*. — Madrid 1862-1874, 7 vol. in-8°.
- GUENOT. — *Des Droits de légitime et de réserve*, Paris 1877.
- HEINSHEIMER (Karl). — *Brasilien C. C. mit Übersetzung*. — Mannheim 1928.
- HINOJOSA (Eduardo de). — *Historia general del Derecho Español*.
- IHERING. — *La succession est la condition de tous progrès humains dans le sens de l'histoire de la civilisation*. — *Der Zweck Im Recht*. — Traduction Meleuleraele, (chapitre 6, paragraphe 42).
- JADO VENTADOS (Rodrigo). — *Derecho Civil de Vizcaya*. — *Comentarios a las Leyes del Fuero de Vizcaya, con la Jurisprudencia del T. S.*, 1 vol in-4°, Madrid 1927.
- JAURÈS. — *Etudes Socialistes*. — *La Révolution Française et le Droit successoral*.

- JIMENEZ DE ARECHAGA (Eduardo). — *Edición anotada y concordada del Código Civil Oriental*. — Montevideo 1925.
- LA BIDAYA (Traduction Ahmed Laimeche) *Des successions et des testaments en droit musulman*, un volume in-8°. — Paris 1926.
- DE LACOSTE (Georges). — *Essai sur les méjoras ou Avantages Légitimaires dans le Droit espagnol, ancien et moderne*. — Paris 1911.
- DE LA LAMA (Miguel). — *Código Civil de la República del Perú anotado*. — Lima 1920.
- LAMBERT (Edouard). — *Etudes de Droit Commun Législatif et de Droit Civil comparé. Le Régime Successoral*. 1 vol. in-8°, p. 407 à 417, Paris, 1903.
De l'exhérédation et des legs au profit d'héritiers présomptifs. Paris 1895.
- LANNES DE MONTEBELLO. — *Les critiques de l'héritage chez les socialistes français au XIX^e siècle* (thèse). Paris 1917.
- LEFEBURE (Ch.). — *L'ancien droit de succession*, 2 volumes, Paris 1912-1918.
- LEHR (Ernest). — *Eléments de droit civil espagnol*. — 2 vol. in-8°, Paris 1880-1890.
- LE PLAY (Frédéric). — *La Réforme sociale en France, déduite de l'observation comparée des peuples européens* (2^e éd.), 2 vol. in-16, Paris 1866.
- LEROY-BEAULIEU (P.). — *Les causes de la décroissance de la natalité* (*L'Economiste Français*, n° de novembre 1903).
- LOPEZ R. GOMEZ (Nicolas). — *Tratado teórico legal del Derecho de sucesión, según los precedentes históricos del derecho de Castilla. El Código Civil y las especialidades de las Legislaciones forales*. — Nouv. édi. 2 vol. in-8°. — Valladolid 1896.
- MANRESA Y NAVARRO (José-Maria). — *Comentarios al Código Civil Español*, 12 vol. in-8°, Madrid 1923.
- MARSCHAL (Alfred). — *Principes d'Economie Politique*. — Paris 1907, 2 volumes in-8°.
- MARTINEZ GONZALEZ (Tomas). — *El derecho de testar*. — *Revista general de legislación y jurisprudencia*, t. 18. — Madrid 1861, p. 12-134.
- MEÑA (Paulo Manuel). — *Código Civil Brasileiro Annotado*. — Lisboa 1917.
- MONEVA Y PUJOL (Juan). — *Introducción al Derecho Hispánico*. Barcelona 1928.
- MORELL (José). — *Mejoras*. — *Revista general de legislación y jurisprudencia*, tom. 83, Madrid 1893, p. 259-288, 557-583; tom. 84, p. 143-157 et 314-325.
- NICOLESKO (Oscar N.). — *Nature de la réserve légale et des personnes qui y ont droit*. — Paris (thèse), 1888.
- NOIRET (G.). — *La dispersion des domaines ruraux*. Paris, 1901.
- PEDREGAL (Manuel). — *Estudios sobre el engrandecimiento y decadencia de España*, 1 vol in-4°, Madrid 1926.
- PEREZ PUJOL (Eduardo). — *Historia de las Instituciones sociales*

- de la España Goda.* — Madrid-Valencia 1896, 4 vol. in-4°.
- PLANIOI (Marcel) et RIPERT (Georges). — *Traité pratique de droit civil français*. Volume IV : *Les Successions* et volume V : *Les Donations et Testaments*. — Paris 1929.
- Traité élémentaire de Droit Civil Français*, 11^e édition, Paris 1930.
- PUFFENDORF. — *Droit de la nature et des gens*. (Traduction Barberac, livre 6, chapitre II, paragraphe 18).
- RAISIN (Ch.). — *La Dépopulation de la France et le Code Civil*, Paris 1901.
- SALEILLES (Raymond). — *Convviendrait-il d'augmenter la quotité disponible du père de famille ?* — *Revue du Droit public et de la Science politique en France et à l'étranger*, t. III, janvier-juin, Paris 1895.
- SANCHEZ ROMAN (Feliipe). — *Estudios de Derecho civil, segun los principios del antiguo derecho de Castilla, las leyes civiles generales, las especialidades de las legislaciones forales, la jurisprudencia del « Tribunal Supremo de Justicia » y el Código civil, e Historia general de la Legislación Española*, 5^e ed. — Madrid 1912.
- SAN JULIAN (Fernando). — *De las mejoras*. — *Revista general de legislación y jurisprudencia*, tom. 47, Madrid 1875, p. 111-115.
- STARCKE. — *La famille dans les différentes sociétés*. — Paris Alcan 1898, in-8°.
- UREÑA Y SMENJAUD (Rafael). — *Historia de la Literatura jurídica Española*, 2^e ed, Madrid 1906, 2 vol. in-8°. Tome II: *La Legislación Gótica-Hispana. (Leyes antiquiores. — Liber-Judicorum)*.
- VALLIER (Ernest). — *Le fondement du droit successoral en Droit français*. — Paris, thèse, 1902.
- VALVERDE. — *Tratado de Derecho Civil Español*. — Valladolid 1923.
- VAN DER SMISSEN. — *La population, les causes de ses progrès et les obstacles qui en arrêtent l'essor*. — Paris 1903.
- VERNET. — *De la quotité disponible*. — Paris 1855.
- WIRREN (S. A.). — *New-Zealand, in the Law quarterly Review* III 1929.
- WAHL (Albert) et BAUDRY-LACANTINERIE. — *Traité des Successions* 3^e édition. — Paris 1905, 3 volumes in-8°.
- YUNG (Jules). — *Des moyens proposés pour favoriser l'accroissement de la population en France*, thèse, Paris 1903.
-

INTRODUCTION

Le régime successoral est l'objet d'une des controverses juridiques les plus animées et les plus directement liées à la vie sociale : c'est celle qui divise les partisans de la dévolution légale obligatoire de la succession et ceux de la liberté testamentaire intégrale. Les différentes législations n'ont pas consacré, avec une rigueur absolue, l'un ou l'autre principe, puisque, dans les codes les plus réservataires, le défunt peut toujours disposer d'une petite fraction de son patrimoine « la quotité disponible » et que dans les codes les plus libéraux il ne peut priver ses héritiers légitimes d'un secours d'aliments constituant tout de même une sorte de réserve héréditaire. Il semble toutefois que la liberté testamentaire apparaisse encore à la plupart des pays comme indésirable, puisque la majorité des nations en reste au principe d'une réserve plus ou moins importante.

Les différences entre ces législations proviennent de la part plus ou moins grande qu'elles soustraient à la disposition du testateur et non des modalités dont elles frappent cette disposition. La portion libre l'est entièrement, le reste est strictement dévolu par la loi. Un petit groupe de nations, toutefois, utilise un système original, c'est le groupe hispanique. Il divise la succession, non plus en deux parties, dont l'une de réserve rigoureuse, et l'autre de liberté totale, mais en trois parties : la dernière étant celle des « Mejoras », que l'on peut traduire par cette expression d'apparence paradoxale « quotité disponible réservée », ou encore « légitime disponible ».

Notre éminent confrère de LACOSTE, le seul auteur français qui ait jusqu'ici approfondi la question, dans son très remarquable ouvrage historique : « Essai sur les Mejoras », emploie le terme d' « avantage légitimaire », ce qui a sans doute pour mérite d'être très proche du mot espagnol « Mejora », mais ne semble pas faire ressortir suffisamment le caractère mixte de l'institution.

Il nous semblerait d'ailleurs que la traduction littérale de l'expression serait mieux « majoration légitimaire », « Mejora » indiquant essentiellement un accroissement, alors « qu'avantage » est beaucoup plus général et comporte un équivalent espagnol plus précis avec le substantif « Ventaja ».

Les auteurs espagnols qui n'ont pas cette difficulté de terminologie, puisqu'en possession d'une appellation juridique exacte, disputent du point de savoir s'il s'agit d'une véritable quotité disponible limitée à quelques bénéficiaires, les héritiers légitimes, ou si ce n'est plutôt une pure réserve dont quelques-uns peuvent se voir écartés sans que l'ensemble des héritiers nécessaires en soit privé.

Cette discussion nous paraît inutile, car la question ainsi posée nous semble ne pas répondre à la réalité juridique :

Pour nous, la « mejora » est à double face et sa qualification doit être cherchée non pas dans sa nature propre, mais selon qu'il s'agit du testateur ou du bénéficiaire. Pour le premier, c'est certainement une réserve, puisqu'il ne peut en disposer au bénéfice d'un étranger; pour le second, c'est au contraire une part disponible, qui lui est attribuée en plus de sa réserve et par conséquent se différencie d'elle, car il n'est pas habile à la réclamer s'il en est privé au bénéfice d'un autre légitimaire.

C'est l'Espagne qui a vu naître et se développer sur son sol cette institution originale et certains pays latins d'Amérique l'ont adoptée et conservée dans leurs codes

récents avec d'autres souvenirs de la législation espagnole.

Notre plan sera très simple :

Après avoir défini l'institution, nous en indiquerons brièvement la naissance et tracerons l'évolution historique, car elle est le produit de l'histoire qui seule peut l'expliquer. Nous présenterons ensuite les textes législatifs en vigueur et les sentences jurisprudentielles la concernant; cela nous permettra d'approfondir sa nature juridique et de confronter les théories émises par la doctrine.

Nous étudierons dans une seconde partie les systèmes successoraux des pays voisins et des nations sœurs d'Amérique latine :

L'adoption ou le rejet de l'institution, les tendances des codes récents de ces pays encore en pleine croissance nous donneront les éléments de notre conclusion, qui tendra à dégager si le système des méjoras constitue une amélioration souhaitable pour nos lois, ou si le progrès en matière de droit successoral ne doit pas être plutôt cherché dans des législations nouvelles à base sociale comme le code en préparation des États fédérés du Mexique.

DEFINITION

Dans le Code civil espagnol de 1889, la réserve des descendants est des deux tiers (articles 805-810) avec la faculté pour les parents de disposer de l'un de ces tiers pour le donner par préciput à ou aux descendants légitimes qu'il leur plaît de favoriser. Ces enfants disposeront ainsi des deux tiers de la succession vis-à-vis de la masse des enfants non avantagés.

La *méjora* est donc la fraction de biens que les parents ou ascendants peuvent déduire de leur héritage au bénéfice exclusif de l'un ou de quelques-uns de leurs enfants ou ascendants.

Comme cette déduction doit s'effectuer sur les deux-tiers que la loi indique comme légitimes, on peut également définir la *méjora* comme un retranchement de la réserve effectué au bénéfice de l'un ou de quelques-enfants ou descendants.

PREMIERE PARTIE

Historique de l'évolution du droit successoral espagnol

CHAPITRE PREMIER

LA DOMINATION ROMAINE

Les Romains ne furent pas les premiers à venir dans la péninsule; avant eux, les Phéniciens, les Grecs et les Carthaginois avaient déjà installé des comptoirs sur les points de la côte où ils avaient coutume de débarquer. Les Phéniciens, notamment, avaient formé des colonies marchandes à Cadix, à Málaga et en Adra, mettant à profit la richesse du pays, principalement ses ressources en minerais de plomb et d'étain qu'ils avaient commencé d'habilement exploiter.

Ces colonies asiatiques étaient formées de groupes d'habitants des métropoles phéniciennes Tyr, Sidon et Byblos ou d'émigrants particuliers : les formations officielles étaient dirigées par deux *suffètes* dont l'un était juge et l'autre gouverneur; de plus, chaque agglomération phénicienne possédait un *sophar* ou intendant général des finances.

Les Grecs constituèrent sur la côte méditerranéenne des colonies maritimes et marchandes sous forme de cités sédentaires et permanentes. Les marins de l'île de

Rhodes fondèrent Rosas; ceux de Phocée, Ampurias; ceux de Samnos s'établirent près de Tortosa.

Chaque cité grecque possédait un stand élevé sur le point le plus haut de la ville; elle était entourée de murailles, la pénétration à l'intérieur n'en pouvait se faire que par une porte ouverte le jour et fermée la nuit. Chacune des cités ainsi créées était administrée par un Triumvirat suprême, un Conseil de quinze personnalités ou, dans les plus grandes villes, une Assemblée de 600 membres; il n'y avait pas de démocratie directe, mais une sorte de hiérarchie démocratique. On a attribué à ces colonies, et plus spécialement à Rosas, des lois maritimes écrites (1) dans lesquelles se rencontraient des règlements relatifs aux jets des cargaisons à la mer, au droit d'aubaine, aux prêts et aux transports maritimes (2).

Les Carthaginois furent dans la péninsule ibérique des Phéniciens conquérants : ils étaient de même race et avaient comme eux des goûts développés pour le commerce; leurs institutions étaient phéniciennes, mais presque entièrement militaires, parce que la position géographique de Carthage faisait une obligation à son peuple d'être un peuple guerrier.

Chaque colonie carthaginoise était gouvernée par deux suffètes, un Sénat, l'Assemblée populaire et un ou deux gérusiastes qui représentaient la métropole.

La colonisation romaine (3) dans la péninsule fut, dès le début, une opération militaire, mais elle ne resta pas uniquement militaire; Rome, en effet, avait coutume de faire des traités avec les villes conquises qu'elle reconnaissait comme libres, comme confédérées ou comme tributaires : les cités libres prenaient la reconnaissance de leur indépendance et la promesse de protection

(1) Notamment Pardessus, mais Meyer a contesté ces affirmations.

(2) Voir Digeste XIV (II); XXII (II).

(3) Moneva y Pujol. *Introducción al Derecho Hispánico*, Barcelona 1927.

romaine en échange d'avantages politiques et commerciaux pour la métropole; les villes confédérées étaient considérées comme amies de Rome et assuraient leur indépendance avec la protection des soldats de la République ou de l'Empire sans que leurs propres habitants fussent astreints à ce service; les villes tributaires dépendaient du magistrat romain, payaient tous les impôts à Rome, mais avaient des lois propres et un régime intérieur autonome. En plus de ces diverses classes de cités, il y avait des colonies, noyaux de populations romaines établies sur le territoire de la péninsule et qui se constituaient en groupements organisés; elles nommaient une commission de trois membres qui distribuait les terres et rédigeait les statuts de la population nouvelle, la recensait et désignait ses premiers magistrats. Ces colonies furent surtout militaires, Rome les peuplant de préférence de vieux soldats retirés du service que la métropole éloignait ainsi d'un prolétariat pauvre et toujours mécontent dont ils auraient pu augmenter dangereusement la puissance : des soldats on faisait des laboureurs pour le plus grand avantage de la paix de l'Empire et de l'économie tout entière.

Au sommet de l'échelle des non cives étaient d'abord les Latins, puis les Pérégrins libres et les Pérégrins déditices (1). Les Latins jouissaient de tous les droits politiques dans les municipes qui avaient été dotés par les Empereurs d'un privilège spécial appelé *jus latii*. Pline le Jeune dit que l'empereur Hadrien avait concédé ce droit à une grande partie de la Gaule et de l'Espagne. Par conséquent, dans ces municipes privilégiés, les Latins pouvaient être électeurs, sénateurs, magistrats. Ce qu'il y avait de caractéristique dans leur condition sociale, c'est que par le seul fait de l'exercice des magistratures municipales dans les villes privilégiées ils devenaient citoyens romains (2).

(1) Voir Cours de Droit de M. Chenon, Paris 1926.

(2) Ce point est indiqué par Gaius, 1.15,

Après les Latins, on peut placer les Pérégrins alliés et les Pérégrins libres. Ce sont eux qui habitaient les *civitates fœderatæ* ou *liberæ*, c'est-à-dire les membres des *civitates* conquises par Rome, qui avaient conservé cependant leur autonomie, soit en vertu d'un traité, soit en vertu d'une *lex data*. La condition des Pérégrins alliés ou libres variait suivant les termes du *fœdus* ou de la *lex data*; ils conservaient en général la jouissance de leurs lois particulières. Il faut remarquer que le droit en vigueur dans les *civitates fœderatæ* et *liberæ* n'était pas le droit qui s'appliquait à Rome, mais un droit particulier qu'on peut appeler le jus civile pérégrin par opposition au jus civile romain.

Les Pérégrins libres ou alliés pouvaient encore exercer la magistrature municipale dans leurs villes respectives, mais à la différence des Latins ils n'acquéraient pas la cité romaine par l'exercice de la magistrature.

Quant aux Pérégrins déditices (1), Gaius, dans son Commentaire 1^{er} § 14, dit que c'étaient des peuples vaincus par les Romains et qui s'étaient rendus à discrétion; ils habitaient les *civitates stipendiariæ* qui dépendaient directement des gouverneurs des provinces et qui ne jouissaient pas de l'autonomie. Les Pérégrins déditices acquéraient difficilement le titre et les droits de citoyen romain. Le seul moyen pour eux d'y parvenir était d'obtenir de l'Empereur la concession de ce titre.

Les Empereurs pouvaient concéder la cité romaine à titre individuel à des personnes déterminées ou la concéder d'une façon officielle à des territoires plus ou moins considérables, à une *civitas*, par exemple. Il est notoire que l'Empereur Claude avait trouvé dans cette possibilité de concéder la cité romaine un moyen d'augmenter les recettes de l'Empire.

Au début du II^e siècle avant Jésus-Christ, les Romains divisèrent la péninsule en deux provinces : citérieure ou orientale et ultérieure ou occidentale. La ligne de

(1) Egalement dans Gaius, 1.14.

démarcation allait de nord à sud depuis Duero jusqu'à Cazlona; Auguste en fit vingt-deux provinces groupées en trois territoires; il se réserva, à titre de provinces impériales, la Tarragone et la Lusitanie et laissa au Sénat le gouvernement de la Bétique pleinement pacifiée. Caracalla forma, avec les Asturies et la Galice, une nouvelle province détachée de la Tarragone et l'appela « la nouvelle province citérieure Antonianine ». Diocletien fit de toute la péninsule et de la Moritanie un diocèse compris dans la préfecture des Gaules, et dès le III^e siècle les îles Baléares y furent incluses.

Les Romains, quand ils avaient conquis une province, y envoyaient une Commission de dix sénateurs qui rédigeaient un projet de Constitution pour le pays; cela s'appelait la *formula provinciæ* quand le Sénat l'avait approuvée, elle devenait la loi fondamentale pour le territoire.

Les provinces espagnoles furent dirigées, durant presque toute la période républicaine, par des prêteurs qui offraient généralement peu de garanties, mais à partir de l'époque de Sylla, pour devenir prêteur dans une colonie, il fût nécessaire d'avoir commencé à l'être dans Rome.

Dès le II^e siècle, le droit indigène fut remplacé progressivement par le droit romain, qui fut généralisé officiellement par la Constitution de Caracalla (1) et vulgarisé matériellement par la grande foule de citoyens

(1) Le 11 juillet 212, Caracalla donna par la « Constitution antonine », le titre de citoyen romain à tous les habitants de l'Empire. Cette mesure fut prise dans un but fiscal, pour étendre l'application de certains impôts que payaient seuls les citoyens romains. Elle n'augmentait pas la quotité de l'impôt, mais le nombre des contribuables, ce qui importait surtout au Trésor.

Au premier abord, cette Constitution paraît très générale et l'on pourrait penser qu'après Caracalla, il n'y eut plus de Pérégrins. C'est une erreur. Il est certain, en effet, que la Constitution antonine ne s'applique qu'aux habitants de l'Empire, au moment de sa promulgation et aux Pérégrins qui existaient à ce même moment; mais il n'en est pas de même pour les provinces qui furent annexées postérieurement. Ensuite, il semble que la Constitution ne s'appliquait qu'aux ingénus et pas aux affranchis ni aux déditices,

romains et latins qui, dès le début de la conquête, prirent régulièrement la route de ces colonies; ce droit romain subit d'ailleurs l'influence progressive du Christianisme qui en enleva peu à peu la rigueur primitive.

Une des particularités du droit romain fut de mettre la succession testamentaire avant la succession *ab intestat*. C'était un devoir pour un Romain de faire un testament. Il avait une liberté presque absolue de désigner comme héritier celui qu'il voulait, même en dehors de ses héritiers naturels.

Mais la désignation comme héritier d'un étranger, alors que l'on a des descendants directs, heurte un sentiment naturel d'après lequel le père a le devoir de laisser sa fortune, ou du moins la plus grande partie à ses descendants. Ce sentiment naturel de plus en plus fort amena le prêteur à rattacher à la succession du père les enfants qui sont sortis de la famille. C'est quand ce sentiment naturel se sentit heurté que le droit en arriva à ne plus tenir compte du testament.

Souvent le défunt manifestait sa volonté par un testament et dépouillait ses héritiers naturels les plus dignes d'intérêt, ses descendants, ses enfants et ses petits-enfants.

On prit alors successivement deux mesures de protection en faveur de ces derniers.

La plus ancienne n'est qu'une mesure formelle. Le testateur avait le droit absolu de disposer de tout son patrimoine comme il voulait. Mais on lui imposa l'obligation, s'il dépouillait un de ses ascendants, de le stipuler expressément dans son testament. Il faut que son testament contienne l'exhérédation formelle et même, pour les fils, nominative. S'il ne le fait pas, ceux-ci ont le droit d'attaquer le testament et de le faire annuler.

La deuxième mesure est une mesure de protection plus récente. Au lieu d'être formelle, c'est une protection sans forme, mais beaucoup plus effective. Elle consiste à dire que le père a le devoir, l'*officium pietatis*, de laisser à ses enfants au moins une partie de son patrimoine. Si

le père ne le fait pas, les fils ainsi dépouillés auront le droit d'attaquer le testament et, suivant le cas, de le faire annuler en entier ou de se faire accorder la part qui leur revient par la « *querela inofficiosi testamenti* ».

On part du principe que la succession testamentaire est la succession principale; puis, par un retour offensif des idées de parenté par le sang, on arrive au principe moderne que la succession *ab intestat* est un droit pour les enfants.

Elle a fini, à cause de la loi Falcidia, à aboutir à la quarte légitime, c'est-à-dire au droit pour l'héritier légitime d'avoir au moins le quart de ce qu'il aurait comme successeur *ab intestat*. Le père le remplira de ses droits et l'empêchera de demander la nullité du testament s'il lui donne le quart de la part qui lui reviendrait comme héritier.

Pour pouvoir établir cette part, il faudra que les juges fassent le calcul de ce que le défunt laisse au moment de sa mort, puis de la part de l'héritier *ab-intestat*. Ces deux calculs faits, si le défunt a laissé à celui qui se plaint un quart de ce qui lui serait revenu par la loi, la *querela* n'a pas d'objet et ne peut être intentée.

CHAPITRE II

LES INVASIONS BARBARES

Depuis longtemps l'Empire Romain et les Barbares étaient en contact. Les Barbares étaient surtout les Germains (1) qui, comme les Teutons vaincus par César, appartenait à la race indo-européenne. Ils avaient plusieurs fois déjà tenté d'envahir l'Empire, mais jusqu'au II^e siècle, avaient toujours été repoussés. A cette époque, deux confédérations différentes de Barbares se formèrent derrière le Rhin : les Alamans, établis entre le Rhin et le Mein et les Francs localisés à l'embouchure du Rhin. Cette dernière confédération comprenait les Saliens, les Sicambres et les Ripuaires. Les Francs n'avaient pu pénétrer tout de suite dans l'empire romain, mais dès 358, on constate qu'ils étaient parvenus sur la rive gauche du Rhin; Julien put les contenir quelque peu puis, cédant à leur poussée, il finit par leur abandonner le cours de la Meuse. Ils entraient donc en Gaule, mais en qualité d'alliés des Romains; ce n'était pas d'ailleurs la première fois que des Germains s'établissaient dans l'Empire, Rome avait déjà accepté des Barbares sur son sol à des titres divers (2). Les Barbares vaincus par les Romains étaient transportés dans les régions incultes de l'empire, transformés là en esclaves ou, le plus souvent, en colons. A d'autres, les Empereurs accordèrent des terrains dans les Castella avec mission de les défendre (*laxti*). D'autres enfin contractaient un traité d'alliance avec les Romains, c'étaient les *fœderati*.

(1) Voir Cours d'Histoire du Droit de M. Chenon, Paris, 1926.

(2) Voir Cours de Droit Romain de M. Noailles, Paris, 1926.

Ceux-ci entraient dans l'armée romaine et formaient des corps spéciaux (40.000 Goths sous Constantin). Ces *foederati* étaient nourris comme les soldats romains, au moyen des services de l'approvisionnement militaire (*Annona militaris*), mais à la fin de l'empire, ils furent logés chez l'habitant, en qualité d'hospitis (*munus hospitii*). Il y avait donc déjà beaucoup de Barbares dans l'Empire, quand commencèrent les grandes invasions du v^e siècle. Ces grandes invasions ont été déterminées par l'émigration des Huns, peuple de race tartare, venant du Nord de la mer Caspienne, qui pénétrèrent dans l'Europe Centrale, en poussant devant eux tous les peuples germaniques Wisigoths, Burgondes, etc..., qui se formèrent en 3 bandes principales. La première comprenait les Alarics, les Vandales et les Suèves. En 406, ils approchèrent du Rhin, où ils rencontrèrent les Francs, et d'autres peuplades qui essayèrent de leur résister, et furent d'abord vainqueurs en tuant 20.000 Vandales. Mais les Francs furent ensuite vaincus (31 décembre 406) et la première horde franchissant le Rhin, pénétra en Gaule. Les Vandales ne firent que traverser la Gaule qu'ils ravagèrent pendant trois ans, puis allèrent se perdre en Espagne.

La deuxième bande était formée de Burgondes et finit par se mêler aux premiers. Les Burgondes toutefois restèrent quelques années sur le Rhin où ils obtinrent des terres ; ils étaient cantonnés, partie sur la rive droite, partie sur la rive gauche. En même temps, les Alamans se répandaient en Suisse, dans les vallées du Doubs et de la Moselle.

Enfin, la troisième bande fut formée de Wisigoths. En 410, quittant l'Empire, conduits par Alaric, ils s'emparèrent de Rome qu'ils mirent à sac. Cette même année, Honorius, empereur d'Occident, conclut avec eux un traité et, presque de force, accorda sa sœur Placidia à leur chef Ataulphe. Ils devinrent alors les alliés des Romains, mais furent des alliés indisciplinés. Ils entrèrent bientôt en Gaule et s'emparèrent de l'Aquitaine (412). C'est là qu'Ataulphe fut assassiné (415). Il avait épousé

Placidia en 414 et tâché de rentrer en grâce auprès d'Honorius. Son successeur Wallia, continua la conquête et organisa son royaume auquel il donna pour capitale Toulouse ; les limites de ce royaume débordaient les Pyrénées. Il se déclara indépendant en 468 et s'étendit de plus en plus en Espagne.

Le régime romain qui y était déjà fortement ancré depuis le début du cinquième siècle représentait la tyrannie de la Loi. Il fût vaincu par celle de la force. Celle-ci était l'apanage des peuples germaniques envahisseurs et le changement modifia tout d'abord le régime juridique qui, de romain, devint avec le commencement du moyen âge un régime germanique.

La forte organisation politique de la monarchie wisigothe permit de rétablir très rapidement la paix qu'avait troublée la trop brusque invasion des barbares.

Ce régime fut d'ailleurs accueilli avec gratitude par la population autochtone qui voyait surtout en lui la cessation du pesant tribut que prélevait Rome sur les pays qu'elle avait vaincus. En même temps disparaissaient les inévitables abus liés au système centralisateur romain.

Un pays conquis ne peut toutefois pas se mélanger immédiatement à ceux qui l'ont envahi. L'unité qui, à une échéance plus ou moins lointaine se réalise nécessairement est toujours retardée par l'intensité des divergences ethniques. Ce fût le cas des Goths et des naturels de la péninsule ; ces derniers plus cultivés par suite de la longue influence romaine et moins belliqueux parce que définitivement établis sur leur terre n'avaient que peu d'affinité avec les conquérants encore nomades par obligation et toujours très batailleurs.

De plus, les Goths, par un orgueil familial aux vainqueurs répugnaient à se mélanger aux indigènes et cette répulsion se manifestait dans leurs lois qui, jusqu'à Léovigilde (586), interdirent les mariages mixtes. Cette prohibition dura donc plus de deux siècles.

Enfin, les Wisigoths fidèles comme tous les barbares au principe de la personnalité des lois, même pour les

vaincus, respectaient toujours les lois des peuples qu'ils envahissaient et ne cherchaient pas à les remplacer de suite par les leurs propres ; ils les admettaient même volontiers dans leurs relations avec les naturels, sauf quand leurs conditions de privilégiés leur octroyaient un statut préférentiel.

Comme moyen de gouvernement, ils réunirent toutes ces lois dans une collection que commença Alaric (1), que termina Goyaric, Comte Palatin, en 506, et qui fût nommé le « Code d'Alaric » ou Loi romaine des wisigoths (*Lex romana-wisigothorum*) ou encore Bréviaire d'Aniane, ce jurisconsulte en étant le principal auteur.

Les conciles, principalement ceux de Tolède, participèrent aussi à la législation de l'époque wisigothe et lui apportèrent un sentiment chrétien qui adoucissait le caractère brutal et rigoureux du militarisme germanique.

Les conciles de Tolède sont dûs à l'initiative politique et à la diplomatie de l'Eglise et des Rois, le troisième substitua à l'arianisme l'orthodoxie romaine, le treizième établit et assura la pérennité de la couronne royale et les règles de la succession au trône.

Si les wisigoths n'imposaient pas immédiatement leurs coutumes ils s'efforçaient toutefois de les implanter imperceptiblement et un de leurs rois Euric, pour accélérer ce travail d'assimilation fit réunir toutes les lois germaniques dans un code (2) qui porte son nom.

Ce Code d'Euric (3), ou comme on dit parfois, ces *Statuta Legum* d'Euric, qui peut-être furent publiés dans l'année 475, subirent un siècle plus tard des modifications et des corrections importantes de la part du roi Léovigilde. Et c'est ainsi revisés que, constituant la seule législation officielle des Wisigoths d'Espagne, ils se maintinrent jusqu'à la formation de la *Lex Visigothorum*, entreprise par Chindaswind au milieu du VII^e siècle.

(1) *Breviarum Alaricianum*. Max Conrat, Leipzig, 1903.

(2) *Legum Codicis Euriciani fragmenta*, K. Zeumer, *Leges Visigothorum*, p. 16 et suivantes, 1902.

(3) De Lacoste, op. cit. p. 16.

CHAPITRE III

LA RÉFORME DE CHINDASWIND

Le roi wisigoth Flavius Chindaswind trouva en accédant au trône, en 642, ses peuples germaniques et espagnols, quoique déjà fort mélangés au point de vue ethnique, encore régis par des lois différentes.

Sur un point important surtout, l'opposition des règles juridiques était totale: c'est en matière de successions. Les autochtones ibères continuaient à être régis par les lois romaines, accordant une liberté testamentaire absolue, et les wisigoths, au contraire, suivaient la coutume germanique de la dévolution forcée. Un tel état de droit ne correspondait plus à l'état des faits; aussi Chindaswind s'efforça-t-il de concilier ces deux points de vue si diamétralement opposés en promulguant (1), vers le milieu du VII^e siècle une loi sur le régime successoral; il y introduisait, dans un esprit de conciliation, une disposition intermédiaire entre la liberté testamentaire et le régime de succession forcée (2). C'est la *méjora* ou faculté pour le testateur d'avantager un de ses réservataires au détriment des autres, mais non un étranger au préjudice de tous les réservataires.

Cette innovation se trouve dans la loi n° 1, titre V, livre IV de la *Lex Wisigothorum*: *Dum Inlicita*, concernant le régime successoral et dont, vu son importance, nous donnons le texte, d'après l'édition Karl Zeumer :

K. Zeumer, Hannoverae et Lipsiae, 1902: *Monumenta Germaniae historica, Legum sectio I*; t. I. — FLAVIUS CHINDASVINDUS REX. — DE NON EXHEREDANDIS FILIIS; ET

(1) *Leges Visigothorum. Legum sectio 1 tomus I* edidit Karl Zeumer. Lipsiae, 1902.

(2) *Leges Nationum Germanicarum*. Ed. L. R. de Salis. — Hannoverae, Lipsiae, 1902.

QUOD IUDICIUM FERANT PARENTES DE FACULTATIBUS SUIŒ. —

« *Dum illicita queque perpetrari cognoscimus, legem ponere secuturis oportune compellimur. Plerique enim, indiscrete viventes suasque facultates interdum vel causa luxurie vel cuiusdam male voluntatis in personas extraneas transferentes, ita inoffensos filios vel nepotes aut non gravi culpa forsitan obnoxios inanes relinquunt, ut utilitatibus publicis nihil possint omnino prodesse, quos oportuerat cum virtute parentum iniunctum sibi laborem inexcusabiliter expedire. Sed ne sub ac occasione aut utilitati publice quandoque depereat, quod pereri non debet, aut naturalis pietas suspendatur a filiis vel nepotibus, quam circa eos exerceri competenter oportet : ideo, abrogata legis illius sententia, qua pater vel mater aut avus sive avia in extraneam personam facultatem suam conferre, si voluissent, potestatem haberent, vel etiam de dote sua facere mulier quod elegisset in arbitrio suo consisteret, ita magis servetur a cunctis moderata censura, qua nec parentibus vel aviis adimatur iudicandi de rebus suis ex toto licentia, nec filios aut nepotes a successione avorum vel genitorum ex omnibus repellat indiscreta voluntas. Igitur pater vel mater, avus aut avia, quibus quempiam filiorum vel nepotum MELIORANDI voluntas est, hanc servant omnino censuram, ut super decimam partem rerum suarum MELIORATIS filiis aut filiabus vel nepotibus atque neptis ex omnibus rebus suis amplius nihil impendant neque facultatem suam ex omnibus in extraneam personam transducant, nisi fortasse provenerit, eos legitimos filios sive nepotes non habere suprestes. Sane si filios sive nepotes habentes ecclesiis vel libertis aut quibus elegerint de facultate sua largiendi voluntatem habuerint, de quintam tantum partem iudicandi potestas illis indubitata manebit.*

Cette loi wisighote, à la rédaction diffuse et incorrecte, comme toutes ses semblables, peut se traduire ainsi : « Quand nous apprenons que des choses illicites sont perpétrées, il importe que nous nous opposions à ce qu'elles se reproduisent dans l'avenir.

Nombreux sont ceux, en effet, qui, vivant sans discrétion, disposent de leurs biens en faveur de personnes étrangères, par suite de leurs goûts de luxure ou de la perversité de leur esprit, dépouillent sans motifs leurs enfants et leurs descendants innocents de toute faute, les privent ainsi de toute possibilité d'être utiles au bien public alors qu'il aurait fallu au contraire qu'ils profitassent du travail de leurs parents joint à leur propre labeur. Or dans cette circonstance comme dans toute autre d'utilité publique, l'intérêt général ne doit se trouver compromis, ni l'affection familiale des parents, envers leurs enfants et descendants, suspendue.

C'est pourquoi nous abrogeons les textes de cette loi qui donnait au père ou à la mère, à l'aïeul ou à l'aïeule la faculté de transmettre, s'ils le voulaient, leur avoir à un étranger, et pareillement autorisait la femme à disposer de sa dot selon son propre arbitre, et dans un but d'équité nous rendons les règlements suivants qui devront être observés par tous et qui, sans porter entièrement atteinte aux droits des parents et des grands-parents de faire ce qu'ils veulent de leurs richesses, éviteront que les enfants ou descendants soient exclus complètement de la succession de leurs parents ou de leurs aïeux par une volonté abusive. Le père et la mère, le grand-père et la grand'mère, dont le désir est d'avantager l'un quelconque de leurs enfants ou descendants, devront respecter expressément cette règle à savoir ne rien donner en surplus du dixième de leur richesse à leurs fils ou à leurs filles, petits-fils ou petites-filles avantagés ni à des étrangers sauf s'ils prouvent qu'ils n'ont plus d'enfants vivants ni de descendants légitimes.

Toutefois, même ayant des enfants et des descendants, s'ils veulent gratifier des églises ou des affranchis ou d'autres à leur choix, ils pourront le faire indubitablement en ce qui concerne le cinquième de leur fortune. »

Cette loi est importante: non seulement elle établit l'institution si particulière des *méjoras*, dont la vitalité

devait s'affirmer pendant douze siècles, mais encore et surtout elle consacre la primauté définitive du droit wisigothique sur le droit romain dont les applications jusqu'à cette époque lui avaient été à peu près équivalentes.

Des opinions nombreuses ont été émises sur le but primitif de la *méjora*. La première qui apparaisse parmi les auteurs modernes est celle du célèbre juriste espagnol Francisco de Cardenas qui écrivait en 1857 deux articles intitulés: « Etudes sur les origines du Droit Espagnol », parus dans la « Revue Générale de Législation et de Jurisprudence de Madrid », (Tome IX 1857, pages 161-176 et 321-345): « On ignore, disait-il, la Législation des Wisigoths en ce qui concerne les successions dans les premiers temps de leur séjour en Espagne. Mais on sait parfaitement que les Lois romaines qui servaient aux Espagnols étaient entièrement opposées à celles des Germains; selon le Bréviaire d'Alaric en usage dans cette période, non seulement on connaissait et appréciait beaucoup la liberté de tester mais encore le père pouvait disposer à son gré de son hérédité à condition que les enfants en reçoivent le quart. Les Wisigoths trouvèrent injuste une loi qui exposait ainsi les enfants à la misère et Chindaswind combattit la cruauté des parents qui léguaient leur fortune à des étrangers au détriment de leurs propres descendants. Les parents ne purent désormais priver leurs enfants de l'héritage sans une cause légitime, ils conservèrent seulement le pouvoir de disposer du tiers de leurs biens en faveur de l'un ou de plusieurs d'entre eux.... »

Plus tard, des savants comme Martinez Marina, commentateur illustre des Fueros du Moyen Age, José Maria Antéquera, dans son « Histoire de la Législation Espagnole », Marichalar et Manrique dans leur « Histoire du Droit Civil d'Espagne », Joaquim Escriche dans son « Dictionnaire raisonné de Législation et de Jurisprudence », Felipe Sanchez Román dans ses « Etudes de Droit civil espagnol », Manresa y Navarro, dans leurs « Commentaires au Code Civil Espagnol », Rafaël Ureña y Smenjaud dans leur « Législation gothico-hispanique »

considèrent que la loi autorisant les parents et aïeux à disposer librement de leurs biens se rattachait à la législation établie par Euric et qu'elle fut abrogée par Chindaswind dans un but d'unification du droit wisigothique. Mais ils ne s'attachèrent pas spécialement à étudier l'institution nouvelle des *méjoras* et n'en recherchèrent pas les causes.

Nous inclinons à croire que sa création répondait justement à un désir de transition de la part du roi novateur. Il n'a pas voulu supprimer tout souvenir de l'ancienne liberté de tester et il a laissé une certaine part de quotité disponible au sein de la réserve, en sus de celle désormais très réduite de libre disposition absolue.

Quant à la date exacte de promulgation de la loi *Dum Inlicita* nous pensons qu'elle a été définitivement établie par notre éminent confrère Georges de Lacoste (1) dans sa thèse historique si remarquable de 1911, et nous indiquerons avec lui les années 643-644, soit le milieu du VII^e siècle de notre ère.

(1) M. de Lacoste, op. cit. procède par recoupements et arrive à une précision parfaite : « Avant le *Dum Inlicita*, dit-il (p. 91), la femme pouvait disposer à sa guise de sa dot et ce fut le roi Chindaswind qui, sur ce point, introduisit un principe nouveau et réduisit dans une large mesure les droits de la femme. Il fit cette réforme en même temps qu'il généralisait en Espagne le système de la réserve légale des enfants. Il semble qu'il profita de l'occasion pour régler selon des vues nouvelles les pouvoirs de la femme sur sa dot. Toujours est-il que, dans sa *Dum Inlicita*, il déclare abroger tout à la fois la loi qui autorisait le père et la mère à attribuer à qui ils voulaient leurs biens à leur décès, et celle qui donnait les mêmes droits à la femme sur sa dot : « *Vel etiam de DOTE SUA facere mulier quod eligisset in arbitrio suo consisteret.* » Seulement, relativement à la dot, Chindaswind se contente, dans sa *Dum Inlicita*, de cette courte phrase. C'est dans la loi suivante, la *Quia mulieres*, qu'il développe l'idée ainsi jetée en passant. De sorte qu'il est bien certain que la *Dum Inlicita* est antérieure à la *Quia mulieres*, et, à plus forte raison, antérieure à la *Cum de dotibus*.

Rien de plus facile maintenant que de dire avec exactitude la date de cette *Dum Inlicita*. D'une part, en effet, nous savons que le roi Chindaswind, monté sur le trône en 641, n'a commencé à faire des lois que dans la seconde année de son règne, soit l'année 643-644. D'autre part, nous savons aussi que la loi *Cum de dotibus*, qui se révèle, comme postérieure à notre *Dum Inlicita*, a été promulguée dans les tout premiers jours de janvier 645. En conséquence, cette *Dum Inlicita* elle-même, doit nécessairement se placer, quant à sa formation et à sa publication, entre ces deux dates; plus précisément, dans le courant des années 643-644.

CHAPITRE IV

LES MODIFICATIONS AU RÉGIME SUCCESSORAL APPORTÉES PAR LE ROI ERVIGIUS

Après la mort, en 653, du roi Flavius Chindaswind, le grand législateur, son fils Receswind, prit le pouvoir et le conserva pendant 20 ans (653-672). Respectueux de l'œuvre paternelle, il confirma expressément le régime successoral institué par lui en promulguant une loi personnelle *Ut, qui filios...* (1) et en donnant une édition définitive (2) des *leges visigothorum* avec les dispositions édictées par son père, littéralement reproduites.

Le travail législatif de Receswind ne s'arrêta pas à cette confirmation et à cette publication. C'est à lui encore qu'est due l'abolition du célèbre *Bréviaire d'Alaric*, de 506, par les lois *Aliene Gentis legibus...* (L. 8, Tit. II, Lib. II) (3) et *Quoniam Novitatem...* (L. 4, Tit. I, Lib. II), la correction du *Codex Revisus* de Léovigilde (4) et son complément par des *Novellæ Leges* (5), l'en-

(1) LEX VISIGOTHORUM, lib. IV, tit. II, I. 20 : — UT, QUI FILIOS NON RELINQUERIT, FACIENDI DE REBUS SUIS QUOD VOLUERIT HABEAT POTESTATEM. — « Omnis ingenuus vir adque femina, sive nobilis seu inferior qui filios vel nepotes aut prenepotes non relinquerit, faciendi de rebus suis quidquid voluerit indubitanter licentiam habebit : nec ab aliis quibuscumque proximis, ex superiori vel transverso venientibus, poterit ordinatio ejus in quocumque convelli; quia recta linea decutrens non habet originem, que cum successionem nature hereditatem possit accipere. Ex intestato autem iuxta legum ordinem debitam sibi hereditate poterunt iure successionem. »

(2) Karl Zeumer. — *Leges Visigothorum*. — *Praefatio*.

(3) *Liber Judiciorum*, Tit. I et II.

(4) Karl Zeumer. — *Leges Visigothorum*.

(5) H. Brunner. — *Festgabe für Heinrich Dernburg. Beiirage für Geschichte des Germanischen Watrechtes*, Berlin, 1900.

semble formant le *Libet Judiciorum* (654) réformé plus tard par Ervigius (681) et par Egica-Witiza (698-702) (1).

Une influence religieuse grandissante s'exerçait sur les monarques wisigoths et Receswind la subit dès le début de son règne: à la fin de l'année 653, le VIII^e Concile de Tolède était assemblé par lui et les Pères qui le composaient parvinrent à obtenir un accroissement de la part de biens que le défunt pouvait laisser à l'Eglise, Sánchez Román, le grand historien du droit espagnol, en rend compte en ces termes (2) :

« Receswind en vint de nouveau à se laisser absorber par l'élément clérical, en consentant à ratifier des mesures dirigées contre la succession héréditaire, en confirmant le droit pour les Evêques d'élire le roi, et en tolérant qu'on poussât à l'extrême la persécution contre les Juifs.

Chindaswind, au contraire, avait réagi contre le pouvoir de l'Eglise en mettant fin notamment aux abus du haut clergé, consécutifs au droit de visite des Evêques aux Eglises, et en réduisant beaucoup les trop fortes contributions qui de ce chef étaient prélevées sur les populations. »

Receswind mourut en 672. Son successeur sur le trône fut le roi Wamba, dont le bref règne de huit ans (672-680) ne fut marqué d'aucune initiative juridique. Il fut remplacé par le roi Ervigius qui se révéla au contraire très actif. Moins d'un an après son accession au pouvoir, en 681, il convoquait le XII^e Concile de Tolède (3), dont le *Tomus Regius*, sorte de programme solennel lu à l'ouverture de la première séance, manifestait la néces-

(1) Ureña y Smenjaud. — *Historia de la literatura jurídica Española. La Legislación gótico-hispana : Transformación evolutiva de la Lex Wisigothorum.*

(2) Sánchez Román, *Estudios de Derecho civil*, t. I. : *Historia general de la Legislación* : « Pero vuelve Recesvinto á dejarse absorber por el elemento clerical, consintiendo se ratifiquen acuerdos contra la sucesión hereditaria, confirmandose la facultad de los obispos para elegir al rey, y tolera se extreme nuevamente la persecución contra los judíos.... »

(3) Karl Zeumer, op. cit., *Praefatio*,

sité d'une réforme législative (1). Deux ans plus tard, en 683, il réunissait un second Concile, le XIII^e de Tolède. Dans l'un et l'autre on fit des lois; mais celles ayant trait au régime successoral furent l'œuvre du premier.

En ce qui concerne la quotité disponible et l'institution des méjoras, des modifications importantes furent décidées.

Pour la quotité disponible d'abord, si son quantum semble ne pas varier puisque la réserve reste toujours fixée aux $\frac{4}{5}$ de l'hérédité, ce n'est qu'une apparence car cette réserve ne portera plus désormais sur les biens d'origine royale: donations et présents du souverain, ce qui, en fait, la diminue considérablement, étant donné la provenance habituelle des richesses à cette époque, et augmente d'autant la quotité disponible.

Pour la méjora trois dispositions la transforment presque entièrement:

1^o Sa quotité est élevée du dixième au tiers de la réserve (augmentation en partie compensée par la diminution effective de celle-ci sus-mentionnée).

2^o Le testateur pourra répartir désormais cette méjora comme bon lui semblera entre ses réservataires, même par fractions inégales.

3^o La méjora ne sera plus dans l'avenir obligatoirement libre: elle pourra être assortie de conditions ou grevée de charges.

En résumé, l'institution est renforcée dans son quantum et assouplie dans son application: ce qui devait lui donner un regain de vitalité et expliquer plus tard sa longue persistance.

Toutes ces réformes furent introduites par Ervigius dans le texte même de Chindaswind, la « Dum Inlicita »

(1) Karl Zeumer, op. cit., p. 476 : *Supplementa ex Conciliorum actis excepta*; — *Tomî et edicta regum selecta*; — *Concilium Toletanum XII (a. 681, Ian.)*; — *Tomus Ervigii regis Concilio oblatus*: « ...Nam et hoc generaliter obsecro, ut, quidquid in nostrae gloriae legibus absurdum, quidquid justitiae videtur esse contrarium, unanimatis vestrae judicio corrigatur... »

dont l'édition révisée (1) marque en quelque sorte l'accroissement de l'influence de l'Eglise et la renaissance du droit romain.

(1) Texte révisé de la *Dum Inlicita*, dû à Ervigius : « *Dum inlicita queque perpetrari cognoscimus, legem ponere secuturis oportune compellimur. Plerique enim, indiscrete viventes suasque facultates interdum vel causa luxurie vel cuiusdam male voluntatis ADSENSU in personas extraneas transferentes, ita inofensos filios vel nepotes aut non gravi culpa forsitan obnoxios inanes relinquunt, ut utilitatibus publicis nihil possint omnino prodesse, quos oportuerat cum virtute parentum iniunctum sibi laborem inexcusabiliter expedire. Sed ne sub ac occasione aut utilitati publice quandoque depereat, quod perire non debet, aut naturalis pietas suspendatur a filiis vel nepotibus, quam circa eos exerceri competenter oportet : ideo, abrogata legis illius sententia, qua pater vel mater aut avus sive avia in extraneam personam facultatem suam conferre, si voluissent, potestatem haberent, vel etiam de dote sua facere mulier quod elegisset in arbitrio suo consisteret, ita magis servetur @ cunctis moderata censura, qua nec parentibus vel aviis adimatur iudicanti de rebus suis ex toto licentia, nec filios aut nepotes a successione avorum vel genitorum ex omnibus repellat indiscreta voluntas. Igitur pater vel mater, avus aut avia, quibus quempiam filiorum vel nepotum meliorandi voluntas est, hanc servant omnino censuram, ut super TERTIAM PARTEM rerum suarum melioratis filiis aut filiabus vel nepotibus atque neptis ex omnibus rebus suis amplius nihil impendunt neque facultatem suam ex omnibus in extraneam personam transducant, nisi fortasse provenierit, eos legitimos filios vel nepotes non habere suprestes. HOC TAMEN, RATIONIS INTUITU PRELUCENTE, OBSERVANDUM ADICIMUS, UT PATER VEL MATER, AVUS VEL AVIA DE SUPRADICTA TERTIA PARTE RERUM SUARUM, SI IN NOMINE FILIORUM SUARUM ATQUE NEPOTUM ALIQUID SPECIALITER SCRIPTIS CONFERRE DECREVERINT, IUXTA TESTATIONIS EORUM ORDINEM CUNCTA ERUNT OBSERVANDA PERENNITER; QUALITER TESTATIO TALIUM DE EADEM TERTIA PORTIONE, IUXTA QUOD EAM IN SINGULIS VOLUERIT PRELARGIRE, PLENAM ET INCONVULSIBILEM OBTINEAT FIRMITATEM. NEC LICEBIT FILIIS IPSIS ATQUE NEPOTIBUS, QUI DE HAC TERTIA PORTIONE ALIQUID MERUERINT A PARENTIBUS SUIS VEL AVIIS PERCIPERE, QUODCUMQUE ALIUD IUDICARE EXCEPTO SI A PARENTIBUS VEL AVIIS NULLA AD FUTURUM VIDEATUR PRO CONSULATIS REBUS TESTATIONIS CONDICIO INTERCESSISSE. Sane si filios vel nepotes habentes ecclesiis vel libertis aut quibus elegerint de facultate sua largiendi voluntatem habuerint, EXTRA ILLAM TERTIAM PORTIONEM, QUE SUPERIUS DICTA EST, QUINTA ITERUM PARS SEPARABITUR. DE QA QUINTA PARTE iudicandi potestas illis indubitata manebit. SED SIVE TERTIA RERUM PARS, QUE MELIORANDIS IMPENDI PRECIPITUR, SIVE QUINTA, QUE PRO CONSOLATIONE ECCLESiarum VEL LIBERTORUM SEU QUORUMLIBET IMPENSIONE SEPARARI IUBETUR DE PROPRIIS TANTUMDEM REBUS SEPARABITUR. NAM QUOD QUISQUIS ILLE PER AUCTORITAREM PERCIPERE MERUIT PRINCIPUM, NULLO MODO IN ADNUMERATIONE HUIUS TERTIE VEL QUINTE PARTIS QUOLIBET TITULO ADMISCETUR, SED IUXTA LEGEM ALIAM QUI HOC A REGE PERCIPERINT, HABEBUNT LICITUM, QUALE VOLUERINT DE CONLATIS SIBI REBUS APRINCIPE FERRE IUDICIUM. Exheredare autem filios aut nepotes licet pro levi culpa inlicitum iam dictis parentibus erit, flagellandi tamen et corripiendi eos, quamdiu sunt in familia constituti, tam avo quam avie, seu patri quam matri potestas manebit,*

CHAPITRE V

Le RÉGIME JURIDIQUE SOUS la DOMINATION ARABE

L'invasion Arabe (1) soumit la majeure partie de la péninsule à la loi musulmane jusqu'alors complètement étrangère à l'Espagne et à ses habitants. La domination fut d'abord coloniale, comme dépendante du Califat d'Orient ; bientôt l'intérêt dynastique d'un Omeia Abderrahman sépara de l'empire musulman, dont le chef résidait à Damas, le territoire espagnol qui devint, en 760, le Califat de Cordoue, en fait, et qui en prit le nom sous Abderrahman III en 929.

Le précepte de Mahomet relativement à l'unité de l'empire musulman indiqué par lui sous la forme d'un proverbe : « Une gaine ne peut contenir deux épées », se trouva violée, puisque dès Abderrahman I^{er}, résidant à Cordoue, il y eut dans le monde islamique deux Califats.

Ce Califat de Cordoue tomba en 1031 et le pouvoir arabe dans la péninsule se divisa entre divers royaumes seigneuriaux autonomes, principalement ceux de Séville, Tolède, Sarragosse, Lérida, Huesca, Tudela, Valencia et Alcoy. Ces monarques différaient entre eux par l'étendue de leurs domaines, la qualité de leurs titres, leur fidélité ou leur hostilité à Damas, mais tous ne connaissaient

(1) Moneva y Pujol, op. cit.
Ureña y Smenjaud. — *La Influencia semita en el derecho medioeval de España.*

Sánchez Román. — *Historia general de la Legislacion Española.*
Marichalar y Manrique. — *Historia general y recitaciones del Derecho de España.*

Malet. — *Histoire Universelle.* Chap. : L'Espagne sous l'invasion Arabe,

qu'une loi : le Koran, qui leur était commune comme s'attachant à la race et non au territoire.

Il y a dans l'Islam une loi première qui est la Sora, texte koranique, un autre de second ordre qui est la Sonna, tradition relative à la vie de Mahomet et une « porte de l'effort » où Ichtihad, qui est la jurisprudence et la doctrine.

Les Califes ne furent pas des législateurs, le droit musulman est né surtout des Cadis ou Juges et des Jurisconsultes; ceux-ci formaient quatre écoles; celles de :

- 1° Abu Hanifa;
- 2° Malek-ibn-Anas;
- 3° Mohammad-ibn-Idris-es-Xafei;
- 4° Ahmed-ibn-Hambal.

La doctrine juridique, sur laquelle les quatre himans ou docteurs sont d'accord, était dite « préceptive » ou d'autorité absolue.

A Cordoue, dès son indépendance par rapport aux Califat de Damas, c'est l'école de Malek qui prédomina, mais on suivait aussi celle de Xafei et de Hambal, dite extérieuriste et conservée par Ibnhazn, poligraphe de Cordoue du début du 11^e siècle; presque toute la littérature juridique des Musulmans de la péninsule suivait la doctrine de Malek.

Ibn-Jalden, jurisconsulte sévillan, classifie les institutions politiques de l'Islam en deux groupes : celles qui proviennent du pouvoir spirituel du Calife et celles qui proviennent de son pouvoir temporel.

Les facultés spirituelles sont celles de présider à l'oraison publique (Selamlik) d'être chef de la guerre sainte et chef de la police armée (il peut exercer ces attributions par lui-même ou les déléguer en cas de nécessité). De ces délégués les plus importants dans l'ordre juridique sont le Mufti et le Cadi.

Le Mufti ressemble au prêtre de Rome; il interprète le droit, ses décisions sont appelées « Fetwa » et ont valeur

officielle de même que la jurisprudence des tribunaux dans les pays européens.

Les collections de Fetwa d'un Mufti ont la valeur qu'attribuaient les romains à l'édit perpétuel.

Le Cadi est un juge avec juridiction contentieuse qui a pour rôle de diriger les procès et de réprimer les délits; de plus successivement, d'autres attributions lui furent conférées, relativement à la tutelle des orphelins, à la police des palais gouvernementaux et à la moralité publique.

La loi de Mahomet représentait une humanisation du droit arabe antérieur; il reconnaissait la personnalité de la femme et de l'enfant et leurs droits héréditaires; il supprimait l'usage de tuer les nouveaux-nés, atténuait la *patria potestad*, donnait à la mère le droit de garde des enfants mineurs, établissait la réserve du conjoint veuf, même en concours avec les enfants, autorisait la polygamie qui existait déjà, mais en fixait la limite à quatre épouses et recommandait la monogamie.

Le droit musulman ne pénétra d'ailleurs que peu dans la péninsule et ne s'y implanta jamais profondément, car, ainsi que l'a fort bien noté M. de Lacoste : « Les Arabes, à peine débarqués en Espagne, suivirent une politique tout à fait analogue à celle que les Goths avaient pratiquée, lors de leur entrée dans la Péninsule, environ trois cents ans plus tôt. Ils montrèrent une tolérance magnifique vis-à-vis des populations vaincues, respectant leur religion, leurs lois et leurs coutumes.

On peut même dire que dans cette voie, ils allèrent encore plus loin que les Goths. A part les contestations qui s'élevaient entre un musulman et un « infidèle », et qui étaient tranchées selon la loi du premier « parce que le statut de l'infidèle ne pouvait être opposé au musulman », tous les procès qui pouvaient surgir entre Espagnols étaient jugés conformément à la loi personnelle des indigènes, c'est-à-dire le *Liber Judiciorum*. En somme, à trois

ou quatre siècles de distance, on retrouve en Espagne un dualisme juridique pareil à celui qui caractérisa les débuts de la conquête wisigothique; de nouveau, la coexistence de deux législations bien distinctes; de nouveau, le régime de la personnalité du Droit. Seulement, aujourd'hui, c'est le Droit musulman qui prend la place des coutumes germaniques, et, au contraire, la loi wisigothique qui forme la loi des Espagnols conquis, et qui le restera pendant longtemps ».

Pendant tout le temps de la reconquête, aucun changement important du droit ne mérite d'être signalé. Les rois d'Espagne étaient trop occupés à guerroyer contre les Maures pour prendre soin de légiférer. Ce n'est qu'après la délivrance du territoire que l'activité juridique reprit son cours.

CHAPITRE VI

LES FUEROS DU MOYEN AGE

Immédiatement après la reconquête et pour attirer des habitants dans les villes désertées par les Arabes vaincus et les naturels qui avaient fui les horreurs de la guerre, les Rois espagnols accordèrent (1) aux cités proches des champs de batailles, des « lettres de peuplement » (*cartas de población*) (2) accordant des privilèges et portant exemption de charges.

On peut voir (3) dans ces lettres la première forme sous laquelle se sont manifestés les « fueros » provinciaux. Mais c'étaient moins des règlements juridiques que des attributions d'immunités et l'on peut dire que, au point de vue de l'ensemble du droit, la *lex Wisigothorum* subsista avec toute sa force en Espagne du VIII^e au XI^e siècle. A partir de celui-ci seulement des législations provinciales, les « fueros municipales » se constituèrent peu à peu et portèrent les premiers coups à l'unité juridique antérieure notamment en ce qui concerne les « *Méjoras* ».

Certains les repoussèrent complètement, tels les *fueros* des XI^e et XII^e siècle de Sepulveda, d'Alcala, de Henares, de Zamora, de Cuenca, qui obligeaient les parents à observer une stricte parité dans le partage des richesses familiales entre leurs enfants. D'autres *fueros* comme

(1) Sánchez Roman. — *Estudios de Derecho Civil. — Historia de la Legislación española*. T. I.

(2) Marichalar y Manrique. — *Historia de la Legislación*, T. II.

(3) Jean Laxague : *De la publicité immobilière du droit espagnol*. Paris, 1909.

celui de Caceres et la coutume de Castille sans repousser absolument le système des « *méjoras* » établirent une distinction entre son régime et les privilèges de primo géniture qui se généralisaient dans le royaume en même temps que s'affirmait l'autorité royale.

Au XIII^e siècle au contraire, un mouvement inverse, provoqué sans doute par les excès de particularisme des provinces en matière de droit, esquisa une tentative de centralisation juridique liée au réveil des traditions ibériques.

Au même moment on s'occupait de rechercher l'origine des *fueros* et le roi Alphonse le Savant (1) ne dédaignait pas d'y consacrer quelques lignes où sont justifiées les oppositions existantes entre les *fueros* par la diversité de leurs lieux d'origine, qui annonce déjà la nécessité d'une unification prochaine (2) : « Un seul règlement juridique régissait l'Espagne au temps des Goths. Puis lorsque les Maures conquièrent le territoire, les livres sur lesquels figuraient ces dispositions légales furent perdus. Ensuite les Chrétiens purent les recouvrer à mesure qu'ils reprenaient le sol, mais ils ne rétablirent que les règlements dont ils se souvenaient, et chacun d'une façon différente. C'est ce qui explique la diversité des *fueros* sur le territoire. Comment alors la compréhension de ces lois eut-elle été semblable pour toutes ? Les hommes ne pou-

(1) Alfonso el Sabio. — *El Especulô de las leyes*. Lib. V. Tit. V, P. 1.

« *Fuero Despanna antiguamente en tiempo de los godos fué todo uno. Mas quando moros ganaron la tierra perdiéronse aquellos libros en que eran scritos los fueros. E despues que los Christianos los fueron cobrando, así como la yvan conquiriendo, tomaron de aquellos fueros algunas cosas se gunt se acordavan, los unos de una guisa é los otros de otra. E POR ESTA RAZON VINO EL DEPARTIMIENTO DE LOS FUEROS EN LAS TIERRAS. E como quier que el entendimiento fuese todo uno : porque los omes non podrian seer ciertos de como lo usaron antiguamente, lo uno porque avie gran razon que perdieron los fueros, é lo al por la grant guerra en que fueron siempre, usavan de los fueros, cada uno en el lugar ó era, segun su entendimiento é su voluntad ».*

(2) Martínez Marina (Francisco). — *Ensayo histórico. — Critico sobre la legislación y principales cuerpos legales de los reinos de Léon y Castilla*.

vaient en effet être certains de leurs anciennes applications, les uns parce qu'ils ne les avaient plus pratiquées depuis longtemps, les autres par suite de nouvelles habitudes contractées à la grande guerre. Tous se servirent des fueros, mais chacun à l'endroit où il se trouvait et selon son entendement personnel (1). »

Ces dispositions éparses, multiples, souvent contradictoires ne pouvaient durer que pendant l'époque immédiate d'après-guerre et dès que l'Espagne eut retrouvé ses assises politiques et nationales, avec l'intégrité de son territoire un vaste mouvement de coordination et d'unification se dessina : ce devait être l'œuvre des siècles à venir.

(1) Voici à titre d'exemples quelques-uns des « Fueros » les plus caractéristiques dans leurs dispositions concernant le droit successoral :

1. — FUERO VIEJO DE CASTILLA, lib. V, tit. II, I, 4. « *Esto es Fuero de Castiella : Quando fina algund fijodalgo, e a fijos, e fijas e dejan lorigas, e otras armas, e cavallo, e otras bestias, non puede dejar á ningund de los fijos mejoria ninguna de lo que ouier, mas al uno que al otro, saluo al fijo mayór, quel puede dar el cavallo, e las armas del suo cuerpo para servir al Señor, comol seruie el padre, o a otro Señor qualquiera* ».

2. — FUERO DE CUENCA, cap. X, ley XXVII : « *Por estas avandichas razones, mandamos que nin padre, nin madre non hayan poder de dar a alguno de sus hijos más que á otro, nin sanos nin enfermos, mas todos egualmente tomen su parte, asi en mueble como en raiz.* »

3. — ORDENAMIENTO DE LAS CORTES DE NAJERA, tit. LII : « *Despues que fueren alechigados de enfermedat, nin á la hora de la muerte non pueden dar a un fijo mas que a otro ninguna cosa salvo el quinto de todos sus bienes que puede dexar por su alma. Esto es por Fuero de Castiella, que quando finare algun fijodalgo, é ha fijos et fijas, é dexa lorigas é otras armas, é mula é otras bestias, non puede á ninguno de los fijos dexar mejoria de lo que hobiere, mas al uno que al otro, salvo al fijo major, quel puede dar el caballo é las armas del su cuerpo para servir al Sennior como sirvió el padre, o otro Sennior qualquier.* »

4. — FUERO DE SEPULVEDA, I. LXI : « *Todo home que hobiere á heredar, asi herede : el más cercano pariente herede et que sea en derecho asi como la ley manda.* »

CHAPITRE VII

LE FUERO JUZGO. — LES LEYES DE TORO

Vers 1250 apparut en Espagne le fuero Juzgo qui tendait à réaliser l'unité du droit et qui fut complété vers le milieu du XIV^e siècle par l'« *ordanimiento real de Alcala* » — mais le but n'étant pas encore atteint, il fallait, pour y arriver, concentrer les lois trop diverses du Royaume. On sentait obscurément la nécessité d'une œuvre de base, d'une sorte de code qui réunirait dans ses articles les prescriptions éparpillées. Cette œuvre unificatrice se réalisa au début du xvi^e siècle. A cette date les Cortés, réunis dans une ville du Léon, proche de la Castille, rédigèrent un ensemble législatif qui porte le nom de « *Leyes de Toro* ». Ces lois qui condensaient des principes différents et souvent opposés furent accueillies avec des manifestations d'enthousiasme rarement réservées aux dispositions législatives.

Deux auteurs du xviii^e siècle, Asso et Manuel, ont exprimé en ces termes la satisfaction générale : « Dès leur parution, les Lois de Toro furent si appréciées qu'on leur donna pour leur valeur et à juste titre le premier rang devant toutes celles du pays ».

L'expérience (1) devait confirmer cette impression originale de perfection car elles entrèrent toutes dans la « *Nueva recopilación* » de 1567 et dans la « *Novísima* » de 1805, c'est dire qu'elles furent pratiquement en vigueur jusqu'au Code civil de 1889.

Il faut, toutefois, signaler que les « *Leyes de Toro* », bien qu'ayant réalisé le plus grand effort d'unification

(1) Estudios de Sanchez Román, page 385, T. I.

depuis les temps anciens, ne s'appliquèrent pas avec une implacable rigueur à tout le pays et que certaines provinces, la Catalogne, la Navarre et l'Aragon, demeurèrent régies par des *fueros* particuliers.

Les *Mejoras* sont l'objet dans les « *Leyes de Toro* » de dispositions tout à fait importantes qui montrent leur vitalité accrue au cours des siècles. Pas moins de onze lois s'attachent à en régler le fonctionnement.

Nous allons en donner le texte et la traduction, avec quelques mots de commentaires pour préciser l'état de notre institution dans ce monument considérable et célèbre de la codification du droit espagnol.

La première loi de Toro qui s'occupe de la *méjora* est la loi XVII en ces termes :

Quando el padre, ó la madre mejorarare á alguno de sus hijos ó descendientes legítimos en el tercio de sus bienes en testamento, ó en otra postrimera voluntad, ó por algun contrato entre vivos, ora el hijo esté en poder del padre que hizo la dicha mejora ó no, fasta la hora de su muerte la pueda revocar quando quisiere : salvo si hecha la dicha mejora por contrato entre vivos oviere entregado la posesion de la cosa, ó cosas en el dicho tercio contenidas á la persona á quien la hiciere, ó á quien su poder oviere, ó le oviere entregado ante Escribano la escriptura dello : ó el dicho contrato se oviere hecho por causa onerosa con otro tercero asi como por via de casamiento, ó por otra cosa semejante, que en estos casos, mandamos que el dicho tercio no se pueda revocar sin reservarse el que lo hizo en el mismo contrato el poder para la revocar, ó por alguna causa que segun leyes de nuestros reynos las donaciones perfectas, y con derecho fechas se pueden revocar. »

« Quand le père ou la mère donnera à l'un quelconque de ses fils ou descendants légitimes une *méjora* du tiers de ses biens, par testament ou par tout autre acte de dernière volonté ou par quelque contrat entre vifs, que l'enfant soit sous la puissance du parent qui a fait la dite *méjora* ou non, il pourra la révoquer quand il voudra,

jusqu'à l'heure de sa mort, sauf si la dite méjora ayant été faite par contrat entre vifs, le bénéficiaire a été mis en possession de la chose ou des choses contenues dans le tiers dont il s'agit, ou son fondé de pouvoirs. Le testateur ne pourra non plus révoquer la méjora s'il en a remis l'acte authentique devant le notaire ou encore si ledit contrat a été fait à titre onéreux avec un tiers en vue du mariage ou pour une autre cause, car dans ces cas nous ordonnons que ledit tiers ne se puisse révoquer sauf si celui qui l'a fait s'en est réservé le droit dans le contrat lui-même ou encore s'il advient quelque cause par laquelle selon les lois de notre royaume, les donations juridiquement parfaites peuvent se révoquer ».

Il ressort de cette loi deux précisions qui n'avaient encore figuré dans aucune disposition législative antérieure savoir : 1^o que les méjoras peuvent s'établir par contrat; 2^o qu'elles sont essentiellement révocables en dehors des cas indiqués par le texte lui-même.

La loi XVIII dispose ensuite :

« *El padre y la madre, ó qualquier dellos puedan si quisieren hacer el tercio de la mejoria que podian hacer a sus hijos ó nietos, conforme à la ley del Fuero, à qualquier de sus nietos, ó descendientes legitimos, puesto que sus hijos, padres de los dichos nietos, ó descendientes sean vivos, sin que en ello les sea puesto impedimento.* »

Le père et la mère ou l'un quelconque des deux pourront, s'ils le désirent, donner la méjora du tiers dont ils pourraient gratifier leurs enfants ou descendants, conformément à la loi du Fuero, à l'un quelconque de leurs descendants légitimes, bien que leurs propres enfants, parents desdits descendants, soient encore vivants. » Il appert de ce texte que la représentation ne joue pas en matière de méjora (1) et que les petits-enfants peuvent en recevoir du vivant même de leur parent (2), ce qui est en contradiction avec toutes les coutumes pré-

(1) Sanchez Román. — *Estudios de Derecho Civil*. T. I.

(2) Manresa y Navarro. — *Comentarios al Código Civil Español*.

cédentes et a semblé si extraordinaire à beaucoup d'auteurs espagnols, qu'ils ont refusé de l'admettre; mais le texte est formel et la majorité de la doctrine s'y est aujourd'hui ralliée.

La loi XIX de Toro dispose :

« *El padre y la madre y los abuelos en vida ó al tiempo de su muerte puedan señalar en cierta cosa, ó parte de su hacienda el tercio y quinto de mejoría en que lo aya el hijo, ó hijos, ó nietos que ellos mejoraren: con tanto que no exceda el dicho tercio de lo que montare, ó valiere la tercera parte de todos sus bienes al tiempo de su muerte. Pero mandamos que esta facultad de poder señalar el dicho tercio y quinto como dicho es, que no lo pueda el testador cometer à otra persona alguna.* »

Le père et la mère et les grands parents, soit pendant leur vie, soit au moment de leur mort, pourront indiquer une chose déterminée, ou une part de leurs biens pour la méjora du tiers ou du cinquième qu'ils ont faite à leur enfant ou à leurs enfants ou à leurs descendants qu'ils gratifient, à condition que ce tiers n'excède pas la valeur du tiers de leurs biens à l'époque de leur décès, mais nous ordonnons que cette faculté de pouvoir indiquer ce tiers ou ce cinquième, comme il est dit, ne puisse être donnée à aucune autre personne par le testateur ».

Dans ce texte, nous pouvons distinguer trois prescriptions : l'une qui détermine le droit du père et de la mère de spécifier la *Méjora* en biens individualisés; la seconde qui prohibe le cumul de la réserve et de la quotité disponible, c'est-à-dire le cumul de la partie libre du cinquième et de la *Méjora* du tiers; la troisième enfin, qui interdit la délégation en matière de *Méjora* et en fait un droit éminemment personnel.

La loi suivante précise encore cette stricte réglementation :

« *Los hijos ó nietos del testador no puedan decir que quieren pagar en dinero el valor del tercio ni del quinto de mejoría que el testador oviere hecho á alguno de sus hijos ó nietos, ó quando mejorarare en el quinto á otra*

persona alguna, sino que en las cosas que el testador oviere señalado la dicha mejoría del tercio y quinto, ó quando no le señaló, en la parte de la hacienda que el Testador dexare : sean obligados los herederos á se lo dar, salvo si la hacienda del Testador fuere de tal qualidad que no se pueda convenientemente dividir:que en este caso mandamos que puedan dar los herederos del Testador al dicho mejorado ó mejorados el valor del dicho tercio y quinto en dineros. »

« Les enfants ou descendants du testateur ne pourront pas dire qu'ils désirent payer en argent la valeur du tiers ni du cinquième, montant de la *méjora*, que le testateur aura faite à l'un de ses enfants ou petits-enfants, ni celle du cinquième de la *méjora* constituée à quelque autre personne, si ce n'est dans les choses que le testateur aurait assignées en paiement de cette *méjora* du tiers ou du cinquième ou quand il n'a fait aucune assignation dans la partie de son patrimoine que le testateur aurait laissée à cet effet : les héritiers seront alors obligés de leur donner, sauf si le patrimoine du testateur est d'une qualité telle qu'il ne puisse convenablement diviser, dans ce cas nous ordonnons que les héritiers du testateur puissent donner à l'avantagé ou aux avantagés la valeur dudit tiers ou du cinquième en argent. »

La loi XXI est importante, et nous aurons à la rappeler lors de l'étude de la nature juridique de la *méjora* :

« Mandamos que el hijo ó otro qualquier descendiente legitimo mejorado en tercio ó quinto de los bienes de su padre ó madre ó abuelos, que puedan si quisieren repudiar la herencia de su padre y madre, ó abuelos, y aceptar la dicha mejora, con tanto que sean primero pagadas las deudas del defuncto, y sacadas por rata de la dicha mejoría las que al tiempo de la partita parescieren, y por las otras que despues parescieren, sean obligados los tales mejorados á las pagar

por rata de la dicha mejoría, como si fuesen herederos en la dicha mejoría de tercio y quinto, lo qual mandamos que se entienda, ora la dicha mejoría sea en cosa cierta, ó en cierta parte de sus bienes. »

« Nous ordonnons que le fils ou tout autre enfant légitime avantagé du tiers ou du quint des biens de son père, de sa mère ou de ses grands-parents, puisse, s'il le veut, renoncer à l'héritage de ses père, mère ou aïeux et accepter ladite *méjora* pourvu que soient d'abord payées les dettes du défunt et que soient déduites de ladite *méjora* celles qui apparaîtraient à l'époque du partage. Quant à celles qui se révèleraient ultérieurement, les avantagés seraient obligés de les payer proportionnellement à la dite *méjora* comme s'ils étaient héritiers acceptants. Nous ordonnons que ceci soit compris, que la *méjora* soit une chose déterminée ou qu'elle porte sur un quantième des biens. »

Ce qu'il y a de particulier dans cette loi XXI c'est l'équivalence qui est établie entre les avantagés du tiers et quint et les réservataires. Nous reviendrons sur ce point, aujourd'hui encore contesté, de la qualité juridique des « avantagés renonçants ».

La loi XXII établit des engagements de *méjora* et des promesses d'égalité en ces termes :

Si el padre ó la madre, ó alguno de los ascendientes prometió por contrato entre vivos, de no mejorar á alguno de sus hijos ó descendientes, y pasó sobre ello escritura publica, en tal caso ne pueda hacer la dicha mejoría de tercio y quinto, y si lo hiciere que no vala : y asimismo mandamos que si prometió el padre ó la madre, ó algunos ascendientes de mejorar alguno de sus hijos ó descendientes en el dicho tercio y quinto por vía de casamiento, ó por otra causa onerosa alguna, que en tal caso sean obligados á lo cumplir y hacer, y si no lo hicieren, que pasados los dias de su vida la dicha mejoría ó mejoras de tercio y quinto sean habítadas por hechas. »

Si le père ou la mère ou quelqu'un des ascendants promet par contrat entre vifs de ne pas faire de *méjora* à l'un de ses enfants ou descendants et qu'il en soit passé écriture publique, dans un tel cas il ne pourrait faire la *méjora* du tiers et quint, et s'il la faisait, elle ne serait pas valable. De même, si le père, la mère ou l'un des ascendants a promis d'avantager l'un de ses enfants ou descendants du tiers ou du quint en vue du mariage ou pour quelque autre cause à titre onéreux, nous ordonnons qu'ils soient obligés de remplir leur engagement, et, s'ils ne l'ont pas fait, après leur mort, que lesdites *méjoras* soient considérées comme instituées. »

Ce qu'il y a de curieux dans cette loi XXII, c'est qu'elle est moins limitative pour les promesses d'égalité que pour les engagements de *méjora*. Celles-ci ne sont valables que par contrat de mariage ou par acte à titre onéreux. Celles-là au contraire ne nécessitent qu'une écriture publique. Enfin, cette loi XXII permet implicitement des pactes sur successions futures.

La loi XXIII dispose :

« Quando el padre ó la madre por contrato entre vivos ó en otra postrimera voluntad hiciere á alguno de sus hijos ó descendientes alguna mejoría de tercio de sus bienes, que la tal mejoría aya consideración á lo que sus bienes valieren al tiempo de su muerte; y no al tiempo que se hizo la dicha mejoría. »

Quand le père ou la mère par acte entre vifs ou par manifestation de dernière volonté aura fait à l'un de ses enfants ou descendants une « *méjora* du tiers », celle-ci devra être considérée en prenant la valeur de l'héritage au moment du décès du de cujus et non à l'époque où se fit ladite *méjora*. »

Il est à remarquer que la loi ne parle que de la *méjora* du tiers : celle du cinquième semble avoir été volontairement omise.

La loi XXIV établit :

« Quando el testamento se rompiere ó anulare por causa de preterición ó exheredación, en el qual oviere

mejoria del tercio ó quinto, no por eso se rompa ni menos dexe de valer el dicho tercio y quinto, como si el testamento no se rumpiere. »

« Quand le testament sera rompu ou annulé pour cause de prétériton ou exhéredation et que dans celui-ci il y avait *méjora* du tiers ou du quint, celle-ci ne cesse pas d'être valable et continue comme si le testament ne s'était pas rompu. »

D'après ce texte, le testament à l'époque des *Leyes de Toro* paraît avoir été une institution extrêmement souple dont les divers paragraphes peuvent jouer indépendamment les uns des autres.

Loi XXV : « *El tercio y quinto de mejora fecho por el Testador no se saque de las dotes y donaciones propter nupcias ni de las otras donaciones que los hijos ó descendientes traxeren a colació ó partición. »*

« Le tiers et quint de *méjora* ne s'enlève pas des dots ou des donations *propter nuptias* ni des autres donations que les enfants ou descendants ont à rapporter ou à partager. »

Les donations indiquées par cette loi ne peuvent donc jamais, par essence, se transformer en *méjora*, les autres, par contre, le deviendront, sauf déclaration contraire de leur auteur, selon la règle posée par la loi XXVI dans les termes suivants :

« *Si el padre ó la madre en testamento, ó en otra qualquiera ultima voluntad, ó por otro algun contrato entre vivos ficieren alguna donacion á alguno de sus hijos ó descendientes, aunque no digan que le mejoran en el tercio ó en el quinto, entiendase que le mejoran en el tercio y quinto de sus bienes en lo que cupiere, para que á él ni á otro no pueda mejorar mas de lo que mas fuere et valor del dicho tercio y quinto : y si de mayor valor fuere, mandamos que valga fasta en la cantidad del tercio y quinto, y legítima de que debian aver de los bienes de su padre y madre y abuelos, y no en mas. »*

« Si le père ou la mère par testament, par autre acte

quelconque de dernière volonté ou par un contrat entre vifs, avait fait quelque donation à l'un de ses enfants ou descendants sans dire qu'il l'avantage du tiers ou du quint, il doit être compris qu'il lui a fait *méjora* du tiers ou du quint de ses biens, de telle façon que ni l'enfant avantagé ni aucun autre ne puisse être avantagé de plus que ce dit tiers et quint. Si la donation était plus considérable, nous ordonnons qu'elle soit réduite à ce tiers ou à ce quint en sus de la réserve qu'ils devaient avoir sur l'héritage de leur père et mère ou grands-parents. »

La loi XXVII élargit encore les frontières de la *méjora* en disposant que celle-ci peut comporter des charges, même au profit d'étrangers, en ces termes :

« *Mandamos que quando el padre ó la madre mejoraren á alguno de sus hijos ó descendientes legítimos en el tercio de sus bienes, en testamento, ó en otra qualquier última voluntad, ó por contrato entre vivos, que le puedan poner el gravamen que quisieren, así de restitución, como fideicomiso; y hacer en el dicho tercio los vinculos, submisiones, y substituciones que quisieren, con tanto que lo hagan entre sus descendientes legítimos, y á falta de ellos, que lo puedan hacer entre sus descendientes i legítimos que hayan derecho de les poder heredar, y á falta de los dichos descendientes, que le suso puedan hacer entre sus ascendientes, y á falta de los suso dichos puedan hacer las dichas submisiones entre sus parientes, y a faltá de parientes entre los estraños, y que de otra manera no puedan poner gravamen alguno, ni condicion en el dicho tercio. Los quales dichos vinculos y submiciones, ora se hagan en el dicho tercio de mejoria, ora en el quinto : Mandamos que valgan para siempre, ó por el tiempo que el testador declarar, sin hacer diferencia de quarta ni quinta generación. »*

« Nous ordonnons que lorsque le père ou la mère donnera en *Méjora* à l'un quelconque de ses enfants ou

à l'un quelconque de ses descendants légitimes le tiers de ses biens par testament, dans un autre acte quelconque de dernière volonté ou par contrat entre vifs, il puisse la grever de ce qu'il désire soit comme restitution soit comme fidéicommiss. Il pourra grever également ledit tiers de charges, soumissions et substitutions qu'il voudra à condition qu'il les établisse entre ses descendants légitimes, à leur défaut entre ses descendants illégitimes habiles à lui succéder (1), à défaut de ceux-ci, entre ses ascendants, à défaut encore entre ses parents et à défaut enfin entre des étrangers.

« Il ne pourra s'établir autrement aucune charge ni condition sur la *Méjora*. Ces charges et ces soumissions se feront soit sur le tiers, soit sur le cinquième de *Méjora*.

« Nous ordonnons qu'elles soient valables pour toujours ou pour le temps qu'aura déclaré le testateur sans faire de différence de quatrième ni de cinquième génération ».

Ainsi donc, par cette loi, il est désormais possible de faire profiter de la *Méjora* des avantagés qui ne sont ni des réservataires, ni des descendants d'héritiers nécessaires, mais bien au contraire des ascendants, des parents collatéraux et même des étrangers se présentant dans un certain ordre, que la loi a minutieusement fixé comme suit :

- 1° Enfants et descendants légitimes.
- 2° Enfants naturels ayant le droit de succéder (c'est-à-dire ni adultérins ni incestueux).
- 3° Ascendants.
- 4° Parents.
- 5° Etrangers.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que la quotité de *Méjora* qui faisait à l'origine partie intangible de la réserve légale des enfants arrive, par des voies indirectes, à être détournée de sa destination première et

(1) Ce qui exclut les enfants adulterins ou incestueux,

à profiter même à des non réservataires, même à des étrangers. Ce résultat a été si contraire, non seulement aux usages mais encore à l'esprit de l'institution que, rejeté par celui-ci, il fut repoussé par ceux-là et qu'il a disparu complètement dans le Code Civil de 1889.

La loi XXIX dispose :

«*Pero si quisieren apartar de la herencia, que lo puedan hacer, salvo si la tal dote ó donaciones fueren inoficiosas, que en este caso mandamos que sean obligados los que las recibieren asi los hijos y descendientes en lo que toca á las donaciones, como las hijas y sus maridos en lo que toca á las dotes; puesto que sea durante el matrimonio, á tornar á los otros herederos del Testador aquello en que son inoficiosas, para que lo partan entre sí, y para se decir la tal dote inoficiosa, se mire a lo que excede de su legitima, y tercio y quinto de mejora : en caso que el que la dió podia hacer la dicha mejora quando hizo la dicha donacion, ó dió la dicha dote, aviendo consideracion al valor... »*

« Si les parents désirent diviser la succession, qu'ils le fassent, sauf si une dot ou donation se révélait inofficieuse auquel cas nous ordonnons que restent obligés ceux qui la recevraient, par exemple, les enfants ou descendants pour les donations et les filles et leurs maris durant le mariage, pour les dots. Pour décider si une dot est inofficieuse, il faut regarder en quoi elle excède la réserve, et la *méjora* du tiers et quint ».

En résumé, la loi XXIX décide que si un enfant a reçu une dot ou une donation par voie de mariage et qu'il renonce à la succession de celui qui la lui a constituée, il peut garder la dot à condition qu'elle n'excède point la réserve augmentée de la *Méjora*.

La loi XXXI établit :

« *Porque muchas veces acaece, que algunos porque no pueden, ó porque no quieren hacer sus testamentos, dan poder á otros que los hagan por ellos ; y los tales comisarios hacen muchas fraudes y engaños con los tales poderes, estendiendose á mas de la voluntad de aquellos*

que se lo dan, por ende por evitar los dichos daños ordenamos y mandamos, que de aquí adelante el tal comisario no pueda por virtud de tal poder hacer herederos en los bienes del testador ni mejora del tercio y quinto ni desheredar ó ninguno de los hijos, ó descendientes del testador, ni les pueda substituir vulgar, ni pupilar, ni exemplarmente, ni hacerles substitucion alguna, de qualquier calidad que sea, ni pueda dar tutor à ninguno de los hijos, ó descendientes del testador, salvo si el que dió el tal poder para hacer testamento, especialmente le dió el poder para hacer heredero, nombrando el que da el poder por su nombre a quien mando el comisario haga heredero, y en quanto á las otras cosas señalando para que le da el poder, y en tal caso el comisario pueda hacer lo que especialmente el que le dió el poder señalo y mando, y no mas ».

« Il arrive souvent que certains, soit qu'ils ne puissent, soit qu'ils ne veuillent faire leur testament, donnent pouvoir à d'autres de le faire pour eux. Lesdits mandataires commettent beaucoup de fraudes et de tromperies avec les dits pouvoirs en les étendant bien au-delà de la volonté de ceux qui les leur ont délivrés, c'est pourquoi, afin d'éviter de tels dols, nous mandons et ordonnons que dorénavant lesdits mandataires ne puissent, en vertu d'un pouvoir général, ni instituer des héritiers pour le patrimoine du testateur, ni faire des *Méjoras* du tiers ou du quint, ni exhériter aucun des enfants ou descendants du testateur, ni faire de substitution vulgaire, pupillaire, exemplaire, ni aucune autre quel qu'en soit le genre, ni donner tuteur à aucun des enfants ou descendants du testateur, sauf si celui qui leur a donné pouvoir pour faire son testament leur a remis une procuration spéciale pour instituer un héritier en nommant celui-ci par son nom et, en ce qui concerne les autres choses, en signalant la raison pour laquelle la procuration est accordée; dans ce cas, le mandataire pourra faire ce à quoi spécialement la procuration l'autorise et rien de plus »,

Ainsi, dans les Leyes de Toro, le monument législatif le plus considérable de l'histoire juridique de l'Espagne tant par le véritable effort de codification qu'il représente que par la portée pratique de ses dispositions, de nombreuses lois sont consacrées au régime successoral et, au sein de celui-ci, onze d'entre elles concernent l'institution des *Méjoras*. Tout ce qui les touche a été réglé de manière minutieuse: leurs conditions, leurs formes, leurs modalités. Des recoupements ont été faits, des précisions ajoutées, des innovations créées. En résumé, un grand développement leur a été donné et leur perfectionnement fut tel que pendant les siècles à venir et malgré deux refontes presque générales du droit espagnol, les règles concernant la quotité disponible et les *Méjoras*, ne devaient, jusqu'au projet de Code Civil de 1851, presque plus changer.

CHAPITRE VIII

LA « NUEVA RECOPILACION » (1567) ET LA « NOVISIMA RECOPILACION (1805)

Les « Leyes de Toro », œuvre remarquable à tous égards, portaient en elles une vertu coordinatrice qui ne devait pas tarder à s'étendre à toute la péninsule. Comme l'écrit très justement M. de Lacoste (1) :

« La promulgation des *Lois de Toro* marque le déclin en Espagne des *Fueros* municipaux et le précipite. A l'exception des grandes Coutumes de l'Aragon, de la Navarre et de la Catalogne, sans parler de quelques autres de moindre importance, les *Fueros*, ayant dès la fin du XIV^e siècle perdu peu à peu de leur autorité, se sont épuisés, raréfiés et ont enfin disparu. La centralisation politique et administrative s'accroissant permet maintenant et facilite le progrès de l'unité juridique. D'ailleurs, partout, dans la Péninsule, on ressent de plus en plus le besoin de condenser, de simplifier et de préciser le Droit. Aussi, à la suite de pétitions successives des Cortès de Valladolid et de celles de Madrid, se plaçant entre les années 1523 et 1555, le Pouvoir Central se décide-t-il à ordonner la formation d'un nouveau Recueil de lois, qui codifierait toutes les lois anciennes encore en vigueur, et de même toutes les lois, ordonnances et règlements publiés depuis les Cortès de Toro, en 1505. Ce Code, terminé dès 1562, ne fut publié que cinq ans plus tard, en 1567, avec le titre de *Nueva Recopilación de las Leyes de España*. Au point de vue

(1) De Lacoste, op. cit p. 293.

de l'autorité légale, cette *Nueva Recopilación* avait désormais le pas sur toutes les Compilations antérieures. »

En ce qui concerne notre matière, les *Leyes de Toro* l'avaient réglementée d'une manière si précise qu'il n'est point étonnant de voir que toutes leurs dispositions ont été conservées et qu'elles sont passées intégralement dans la nouvelle codification(1). Il suffira donc d'en donner un tableau de concordances :

NUEVA RECOMPILACIÓN (2).

Lib. V; tit. VI.

Loi I	=	Loi XVII	de Toro
Loi II	=	Loi XVIII	de Toro
Loi III	=	Loi XIX	de Toro
Loi IV	=	Loi XX	de Toro
Loi V	=	Loi XXI	de Toro
Loi VI	=	Loi XXII	de Toro
Loi VII	=	Loi XXIII	de Toro
Loi VIII	=	Loi XXIV	de Toro
Loi IX	=	Loi XXV	de Toro
Loi X	=	Loi XXVI	de Toro
Loi XI	=	Loi XXVII	de Toro

Après la *Nueva Recopilación* qui consacre ainsi les solutions successorales des *Leyes de Toro*, l'Espagne va connaître deux siècles et demi de calme juridique, tout au moins au point de vue des œuvres d'ensemble, et ce n'est qu'au début du XIX^e siècle, en 1805 exactement, qu'un autre travail de codification fut accompli sous le nom de *Novísima Recopilación*, simple révision et mise à jour des codes existants par l'entérinement des dispositions législatives promulguées depuis la codification antérieure. Notre matière principalement ne subit qu'un reclasse-

(1) Comp. Sánchez Román, *Estudios de Derecho Civil*, t. I : *Historia general de la Legislación*, p. 392.

(2) NUEVA RECOMPILACIÓN, dans le tome IX des CÓDIGOS ESPAÑOLES Y CONCORDADOS, p. 88 et ss.

ment méthodique et c'est un simple tableau de concordances qu'il suffira cette fois encore de dresser, par rapport à la *Nueva Recopilación*, et par elle, aux *Leyes de Toro*.

NOVISIMA RECOMPILACION

Lib. X; Tit. VI.

*DE LAS MEJORAS DE TERCIO Y QUINTO
EN FAVOR DE LOS HIJOS Y DESCENDIENTES.*

DES MÉJORAS DU TIERS ET DU CINQUIÈME EN FAVEUR DES ENFANTS ET DESCENDANTS

Loi I : « *Casos en que se puede revocar ó no la mejora del tercio, que los padres hicieron de sus bienes por contrato entre vivos* ».

Loi I : « Cas dans lesquels peut être ou non révoquée la méjora du tiers que les parents ont faite sur leurs biens par acte entre-vifs » = Loi 1, tit. VI, lib. V de la *Nueva Recopilación* = Loi XVII de *Toro*.

Loi II : « *La mejora del tercio se pueda hacer al nieto, aunque sus padres vivan* ».

Loi II : « Que la méjora du tiers puisse être faite aux petits-enfants, quoique leurs parents soient en vie. » = Loi 2, tit. VI, lib. V. de la *Nueva Recopilación* = Loi XVIII de *Toro*.

Loi III: « *Asignación de la mejora de tercio y quinto en cierta parte de los bienes de la herencia.* »

Loi III : « Assignation de la méjora de tiers et de quint en une partie déterminée des biens de l'hérédité. » = Loi 3, tit. VI lib. V. de la *Nueva Recopilación* = Loi XIX de *Toro*.

Loi IV: « *Modo de pagar los herederos del testador las mejoras que este hiciere de sus bienes* ».

Loi IV: « Comment les héritiers du testateur doivent acquitter les méjoras que ce dernier a faites sur ses biens »

=Loi 4, tit. VI, lib. V de la *Nueva Recopilación* = Loi XX de *Toro*.

Loi V: « *Facultad del mejorado para repudiar la herencia, y aceptar la mejora pagadas las deudas.* »

Loi V: « Faculté propre au bénéficiaire de la méjora (*mejorado*) de renoncer à la succession, et d'accepter la méjora, moyennant le paiement des dettes » = Loi 5, tit. VI, lib. V de la *Nueva Recopilación* = Loi XXI de *Toro*.

Loi VI: « *Obligacion de los padres á cumplir la promesa de mejorar o no á alguno de sus descendientes.* »

Loi VI: « Obligation des parents d'accomplir la promesse d'avantager ou de ne pas avantager (*mejorar ó no*) faite à quelqu'un de leurs descendants. » = Loi 6, tit. VI, lib. V de la *Nueva Recopilación* = Loi XXII de *Toro*.

Loi VII: « *La mejora del tercio se considere con respecto al valor de los bienes al tiempo de la muerte del mejorante.* »

Loi VII: « On doit estimer la méjora du tiers en raison de la valeur des biens au temps de la mort de l'auteur de la méjora (*mejorante*). » = Loi 7, tit. VI, lib. V de la *Nueva Recopilación* = Loi XXIII de *Toro*.

Loi VIII: « *Valga la mejora de tercio y quinto, aunque se anule el testamento en que se haga.* »

Loi VIII : « La méjora de tiers et de quint sera valable, bien que le testament qui la contient soit annulé » = Loi 8, tit. VI, lib. V de la *Nueva Recopilación* = Loi XXIV de *Toro*.

Loi IX: « *La mejora de tercio y quinto no se saque de las dotes y donaciones que deben traerse á colación y partición.* »

Loi IX: « La méjora de tiers et de quint ne doit pas être tirée des dots et donations soumises au rapport et au partage. » = Loi 9, tit. VI, lib. V de la *Nueva Recopilación* = Loi XXV de *Toro*.

Loi X: « *La donacion hecha al hijo se entienda mejora en lo que cupiere del tercio y quinto legitima.* »

Loi X : « La donation faite à un enfant doit être réputée méjora dans la mesure où elle peut tenir dans le tiers, le cinquième et la réserve. » = Loi 10, tit. VI, lib. V de la *Nueva Recopilación* = Loi XXVI de *Toro*.

Loi XI: « *Los padres puedan poner los gravámenes que quisieren en las mejoras á sus hijos.* »

Loi XI: « Les parents peuvent grever des charges (*gravámenes*) qu'ils veulent les méjoras qu'ils font à leurs enfants. » = Loi 11, tit. VI, lib. V de la *Nueva Recopilación* = Loi XXVII de *Toro*.

Avec la *Novísima Recopilación* se termine l'introduction historique de notre matière. Nous allons aborder maintenant l'étude des textes contemporains et du régime actuel.

DEUXIEME PARTIE

La nature juridique de la " mejora "

CHAPITRE PREMIER

TEXTES LÉGISLATIFS

Section I. — Le projet de Code civil de 1851

En 1845, une Commission de jurisconsultes fut nommée en Espagne pour préparer, à l'exemple de la plupart des nations européennes et suivant la grande voie tracée en France par Napoléon, un projet de code civil (1).

Elle se mit à l'ouvrage en 1846 et après 5 ans de travail, présenta un projet en 1992 articles dont les sections I et II, chapitre VI du titre I, du livre III concernaient la quotité disponible et l'institution des *mejoras*.

Voici ces textes et leur traduction :

PROJET DE CODE CIVIL DE 1851

Lib. III, tit. I, cap. VI.

SECTION I

Art. 642. — La legitima de los hijos y descendientes sera de los cuatro quintos de los bienes. — Que-

(1) Le Dr Florentino García Goyena était président de cette commission. Il a publié en 1852 un livre contenant les précédents historiques de chaque article du projet de loi.

dando un solo hijo ó descendiente sera de los dos tercios...

Art. 643. — *La legitima no admite gravámen ni condicion, ni substitucion de ninguna especie.*

Art. 644. — *La preterición de alguno ó de todos los herederos forzosos en linea recta, sea que vivan al otorgarse el testamento ó nazcan despues, aun muerto el testador, anula la institucion de heredero; pero valdrán las mandas y mejoras en cuanto no sean inoficiosas.*

Si los herederos forzosos preteridos mueren antes que el testador, la institucion surtirá efecto.

Art. 645. — *El heredero forzoso a quien el testador dejase por cualquier título menos de la legitima, solo podrá pedir el complemento de esta.*

Art. 646. — *Toda renuncia ó transacción sobre la legitima futura entre aquellos que la deben y sus herederos forzosos, es nula; y los segundos podrán reclamarla cuando mueran los primeros; pero deberán traer á colación lo que hubieren recibido por la renuncia ó transacción.*

Art. 647. — *Las disposiciones testamentarios que mengüen la legitima de los herederos forzosos, se reducirán a petición de estos, en lo que fueren inoficiosas ó excesivas.*

Art. 648. — *Para fijar la legitima se atenderá al valor de los bienes que hayan quedado a la muerte del testador, con deduccion de las deudas y cargas, sin comprender entre ellas las impuestas en el testamento.*

Al valor liquido de los bienes hereditarios se agregará el que tenian todas las donaciones del mismo testador en el tiempo en que las hizo.

Art. 649. — *Fijada la legítima con arreglo al artículo anterior, se hará la reducción coma sigue:*

1° *No se llegará a las donaciones mientras pueda cubrirse la legítima, reduciendo ó dejando absolutamente sin efecto, si necesario fuere, las disposiciones testamentarias.*

2° *La reducción de estas se hará a prorata sin distinción alguna. Si el testador quiso que se pagára cierto legado con preferencia a otros, no sufrirá reducción sino después de haberse aplicado estos por entero al pago de la legítima.*

3° *Si la disposición consiste en un usufructo ó renta vitalicia, cuyo valor se tenga por superior a la parte disponible, los herederos forzosos podrán escoger entre ejecutar la disposición ó abandonar la parte disponible.*

Art. 650. — *Cuando el legado sujeto a reducción consiste en una finca que no admite comoda división, quedará la finca para el legatario, si la reducción no absorbe la mitad de su valor, y en caso contrario para los herederos forzosos, pero aquel y estos deberan abonarse su respectivo haber en dinero.*

Art. 651. — *Si los herederos ó legatarios no quieren usar del derecho que se les concede en el artículo anterior, podrá usarlo el que de ellos no lo tenía; si este tampoco quiere usarlo, se venderá la finca en pública subasta a instancia de cualquiera de los interesados.*

SECTION II. — DE LAS MEJORAS

Art. 652. — *Los padres y ascendientes pueden disponer en vida ó en muerte en favor de cualquiera, aunque sera extraño, de todo lo que no sea*

legítima rigurosa de sus hijos y descendientes, según lo dispuesto en el art. 642.

Art. 653. — Los padres y ascendientes pueden además disponer en favor de su cónyuge en usufructo:

1º De la cuarta parte de la legítima del hijo, si queda uno solo ó descendientes que le representen;

2º De un quinto de la legítima, si deja dos ó más hijos ó descendientes que le representen.

Si el testador deja solo ascendientes, cualquiera que sea su número, puede disponer hasta de la mitad de su herencia en propiedad a favor de su cónyuge.

El cónyuge binubo no gozará de la facultad concedida en este artículo.

Art. 654. — Pueden además los padres y ascendientes disponer en favor de cualquiera de sus hijos y descendientes hasta el duplo ó de una doble porción de la legítima correspondiente a cada uno de los primeros. — Esta doble porción se llama mejora.

Art. 655. — En la mejora del duplo se observará lo dispuesto en el art. 643 sobre la legítima en general.

Art. 656. — El quinto disponible a favor de estraños, se sacará de los bienes con preferencia a la doble porción, si el mejorante no ordenare lo contrario; pero no podrá ordenarlo cuando hubiere dispuesto antes é irrevocablemente del primero.

Art. 657. — Ninguna donacion, sea simple ó por causa onerosa, en favor de hijos ó descendientes que sean herederos forzosos se reputa mejora, si el donador no ha declarado formalmente su voluntad de mejorar. — Además,

para ser válida la declaracion, ha de expresarse en ella si la mejora es de la parte disponible a favor de extraños, ó de la legítima disponible entre hijos, ó de ambas.

Art. 658. — La promesa de mejorar hecha por causa onerosa en escritura pública, con la especificacion prescrita en el artículo anterior, y aceptada por aquel a quien se hace, equivale a mejora. — Si la promesa fuese de no mejorar, y se hiciese en escritura pública, sera nula toda mejora que se hiciese en contravención de ella.

Art. 659. — Lo dejado en testamento se reputa mejora, aun cuando el testador no lo haya expresado.

Art. 660. — Cuando el mejorante no haya dispuesto otra cosa, toda mejora se sacará del remanente liquido del quinto; y en lo que no alcanzare, de la parte disponible entre herederos forzosos.

Art. 661. — El que hace la mejora pueda señalarla en cosa cierta, con tal que el valor de esta no exceda de la medida legal de aquella; pero no podrá cometer el señalamiento a otro alguno, ni aun al mismo mejorado. — Lo determinado en este artículo comprende tambien la mejora del quinto hecha a favor de un extraño.

Art. 662. — La facultad de mejorar no puede cometerse a otro.

Art. 663. — Sin embargo de lo dispuesto en los dos artículos anteriores, podrá válidamente pactarse en capitulaciones matrimoniales, que muriendo intestado uno de los conyuges, pueda el viudo ó viuda que no ha repetido matrimonio, distribuir a su prudente arbitrio los bienes del difunto, y mejorar en ellos a

los hijos comunes, sin perjuicio de su legítima y de las mejoras hechas en vida por el difunto.

Art. 664. — *Cuando no fué señalada la mejora en cosa cierta, será pagada con los mismos bienes hereditarios.*

Art. 665. — *El hijo ó descendiente legítimo mejorado puede renunciar la herencia y admitir la mejora que le fué hecha entre vivos, pero no la hecha en testamento.*

Art. 642. — La réserve des enfants et descendants sera des quatre-cinquièmes des biens. — S'il reste un seul enfant ou descendant, elle sera des deux tiers.

Art. 643. — La réserve ne peut être grevée d'aucune espèce de charge, ni condition, ni substitution.

Art. 644. — L'omission de l'un ou de tous les héritiers nécessaires, en ligne directe, soit qu'ils existent déjà lors de la confection du testament, soit qu'ils surviennent ultérieurement, même après la mort du testateur, annule l'institution d'héritiers, mais les legs et les *méjoras* sont valables tant qu'ils ne seront pas inofficieux.

Si les héritiers nécessaires omis précèdent au testateur, l'institution d'héritier produira ses effets.

Art. 645. — L'héritier nécessaire auquel le testateur aurait laissé, à quelque titre que ce soit, moins que sa réserve, ne pourra réclamer que son complément.

Art. 646. — Toute renonciation ou transaction relativement à la réserve future, entre celui qui la

doit et ses héritiers réservataires, est nulle et ces derniers pourront la réclamer à son décès; mais ils devront tenir compte de ce qu'ils ont reçu à titre de transaction ou de renonciation.

Art. 647. — A la demande des réservataires, les dispositions testamentaires entamant la réserve seront réduites dans la mesure où elles sont sans valeur et excessives.

Art. 648. — Pour fixer la réserve ou prendre en considération la valeur des biens laissés par le testateur à sa mort, en retranchant les dettes et charges, sans compter celles qui ont été imposées par le testament.

A la valeur nette des biens de la succession on ajoutera celle de toutes les donations rapportables du testateur au moment où il les a faites.

Art. 649. — La réserve ayant été calculée conformément à l'article précédent, on procédera à la réduction comme suit :

1° On conservera les donations, si on peut parfaire la réserve en réduisant ou supprimant si nécessaire les legs faits dans le testament.

2° La réduction se fera entre eux proportionnellement et sans distinction.

Si le testateur a prescrit de régler un legs de préférence aux autres, il ne sera réduit qu'après avoir utilisé les autres à fournir la réserve.

3° Si le legs consiste en un usufruit ou une rente viagère dont la valeur paraît supérieure à la quotité disponible, les réservataires auront le choix ou d'accomplir la disposition testamentaire ou d'abandonner au légataire toute la part dont le testateur pouvait librement disposer.

Art. 650. — Lorsque le legs à réduire consiste en un fonds de partage difficile, ce fonds restera au légataire si la réduction ne dépasse pas la moitié de la valeur; au cas contraire, il serait attribué aux héritiers réservataires : les uns et les autres devront respectivement verser les soultes en argent.

Art. 651. — Si les héritiers et légataires ne veulent pas user du droit que leur confère l'article précédent, celui qui ne l'avait pas pourra en profiter; s'il refuse à son tour, le fonds sera vendu aux enchères publiques, à la diligence de quiconque y aura intérêt.

Section II

Des Méjoras

Art. 652. — Les parents ou ascendants peuvent disposer, pendant leur vie ou à cause de mort, au profit de n'importe qui, même d'un étranger, de tout ce qui n'est pas la réserve stricte de leurs enfants ou descendants, conformément aux dispositions de l'article 642.

Art. 653. — Les père, mère ou ascendants peuvent en outre disposer en faveur de leur conjoint en usufruit :

1° Du quart de la réserve de l'enfant, s'il n'en reste qu'un ou des descendants le représentant.

2° D'un cinquième de la réserve, s'il reste deux ou plusieurs enfants ou descendants les représentant.

Si le testateur ne laisse que des ascendants, quelqu'en soit le nombre, il peut disposer de la moitié de son patrimoine en pleine propriété en faveur de son conjoint.

Le conjoint remarié ne profitera pas de la faculté accordée par le présent article.

- ART. 654. — « Les parents ou descendants peuvent en outre disposer au profit de n'importe lequel de leurs enfants ou descendants jusqu'au double ou à une portion double de la réserve revenant à chacun des premiers. — Cette double portion se nomme *méjora*. »
- ART. 655. — « Dans la *méjora* du double, on observera les dispositions de l'article 643 sur la réserve en général.
- ART. 656. — « Le cinquième disponible en faveur des étrangers, sera prélevé sur les biens par préférence à la double portion, si l'auteur de la *méjora* n'ordonne le contraire; mais il ne pourra l'ordonner, quand auparavant et de manière irrévocable il aura disposé de la première quotité. »
- ART. 657. — « Aucune donation, soit simple, soit pour cause onéreuse, en faveur d'enfants ou de descendants qui soient héritiers nécessaires, n'est réputée *méjora*, si le donateur n'a formellement déclaré sa volonté d'avantager. — De plus, la déclaration, pour être valable, doit spécifier si la *méjora* est de la partie disponible en faveur des étrangers, ou de la réserve disponible entre les enfants, ou des deux.
- ART. 658. — « La promesse d'avantager faite pour cause onéreuse dans un acte public, avec la spécification prescrite à l'article précédent, et acceptée par celui à qui elle est faite, vaut *méjora*. — Si la promesse est de ne pas avantager, et qu'elle soit faite dans un acte public, sera nulle toute *méjora* faite en violation de cette disposition.
- ART. 659. — « Ce qui a été laissé par testament est réputé *méjora*, même lorsque le testateur ne l'aura pas exprimé. »

- ART. 660. — « Lorsque l'auteur de la méjora n'en a pas disposé autrement, toute méjora sera tirée du solde liquide du cinquième; et en cas d'insuffisance, de la partie disponible entre héritiers nécessaires.
- ART. 661. — « Celui qui fait la méjora peut l'indiquer en une chose certaine, pourvu que la valeur de cette chose n'excède pas la quotité légale de la méjora; mais il ne pourra en confier la désignation à personne, pas même à l'avantagé. — Les dispositions du présent article concernent aussi la méjora du cinquième faite au profit d'un étranger. »
- ART. 662. — « La faculté d'avantager ne peut se déléguer à un autre. »
- ART. 663. — « Néanmoins, malgré les dispositions des deux articles précédents, il pourra valablement être convenu par contrat de mariage que si l'un des deux conjoints meurt intestat, le veuf ou la veuve qui n'a pas contracté de nouveau mariage peut distribuer, selon son propre arbitre, les biens du défunt et avantager avec eux les enfants communs sans préjudice de sa réserve et des méjoras faites pendant la vie du défunt.
- ART. 664. — « Quand la méjora n'a pas été spécifiée en une chose certaine elle sera payée avec les biens de la succession eux-mêmes. »
- ART. 665. — « L'enfant ou le descendant légitime avantagé peut renoncer à la succession et accepter la méjora qui lui a été consentie entre vifs, mais non celle laissée par testament. »
-

Ce projet de code civil contient, pour notre matière, quantité de dispositions neuves mais qui, pour la plupart, ne cadrent pas les unes avec les autres,

Ainsi la première partie de l'article 642 consacre le principe ancien d'une réserve égale au $\frac{4}{5}$ de l'hérédité, mais elle cesse d'être invariable par rapport au nombre des enfants la seconde partie de l'article disposant « quand il ne restera qu'un enfant elle sera des deux tiers. »

Avec l'article 652, donnant, même au profit d'un étranger, libre disposition aux parents de tout ce qui n'est pas réserve stricte, il semble que l'ancienne institution des méjoras soit abolie, puisqu'elle reposait précisément sur l'existence d'une légitime disponible au bénéfice exclusif des enfants ou descendants; mais dès l'article 653, celle-ci réapparaît, sous son nom usuel de méjora, mais avec des caractéristiques toutes différentes puisqu'elle peut s'élever jusqu'au double de la réserve.

Cette méjora du double est une innovation, condamnée par tous les auteurs (1) (2), qui n'eut heureusement jamais à être mise en application car on en a démontré l'impossibilité mathématique! Les autres nouveautés du projet de code de 1851 qui apparaissent dans les articles 655 et suivants, comportent suppression (3) du droit de grever les méjoras de charges ou de les assortir de conditions, interdiction (4) d'en établir tacitement par voie de donation, délégation (5) par contrat de mariage au conjoint survivant non remarié du droit de faire des méjoras aux enfants communs, possibilité (6) de renoncer à la succession et d'accepter la méjora lorsque faite par acte entre vifs mais non par testament.

Toutes ces dispositions ne conservent d'ailleurs qu'un intérêt historique de rappel et de comparaison car, par suite des circonstances politiques, le projet de 1851 ne fut jamais appliqué, et le Code Civil de 1889 donna sur tous ces points des solutions différentes et préférables.

(1) Manresa y Navarro. — *Comentarios al Código Civil Español*.

(2) Sánchez Román. — *Estudios de Derecho Civil*. T. I.

(3) Art. 655 *del Proyecto de Código Civil de 1851* (texte donné).

(4) Art. 657, *id.*

(5) Art. 663, *id.*

(6) Art. 665, *id.*

Section II. — Le Code civil espagnol de 1889 (1)

Dans le droit espagnol (2) il faut distinguer les lois et les bases en vertu d'un système curieux d'élaboration des normes juridiques. Les bases (3) sont des résumés ou plus exactement des canevas d'idées générales régissant une partie du droit, par exemple: les donations, la filiation, la prescription.

Les bases seules étaient discutées et votées par le Parlement (4), puis transmises à des Comités de juristes qui, seuls, rédigeaient le texte futur du Code; ce projet législatif était ensuite soumis au Parlement et, après ratification par celui-ci, promulgué par le Roi. C'est la raison pour laquelle le Code Civil Espagnol présente tant de mérites de clarté et de cohésion et a pu, dernier né des Codes latins d'Europe, voir le jour en si peu de temps.

La base où se trouve mentionné le principe de méjora est la base 16, ainsi rédigée:

« Le patrimoine héréditaire se partagera en trois parties égales: La première qui formera la réserve des enfants; la seconde dont le père pourra disposer librement pour améliorer la part de l'un ou l'autre de ceux-ci; la troisième qui sera complètement disponible à son gré. »

C'est le principe posé par cette base qui se retrouve dans la Loi du 11 mai 1888 qui devait passer dans les articles 806 à 833 du Code Civil Espagnol.

La méjora se trouve ainsi augmentée au tiers de la masse totale des biens héréditaires, proportion qui devient également celle de la quotité disponible

(1) *Código Civil*, 21^e edición de 1930. — *Gongora, Madrid*.

(2) Planiol et Ripert. — *Traité Élémentaire de Droit Civil*. Paris, 11^e édition 1930.

(3) L'inventeur de ce système fut l'excellent juriste espagnol et Ministre de la Justice à cette époque: D. Alonso Martínez.

(4) La Dictature a modifié cette procédure par l'institution des « Décrets-lois ».

absolue, laquelle n'était précédemment que du cinquième, le tout aux dépens de la réserve proprement dite qui se trouve réduite au tiers.

Voici le texte des articles précités:

Seccion quinta. — De las legitimas

ART. 806. — *Legitima es la porción de bienes de que el testator no puede disponer por haberla reservado la ley a determinados herederos, llamados por éstos herederos forzosos.*

ART. 807. — *Son herederos forzosos :*

1º *Los hijos y descendientes legítimos respecto de sus padres y ascendientes legítimos;*

2º *A falta de los anteriores, los padres y ascendientes legítimos respecto de los hijos y descendientes legítimos;*

3º *El viudo o viuda;*

4º *Los hijos naturales legalmente reconocidos, y el padre o madre de éstos recíprocamente.*

ART. 808. — *Constituyen la legitima de los hijos y descendientes legítimos las dos terceras partes del haber hereditario del padre y de la madre. — Sin embargo, podrán estos disponer de una parte de las dos que forman la legitima, para aplicarla como mejora á sus hijos y descendientes legítimos. — La tercera parte será de libre disposición. »*

ART. 809. — *Constituyen la legitima de los padres o ascendientes la mitad del haber hereditario de los hijos y descendientes. De la otra mitad podrán éstos disponer libremente salvo lo que se establece en el art. 836.*

ART. 810. — *La legitima reservada a los padres se dividirá entre los dos por partes iguales; si uno de ellos hubiere muerto, recaera todo en el sobre viviente.*

Cuando el testador no deje padre ni madre pero sí ascendientes, en igual grado, de las líneas paterna y materna, se dividirá la herencia por mitad entre ambas líneas.

Si los ascendientes fueren de grado diferente, corresponderá por entero a los más próximos de una ú otra línea.

ART. 811. — *El ascendiente que heredare de su descendiente bienes que éste hubiese adquirido por título lucrativo de otro descendiente, o de un hermano se halla obligado a reservar los que hubiese adquirido por ministerio de la ley en favor de los parientes que estén dentro del tercer grado y pertenescan a la línea de donde los bienes proceden.*

ART. 812. — *Los ascendientes suceden con exclusión de otras personas en las cosas dadas por ellos a sus hijos o descendientes muertos sin posteridad, cuando los mismos objetos donados existan en la sucesión que el donatario tuviera con relación a ellos, y en el precio si se hubieran vendido o en los bienes con que se hayan sustituido, si los permutó o cambió.*

ART. 813. — *El testador no podrá privar a los herederos de su legítima sino en los casos expresamente determinados por la ley.*

Tampoco podrá imponer sobre ella gravamen, ni condición, ni sustitución de ninguna especie, salvo lo dispuesto en cuanto al usufructo del viudo.

ART. 814. — *La preterición de alguno o de todos los herederos forzosos en línea recta, sea que vivan al otorgarse el testamento o sea que nazcan después de muerto el testador, anulará la institución de heredero; pero valdrán las mandas y mejoras en cuanto no sean inoficiosas.*

La preterición del viudo o viuda no anula la institución; pero el preterido conservará los derechos que le conceden los arts. 834, 835, 836 y 837 de este Código.

Si los herederos forzosos preteridos mueren antes que el testador, la institución surtirá efecto.

ART. 815. — *El heredero forzoso a quien el testador haya dejado por cualquier título menos de la legítima que le corresponda, podrá pedir el complemento de la misma.*

ART. 816. — *Toda renuncia o transacción sobre la legítima futura entre el que la debe y sus herederos forzosos,*

es nula, y éstos podrán reclamarla cuando muera aquél; pero deberán traer a colación lo que hubiesen recibido por la renuncia o transacción.

ART. 817. — *Las disposiciones testamentarias que mengüen la legítima de los herederos forzosos se reducirán, a petición de éstos, en lo que fueran inoficiosas o excesivas.*

ART. 818. — *Para fijar la legítima se atenderá al valor de los bienes que quedaren a la muerte del testador con deducción de las deudas y cargas, sin comprender entre ellas las impuestas en el testamento.*

Al valor líquido que los bienes hereditarios tu vieren, se agregará el que tenían todas las donaciones colacionables del mismo testador en el tiempo en que las hubiera hecho.

ART. 819. — *Las donaciones hechas a los hijos que no tengan el concepto de mejoras, se imputarán en su legítima.*

Las donaciones hechas a extraños, se imputarán a la parte libre de que el testador hubiese podido disponer por su última voluntad.

En cuanto fueren inoficiosas o excedieren de la cuota disponible, se reducirán según las reglas de los artículos siguientes.

ART. 820. — *Fijada la legítima con arreglo a los dos artículos anteriores, se hará la reducción como sigue:*

1.º *Se respetarán las donaciones mientras pueda cubrirse la legítima, reduciendo o anulando, si necesario fuera, las mandas hechas en testamento.*

2.º *La reducción de éstas se hará a prorrata, sin distinción alguna.*

Si el testador hubiere dispuesto que se pague cierto legado con preferencia a otros, no sufrirá aquél reducción sino después de haberse aplicado éstos por entero al pago de la legítima.

3.º *Si la manda consiste en un usufructo ó renta vitalicia, cuyo valor se tenga por superior a la parte disponi-*

ble,, los herederos forzosos podrán escoger entre cumplir la disposición testamentaria o entregar al legatario la parte de la herencia de que podía disponer libremente el testador.

ART. 821. — Cuando el legado sujeto a reducción consista en una finca que no admita cómoda división, quedará ésta para el legatario si la reducción no absorbe la mitad de su valor, y en caso contrario para los herederos forzosos; pero aquél y éstos deberán abonarse su respectivo haber en dinero. El legatario que tenga derecho a legítima, podrá retener toda la finca con tal que su valor no supere al importe de la porción disponible y de la cuota que le corresponda por legítima.

ART. 822. — Si los herederos o legatarios no quieren usar del derecho que se les concede en el artículo anterior, podrá usarlo el que de ellos no lo tenía; si éste tampoco quiere usarlo, se venderá la finca en pública subasta, a instancia de cualquiera de los interesados.

Sección sexta. — De las mejoras

ART. 823. — « El padre ó la madre podrán disponer á favor de alguno ó algunos de sus hijos ó descendientes de una de las dos terceras partes destinadas á legítima. — Esta porción se llama mejora ».

ART. 824. — « No podrán imponerse sobre la mejora otros gravámenes que los que se establezcan en favor de los legitimarios ó sus descendientes ».

ART. 825. — « Ninguna donación por contrato entre vivos, sea simple ó por causa onerosa, en favor de hijos ó descendientes, que sean herederos forzosos, se reputará mejora, si el donante no ha declarado de una manera expresa su voluntad de mejorar ».

ART. 826. — « La promesa de mejorar ó no mejorar, hecha por escritura pública en capitulaciones matrimoniales, será válida. — La disposición del testador contraria á la promesa no producirá efecto ».

ART. 827. — « *La mejora, aunque se haya verificado con entrega de bienes, será revocable, á menos que se haya hecho por capitulaciones matrimoniales ó por contrato oneroso celebrado con un tercero* ».

ART. 828. — « *La manda ó legado hecho por el testador á uno de los hijos ó descendientes no se reputará mejora sino cuando el testador haya declarado expresamente ser ésta su voluntad ó cuando no quepa en la parte libre* ».

ART. 829. — *La mejora podrá señalarse en cosa determinada. Si el valor de ésta excediere del tercio destinado a la mejora y de la parte de legítima correspondiente al mejorado, deberá éste abonar la diferencia en metálico a los demás interesados.*

ART. 830. — *La facultad de mejorar no puede encomendarse a otro.*

ART. 831. — *No obstante lo dispuesto en el artículo anterior, podrá válidamente pactarse, en capitulaciones matrimoniales, que, muriendo intestado uno de los cónyuges, pueda el viudo o viuda, que no haya contraído nuevas nupcias, distribuir, a su prudente arbitrio, los bienes del difunto y mejorar en ellos los hijos comunes sin perjuicio de las legítimas y las mejoras hechas en vida por el finado.*

ART. 832. — *Cuando la mejora no hubiere sido señalada en cosa determinada, será pagada con los mismos bienes hereditarios, observándose, en cuanto puedan tener lugar, las reglas establecidas en los artículos 1.060 y 1.062, para procurar la igualdad de los herederos en la partición de bienes.*

ART. 833. — *El hijo ó descendiente legítimo mejorado, podrá renunciar la herencia y admitir la mejora.*

Section V. — De la réserve

ART. 806. — *La réserve est la part de biens dont le testateur ne peut disposer, la loi la réservant pour les héritiers nécessaires.*

ART. 807. — Sont héritiers réservataires :

1° Les enfants et descendants légitimes par rapport à leurs parents et ascendants légitimes ;

2° A défaut de ceux-ci, les parents et ascendants par rapport à leurs enfants et descendants légitimes ;

3° Le veuf ou la veuve, les enfants naturels légalement reconnus et leurs père et mère selon le mode et la mesure établis par les articles 834, 835, 836, 837, 840, 841, 842 et 846.

ART. 808. — Les deux tiers de l'avoir successoral du père et de la mère constituent la réserve des enfants et descendants légitimes.

Ils pourront disposer, toutefois, de l'un de ces deux tiers pour l'attribuer, à titre de méjora, à leurs enfants et descendants légitimes.

Le tiers restant sera de libre disposition.

ART. 809. — La moitié de l'avoir successoral des enfants et descendants constituera la réserve des parents et ascendants. Ils pourront disposer de l'autre moitié à leur gré, sauf restriction de l'article 836.

ART. 810. — La réserve des parents se divisera entre eux en deux parts égales : si l'un d'eux est prédécédé, le survivant recevra la totalité.

Lorsque le testateur ne laisse ni père, ni mère, mais des ascendants d'un même degré dans les lignes paternelles et maternelles, la succession se divisera par moitié entre les deux lignes. Si les ascendants sont de degrés différents, elle appartiendra en totalité aux ascendants les plus proches de l'une ou de l'autre ligne.

ART. 811. — L'ascendant qui hérite de son descendant de biens, acquis à titre gratuit d'un autre ascendant ou d'un frère, est tenu de respecter les droits acquis en vertu de la loi, au bénéfice des parents jusqu'au troisième degré, appartenant à la ligne d'où proviennent les biens.

ART. 812. — Les ascendants succèdent, par exclusion de toutes autres personnes, aux biens par eux donnés à leurs enfants et descendants morts sans postérité, lorsque les objets donnés existent dans la succession.

S'ils ont été aliénés, ils succèdent à toutes les actions que le donataire pouvait avoir à ce titre, au prix s'ils ont été vendus, et aux biens de remplacement s'ils ont été échangés.

ART. 813. — Le testateur ne peut priver ses héritiers de leur réserve, en dehors des cas spécialement prévus par la loi. Il ne pourra, de même, leur imposer aucune charge, ni condition, ni substitution d'aucune sorte, sauf ce qui est dit pour l'usufruit du conjoint veuf.

ART. 814. — L'omission d'un ou de tous les héritiers réservataires en ligne directe, qu'ils fussent en vie lors de la rédaction du testament ou qu'ils soient nés depuis la mort du testateur, rendra nulle l'institution d'héritier, mais les legs et les « méjoras » vaudront tant qu'ils ne seront pas excessifs.

L'omission du veuf ou de la veuve n'annulera pas l'institution, mais celui qui aura été omis conservera les droits que lui donnent les articles 834, 835, 836 et 837 du présent Code.

Si les héritiers réservataires omis précèdent au testateur, l'institution d'héritier produira son effet.

ART. 815. — L'héritier réservataire auquel le testateur aura laissé, pour quelque cause que ce soit, moins que sa réserve, sera fondé à en réclamer le complément.

ART. 816. — Toute renonciation ou transaction relativement à la réserve future, entre celui qui la doit et ses héritiers réservataires, est nulle et ces derniers pourront la réclamer à son décès; mais ils devront tenir compte de ce qu'ils ont reçu à titre de transaction ou renonciation.

ART. 817. — A la demande des réservataires, les dispositions testamentaires entamant la réserve seront réduites dans la mesure où elles sont sans valeur et excessives.

ART. 818. — Pour fixer la réserve on prendra en considération la valeur des biens laissés par le testateur à sa mort, en retranchant les dettes et charges, sans compter celles qui ont été imposées par le testament.

A la valeur nette des biens de la succession on ajoutera

celle de toutes les donations rapportables du testateur au moment où il les a faites.

ART. 819. — Les donations faites aux enfants et non à titre de méjoras, s'imputeront sur la réserve.

Les donations faites aux étrangers, sur la part dont le testateur pouvait librement disposer.

En tant qu'elles sont excessives et excèdent la quotité disponible, on opérera leur réduction comme suit :

1° On conservera des donations, si on peut parfaire la réserve en réduisant ou supprimant si nécessaire, les legs faits dans le testament ;

2° La réduction se fera entre eux proportionnellement et sans distinction.

Si le testateur a prescrit de régler un legs de préférence aux autres, il ne sera réduit qu'après avoir utilisé les autres à fournir la réserve ;

3° Si le legs consiste en un usufruit ou une rente viagère dont la valeur paraît supérieure à la quotité disponible, les réservataires auront le choix ou d'accomplir la disposition testamentaire, ou d'abandonner au légataire toute la part dont le testateur pouvait librement disposer.

ART. 821. — Lorsque le legs à réduire consiste en un fonds de partage difficile, ce fonds restera au légataire si la réduction ne dépasse pas la moitié de la valeur ; au cas contraire, il serait attribué aux héritiers réservataires : les uns et les autres devront respectivement verser les soultes en argent.

Le légataire, qui a droit à la réserve, pourra retenir tout le fond, à condition que sa valeur ne soit pas supérieure à l'importance de la quotité disponible, et à sa part dans la réserve.

ART. 822. — Si les héritiers et légataires ne veulent pas user du droit que leur confère l'article précédent, celui qui ne l'avait pas pourra en profiter ; s'il refuse à son tour, le fonds sera vendu aux enchères publiques, à la diligence de quiconque y aura intérêt,

Section VI. — Des méjoras ou légitimes disponibles

ART. 823. — « Le père ou la mère pourront disposer en faveur de l'un ou plusieurs de leurs enfants ou descendants de l'un des deux tiers destinés à la réserve. — Cette portion se nomme *méjora* ».

ART. 824. — « On ne pourra grever la *méjora* de charges autres que celles instituées en faveur des réservataires ou de leurs descendants ».

ART. 825. — « Aucune donation entre-vifs, soit simple, soit à titre onéreux, au profit d'enfants ou de descendants qui soient héritiers nécessaires, ne sera réputée *méjora* si le donateur n'a déclaré d'une manière expresse sa volonté d'avantager ».

ART. 826. — « La promesse d'avantager ou de ne pas avantager, faite par acte public en contrat de mariage, sera valable. — Toute disposition du testament contraire à la promesse restera sans effet ».

ART. 827. — « La *méjora* sera révocable, alors même qu'elle aura été effectuée avec remise des biens, à moins qu'elle n'ait été faite par contrat de mariage ou par contrat à titre onéreux passé avec un tiers ».

ART. 828. — « La libéralité ou le legs fait par le testateur à un de ses enfants ou descendants ne sera réputé *méjora* que quand le testateur aura déclaré expressément être telle sa volonté, — ou lorsqu'il excédera la quotité disponible ».

ART. 829. — « La *méjora* pourra être désignée en une chose déterminée. Si la valeur de cette chose excède le tiers destiné à la *méjora*, plus la part de réserve correspondant à l'héritier avantagé, celui-ci devra régler en argent la différence aux autres intéressés ».

ART. 830. — « La faculté d'avantager ne peut se déléguer à un autre ».

ART. 831. — « Nonobstant la disposition de l'article précédent, il pourra valablement être convenu, en con-

trat de mariage, que si l'un des conjoints meurt intestat, le veuf ou la veuve qui n'aura pas contracté de nouveau mariage pourra distribuer, selon son libre arbitre, les biens du défunt, et avantager avec ces biens les enfants communs, sans préjudice de la réserve, ni des *méjoras* faites de son vivant par le défunt ».

ART. 832. — « Lorsque la *méjora* n'aura pas été désignée en une chose déterminée, elle sera payée avec les biens héréditaires eux-mêmes, en observant, là où elles peuvent avoir lieu, les règles établies par les articles 1061 et 1063 pour assurer l'égalité des héritiers dans le partage des biens ».

ART. 833. — « L'enfant ou descendant légitime avantagé pourra renoncer à la succession et accepter la *méjora* ».

CHAPITRE II

LA DOCTRINE

En procédant chronologiquement et pour dire un mot de la doctrine antérieure au code civil de 1889, c'est dans l'ouvrage « *Eléments de Droit Civil Espagnol* (1) », de La Serna y Montalban, paru en 1845, à Madrid, que nous trouvons exposée, pour la première fois à l'époque moderne, une théorie sur la nature juridique de la *méjora*. Pour cet auteur, c'est une institution différente de la réserve attendu que « c'est précisément la fraction de biens que les parents attribuent à leurs descendants *en sus* de leur réserve ». Cette opinion n'est pas exacte en ce sens qu'elle tendrait à une confusion avec la quotité disponible pure, du fait que n'est pas mentionné le droit privatif de l'ensemble des héritiers nécessaires sur cette part des biens.

Un autre auteur, antérieur lui aussi au Code, Gutiérrez Fernandez (2) était beaucoup plus précis dans ses « *Etudes de base sur le droit civil espagnol* » en 1862, quand il décrivait la *méjora* comme la portion de biens, retirée de la réserve des enfants au bénéfice exclusif de l'un ou de plusieurs d'entre eux et qu'il en faisait une faculté particulière distincte des autres opérations juridiques.

Parmi les auteurs postérieurs au Code citons d'abord

(1) La Serna y Montalban. — *Elementos del Derecho Civil y Penal de España*. — Madrid 1845. 2 vol. in-8°. T. II, p. 305.

(2) Gutiérrez Fernandez. — *Estudios fundamentales sobre el Derecho Civil Español*, — Madrid 1862.

D. José Maria Manresa y Navarro (1) pour qui la méjora est avant tout une faculté potestative. « Possibilité pour le père de famille de disposer en toute liberté entre ses enfants ou descendants du tiers indiqué par la loi, possibilité d'en priver à son gré un ou plusieurs réservataires, possibilité de l'assortir de conditions, de le grever de substitutions, de le limiter d'interdictions, triple possibilité telle paraît être, dit cet auteur, la nature propre de la méjora. »

Ces études laissent de côté le problème qui consiste à savoir si la méjora est une succession à titre universel ou bien à titre particulier avec, comme conséquence, la responsabilité ou l'indépendance vis-à-vis des dettes de la succession. Mais d'autres auteurs s'en sont occupés.

Les uns se fondant sur la thèse de la méjora partie intégrante de la réserve et sur l'article 818 du Code Civil arrivent à la conclusion qu'il s'agit d'une succession à titre universel: c'est l'opinion de José Morell (2) et de Sánchez Román. D'autres, comme Scaevola (3) inclinent à considérer comme une succession à titre particulier donnant pour raison qu'au cas contraire l'article 833 serait inutile.

Enfin, il est d'autres auteurs d'opinions intermédiaires comme Valverde et Demophile de Buen. Ce dernier est professeur à l'Université de Séville.

Demophile de Buen part de l'idée que le testateur peut disposer, à titre universel, ou à titre particulier, du tiers destiné à la Mejora, de même que de celui constituant la quotité disponible.

D. Antonio de Eugenio y Orbaneja, de Madrid, considère cette dualité d'une manière différente.

Pour lui, au point de vue du droit pur, la méjora est une succession à titre universel parce qu'elle est l'une des

(1) Manresa y Navarro. — *Comentarios al Código Civil Español*.

(2) Morell (José). — *Mejoras*. — *Revista general de legislación y jurisprudencia*, tom 83, Madrid, 1893, p. 259-288; 557-583; tom. 84, p. 143-157 et 314-325.

(3) Quintus Mucius Scaevola est le pseudonyme d'auteur du grand jurisconsulte espagnol D. Francisco Silvela, pour son ouvrage *Derecho Civil*.

deux parties qui forment la réserve et qu'il est indiscutable que la réserve est une succession à titre universel. Mais la loi en a-t-elle appliqué les conséquences rigoureuses ? Certainement pas. En effet, l'article 990 du Code Civil espagnol établit la règle absolue de ce que l'acceptation ou la répudiation de la succession ne pourra se faire partiellement (1) et l'article 833 du même code dit que l'enfant ou le descendant légitime avantagé pourra, à la fois, accepter la méjora et renoncer à la succession (2); on voit, dès lors, que cet article 833 est ou une exception à l'article 990, ou la preuve de ce que la méjora n'a pas la nature essentielle d'une succession à titre universel.

Ce n'est pas une exception au sens littéral du terme, attendu que dans l'article 990 les mots « Succession et Mejora » apparaissent mis en opposition et on arrive *a fortiori* à une conclusion semblable en étudiant les travaux préparatoires de l'article et aussi ses sources dans l'ancien Droit Espagnol la loi XXI de Toro notamment qui déclare expressément : « Nous ordonnons que l'enfant ou tout autre descendant avantagé du tiers ou du cinquième des biens de son père, de sa mère ou de son aïeul puisse, s'il le désire, répudier la succession de celui ou de celle-ci et accepter ladite méjora, pourvu que soient d'abord payées les dettes du défunt et que soient retirées de la dite méjora celles qui apparaîtraient au moment du partage; quant à celles qui se révéleraient ultérieurement, les dits avantagés seraient obligés à les régler sur ladite méjora comme s'ils étaient héritiers relativement à cette méjora du tiers ou du cinquième et nous ordonnons que ceci existe, que la méjora soit une chose déterminée ou une certaine quotité du patrimoine » (3).

(1) ART. 990. — *La aceptación o la repudiación de la herencia no podrá hacerse en parte, a plazo, ni condicionalmente.*

(2) « ART. 833. — « *El hijo ó descendiente legítimo mejorado podrá renunciar la herencia y admitir la mejora.* »

(3) LEYES DE TORO. — Loi XXI : « *Mandamos que el hijo ó otro qualquier descendiente legítimo mejorado en tercio ó quinto de los bienes de su padre ó madre ó abuelos, que puedan si quisieren repudiar la herencia de su padre y madre, ó abuelos, y aceptar la dicha me-*

Il ressort que les avantages, quoique responsables proportionnellement des dettes, n'étaient pas des héritiers puisqu'on leur ordonnait d'agir comme s'ils l'étaient.

Lorsque la méjora porte sur une chose certaine et déterminée, elle est considérée comme un legs aux termes de l'article 768 du Code Civil (1).

Il en résulte que dans la législation positive de l'Espagne, la méjora ne donne pas le caractère d'héritier à celui qui est avantagé.

Don Gonzalez Robollar (2) dans la revue générale espagnole de Législation et de Jurisprudence commentant l'arrêt du 19 décembre 1903 était d'une opinion différente, et soutenait que le Tribunal Suprême s'était gravement trompé et que seuls les héritiers réservataires pouvaient bénéficier de méjoras (3).

Pour M. de Lacoste (4), le seul auteur français qui ait approfondi la question : « Fixer la nature juridique de la méjora n'est pas une tâche aisée. Comment, en effet, arrêter les traits et traduire en une formule simple une chose aussi mobile, aussi élastique, aussi complexe ? Tantôt la méjora est attribuée par testament ; dira-t-on, dans ce cas, que c'est un legs pur et simple, une franche libéralité ? Ce serait ne pas tenir compte du droit relatif qu'y avait celui qui en a été gratifié, droit dérivant du fait qu'il était

joria, con tanto que sean primero pagadas las deudas del defuncto, y sacadas por rata de la dicha mejoría las que al tiempo de la partila parescieren, y por las otras que despues parescieren, sean obligados los tales mejorados á las pagar por rata de la dicha mejoría, como si fuesen herederos en la dicha mejoría de tercio y quinto, lo qual mandamos que se entienda, ora la dicha mejoría sea en cosa cierta, ó en cierta parte de sus bienes ».

(1) ART. 768. — *El heredero instituido en una cosa cierta y determinada, será considerado como legatario.*

(2) GONZALEZ REBOLLAR (Hipólito). — *Sobre mejoras de los nietos en vida de su padre.* — *Revista general de legislación y jurisprudencia*, tom. 104, Madrid, 1904 : p. 409-433; 525-539; tom. 105, Madrid, 1904, p. 5-18.

(3) *Repertorio Doctrinal y Legal de la Jurisprudencia Civil Española, establecida por el Tribunal Supremo*, t. V. (1902-1905); Madrid, 1907, p. 266.

(4) Georges de Lacoste, op. cit. p. 334 et ss.

compris dans un groupe de personnes en dehors duquel la méjora n'eût point pu être donnée. Tantôt au contraire, la méjora est constituée entre vifs, par contrat; et ici, sa physionomie juridique devient encore plus fuyante, plus insaisissable. S'agit-il d'une méjora faite par contrat de mariage avec remise immédiate des biens? Aux termes de l'article 827 du Code, cette méjora est irrévocable, et elle revêt alors tout à fait l'aspect d'une donation; d'une donation non soumise au rapport, mais qui cependant, au cas où le bénéficiaire accepte la succession (art. 833), doit de nouveau s'estimer au décès de celui qui a fait la méjora, du donateur, pour être réduite si elle entame la réserve stricte des héritiers. Est-ce toutefois une donation? Non, à cause toujours du fait que la méjora est tirée de la masse des biens réservés par la loi aux héritiers pris collectivement. Dans l'hypothèse choisie, c'est plutôt, si l'on peut parler ainsi, une sorte d'avancement d'hoirie, conditionnelle dans sa quotité et définitive dans son attribution. La situation qui vient d'être décrite n'est pas d'ailleurs la plus courante. D'ordinaire la méjora demeure essentiellement révocable (art. 827); si elle est ainsi constituée, en quoi s'analyse-t-elle? A coup sûr, elle participe des actes de dernière volonté, bien que constituée entre vifs, par contrat. Et si elle n'a pas été accompagnée de la remise des biens, ce qui arrive communément, on se laisserait aller à la rapprocher surtout, malgré certains empêchements de fond, malgré sa qualité de masse de biens distraite de la réserve légale, de la donation de biens à venir, de la donation *mortis causa*, avec en plus la révocabilité.

Tant de difficultés et d'incertitudes font voir combien il serait vain de vouloir quand même classer la méjora dans une des catégories juridiques connues. Il est plus sage de conclure que nous sommes en présence d'un acte *sui generis* dont le mieux qu'on en puisse dire c'est qu'il associe trois particularités en apparence inconciliables: la liberté, propre aux pures libéralités; la révocabilité, appartenant aux actes de dernière volonté; enfin, une certaine nécessité, qui est la conséquence des limitations établies par la

loi quant à l'étendue du champ d'exercice de la faculté d'avantager. »

Pour nous la méjora est une institution particulière en ce sens qu'elle ne se peut plier parfaitement à aucun des cadres juridiques connus, mais nous ne croyons pas qu'elle ait un caractère aussi extraordinaire que celui que lui prête notre éminent confrère de Lacoste.

C'est une institution qui a été créée et qui continue d'exister dans un but déterminé : faire œuvre concilia-trice ; historiquement entre le droit romain et le droit wi-sigoth ; à l'heure actuelle entre les deux tendances qui se partagent, sans supériorité bien marquée, le monde juri-dique — la liberté totale de disposition de dernière volon-té et la dévolution successorale plus ou moins obliga-toire.

Ceci nous semble suffire à expliquer la dualité de sa nature : vis-à-vis du testateur la méjora est avant tout une réserve, car il ne peut l'utiliser au bénéfice de personnes étrangères et dépouiller ainsi sa famille ; vis-à-vis des enfants héritiers, pris individuellement, c'est une part libre en ce sens que celui qui n'en est pas bénéficiaire ne peut réclamer, mais, pris en groupe, c'est une réserve familiale qui, dans l'esprit de la loi, doit aller au plus digne de la faire valoir et lui permettre de développer plei-nement son activité, dont les autres profiteront indirecte-ment, ne serait-ce que par solidarité du nom attaché au prestige familial.

Nous appellerons la méjora « légitime disponible », ce qui nous semble indiquer, mieux « qu'avantage légitimai-re », sa double qualité d'être à la disposition du testateur, mais au seul profit de ses descendants en ligne directe.

CHAPITRE III

LA JURISPRUDENCE

La Jurisprudence relative à la matière de la quotité disponible et des méjoras n'est pas extrêmement abondante: ceci tient à deux causes, l'une juridique, c'est que cette matière étant très ancienne et ayant fait, tout au moins depuis les Leyes de Toro, l'objet d'une réglementation très précise, la plupart des points en étaient fixés et ne prêtaient pas à discussion en justice (1); la seconde raison, purement matérielle, tient au fait que les sentences des Tribunaux espagnols n'ont été méthodiquement recueillies qu'à partir de 1838 (2) pour le « Tribunal Suprême » équivalant à notre Cour de Cassation et beaucoup plus tard pour les autres juridictions (3).

(1) ALCUBILLA. — *Diccionario de la Administración española*.

(2) REPERTORIO DE LA JURISPRUDENCIA CIVIL ESPAÑOLA, *ó compilación completa, metódica y ordenada por orden alfabético de las diversas reglas de jurisprudencia sentadas por el Tribunal Supremo de Justicia en las decisiones sobre recursos de nulidad, casación é injusticia notoria, y en la resolución de las competencias jurisdiccionales*, por D. José María Pantoja, 1838-1866, Madrid.

Il fut interrompu et repris sous le titre de REPERTORIO DOCTRINAL Y LEGAL DE LA JURISPRUDENCIA CIVIL ESPAÑOLA ESTABLECIDA POR EL TRIBUNAL SUPREMO, *por la Redacción de la « Revista general de Legislación y Jurisprudencia »*.

(3) REPERTORIO DE JURISPRUDENCIA CIVIL ESPAÑOLA. — *Consta de veinte tomos en 4.º mayor á dos columnas, y comprende desde 1839 hasta 1.º de Enero de 1894.*

REPERTORIO de JURISPRUDENCIA ADMINISTRATIVA. — *Tomos .I.º al 12.º comprenden desde 1.º de Enero de 1880, á fin de Diciembre de 1894.*

REPERTORIO DE JURISPRUDENCIA HIPOTECARIA. — *Tomo I.º Comprende todas las Resoluciones de la Dirección de los Registros de la propie-*

Voici, rangées par ordre chronologique (1), et couronnées par la mémorable décision du 19 décembre 1903, les principales sentences du Tribunal Suprême :

T. S. 1862. — S. du 19 décembre (2). — « Celui qui a acquis une méjora par acte à titre onéreux peut la transmettre soit par acte entre vifs soit à cause de mort, à celui-là qui lui succèdera soit testamentairement, soit ab intestat. » — C'est la conséquence de l'irrévocabilité de la méjora faite à titre onéreux, principe posé par la loi XVII de Toro et conservé par l'article 827 (3) du Code Civil de 1889, — qui a donc conservé sur ce point la jurisprudence antérieure, basée sur la vieille réglementation du XVI^e siècle.

T. S. 1864. — S. du 16 décembre (4). — « La méjora du tiers et quint continuera d'être valable bien que le testament où elle figure soit considéré comme nul ». — C'est l'application stricte de la loi 8 titre VI livre X de la Novísima Recopilación.

T. S. 1867. — S. du 9 octobre (5). — « Le testateur impose valablement à sa fille héritière la charge de faire une méjora sur les biens libres de son hérédité à son

dad, desde 1874 á fin Diciembre de 1879 : Tomo 2.º al 5.º, las de 1880 y 1887; 4 tomos. Tomo 6.º á 8.º, las de 1888 á 1890 : Tomo 9.º y 10, las de 1891 y 92; Tomo 11, las de 1893, á Madrid, centralisés aujourd'hui dans le :

REPERTORIO DE JURISPRUDENCIA ESPAÑOLA. — *Continuación de los anteriores Repertorios. Comprende la doctrina de las sentencias dictadas por el Tribunal Supremo y por el de lo Contencioso-administrativo; las decisiones adoptadas por los departamentos ministeriales en materia gubernativa y las acordadas por la Presidencia del Consejo de Ministros y la Dirección general de los Registros y del Notariado y publicadas en la Gaceta desde 1.º de Enero de 1894 hasta 31 de diciembre 1929 et tenu à jour par la Revista de Los Tribunales y de Legislación Universal.*

(1) De Lacoste. Op. cit. p. 450.

(2) *Gaceta*, 24 décembre 1862. T. VII, p. 782.

(3) Art. 827. — « *La mejora, aunque se haya verificado con entrega de bienes, será revocable á menos que se haya hecho por capitulaciones matrimoniales ó por contrato oneroso celebrado con un tercero.* »

(4) *Gaceta*, 24 décembre 1864. T. X, p. 486.

(5) *Gaceta*, 20 octobre 1867. T. XVI, p. 216.

descendant, enfant de cette fille, et celle-ci ne peut plus disposer, par testament ou autrement, de la part de biens désignée par la méjora. » — C'est la loi XXVII de Toro reprise par l'art. 824 (1) du Code Civil de 1889.

T. S. 1881. — S. du 2 décembre. — Droit aux biens formant la méjora établie avec clause de substitution entre les enfants du testateur, pour le cas où l'avantage décède sans postérité.

L'avantagé ayant renoncé à sa méjora, celle-ci passa à l'un de ses frères, nommé Manuel, qui survécut aux autres. A sa mort, les biens représentant la méjora passèrent à la personne désignée par lui, et celle-ci se vit intenter un procès par le fils de l'un des frères de Manuel. Le demandeur échoua devant le Tribunal et la Cour, et, s'étant pourvu en Cassation, son pourvoi fut également rejeté par la Cour Suprême, avec les considérants suivants :

« Considerando que los llamamientos que hizo el testador después del primero, se entienden con la misma condición que éste, porque si otra fuese la voluntad del testador la hubiera expresado; por manera que, según ésta, la sucesión en la mejora sólo se purificaba si el poseedor moría con hijos o cuando en defecto de éstos pasase al último de los llamados, aun cuando no las tuviese;

« Considerando que el D. Manuel por la circunstancia de haber sobrevivido a sus hermanos, vino a ocupar el último lugar en el orden de llamamientos y en él se purificó la mejora, y por consiguiente pudo disponer, como tuvo por conveniente, de los bienes en que consistía, con tanta mas razón cuanto que el testador no llamó a los nietos. »

ARRÊT DU 2 DÉCEMBRE 1881. — « Considérant que les désignations qu'a faites le testateur à la suite de la première conservent la même condition que celle-ci car si sa volon-

(1) Art. 824. — « No podrán imponerse sobre la mejora otros gravámenes que los que se establezcan en favor de los legitimarios ó sus descendientes. »

té avait été autre, elle eut été expressément indiquée. Etant donné que selon celle-ci la succession à la méjora ne se consolidait qu'à la mort avec des enfants du bénéficiaire et qu'en l'absence de postérité, la méjora a passé au dernier des appelés, même s'il n'avait pas d'enfant non plus.

« Considérant que Manuel, par le seul fait d'avoir survécu à ses frères, prenait place le dernier dans l'ordre de désignation et qu'en lui se consolidait la méjora ; que par conséquent il a pu disposer à sa guise des biens de la méjora avec d'autant plus de motifs légitimes que le testateur n'avait pas appelé les petits-enfants à sa succession. »

T. S. 1899. — S. du 31 janvier. — De la délégation de la faculté d'avantager et de la défense d'établir des méjoras au profit de personnes incertaines.

« Considerando que la clausula en la que se establece la mejora del tercio en favor de aquel de los nietos del testador, que procediendo de su difunta hija case con el consentimiento paterno para la casa pretrucial (1) no se opone a los art. 830 y 670 porque inspirada en el espíritu ó en la razón filosófica del art. 831, que con el manifesto propósito de mantener la sumisión de los hijos y el prestigio de la autoridad paterna faculta á los coñyuges para pactar en las capitulaciones matrimoniales que, muriendo intestado alguno de ellos, pueda el viudo mejorar en los bienes del difunto á los hijos comunes, no deja al arbitrio de un extraño la designación del nieto que haya de obtener la mejora, sino á la del padre mismo de los llamados en el testamento, qui en á la par, para que su elección tenga eficacia, ha de contar necesariamente, según el sentido de la cláusula, con el concurso de la voluntad del mejorado, ya por lo que respecta a su matrimonio ya por lo que toca á su instalación en la llamada cosa petrucial.

(1) En Galicie, les ascendants sont appelés « *pretrucios* » et le bien de famille (*solariega*) « *Casa pretrucial* ».

« Considerando que tampoco se opone la cláusula al art. 710, porque no la incertidumbre del agraciado con la mejora cesa por el cumplimiento de la condición impuesta en ella, que en el caso actual es el evento a que alude dicho artículo para la validez de las disposiciones testamentarias en favor de personas inciertas. »

ARRÊT DU 31 JANVIER 1899. — Considérant que la clause qui établit une méjora du tiers en faveur de celui des petits-enfants du testateur qui, fils de la fille prédécédée de celui-ci se marie avec le consentement paternel et le fait bénéficiaire de la maison de famille ne s'oppose pas aux articles 830 et 670 étant inspirée de l'esprit de l'article 831 dont le but manifeste est de maintenir la soumission des enfants et le prestige de l'autorité paternelle en donnant aux conjoints la faculté de décider dans le contrat de mariage qu'en cas de mort, sans testament de l'un d'eux, le survivant pourrait avantager les enfants communs avec les biens du défunt, ce qui ne laisse pas au choix d'un étranger la désignation de l'enfant qui doit recevoir la méjora, mais au père de ceux-là mêmes qui sont appelés par le testament ; ceci l'oblige à compter nécessairement, conformément à l'esprit de la clause, avec la volonté même du bénéficiaire tant en ce qui touche son mariage qu'en ce qui touche son installation dans la maison de famille.

Considérant que la clause n'est pas en contradiction avec l'article 750 et étant donné que l'incertitude du bénéficiaire définitif disparaît avec l'accomplissement de la condition, que ceci se produit dans le cas actuel auquel fait allusion ledit article pour la validité des dispositions testamentaires, en faveur des personnes incertaines.

T. S. 1901. — S. du 16 février. — Sur la distinction entre une méjora sous condition et une méjora simple.

Une dame avait stipulé dans son testament de répartir ses biens en parties égales entre ses quatre enfants sous la condition de séparer dans chaque part, la fraction représentant la méjora, qu'elle divisait ainsi également,

avec interdiction d'aliéner cette fraction et obligation de la transmettre à ses petits-enfants, au cas de mort sans postérité de l'un de ses héritiers.

Un des fils de la testatrice eut une fille qui prédécéda à son père, lequel institua son épouse héritière de tous ses biens. Il s'agit alors de savoir si la fille prédécédée avait par le seul fait de sa naissance rendu définitif le droit de son père ou si la fraction réservée devait aller aux autres petits-enfants de la première testatrice. C'est cette dernière solution qu'adopta le Tribunal Suprême.

« Considerando que la voluntad de la testadora al ordenar la deducción del tercio de cada una de las porciones hereditarias de sus cuatro hijos, fué, no para mejorar definitivamente con ella a los respectivos hijos de éstos que tuvieran ó pudieran tener, sino para que en su día, llegado el caso de que alguna de aquéllos muriera sin tener hijos legítimos, se distribuese la cuota que sólo en usufructo había disfrutado entre los nietos legítimos de la testadora, y que en consecuencia lógica de esta finalidad..., la que de mientras no se cumpliera la condición de que los padres premurían á sus respectivos hijos, sólo tenían éstos la esperanza o expectativa de un derecho que no podían consiguientemente transmitir si sobrevenia el supuesto contrario de premorir ellos a sus padres.

ARRÊT 16 FÉVRIER 1901. — Considérant que la volonté de la testatrice en ordonnant de déduire le tiers de méjora de chacune des portions héréditaires de ses quatre enfants n'eut pas pour but d'avantager les enfants présents ou futurs de ceux-ci, mais pour que, au cas où l'un d'eux mourrait sans postérité, la part dont il ne bénéficiait qu'en usufruit fut répartie entre les petits-enfants légitimes de la testatrice et qu'en conséquence logique de cette finalité, tant que les parents ne prédécédaient pas à leurs enfants, ceux-ci n'avaient que l'expectative d'un droit qu'ils ne pouvaient par conséquent transmettre, au cas où contrairement à ce qui avait été envisagé les enfants décéderaient avant leurs parents.

T. S. 1902. — S. du 16 juin. — Choix de la chose en règlement de la méjora :

« Si con arreglo al art. 830 no es lícito encomendar a otro la institución de la mejora, tampoco puede encomendarse a otro, ni al propio mejorado, la facultad que el 829 confiere al testador de señalar la cosa cierta en que haya de pagarse, porque todos los actos en que se desenvuelve la testamentifacción son personalísimos por su naturaleza, y, de acuerdo, con este principio, establece el 670 que no puede dejarse la formación del testamento, en todo ni en parte, al arbitrio de un tercero, por donde, no autorizando la ley que el padre pueda delegar esa facultad, fuerza es concluir que la Sala sentenciadora al dar valor y eficacia á la cláusula del testamento en cuanto por ella se autoriza á la mejorada para elegir las fincas que tuviera por conveniente en pago de la mejora y á la elección que hizo ésta en su testamento ha infringido por interpretación errónea el art. 830 y consiguientemente los 832 y 743.

ARRÊT 16 JUIN 1902. — Si, conformément à l'article 830, il est illicite de déléguer à un autre la faculté d'avantager, on ne peut pas davantage déléguer à un tiers, ni même au bénéficiaire lui-même la faculté que l'article 829 confère au testateur de désigner la chose certaine en quoi devra se payer la méjora, parce que tous les actes relatifs à la dévolution testamentaire sont éminemment personnels de par leur nature même, et que, en accord avec ce principe, l'article 670 établit qu'on ne peut laisser la formation d'un testament au choix d'un tiers d'où la loi prohibant au père de déléguer son pouvoir, on est forcé de conclure que la Cour qui a considéré comme efficace la clause du testament autorisant le bénéficiaire à choisir lui-même les biens qui devaient servir à régler sa méjora a fait une fausse interprétation de l'article 830 et par suite des articles 832 et 743.

T. S. 1903. — S. du 19 décembre. — Faculté des grands-parents d'instituer des méjoras en faveur de

leurs petits-enfants du vivant même des parents de ceux-ci (1).

José del Rio avait une seule fille et deux petits-enfants, auxquels il légua, de même qu'à ceux qui pourraient survenir jusqu'au jour de sa mort, la quotité disponible du tiers, augmentée de la méjora du tiers en stipulant que l'usufruit de cette double libéralité reviendrait à sa fille, mais que si celle-ci contractait des dettes, elle perdrait l'usufruit du legs de quotité disponible pour ne conserver que celui de la méjora; il lui faisait en outre obligation de fournir les garanties légales pour la conservation des biens.

Don José étant mort, sa fille intenta une action judiciaire pour obtenir l'annulation de la méjora établie au profit des petits-enfants, l'attribution de ce montant comme réserve, et la suppression des dispositions établies par le défunt concernant l'usufruit de ladite méjora; cette action fut rejetée et la demanderesse se pourvut en cassation devant le Tribunal Suprême qui rendit un arrêt de rejet motivé par les considérants suivants:

« Considerando que ha sido derecho tradicional de Castilla, hasta la publicación del vigente código, claramente consignado en la ley XVIII de Toro, la facultad reconocida al abuelo de aplicar el tercio de méjora, a favor de sus nietos, aun con daño y menoscabo de la legítima de los hijos vivos, padres de estos.

« Considerando que tanto por los antecedentes de la legislación, respecto de esta materia, como por el espíritu que presidió á la formación del actual Código, cual se consigna en la ley de Bases II de mayo 1888, que no fué sino el de recoger el sentido y capital pensamiento del Derecho histórico patrio aplicado por la jurisprudencia del Tribunal Supremo, sobre la base del proyecto de 1851, en que aparece reiterada la misma facultad antes expre-

(1) *Repertorio Doctrinal y Legal de la Jurisprudencia Civil Española, establecida por el Tribunal Supremo*, t. V (1902-1905); Madrid, 1907, p. 266,

sada, como por la tendencia que en dicho vigente Código se manifiesta de otorgar mayor ensanche á la libertad de testar, sería ilógico dar á los preceptos de éste, que regulan la materia de las mejoras, una interpretación contradictoria de tales principios y antecedentes, mientras de ellos no se derivase claramente que la intención del legislador fuere otra distinta;

Considerando que, no solamente no aparece semejante intención, expresada un sentido contrario a lo tradicional ni en la ley de Bases, ni en el Código, sino que, por el contrario, después de establecer el art. 823 que el padre ó la madre podrán disponer, sin distinción a favor de alguno ó algunos de sus hijos ó descendientes, en concepto de mejora de una de las dos terceras partes destinadas a la legítima, prescribe el 824 que no podrá imponerse sobre la mejora otros gravámenes que los que se establezcan en favor de los legitimarios ó sus descendientes, revelando así esta oposición entre hijos y descendientes y legitimarios, con suficiente claridad, que el legislador ordena y autoriza bajo la impresión y influencia de la facultad tradicional reconocida a los abuelos, como, además, lo corrobora el art. 782, que, aun cuando se refiere a sustituciones fideicomisarias, se halla inspirando fundamentalmente en el mismo principio: por todo lo cual la sentencia que estima la validez de una cláusula testamentaria en la que el testador mejora a sus nietos viviendo la madre de éste, única heredera de aquél hace recta aplicación de los artículos citados y no comete las infracciones que se aducen en el primero motivo del recurso.

Considerando que en el testamento de D. José no se priva a la recurrente del usufructo y administración de los bienes que componen el tercio destinado a mejora en favor de los nietos de aquél, hijos de ésta, sino que únicamente, previene que en el caso de contraer deudas, su expresada hija disputaría los citados bienes, con las obligaciones determinadas en la ley para garantizar su conservación, por lo que es visto que no se impone gravamen alguno sobre la mejora, y, por consiguiente, no se infringe el art. 824, ni los demás que se citan en el motivo.

ARRÊT DU 19 DÉCEMBRE 1903 :

« Considérant que, jusqu'à la promulgation du Code Civil actuel, le Droit traditionnel de la Castille, clairement consigné dans la loi XVIII de Toro, a été de reconnaître à l'aïeul la faculté d'attribuer le tiers de méjora à ses petits-enfants, même au détriment de la réserve des enfants vivants, pères de ceux-ci.

« Considérant, tant par les antécédents de la législation relativement à cette matière, que par l'esprit qui a présidé à la formation du Code actuel, ce qui est consigné dans la loi des *Bases* du 11 mai 1888, et qui eut soin de recueillir le sens et la pensée essentielle du Droit historique national, tel qu'il a été appliqué par la jurisprudence de la Cour de Cassation, sur la base du Projet de 1851, dans lequel apparaît réitérée la faculté indiquée plus haut ; et aussi par la tendance qui se manifeste dans ledit Code en vigueur de donner un plus grand élargissement à la liberté de tester, — qu'il serait illogique de donner aux préceptes de ce Code qui régissent la matière des méjoras, une interprétation en contradiction avec ces principes et antécédents, alors qu'il n'en résulte pas clairement que l'intention du législateur ait été différente.

« Considérant que non seulement une semblable intention n'apparaît pas, exprimée à l'encontre des pratiques traditionnelles, ni dans la loi des *Bases*, ni dans le Code, au contraire, après que l'article 823 a établi que le père ou la mère pourront disposer, en faveur de quelqu'un ou quelques-uns de leurs enfants ou descendants indistinctement, à titre de méjora, de l'un des deux tiers destinés aux légitimes, l'article 824 prescrit que l'on ne pourra grever la méjora de charges autres que celles établies en faveur des réservataires ou de leurs descendants : cette opposition entre enfants et descendants, entre réservataires et non-réservataires, révélant ainsi, avec une clarté suffisante, que le législateur ordonne et autorise cet usage sous l'influence de la faculté traditionnellement reconnue aux grands-parents, ce que de plus corrobore l'article 782

lequel, bien que se rapportant aux substitutions fidéicommissaires, s'inspire au fond du même principe...

En conséquence, la décision de justice qui considère comme valable la clause testamentaire par laquelle un testateur a établi des méjoras en faveur d'enfants dont les parents sont encore en vie a fait une application correcte des articles du Code précités et n'a pas commis de violation de la loi comme l'indique le premier moyen du recours.

Considérant que dans le testament de Don José la demanderesse n'est pas privée de l'usufruit et de l'administration des biens composant le tiers destiné à la mejora en faveur de ses enfants dont le testateur était le grand-père; que celui-ci a uniquement prévu qu'au cas où sa fille contracterait des dettes, elle serait tenue de fournir les garanties légales pour la conservation des biens, ce qui ne saurait être considéré comme une charge pour la méjora et par conséquent ne viole pas l'article 824 ni les autres articles invoqués par le second moyen.

La « Direction des Registres » s'était antérieurement prononcée dans le même sens par sa Résolution du 15 juin 1898, ainsi conçue :

« Dando como razones que en ninguno de los preceptos del Código Civil que tratan de la facultad reconocida a los testadores de mejorar a sus hijos y descendientes legítimos se dispone que sólo pueda ejercerse dicha facultad en favor de los últimos cuando reúnan el carácter de herederos forzosos ó legitimarios y que en la hipótesis de que, no según la letra de la ley, sino según el pensamiento germinal del legislador, los testadores sólo pueden usar de la facultad de mejorar a sus descendientes legítimos cuando estos reúnan el carácter de herederos legitimarios ; tampoco sería nula la mejora en favor de los nietos porque, con arreglo al art. 743 del mismo Código; las disposiciones testamentarias sólo son ineficaces en los casos expresamente prevenidos en el mismo, y entre éstos no se encuentra la mejora hecha a los nietos, que no son herederos forzosos, viviendo sus padres, »

DÉCISION ADMINISTRATIVE DE LA DIRECTION DES HYPOTHÈQUES DU 15-6-1898. — Etant donné que dans aucune des dispositions du Code traitant de la faculté reconnue aux testateurs d'établir des méjoras au bénéfice de leurs enfants ou descendants légitimes il n'est indiqué que ceux-ci dusent avoir la qualité de réservataires et que même si dans l'intention du législateur cette faculté ne pouvait s'exercer qu'en faveur d'héritiers réservataires, la méjora en faveur des petits-enfants n'en serait pas moins valable conformément à l'article 743 du Code Civil établissant que les dispositions testamentaires ne sont nulles que dans les cas expressément indiqués par la loi, ce qui n'a jamais eu lieu pour cette méjora, faite aux petits-enfants du vivant de leurs parents.

T. S. 1907. — S. du 1^{er} février. — Sur la méjora accordée à un héritier sous condition de s'occuper de ses frères.

Considerando que esta condición no significa que haya de quedar al arbitrio de los no mejorados el cumplimiento de ella, porque semejante interpretación ademas de imoral pugna con la disposición misma y haria de peor calidal al favorecido que a sus coherederos, y el fallo que se ajusta a esta doctrina no infringe el art. 675 del Código civil.

ARRÊT DU 1^{er} FÉVRIER 1907. — Considérant que cette condition ne signifie pas qu'elle doive être laissée quant à son accomplissement à l'appréciation des non bénéficiaires, car une telle disposition serait non seulement immorale mais se heurterait à la volonté même du testateur en soumettant le bénéficiaire à ses cohéritiers, que la décision de justice qui applique cette doctrine ne viole pas l'article 675 du Code Civil.

T. S. 1910. — S. du 9 juillet. — De la différence entre la *mejora* conditionnelle et la *mejora* modale.

Les époux Benito Lastra et Modesta Bravo moururent en 1885 et 1887, avant la promulgation du Code civil, en laissant un testament avantageant de la méjora du tiers leur fils Alexandre, sous l'obligation d'élever deux

autres enfants mineurs. Ils stipulaient en outre que si l'avantagé mourrait sans postérité, ou avant d'entrer en jouissance de la méjora, celle-ci passerait à leur autre fils Frédéric, avec les mêmes charges et obligations.

Frédéric et Alexandre décédèrent respectivement en 1898 et 1903, ce dernier sans postérité et laissant un testament par lequel il instituait sa femme héritière de tous ses biens, y compris ceux provenant de la méjora, celle-ci s'occupant du seul frère mineur qui restait. La veuve de Frédéric, qui avait des enfants mineurs, intenta une action contre celle d'Alexandre pour réclamer les biens de méjora, la volonté des premiers testateurs étant, selon elle, que l'éducation et l'entretien du frère mineur ne pouvait incomber qu'aux descendants directs et non à leurs épouses.

Cette demande fut rejetée ainsi que son recours en cassation par les considérants suivants :

« Considerando que los derechos a la sucesión en este caso han de regularse por la legislación anterior al Código civil por haber muerto los testadores con anterioridad a el, no pudiendo por hechos ocurridos con posterioridad sufrir variación la institución establecida por aquéllos, ni las consecuencias legales de la misma en perjuicio del derecho adquirido por uno de los interesados en la referida sucesión; y como este sucedería si se reconociera a los hijos de D. Federico el derecho que al fidei comisario concede el art. 784 del referido Código, aun en el supuesto de que fuera aplicable al caso, ya que con ello se perjudicaría al que, de acuerdo con la legislación anterior, tenía ya adquirido D. Alejandro, es manifiesto que no es de aplicación al presente litigio el párrafo segundo de la mencionada disposición trasitoria (1 a.) y mucho menos si se relaciona con la duodécima. »

« Considerando que los testadores establecieron con la mejora un fidei comiso condicional, y como el fidei comisario, D. Federico, premurió il fiduciario, D. Alejandro, es indudable que con arreglo a la doctrina

reiteradamente establecida por la jurisprudencia no transmitió aquél derecho a alguno de sus hijos en los bienes de la mejora y al estimarlo así el fallo recurrido no infringió la voluntad de los testadores ni las leyes 5 a. tit. 33 Part. 7 a y 22 a. tit. 99. Part. 6 a. y la doctrina de las sentencias 14 octubre 1867 y 31 diciembre 1905. »

« Considerando que por ser condicional la institución de D. Federico no hubiera transmitido a sus hijos derecho alguno a la mejora, aun en el supuesto de que fuera de aplicación lo dispuesto en el Código civil, porque su art. 784 no se refiere al fidei comisario condicional, sino al designado sin condición, puesto que para aquél se ha de observar la prescripción del art. 759 del mismo cuerpo legal.

« Considerando que el recurso se basa en la afirmación de que D. Alejandro fué mejorado con la condición de cuidar a sus hermanos incapacitados, y como dicha institución no tuvo el caracter de condicional, ya que el mandato de los testadores, que no calificaron de condición y si sólo de obligación, no es mas que la expresión del objeto ó movil que aquélos tuvieron presente para hacer la mejora estableciendo con ello una institución modal, que en nuestra antigua legislación reguló la ley 21, tit 9 a. de la Partida 6 a. cuya doctrina refleja el art. 797 del Código (S. 10 febrero 1907) institución que no impide al instituido adquirir desde luego, y transmitir a sus herederos los bienes que comprenda..... toda vez que por lo dicho D. Alejandro adquirió los bienes en que se determinó la mejora y legitimamente fueron transmitidos a su heredera testamentaria, sin que a lo expuesto se oponga la condición causal que en dicho testamento se impone, referente a si el D. Alejandro moría, sin sucesión legítima porque dicha condición se refiere solamente al D. Federico, a quien interesaba se compiese durante su vida para poder adquirir derecho a la mejora. »

ARRÊT DU 9 JUILLET 1910. — Considérant que les droits à la succession doivent être examinés dans cette espèce,

conformément à la législation antérieure au Code Civil les testateurs étant morts avant sa promulgation; que, des faits survenus postérieurement ne peuvent modifier l'institution établie par eux ni les conséquences légales de celles-ci au préjudice des droits acquis par les intéressés dans ladite succession; que cette solution serait celle qui interviendrait si on reconnaissait aux enfants de Frédéric le droit concédé au fideicommissaire par l'article 784 du Code Civil; que même en supposant qu'il s'applique à ce cas il porterait préjudice au droit acquis par Alexandre conformément à la législation antérieure; qu'il appert ainsi que le paragraphe second de la disposition transitoire mentionnée ne peut s'appliquer au présent litige et bien moins encore les dispositions de la douzième section.

Considérant que les testateurs ont établi avec la méjora un fideicommis conditionnel et que le fideicommissaire Frédéric est mort avant le fiduciaire Alexandre; qu'il est indubitable conformément à une jurisprudence constante qu'il n'a pu transmettre à aucun de ses enfants son droit aux biens de la méjora et que par suite la décision attaquée qui en avait ainsi décidé n'a violé en rien la volonté du testateur ni les lois mentionnées ni la jurisprudence précédemment établie.

Considérant qu'étant conditionnelle l'institution de Frédéric n'a transmis à ses enfants aucun droit sur la méjora, même si les dispositions du Code Civil devaient s'appliquer, car l'article 784 ne se réfère pas au fideicommissaire conditionnel mais à celui qui a été désigné sans conditions, attendu que pour celui-là c'est l'article 759 qu'il y a lieu d'observer.

Considérant que le recours se base sur l'affirmation de ce qu'Alexandre fut avantagé sous condition de s'occuper de ses frères incapables mais que cette institution n'avait pas le caractère conditionnel, les testateurs ne l'ayant pas qualifié ainsi, mais ayant seulement parlé d'obligation, ce qui est l'expression du mobile qui les poussa à faire cette méjora; que celle-ci n'est alors qu'une institution modale

que notre antique législation régissait par la loi XXI, titre 9 de la sixième Partie dont la doctrine se reflète dans l'article 797 du Code, institution qui n'empêche pas le bénéficiaire de transmettre à ses héritiers les biens dont il profite; que par suite Alexandre a bien acquis les biens composant la méjora et qu'il les a légitimement transmis à son héritière par testament sans que la condition causale indiquée dans le testament puisse y faire obstacle; elle ne se référait qu'à Alexandre mourant sans succession légitime et Frédéric avait intérêt à ce qu'elle s'accomplisse durant sa vie, pour acquérir droit à la méjora.

T. S. 1915. — S. du 11 janvier. — *Mejora* (1) *prometida en capitulaciones matrimoniales y cuya subsistencia se subordinó al cumplimiento por el favorecido de cierta convención. El incumplimiento de esta hace inaplicable al caso el art. 827 del Código Civil.*

ARRÊT DU 11 JANVIER 1915. — La méjora promise par contrat de mariage et dont l'existence est subordonnée à l'accomplissement par le bénéficiaire d'une certaine convention devient nulle par le non accomplissement de celle-ci.

DIRECTION DES HYPOTHÈQUES 1915. — Décision du 27 mai (2). — *Efectos de la prohibición impuesta por el testador a los mejorados de enajenar durante su menor edad los bienes de la mejora. Resolución del 27 de mayo de 1915.*

DES EFFETS DE L'INTERDICTION IMPOSÉE PAR LE TESTATEUR AU BÉNÉFICIAIRE D'ALIÉNER LES BIENS DE LA MEJORA PENDANT LEUR MINORITÉ. — Cette interdiction a été reconnue valable par la décision de la direction des hypothèques en date du 27 mai 1915.

(1) Alcubilla. — Appendice au Dictionnaire de l'administration espagnole. — Année 1915, p. 548.

(2) *Gaceta* 12 de julio de 1915.

TROISIEME PARTIE

Application du régime successoral espagnol

CHAPITRE PREMIER

LE PARTAGE DE LA SUCCESSION

Quand il n'y a pas d'héritiers nécessaires, la masse successorale constitue un patrimoine indivis que le testateur peut distribuer librement ou laisser répartir entre ceux que la loi appelle pour hériter *ab intestat*. S'il y a des descendants légitimes (1) l'hérédité est divisée en deux parties : l'une représentant un tiers de libre disposition totale et l'autre une réserve des deux tiers dont la moitié est réservée paritairement aux enfants et dont l'autre peut servir à augmenter la part de l'un ou de plusieurs d'entre eux : c'est cette dernière portion qui prend le nom de « méjora » (2). S'il y a aussi des ascendants, l'avoir héréditaire est considéré comme composé de deux parties égales : l'une de libre disposition et l'autre de réserve. Lorsqu'en plus concourt le conjoint survivant, c'est aussi un partage égal en deux parties qui est fait, mais dont l'un représente un usufruit qui constitue la réserve du conjoint survivant; la nue propriété de cette partie étant

(1) Art. 808 du Code Civil (texte donné).

(2) J. Morell, *Mejoras*, dans la *Revista general de Legislación y Jurisprudencia*, t. 83, p. 277.

de libre disposition comme la pleine propriété de la première.

S'il y a en plus du conjoint un enfant, l'hérédité se divise en trois parties égales, l'une entièrement disponible, l'autre entièrement réservée à l'enfant, la troisième demeurant en nue propriété à l'enfant et en usufruit au conjoint.

S'il y a plusieurs enfants, la division est la même mais la troisième part considérée également comme réserve des enfants comporte une fraction en usufruit proportionnelle à leur nombre au bénéfice du conjoint (1).

Le Jurisconsulte espagnol Francisco Sylvela a longuement étudié cette question dans le tome XIV de son traité de droit civil publié sous le pseudonyme de *Quintus Mu-
cius Scaevola*. Il examine spécialement les deux points suivants :

1° Elucider si dans le texte du Code (2) est renfermée une possibilité légale de donner au conjoint survivant une partie en usufruit de la succession du prémourant *ab intestat* ou si le silence du législateur sur ce point établit sa volonté de refuser ce droit en dehors des dispositions testamentaires;

2° Déterminer l'importance de l'usufruit du conjoint survivant dans une succession testamentaire lorsqu'existent des enfants de plusieurs lits différents. Ces points spéciaux sont en dehors de notre étude, mais nous devons signaler toutefois que sur le premier la conclusion de ce grand Jurisconsulte est négative et que sur le second, elle adopte la solution dite « du dividende variable » intermé-

(1) *Eduardo G. Caminero. — Tratado Teorico y práctico de partición de herencia. 3^{ra} edición. Madrid 1927, p. 130 et ss.*

(2) 659. — *La herencia comprende todos los bienes, derechos y obligaciones de una persona, que no se extingan por su muerte.*

Article 659. — L'hérédité comprend tous les biens, droits et obligations d'une personne qui ne disparaissent pas par sa mort.

« Les titres nobiliaires, quoique ne s'éteignant pas par la mort de celui qui les porte, ne forment pas partie de l'hérédité au sens strict du Code Civil; leur transmission étant soumise à des règles spéciales qui obligent le testateur, pour en disposer, à suivre le règlement établi par l'ordonnance royale du 27 mai 1912 ».

diaire, en quelque sorte, entre celle du dividende fixe et celle de diviseurs composés.

Voici les articles relatifs à la suite des opérations du partage :

On déduit (art. 817) de la réserve (1) les donations faites aux enfants et qui n'ont pas la qualité de mejora; c'est-à-dire que l'on considérera la réserve comme payée par les biens reçus en donations par les enfants.

Si la somme est supérieure à la réserve, il y aura lieu à réduction; au cas contraire, à complément.

On déduit (art. 835) du tiers destiné (2) aux méjoras, la portion héréditaire laissée en usufruit au conjoint veuf, lorsque subsistent des descendants.

On doit déduire de la quotité disponible :

1° Les donations faites à des étrangers et les legs (art. 819);

2° Le tiers en usufruit qui revient au conjoint veuf quand il ne reste que des ascendants (art. 836).

Ce tiers doit se déduire de la moitié disponible et représentera par conséquent le sixième de la succession. Lorsque les deux sixièmes restant complètement libres seront insuffisants pour régler les donations aux étrangers et les legs, en réglera ceux-ci dans l'ordre fixé par l'article 887 du Code, laissant en suspens le paiement de ceux qu'on ne pourra acquitter jusqu'à la fin de l'usufruit du conjoint veuf, mais en attribuant au légataire impayé la nue propriété des biens en usufruit dans la proportion de l'importance de leurs legs;

3° La part en usufruit qui revient au conjoint veuf se déduira en cas de secondes noces et d'enfants de différents lits, du tiers de libre disposition (art. 839).

Dans ce cas, l'usufruit produit les effets d'un legs préférentiel pour éviter la diminution de la réserve générale

(1) *Se imputarán a la legítima las donaciones hechas a los hijos que no tengan el concepto de mejoras* (817).

(2) *Se imputará al tercio destinado para mejoras la porción hereditaria asignada en usufructo al cónyuge viudo, cuando queden descendientes* (835).

qui autrement en résulterait et aussi pour ne pas le déduire du tiers des méjoras, ce qui porterait préjudice aux enfants communs;

4° L'usufruit de la moitié de la succession qui revient au conjoint veuf quand il ne reste plus ni ascendants, ni descendants légitimes (art. 837);

5° La réserve qui revient aux enfants naturels légalement reconnus quand ils sont en concours avec des enfants ou descendants légitimes doit se déduire du tiers de quotité disponible immédiatement après les frais d'enterrement et de funérailles.

CHAPITRE II

LA QUOTITÉ DISPONIBLE ET LE SYSTÈME DES MÉJORAS

La réserve étant constituée (1) des deux tiers de l'avoir héréditaire du père ou de la mère, ceux-ci ne peuvent donner en manière de méjora à un ou plusieurs enfants plus de la moitié de celle-ci, c'est-à-dire plus du tiers dudit avoir.

Si la somme indiquée comme méjora dépassait cette limite, elle serait inofficieuse et nulle pour le surplus. Ce surplus ne peut pas se considérer comme un legs et se prélever sur la partie des biens de libre disposition si le majorateur n'en a ainsi expressément disposé parce que, la méjora étant une partie de la réserve, on doit entendre qu'on n'a pas voulu faire bénéficier l'enfant avantagé de la quotité disponible au détriment des autres enfants, ceux-ci en concours avec lui, ont un droit de succession sur cette partie disponible, dont n'ont pas disposé les parents.

Si la méjora consiste en une chose déterminée (2) dont la valeur excède le tiers permis, le surplus s'imputera sur la réserve. S'il est excessif, il y aura lieu à réduction et la différence devra être versée en espèces aux autres enfants.

Les grands-parents peuvent faire des méjoras à leurs petits-enfants si le père ou la mère de ceux-ci sont prédécédés et qu'ils occupent leur place par représentation car, ayant droit à la réserve, ils peuvent en recevoir l'accroissement par voie de méjora. Si le père ou la mère

(1) Voir art. 823 du code civil espagnol (texte donné).

(2) Voir art. 829 id., id., id.

vivent encore (1) ils n'ont pas droit à la réserve, mais depuis l'arrêt du Tribunal Suprême du 19 décembre 1903, ils peuvent tout de même bénéficier de méjoras : nous l'avons vu en étudiant la jurisprudence.

Entre les effets légaux de la donation et la méjora existe la différence que celle-ci s'impute sur la réserve qui correspond à chaque enfant et celle-là sur le tiers total de l'hérédité, la loi veut éviter ainsi qu'une donation s'applique comme méjora au préjudice des autres enfants.

En ce qui concerne les donations à cause de mort, elles sont considérées comme des legs et ne se peuvent confondre avec les méjoras faites par testament.

De l'article 826 et de l'article antérieur, il appert que la méjora peut se constituer comme les donations par contrat entre vifs. Cet article déclare que la promesse faite par contrat de mariage est irrévocable et, qu'au surplus, l'avantagé la considérera comme constituée selon les modalités indiquées dans la promesse.

Comme les legs doivent se payer proportionnellement quand la quotité disponible est insuffisante pour les acquitter tous, l'article 828 excepte de cette règle ceux faits en faveur de fils ou descendants. Le surplus se prélèvera alors sur le tiers destiné à la méjora.

En cas de réduction de tous les legs (2), on réduira également en proportion la part du legs fait aux enfants ou descendants qui sera pris sur la portion disponible et le montant de la réduction s'ajoutera au surplus et s'acquittera avec la part destinée aux méjoras ; de cette façon, il n'est pas porté préjudice aux autres légataires et la

(1) Nous nous rappelons (cf. *supra*) que la Loi XVIII de Toro donnait expressément cette solution et autorisait les grands parents à faire des méjoras à leurs descendants par dessus la tête de leurs enfants vivants. C'est cette solution qu'admettait dès la fin du XIX^e siècle le Bureau des Hypothèques du Royaume, depuis une décision fameuse du 15 juin 1898 de son Conseil de Direction, autorisant à recevoir de telles inscriptions. (*Resolución de la Dirección de los Registros del 15 Junio de 1898*) et que vint confirmer l'arrêt du Tribunal Suprême du 19 décembre 1903.

(2) Voir art. 828 du Code civil espagnol (texte donné).

règle générale édictée pour la réduction des legs est respectée.

Comme la méjora est une partie de la réserve (1) et qu'on ne peut destiner au paiement de celle-ci plus des deux tiers de la succession, l'excès de la méjora ne se prélèvera pas sur les biens disponibles.

La différence ou la soulte que l'enfant avantagé doit régler en espèces quand sa méjora excède à la fois le tiers permis et la réserve se répartira entre les co-héritiers car c'est leur part de réserve qui a été absorbée par l'excès de méjora ; l'article 829 donne droit à l'avantagé de s'attribuer les biens désignés par la méjora ; le notaire en fera la déclaration et en vérifiera l'attribution. Il dressera l'acte d'obligation de l'enfant avantagé, tenu de compléter en espèces la part de réserve qui fait défaut à ses co-héritiers, si, dans l'acte de partage, il ne fait pas remise des dites espèces pour payer l'excès de méjora. S'il remet ces espèces, il le fera constater en s'adjugeant les biens de méjora et dans les attributions aux co-héritiers seront comprises ces espèces avec la déclaration de leur origine et l'indication de leur but.

Le majorateur (2) doit exercer personnellement la faculté d'avantager. Cependant, s'il donnait pouvoir à un autre pour que, par contrat entre vifs se fasse la méjora, en signalant la qualité de celle-ci ou en mentionnant les choses spécifiquement déterminées en quoi elle devra consister, elle sera valable, le mandataire n'agissant pas de sa propre volonté mais n'étant que l'exécuteur de ce que le mandant personnellement ordonne.

Nous reverrons ce point en détail dans un prochain chapitre.

L'article 831 (3) contient une exception à l'article 830 et une à l'article 670 du Code en tant qu'il permet à d'autres personnes d'effectuer la distribution des biens du de cujus.

(1). Voir art 829.

(2) Voir art. 830.

(3) Voir art. 831.

Si celui-ci avait fait, durant sa vie, des méjoras, le conjoint survivant n'en pourra effectuer à son tour qu'en complément du tiers qui leur est globalement destiné.

Le descendant légitime avantagé pourra accepter la méjora et renoncer à la succession (1). Cette disposition est très curieuse, — elle a soulevé de nombreuses controverses dans la doctrine, relativement à la qualification d'héritier de l'avantagé renonçant. Nous les avons examinées précédemment.

Le Code n'établit aucune règle pour exécuter la réduction des méjoras ; lorsqu'il en existe de différentes sortes (2) et qu'elles excèdent le tiers légitime, il est nécessaire d'en diminuer quelques-unes comme « inofficieuses ». A défaut de règle sur ce point, on peut considérer comme applicables par analogie celles contenues dans les articles 656 (3) et 820 (4) du Code qui établissent : la première — que la réduction de la donation s'exécute en supprimant ou réduisant celles de dates les plus récentes — et la seconde — que les legs se réduisent proportionnellement. Lequel de ces deux procédés sera le plus rationnel à appliquer à deux ou plusieurs méjoras quand leur total excède le tiers légitime, tel est le problème à résoudre.

Si l'on admet que l'article 656 englobe les méjoras en les considérant comme des donations, il faudra alors supprimer ou réduire celles constituées en dernier ; mais com-

(1) Voir art. 833 id., id., id. (texte donné).

(2) Art. 972. — *A pesar de la obligación de reservar, podrá el padre, o madre, segunda vez casado, mejorar en los bienes reservables a cualquiera de los hijos o descendientes del primer matrimonio, conforme a lo dispuesto en el art. 823.*

Malgré l'obligation de la réserve, le père ou la mère mariés une seconde fois pourront faire une méjora sur les biens réservés à l'un quelconque des enfants du premier lit conformément à ce qui est exposé à l'article 823.

(3) Art. 656. — *Si, siendo dos o más las donaciones, no cupieren todas en la parte disponible, se suprimirán o reducirán en cuanto al exceso las de fecha más reciente.*

656. — Lorsqu'en cas de deux ou plusieurs donations, la quotité disponible se trouve dépassée on les réduira jusqu'à concurrence du surplus, en commençant par les plus récentes,

(4) Art. 820 (texte donné).

me fréquemment les méjoras sont instituées à une époque identique ou dans un testament, on ne pourra, dans ce cas, faire application de la règle dudit article qui table sur la diversité des dates. Il faudra recourir à la règle de l'article 820 et les réduire proportionnellement lorsqu'elles ne consisteront pas en choses déterminées.

Si elles consistent en biens spécifiés, la règle pour les réduire se trouve établie dans l'article 829 (1), c'est-à-dire que le surplus, dans ce cas, sera réglé en espèces par l'avantagé à ses co-héritiers réservataires. Si, par conséquent, il y avait deux méjoras de cet ordre, chacun des avantagés verserait en espèces la somme qui vis-à-vis de sa méjora correspond au surplus.

On en déduit une nouvelle raison pour soutenir l'application de la règle du prorata à la réduction des méjoras ne consistant pas en choses déterminées: le paiement en espèces que le Code établit pour compléter les réserves des héritiers non avantagés est une réduction *proportionnelle* du montant des méjoras.

Quand la méjora a été faite conjointement à plusieurs, la réduction pour inofficiosité n'offre pas de difficultés puisqu'elle se borne à appliquer les règles déjà exposées selon que la méjora consiste ou non en choses déterminées.

Un autre cas de doute se présente pour la réduction des méjoras, dont la solution ne trouve pas d'appui légal dans le Code, par suite de sa carence en la matière, et ce doute consiste à déterminer comment doivent se payer deux ou plusieurs méjoras quand les unes s'appliquent à des choses déterminées, que les autres sont faites sans détermination et que la valeur de toutes dépasse le tiers légitime.

Ce doute serait facile à résoudre si le Code avait établi quelque principe qui donnât préférence à certaines méjoras sur d'autres, mais comme il ne détermine pas si celles faites sur choses déterminées ont préférence sur celles

(1) Art. 829 (texte donné).

sans détermination ou celles-ci sur celles-là, il est nécessaire d'admettre comme base que tous les avantageés ont droit à ce qu'on leur paie la méjora en totalité, s'il est possible, dans la limite du tiers légitime. De cette règle découle la nécessité de réduire les unes et les autres méjoras quand elles sont en concours et que leur total est excessif. Mais, étant donné la différence de nature des méjoras dont nous traitons, il y a quelque difficulté à déterminer la forme de la réduction et la proportion dans laquelle celle-ci doit affecter chaque méjora, difficulté que l'on résout en considérant que les méjoras doivent d'abord être comprises dans le tiers de l'hérédité et doivent s'imputer sur la réserve seulement lorsque le tiers est insuffisant à les payer toutes. En conséquence, quand la somme des méjoras excède le tiers, il sera d'abord nécessaire de les réduire jusqu'à celui-ci, ce qui se fera en déduisant la somme qui excède le tiers de l'hérédité de la valeur de chaque méjora proportionnellement à son montant, si bien que le tiers mentionné sera distribué proportionnellement entre toutes les méjoras.

Cette opération, une fois réalisée, les sommes qui manqueront à chaque avantageé pour arriver au paiement de sa méjora seront imputées sur la réserve et si, après cette imputation, les méjoras étaient encore excessives, le surplus serait déclaré inofficieux et l'avantageé le perdrait purement et simplement pour la méjora faite sans détermination. Pour celle consistant en choses déterminées, l'avantageé sera obligé de la compenser en espèces à ses cohéritiers (1).

(1) *Comp. Eduardo G. Caminero. Tratado teórico y práctico sobre Partición de Herencia con reglas para formalizar, 3^{ra} edición, Madrid, editorial Reus, 1927,*

CHAPITRE III

CARACTÈRE PERSONNEL DU TESTAMENT ET DE LA MÉJORA

L'article 830 déclare expressément que « la faculté de majorer ne peut être déléguée à personne (1). Seul donc, le chef de famille disposera de ce terrible instrument faisant varier les héritages du simple au double; ce qui est une sage précaution de la loi.

Il faut remarquer, toutefois, que l'article 830 n'aurait pas eu de raison d'être si les méjoras s'étaient faites uniquement par voie testamentaire, puisqu'il est dit, dans un article précédent, l'article 670 (2), que « le testament est éminemment personnel et ne peut être rédigé par un autre. »

Mais on peut instituer aussi des méjoras par acte entre vifs et la prohibition précitée, n'aurait pas seule suffi à supprimer des interventions intéressées.

L'histoire, cette fois, loin d'avoir préparé la règle actuelle permettait, sous certaines conditions, de s'en remettre à un tiers pour instituer des méjoras (Loi de Toro XXXI).

Il existe une exception considérable à cette règle de non délégation de la méjora: c'est celle qui autorise les époux

(1) Art. 830. — « *La facultad de mejorar no puede encomendarse á otro* ».

(2) Art. 670. — « *El testamento es un acto personalísimo; no podrá dejarse su formación en todo ni en parte, al arbitrio de un tercero, ni hacerse por medio de comisario o mandatario.*

Tampoco podrá dejarse al arbitrio de un tercero la subsistencia del nombramiento de herederos o legatarios, ni la designación de las porciones en que hayan de suceder cuando sean instituidos nominalmente,

à se donner un mandat mutuel par contrat de mariage pour constituer des méjoras. Elle est indiquée dans l'article 831 (1) qui vient lui-même du projet du Code Civil de 1851.

Ce mandat par contrat de mariage offre de nombreuses particularités. Il exige cinq conditions préalables :

1° C'est dans le contrat de mariage lui-même que doit être stipulé cette faculté de majorer, à peine de déchéance ;

2° Seul le conjoint survivant qui ne se remarie pas y a droit ;

3° Seuls les enfants communs issus du mariage légitime peuvent en être bénéficiaires ;

4° Le prémourant doit être décédé sans laisser de testament ;

5° Aucun préjudice ne doit être subi par les héritiers réservataires, ni par les majorataires que le de cujus avait pu préalablement instituer au moyen d'actes entre vifs.

Lorsque l'un des conjoints meurt, sans avoir rédigé de testament, tous ses biens reviennent à ses héritiers naturels, enfants et petits-enfants, et c'est l'époux survivant, et non remarié, qui répartira à son gré la fortune entre ses descendants et non en suivant une règle mathématique d'une rigoureuse égalité.

L'article 831 établit un véritable privilège au bénéfice de l'époux survivant et non remarié. Cet article 831 est donc en contradiction avec l'article 670, et par voie de conséquence avec l'article 830, qui n'est lui-même qu'un cas particulier de l'article 670 établissant le droit de tester comme strictement personnel.

Une question assez difficile est de déterminer le sens exact des mots « enfants communs » et de préciser si cette

(1) Art. 831. — « No obstante lo dispuesto en el artículo anterior, podrá válidamente pactarse, en capitulaciones matrimoniales, que muriendo intestado uno de los cónyuges, pueda el viudo ó viuda que no haya contraído nuevas nupcias, distribuir, á su prudente arbitrio, los bienes del difunto y mejorar en ellos á los hijos comunes, sin perjuicio de la legítima y de las mejoras hechas en vida por el finado ».

formule doit être prise d'une manière extensive ou, au contraire, restrictive.

La première opinion permettrait au conjoint survivant d'attribuer à un descendant du second degré non réservataire une méjora malgré la présence actuelle de l'ascendant intermédiaire.

L'expression « descendants communs », a pour but de préciser que le conjoint survivant ne peut, en aucun cas, faire bénéficier de méjora des enfants d'un autre lit, mais la formule est incomplète, car le qualificatif commun s'arrête forcément au premier degré et une interprétation trop littérale du texte ferait dire que les descendants d'enfants communs prédécédés quoi qu'ayant droit à la réserve par représentation, ne pourraient bénéficier des méjoras, ce qui est contraire à la réalité.

Ce bénéfice accordé au conjoint survivant en matière de méjora est un perfectionnement du système primitif trop rigide et il pallie aux inconvénients d'un brusque décès et à la désorganisation subite d'une famille, par les sages mesures que des époux d'accord peuvent prendre pour la sauvegarde des biens de leurs enfants.

CHAPITRE IV

DES PERSONNES QUI PEUVENT AVANTAGER ET DES BÉNÉFICIAIRES DE MÉJORAS

Les articles du Code Civil Espagnol concernant les méjoras ne sont pas rédigés avec une clarté absolue, et il faut souvent se référer de l'un à l'autre, pour savoir qu'elle est exactement la portée de l'institution; c'est ainsi que l'article 823 (1) laisserait croire que seuls le père et la mère peuvent faire des méjoras, alors qu'il n'en est rien et qu'il ressort à l'évidence des articles suivants que ce droit appartient aussi aux aïeuls et autres ascendants.

De même, l'article 808 (2) ne parle que des enfants; il faut encore y comprendre tous les descendants en ligne directe quel que soit leur degré.

La logique, autant que l'histoire, sont d'accord pour n'apporter aucune restriction à la liste des personnes qui peuvent faire des méjoras, la *Dum Inlicita* de Chindaswind marqua, dès l'origine, les droits égaux des parents et des grands-parents par l'expression *Pater vel mater, avus, aut avia* et les droits égaux des enfants et des petits-enfants par celle de: *Filii vel nepotes*. Le projet de Code Civil de 1851 était sur le sujet, d'une clarté absolue, quand il écrivait : *Los padres y ascendientes*, et cette indication se retrouve, selon la remarque de Morelli (3), et de Manresa (4) et dans toutes les grandes compilations juridiques.

(1) Art. 823 du code civil (texte donné).

(2) Art. 808 id. id. (texte donné).

(3) J. Morell, op. cit., t. 83.

(4) *Manresa y Navarro*, op. cit, t. V.

Pour que les enfants et descendants puissent être bénéficiaires de méjoras, il est indispensable, aux yeux du Code Espagnol, qu'ils aient la qualité non discutée de « légitimes », car les enfants naturels n'y ont aucun droit.

Le point discuté est de savoir si des descendants non réservataires, par suite de l'existence actuelle de leurs parents, peuvent être avantagés par des méjoras, du fait de leurs grands-parents.

La difficulté vient de ce que la méjora fait partie intégrante de la réserve; que celle-ci ne saurait échoir à d'autres que les réservataires légitimes et qu'en cette matière, le premier degré prime le second. L'aïeule ne pourrait donc pas, au point de vue de la théorie pure, faire passer sur la tête de son petit-fils la réserve que la loi accorde à son fils.

Pourtant, c'est une solution empirique contraire qui a prévalu depuis les Leyes de Toro (1) du début du seizième siècle qui déclaraient: « Les parents pourront majorer du tiers, à leur disposition pour leurs enfants, n'importe lequel de leurs petits-enfants ou descendants légitimes alors même que les parents de ceux-ci seraient toujours vivants; cela sans qu'on puisse leur y faire obstacle. » La question est aujourd'hui résolue dans le sens de la tradition. Nous avons vu, en effet, que le 19 décembre 1903, le Tribunal Suprême, équivalent de notre Cour de Cassation, déclarait qu'il les reconnaissait comme valables selon les prescriptions de la Loi de Toro, en opposition avec le *fuero réal* antérieur et adoptait ainsi la doctrine affirmative (2).

Cette décision a semblé contradictoire avec le texte impératif de l'article 813 (3) du Code qui déclare : « Les héri-

(1) *Leyes de Toro*. Loi XVIII.

(2) *V. le Repertorio doctrinal y legal de la jurisprudencia civil española establecida por el Tribunal Supremo*, t. V., 1902-1906; p. 266.

(3) Art. 813. — *El testador no podrá privar á los herederos de su legítima sino en los casos expresamente determinados por la ley. Tampoco podrá imponer sobre ella gravámen, ni condición, ni sustitución de ninguna especie, salvo lo dispuesto en cuanto al usufructo del viudo ».*

tiers ne pourront être privés de leurs réserves par le testateur, en dehors des cas formellement prévus par la Loi et ajoutant : Le testateur ne pourra grever d'aucune charge ni condition, ni d'aucune substitution cette réserve, sauf les dispositions concernant l'usufruit du veuf : — Certains auteurs, particulièrement D. Hipolito González Rebollar ont attaqué très vigoureusement la solution du Tribunal, mais la jurisprudence n'en est pas moins fixée et la doctrine s'y étant en grande majorité ralliée, la question peut être considérée aujourd'hui comme close définitivement (1).

(1) *Hipolito Gonzalez Rebollar dans la Revista general de Legislación y Jurisprudencia*, t. 104, p. 409-433; p. 525-539 et t. 105, p. 518.

CHAPITRE V

LES DIVERSES CATÉGORIES DE MÉJORAS ET LEURS MODALITÉS

A côté des méjoras testamentaires, il y a des méjoras par contrats qui figuraient d'ailleurs dans la loi XVII de Toro (1) et qui ont continué d'exister depuis lors.

Les méjoras testamentaires sont toutefois les plus anciennes : elles sont comme toutes les dispositions par acte de dernière volonté essentiellement révocables. Ce qui est curieux, c'est que cette révocabilité en soit venue à s'attacher à l'institution même des méjoras et que celles qui sont passées par acte entre vifs n'en sont pas, pour cela, devenues définitives comme la forme de ces actes le laisserait supposer. Ainsi, un père de famille pourra passer contrat avec un ou plusieurs de ses enfants pour l'avantager d'une méjora à titre gratuit, soit que l'enfant entre immédiatement en possession des biens, soit, au contraire, que leur collation en soit retardée jusqu'à la mort du père lui-même.

Il faut signaler aussi les promesses d'avantager ou celles, négatives, de ne pas avantager apparues dans la loi XXII de Toro (2), cette loi déclare que tout contrat de cette nature entre parents et descendants sera considéré comme valable sous la seule condition qu'il en ait été dressé acte public, l'acte authentique était le plus souvent un contrat de mariage et les dites promesses, tout au moins les promesses positives, étaient faites en contem-

(1) Loi XVII de Toro, texte donné.

(2) Loi XXII de Toro, texte donné.

plation de celui-ci; c'est le seul d'ailleurs qu'ait conservé le code civil de 1889 dans son article 826. Ces promesses, pour être valables, doivent être naturellement expresses puisqu'elles ne sauraient être déduites en l'absence de l'intention marquée du contractant.

On peut dire, d'ailleurs, d'une façon générale et contrairement peut-être à la tendance des anciens droits, que les *méjoras* ne se présument pas et doivent être formellement indiquées.

Nous vous rappelons que les lois xxv et xxvi de *Toro* admettaient volontiers les *méjoras* tacites qui ne tardèrent pas à se multiplier au point de devenir excessives et de provoquer une réaction totale dans le projet de code civil de 1851, dont l'article 657 (2) stipulait qu'aucune libéralité, soit simple, soit avec charges, au profit d'enfants ou de descendants héritiers nécessaires ne serait réputée *méjora*, si le donateur n'avait pas formulé expressément sa volonté d'avantager.

Le Code Civil de 1889, dans son article 825 a repris cette interdiction, et supprimant dans son article 828 l'exception tolérée de l'article 659 (3) du projet de 1851 ajoute « la donation ou le legs fait par le testateur à l'un de ses enfants ou descendant ne sera considéré comme *méjoras* que lorsqu'il aura indiqué expressément que telle était sa volonté ou lorsque la libéralité excéderait la partie disponible ».

C'est la seule forme de *méjora* tacite qui subsiste encore et on peut d'ailleurs objecter que le fait de donner des biens en surcroît de ceux restant libres est une manifestation de volonté suffisamment forte pour s'assimiler presque à une indication expresse.

Nous passerons sur la controverse relative au texte de l'article 825 qui limite la prohibition des *méjoras* tacites aux héritiers nécessaires car la donation aux petits

(1) Lois XXV et XVI de *Toro*, textes donnés.

(2) Art. 657 du projet de Code de 1851, texte donné.

(3) Art. 659. id. id. id.

enfants non réservataires formellement reconnue par le Tribunal Suprême depuis 1903 nous paraît avoir indirectement éclairci la question; et nous concluerons que de telles donations peuvent être tacitement effectuées comme ne rentrant pas dans la prohibition légale.

Nous avons vu que les *méjoras* étaient toujours révocables, mais que la loi XVII de Toro (1) instituait trois exceptions:

1° Lorsque la mise en possession des biens avait été effectuée,

2° Lorsque acte authentique avait été passé,

3° Lorsque un contrat à titre onéreux supportait cette *méjora* par exemple en vue du mariage.

Le Code Civil précise, dans son article 827 que la *méjora* même effectuée avec mise en possession des biens demeurera révocable sauf si elle a été faite par contrat de mariage ou par acte à titre onéreux passé avec un tiers; aussi, les cas d'irrévocabilité sont de plus en plus rares et il suffira le plus souvent que la révocation semble apparaître de l'attitude de l'instituant pour que les *méjoras* soient considérées comme résiliées.

On peut dire que par une marche inverse, au fur et à mesure que devenait plus difficile l'établissement tacite d'une *méjora*, devenait plus aisée sa tacite révocation.

Pour les *méjoras* testamentaires, elles ne survirent pas au testament qui les renferme et l'article 789 est très explicite sur ce point: Si le testament qui porte les *méjoras* est révoqué par un autre ultérieur où elles ne figurent pas, il doit être compris que les *méjoras* sont tacitement révoquées et cette révocation est suffisante que les biens en quoi elle consiste fussent ou non déterminés.

Pour la *méjora* contractuelle, dont la consistance a été spécifiée, la révocation est tout aussi facile; il suffira à l'instituant de disposer, soit par acte entre vifs, soit par manifestation de dernière volonté des choses déterminées

(1) Loi XVII de Toro, texte donné.

pour la *méjora* au bénéfice de l'autre personne que le premier nommé. Si la consistance n'a pas été spécifiée, l'instituant devra révoquer expressément car les ressources de son patrimoine pour le cas où elles excéderaient les autres dispositions, pourraient être considérées comme s'appliquant aux *méjoras* antérieurement établies.

Le jurisconsulte J. Morell signale que si dans un testament postérieur à l'acte de *méjora* le testateur dispose du tiers de *méjora*, cette disposition entraînera révocation soit partielle soit totale de toute donation de *méjora* antérieure. L'article 814 du Code précise d'ailleurs que l'omission d'un ou de plusieurs réservataires dans un testament annulera l'institution d'héritier, mais que les legs et *méjoras* resteront valables, à moins d'être inofficieux, c'est-à-dire de porter atteinte aux droits des enfants.

Les modalités des *méjoras* sont multiples. La forme la plus élémentaire est la *méjora* pure et simple, directe ou sous condition, suspensive ou résolutoire. La *méjora* peut aussi comporter un terme, soit extinctif, soit suspensif et les règles habituelles du terme la régiront dans ce cas.

La consistance de la *méjora* peut être en biens spécifiés par le testateur lui-même ou ne comprendre qu'une part aliquoté du patrimoine héréditaire, dont l'instituant aura laissé le montant. C'est ce que dit l'article 829 du Code Civil: La *méjora* pourra être assignée en une chose déterminée si sa valeur excède le tiers qui lui est destiné plus la réserve revenant au bénéficiaire: celui-ci réglera l'excédent en argent, ce qui est tout à son avantage; il peut ainsi garder les objets de valeur en payant simplement la différence à ses co-héritiers.

L'article 824 dispose qu'on ne pourra grever la *méjora* de charges sauf en faveur de réservataires et l'article 782 ajoute que les substitutions fideicommissaires ne pourront jamais grever la réserve; si elles retombent sur le tiers destiné à la *méjora*, elles ne s'exerceront qu'au

bénéfice des seuls descendants. Cette limitation très stricte des charges portant sur la *méjora* est en contradiction avec l'histoire car la loi xxvii de Toro admettait des charges en faveur des enfants naturels, des ascendants, des parents, et même des étrangers. Le Code a beaucoup simplifié cette question en édictant une limitation rigoureuse.

Si toutes les *méjoras* sont révocables lorsqu'elles ne rentrent pas dans les exceptions précitées, les promesses d'avantager positives ou négatives toutes proches sont au contraire essentiellement irrévocables.

Pour toutes les *méjoras* irrévocables, la seule incapacité du bénéficiaire pouvant survenir postérieurement à leur établissement est la liste d'ailleurs longue des cas d'ingratitude. Si on a indiqué des conditions, l'irrévocabilité tombera du jour où celles-ci ne seront pas respectées.

L'avantagé bénéficiaire d'une *méjora* conditionnelle pourra toujours disposer des biens tant que la condition ne sera pas réalisée, mais dès l'arrivée de celle-ci la révocation entraînera la nullité des actes passés par lui.

Pour les *méjoras* révocables, l'article 1006 (1) déclare que « si l'héritier meurt sans avoir pris parti sur la succession, son droit passera à ses propres héritiers », par suite, le droit à la *méjora* au cas où l'avantagé survit à l'instituant est transmis aux héritiers comme devenu irrévocable, mais si l'héritier prédécède, ses propres ayants cause ne bénéficieront jamais de la *méjora*, car, comme celle-ci ne s'était pas fixée et que le disposant ne peut les appeler tacitement, elle ne pourrait leur revenir que par droit de représentation, du chef du premier bénéficiaire indiqué par l'instituant et non en vertu de leur titre d'héritier.

Pour la renonciation, l'héritier bénéficiaire peut renoncer dès la mort de l'instituant; il ne pourrait le faire à

(1) Art. 1.006. — *Por muerte del heredero sin aceptar ni repudiar, la herencia pasará a los suyos el mismo derecho que él tenía.*

titre préalable, la *méjora* ne devenant effective qu'à la mort de celui qui l'a établie ; de même les contrats passés par le bénéficiaire sur les biens compris dans la *méjora* seront nuls s'ils ont été faits avant la mort de l'instituant, et valables dans le cas contraire.

Enfin, l'indignité successorale entraîne l'indignité du bñefice de la *méjora* selon la liste de l'article 756 (1) auquel on ajoutera les quatre cas d'exhérédation indiqués par l'article 853 (2) du Code Civil soit en tout 8 cas, entraînant déchéance des avantages de *méjoras* :

- 1° Condamnation pour attentat à la vie du testateur de son conjoint, de ses descendants ou ascendants.
- 2° Dénonciation calomnieuse du testateur pouvant entraîner pour lui une peine afflictive ou infamante.
- 3° Condamnation pour adultère avec la femme du testateur.

(1). Art. 756. — *Son incapaces de succeder por causa de indignidad:*

1° *Los padres que abandonaren a sus hijos y prostituyeren a sus hijas o atentaren a su pudor.*

2° *El que fuere condenado en juicio por haber atentado contra la vida del testador, de su cónyuge, descendientes o ascendientes.*

Si el ofensor fuera heredero forzoso, perderá su derecho a la legítima.

3° *El que hubiere acusado al testador de delito al que la ley señale pena aflictiva, cuando la acusación sera declarada calumniosa.*

4° *El heredero mayor de edad que, sabedor de la muerte violenta del testador, no la hubiese denunciado dentro de un mes a la justicia, cuando ésta no hubiera procedido ya de oficio.*

Cesará esta prohibición en los casos en que según la ley, no hay la obligación de acusar.

5° *El condenado en juicio por adulterio con la mujer del testador.*

6° *El que con amenaza, fraude o violencia obligare al testador a hacer testamento o a cambiarlo.*

7° *El que por iguales medios impidiere a otro hacer testamento o revocar el que tuviere hecho, o suplantare, ocultare o alterar otro posterior.*

(2) Art 853. — *Serán también justas causas para desheredar a los hijos y descendientes, tanto legítimos como naturales, además de las señaladas en el artículo 756 con los núms. 2º, 3º, 5º y 6º, las siguientes :*

1ª *Haber negado, sin motivo legítimo, los alimentos al padre o ascendiente que le deshereda.*

2ª *Haberle maltratado de obra o injuriado gravemente de palabra.*

3ª *Haberse entregado la hija o nieta a la prostitución.*

4ª *Haber sido condenado por un delito que lleve consigo la pena de interdicción civil.*

- 4° Menaces, dol ou violences envers le testateur pour capter l'héritage.
 - 5° Refus sans motif légitime de donner des aliments au testateur.
 - 6° Sévices envers sa personne ou injures graves proférées à son adresse.
 - 7° Excitation de ses enfants à la débauche.
 - 8° Condamnation pour un délit entraînant interdiction civile.
-

QUATRIEME PARTIE

Répartition géographique et application du système des Méjoras en Espagne

CHAPITRE I

LA CASTILLE

L'activité juridique fut toujours plus grande en Castille que dans les autres provinces, par suite de la prééminence royale.

De nombreuses ordonnances (1) furent rendues dès le début du Moyen-Age, mais il faut arriver au XIII^e siècle pour rencontrer une sorte de code général avec le *Fuero Viejo de Castilla*.

Antérieurement à ce *Fuero*, les monuments du droit castillan furent les « lettres de population » et les *Fueros* particuliers.

Parmi ces derniers, les plus importants furent celui de Léon (1020), d'Alphonse V rédigé lors du Concile de Léon, qui s'inspire pour une part du droit en usage dans tout le royaume, et pour l'autre, qui est la dernière, de

(1) J. Moneva y Pujol, *Introducción al Derecho Hispánico*, Barcelona 1927.

celui érigé par le gouvernement de la ville de Léon; celui de Nájera(1076) d'Alphonse VI, qui n'est que la reproduction de celui rédigé sur l'ordre du roi navarrais García Sánchez fils de Sancho le Grand, il contenait des dispositions de droit pénal, de grandes extensions et réductions d'impôts, principalement d'impôts fonciers et de prestations de mulets; en outre, les citoyens de Nájera ne pouvaient être emprisonnés, même pour un délit, s'ils pouvaient fournir une caution; s'ils ne le pouvaient, ils ne devaient être emprisonnés qu'à la prison royale; citons encore le Fuero de Sepúlveda, octroyé par plusieurs comtes de Castille, confirmé par Sancho-le-Grand (1029) et par Alphonse VI (22 novembre 1076), qui l'étendit à toutes les villes du territoire; celui de Lograño (1095) d'Alphonse VI étendu à Rioja et aux populations basques, ceux de Cuenca et de Baeza, datant de la fin du XII^e siècle ayant principalement trait au mariage et aux successions.

De même que les masses populaires s'aggloméraient dans les villes et villages, la noblesse s'érigeait en classe; pour elle, le Roi établit des *Fueros* nobiliaires dont les principaux furent le *Fuero de los Fijosdalgo* (1138) et le *Fuero Viejo de Castilla*, le plus important entre tous érigé en 1212, réformé en 1256 par le roi Pierre.

Avec Fernand le Sage, commence la tendance codificatrice; sa première œuvre est le *Setenaire* qui contient les matières de la partie première, jusqu'au sacrifice de la Messe et autres points de droit sacramentel; ce fut une œuvre complète, mais la postérité n'en a gardé qu'un fragment; il semble avoir été plutôt un premier essai pour des travaux ultérieurs.

L'Especulo est sa deuxième œuvre. Il se compose de cinq livres:

Livre I: des lois en général et de quelques points de théologie.

Livre II: de la succession à la couronne.

Livre III: des lois militaires.

Livre IV et V: des lois de procédure.

Le *Fuero réal*, œuvre d'Alphonse fut terminé à la fin de l'an 1254 ou au début de 1255 et promulgué le 14 mars à Aguilar de Campo comme *fuero* municipal ; il fut étendu ensuite à d'autres villes en très grand nombre ; le projet du roi était d'en faire un code municipal d'application générale ; il se compose de quatre livres :

Le livre I : Traité de la religion, de l'obéissance au roi et de l'héritier de la couronne, des cas non prévus qui se présentent devant les tribunaux, des avocats et des procureurs, de la juridiction et de quelques contrats.

Le livre II : Des procédures judiciaires.

Le livre III : Du droit civil.

Le livre IV : Du droit pénal.

Le recueil de lois ordinairement appelé « Les sept parties » est l'œuvre de différents évêques et juriscultes auxquels le roi Alphonse le Sage commanda ce travail désiré par lui dès l'époque où, sous le règne de son père, il collaborait au *Setenaire*. Il se proposait certainement de faire un Code qui serait en vigueur dans tout le royaume et c'est pourquoi les chapitres s'y appellent « lois » mais Alphonse le Sage était résigné à l'échec de tous ces projets législatifs selon le sort échu au *Setenaire* et, effectivement, les sept parties ne furent jamais reconnues comme lois, du vivant de leur auteur, ni même beaucoup plus tard et lorsque l'ordonnance d'Alcala les promulgua, ce fut à titre de droit supplétif et non de droit primaire.

Les « sept parties » furent faites à Séville ; il semble qu'elles furent commencées le 23 juin 1266 et terminées le 28 août 1265, mais il existe de nombreuses divergences parmi les auteurs quant à leur lieu de rédaction et à leur date de terminaison : Certains disent qu'elles furent faites à Murcie, au cours de sept années et d'autres qu'elles exigèrent un temps beaucoup plus long. La partie I traite de la loi et de beaucoup de matières de droit canonique, la partie II de l'institution monarchique, la partie III des

jugements, la partie iv. du mariage, la partie v des contrats, la partie vi des successions, la partie vii du droit pénal.

Les parties sont le monument juridique le plus important de leur époque; elles contiennent principalement du droit canonique et du droit romain. Alphonse xi les fit réformer et ensuite les mit en vigueur avec le caractère supplétif sus indiqué.

Alphonse XI devait réunir les *Cortès* à Villa Réal, aujourd'hui Ciudad Réal, l'an 1346: c'est là que furent faites les seize lois dites de Villa Réal. Les Cortès de Ségovie, l'année suivante, en ajoutèrent seize autres; de ces trente-deux lois, vingt-huit figurent dans l'ordonnancement royal d'*Alcalá* qui se compose en tout de 124 lois réparties en 32 titres comprenant les matières suivantes:

Procédure judiciaire, (titres i à xv).

Contrats (titres xvi à xix).

Fonctions des juges (titre xx).

Droit pénal (titres xx à xxvi).

Sens des paroles (titre xxvii).

Ordre de prélation entre les codes, à savoir:

i: l'ordonnancement.

ii: le *fuero réal*.

iii: les *fueros* municipaux.

iv: les « sept parties » (titre xxviii).

Les duels (titre xxix).

Quelques fonctions de puissances royale (titres xxx et xxxi).

Ordonnancement de *Najera* (titre xxxii).

Sous le règne de la reine Isabelle, le jurisconsulte Alonso Diez de Montalvo fut chargé de former un recueil de lois ordonnances et pragmatiques rendus depuis le *fuero réal* et les sept parties; cette *compilation* fut terminée en 1485, sous le nom « d'Ordonnances royales de Castille », mais on la désigne couramment sous celui d' « Ordonnancement de Montalvo »; il se compose de 1.163 lois groupées en huit livres et réparties en 115 titres.

Il a trouvé plus d'usage près des légistes et jurisconsultes que d'application positive.

Vinrent ensuite les grandes *Leyes de Toro* en 1502, puis la *Nueva recopilación* en 1567 et la *Novísima recopilación* en 1805: ces trois monuments juridiques, les plus importants de l'histoire du droit espagnol, ont fait l'objet, étant d'application générale, de notre première partie et nous n'y reviendrons pas.

CHAPITRE II

L'ARAGON

L'histoire du droit aragonais est de peu d'intérêt, du fait de la reconquête de tout ce pays : En une telle hypothèse, la formation juridique est de peu d'importance car elle suit toujours un processus semblable, comportant attribution royale d'un régime particulier à chaque territoire recouvré (1), par suite d'une réoccupation progressive des territoires du Nord au Sud et du recul des Arabes.

Quand le royaume chrétien aragonais fut constitué, le développement des coutumes compléta peu à peu les *fueros* écrits, successivement donnés par la Monarchie; l'esprit corporatif du moyen âge, très fort en Aragon, couronna l'œuvre juridique et les Cortès n'eurent plus qu'à convertir en règles générales les dispositions éparses qui étaient nées pour résoudre des cas d'espèces.

Dans le droit aragonais, l'élément germanique domine l'élément romain et, dans son élaboration, le critère de liberté individuelle est le principal; c'est que la formation juridique ordinaire y est plus importante que l'apport de la doctrine ou de l'érudition; en Aragon la première source de droit est le contrat, ensuite c'est la coutume locale. Après seulement, la coutume générale, puis les *observances* ou règles d'application d'un *Fuero* dépouillé par l'expérience et modernisé empiriquement; enfin, si rien ne cadre avec le cas examiné, on s'en réfère au sentiment naturel ou à l'équité.

(1) Moneva y Pujol, *Introducción al Derecho Hispánico*, Barcelona 1927.

La législation aragonaise est opportuniste, ses préceptes sont nés avec les nécessités ou les convenances et une convenance en droit public est encore une nécessité.

A mesure qu'avancait la reconquête, les rois donnaient des lois presque toujours adaptées aux conditions particulières de chaque cas d'espèce (1); ensuite, la complication grandissante de la vie fit prendre des décisions votées par les Cortès, sur initiative royale ou parlementaire, et ainsi surgirent des *Fueros* sans lien de connexion entre eux. Plus tard vinrent les *compilations*: dans la pratique des *fueros*, les tribunaux avaient déterminé une manière persistante d'interprétation, par des sentences semblables en des cas identiques dont l'ensemble forma le corps légal des *observancias*.

La *compilation Huesca* en est un exemple; ces solutions jurisprudentielles ont une grande importance car elles constituèrent la première structure juridique du royaume au moment où celui-ci renaissait à la vie et qu'il était indispensable de prévenir une nouvelle invasion en rendant plus compacts et plus unis les centres chrétiens qui s'étaient reformés.

Les principaux *Fueros* (2) de cet ordre sont de l'époque de la reconquête qui se termina dans cette province plus vite que dans le reste de la péninsule.

Ramiro Sánchez donna des *Fueros* à Jaca (1064); à Alquézar (1069 y 1075); au Castellar, *Castrum super Caesar Augusta* (1091); Pedro Sánchez à Barbastro (1100); Alfonso Sánchez et Batallador, à Ejea de los Caballeros (1110); à Alquézar (1114); à Zaragoza (1118) *el fuero de los infanzones hermunios*, y (1119) *ei Privilegio de los xx*; à Barbastro (1115); à El Frago (1115); à Belchite (1116, *día de Santa Lucía*); à Calatayud (1120); à la parroquia de Santa María de Uncastillo (1129); à Mallén

(1) Modesto Falcón, *Exposición Doctrinal del Derecho Civil Español, común y foral, Barcelona*.

(2) *Fueros y observancias del reyno de Aragón*, 2 vol., in-folio, 1667, t. I, Madrid.

(1132); à *Artasona* (1134); *Ramiro Sánchez II* à *Huesca* (1134); à *Uncastillo* (1136).

Le 17 novembre 1137 *Ramiro Sánchez II* remit le gouvernement de l'Aragon à *Ramón Berenguer IV*, Comte de Barcelone, déjà fiancé avec *Pétronille*, fille de *Ramiro* et d'*Agnès* de Poitiers. De ce mariage naquit, en 1152, *Alphonse le Chaste*, premier roi de la maison de Barcelone; *Ramón* confirma, l'an 1142, en qualité de prince régent, le *fuero de Daroca* donné à une date incertaine mais antérieure à 1129, par le Batailleur; en 1147, il donna à *Luesia* le *fuero de Jaca* avec d'autres concessions.

En 1147 également, un *fuero* particulier à *Alcaniz*. *Alphonse II* donna une lettre de Cité à *Almudevar* (1170) et un *fuero* à *Teruel*, le plus important de l'Aragon (1^{er} octobre 1176), d'autres à *Vialluarando* (1184) et à *Torralba* (1185).

Jayme Premier, une fois la reconquête terminée, chargea *Don Vidal de Canyellas*, évêque de *Huesca* de faire une *compilation* des *Fueros* qui étaient en cours dans le royaume: cette *compilation* fut approuvée le jour de l'Épiphanie de 1247 par les *Cortès* réunis à *Huesca*; elle comporte 384 lois groupées en 8 livres, eux-mêmes divisés en titres; le plan est en romain, mais le fond germanique.

A cette *compilation*, furent ajoutés, par *Jayme Premier*, les dix *Fueros* dressés par les *Cortès* de *Ejea* (1265); *Pierre le Grand* adjoignit au livre VIII le privilège général des *Cortès* de *Saragosse* de 1283 formé de 30 autres lois. *Jayme II* composa un neuvième livre avec 31 lois données à *Saragosse* (1300) et 8 autres en 1301, ainsi que 9 en *Alagón* (1307) 6 en *Daroca* et la réforme du privilège général de *Saragosse* (1325). Ce neuvième livre est important pour l'étude du droit successoral; en effet, jusque là (1), la liberté des parents pour distribuer leurs

(1) *Moner* (Joaquin-Manuel de). — *Sobre las legítimas aragonesas*. — *Revista general de legislación, y jurisprudencia*, tom. 24, Madrid, 1864, p. 232-238.

biens parmi leurs enfants ne paraît pas avoir été très grande en Aragon. Mais des raisons de convenance politique poussèrent les nobles à demander cette liberté à titre de privilège au roi Jayme II, dans l'année 1307, alléguant que le partage égal de l'hérédité entre leurs descendants entraînerait la destruction des anciennes maisons (1).

A l'appui de cette affirmation, voici le document qui contient le privilège ainsi accordé aux nobles. Ce texte vaut la peine d'être connu, parce qu'il révèle nettement les influences auxquelles on doit le système successoral actuellement en vigueur dans l'Aragon, et parce que, sans doute, il marque aussi les causes du déclin dans cette région des *méjoras* wisigothiques. « *De Testamentis Nobilium, Militum, e infantionum, e heredibus eorum instituendis. — Jacobus Secundus, Alagonis, 1307. — Ad supplicationem nobis factam per Barones, Mesnadarios, Milites, e Infantiones, in hac Curia Congregatos: ut casalia eorum in suo bono statu conserventur; cum per divisionem filiorum de facili deperire possent. In perpetuo duximus statuendum; quod de cætero Nobiles, Mesnadarii, Milites, e Infantiones, possint unum ex filiis, quem voluerint, heredem facere: aliis filiis de bonis suis quantum eis placuerit dimittendo.*

Cette augmentation de la liberté testamentaire du Père de famille noble, s'étendit quatre ans plus tard à la population toute entière par l'acte suivant des *Cortès* de Daroca, qui date de 1311 : *De testamentis civium e aliorum hominum Aragonum. — Jacobus secundus, Darocæ, 1311. — Nos Jacobus Dei gratia Rex prædictus recolimus statuisse in Curia, quam in Alagonæ Aragonensibus celebravimus generalem: quod Barones, Mesnadarii, Milites, e Infantiones Aragonum possint unum ex filiis, quem voluerint, heredem facere: aliis filiis de bonis suis,*

(1) Otto y Crespo (Nicolas). — *Cuantia de la legítima en Aragón.* — *Revista general de legislación y jurisprudencia*, tom. 29, Madrid, 1866, p. 281-286.

quantum placuerit dimittendo. Nunc autem ad supplicationem humilem nobis factam per Procuratores Civitatum, Villarum e Villariorum Aragonum, qui ad hanc nostram generalem Curiam convenerunt: volentes ipsos simili Foro gaudere. De voluntate, e concilio totius Curiae, perpetuo duximus statuendum, quod de cætero omnes Cives, e omnes alii homines Villarum, e Villariorum Aragonum, possint in suis testamentis, unum ex filiis, quem voluerint, heredem facere: aliis filiis de bonis suis, quantum eis placuerit relinquendo; exceptis hominibus Universitatis Turolii, e Albarrazini qui habent alios Foros suos (1).

Pierre le Cérémonieux fit un deuxième livre pour la compilation de Huesca avec 29 *Fueros* des *Cortès* de Saragosse (1348, 1350, 1352, 1372, 1386) de Monzón (1362) de Calatayud (1366) et de Tamarite (1367 et 1375). Jean Premier forma un onzième livre avec 18 lois de Monzón (1390) et Don Martin le douzième avec 60 lois de Saragosse (1398) et de Maella (1404).

Les *Cortès* de Teruel (1428), ordonnèrent de mettre en ordre les usages, coutumes et actes de *Cortès*; cette compilation fut faite par le président Mosen Martín Díez de Aux avec six autres jurisconsultes et son travail forma la collection des *observances* divisées en neuf livres. Aux 15 actes de Cort est ajoutée une lettre du juge Díez de Aux à celui de Valence concernant la division des biens entre les héritiers et le conjoint veuf et une autre appelée « consultation du Président de Justice Ximénez de Cerdán a Mosen Martín Díez de Aux » sur l'office de Président.

Les *Cortès* de Monzón présidées par Philippp, fils de César Carlos, donnèrent en 1547 mission à vingt-et-un jurisconsultes de mettre à jour les *Fueros*.

Cette Commission composa avec les *Fueros* en cours neuf livres qu'elle déclara conformes au Code de Justinien

(1) *Fueros y observancias del reyno de Aragón*, 2 vol. in-folio, 1667, t. I, p. 127, lib. VI, tit. : *De testamentis*.

celui-ci étant, d'après elle, entre tous les recueils de lois, la base même du Droit par son ordre divin et la forme merveilleuse de sa composition.

A la suite venaient les *observances*, puis les *Fueros* déjà périmés et les actes de Cort relatifs à des matières de droit civil. A cette compilation s'ajoutèrent successivement les décisions des Cortès de Monzón (1553, 1564, 1585) de Tarazona (1592) de Barbastro (1626) et de Saragosse (1646).

L'Aragon s'étant prononcé contre le parti Angevin pendant la guerre de succession et celui-ci ayant été vainqueur, tout le droit aragonais fut aboli le 29 juin 1707 par Philippe d'Anjou, sauf en ce qui concernait les contrats passés avec l'Eglise; le 3 avril 1711, il rétablissait la législation provinciale pour les relations civiles entre particuliers, mais non celles où la couronne était intéressée; ce fut le décret de *Nueva Planta*.

En 1880, se tint à Saragosse un Congrès de jurisconsultes aragonais, qui marqua la renaissance du droit en cette province; depuis, le grand jurisconsulte aragonais Gil Berges s'est efforcé d'éviter que le Code Civil général ne cause la suppression du droit particulier.

En résumé, à l'heure actuelle, le droit civil en cours en Aragon se compose des dispositions suivantes:

- 1° Lois postérieures au décret de Nueva Planta;
- 2° Costo;
- 3° Coutumier local;
- 4° Coutumier Général;
- 5° Observances et actes de Cort;
- 6° Fueros;
- 7° Code de Castille;

8° Sentiment naturel et équité, celle-ci devant être considérée comme une disposition du Fuero lequel l'indique comme précepte à suivre quand la loi ne donne pas de règle concrète. *Ad naturalem sensum vel aequitatem recurratur.*

Au fond, l'Aragon est le pays de la liberté entière dans tous les domaines juridiques. Les droits de la femme sont à peu près égaux à ceux de l'homme et quant aux fils, le droit aragonais est toute liberté ayant aboli la *Patria Potestas*. Les pères ne tirent aucun avantage de leurs enfants (1), si l'un meurt, les oncles et les neveux hériteront avant les ascendants qui ne possèdent aucune réserve. La personne qui manque de descendance légitime jouit de la liberté d'attacher à ses biens la destination qui lui semble la meilleure (2). Celle des enfants est d'ailleurs plus théorique que réelle puisque la loi l'indique, mais sans mentionner aucune proportion vis-à-vis de l'héritage. Ceci suffit à marquer les profondes différences qui existent entre le Droit de cette région et le Droit de Castille, devenu le Droit commun de l'Espagne. Les méjoras d'origine wisigothique dont a hérité le Code Civil Espagnol de 1889, n'ont plus leur place, depuis de longs siècles, dans la Législation forale aragonaise.

(1) *Nicolás de Otto y Crespo, Cuantía de la legítima en Aragón*, dans la *Revista general de Legislación y Jurisprudencia*, t. 29, p. 283.

(2) *Modesto Falcón, Exposición*, t. II, p. 335.

CHAPITRE III

LES ILES BALÉARES

Quand Jayme Premier conquît Majorque (1), il y trouva une population chrétienne continuatrice des soldats venus dans l'île en 1115 sous Ramón Berenguer le Vieux, Comte de Barcelone. Après sa mort, les îles formèrent un royaume indépendant.

Jayme II organisa le régime juridique de son royaume de la façon suivante :

I Loi du temps du Conquérant (2);

II Usages et coutumes du pays;

III Constitution de Catalogne.

Cette division continua après la réunion des îles à la Catalogne.

Antonio Moll, notaire éminent, fit, sur l'ordre de la préfecture, une compilation nommée *Ordinations i Summari dels privilegis, consuetuts i bons usos del Regne de Mallorca* qui n'a aucune valeur officielle, mais qui donne des renseignements pratiques intéressants.

Philippe d'Anjou supprima la législation administrative particulière des Baléares mais laissa subsister la législation civile; c'est celle-ci qui est aujourd'hui en cours avec différentes sources dont l'ordre de prélation est le suivant :

I Pragmatique royale du 28 novembre 1715 et lois postérieures;

II Privilèges et bonnes coutumes de chaque localité;

III Constitutions de Catalogne, selon le concordat

(1) Moneva y Pujol, *Introducción al Derecho Hispánico*, Barcelona 1927.

(2) Modesto Falcón, *Exposición doctrinal del derecho civil español común y foral*.

passé entre Jayme II de Majorque et Pierre-le-Grand d'Aragon;

IV Code Civil de Castille;

V Droit Romain;

VI Droit Canonique pour quelques matières spéciales.

Le droit civil des Baléares était à l'origine celui de Majorque seule; il fut, par la suite, généralisé à toutes les îles de l'archipel. Les coutumes traditionnelles y sont très fortes par suite de la vie sédentaire des naturels et de leur isolement. Imprégnées de Droit romain, mais du Droit postérieur à Justinien, elles reproduisaient dans la matière des successions la doctrine de la Nouvelle 18: le tiers de leur part *ab intestat* devant être réservé aux enfants s'ils sont en nombre inférieur ou égal à quatre; et la moitié, s'ils sont en nombre supérieur (1).

Les fermiers constituant la population de l'intérieur sont très attachés au sol et veillent à la conservation des terres, les *mejoras* y furent en honneur dès leur introduction par le Code de 1889; le bénéficiaire désigné pour exploiter le domaine agricole accumule le plus souvent sa part de réserve, la méjora et en plus la totalité de la quotité disponible. Chez les pêcheurs de la côte, il n'y a généralement pas, vu leur pauvreté, de partage de succession: c'est le fils aîné, qui a été d'habitude le premier à naviguer, qui prend le commandement de la barque à la retraite ou à la mort du père, et l'exploitation se poursuit sous la forme de l'indivision familiale.

(1) Voyez *Sánchez Román, Estudios*, tom. 1, p. 479-486.

CHAPITRE IV

LES PAYS BASQUES

Les pays Basques ne forment pas une province unifiée, mais sont constitués par la réunion de trois unités autonomes (1). La Biscaye, Guipuzcoa et Alava. Elles ont pour bases communes la race ibérique primitive, une des plus anciennes de la péninsule, et la langue basque qui est sans connexion avec aucune des langues humaines connues (2).

La Seigneurerie de Biscaye est le centre caractéristique du droit basque et c'est là où il continue à s'appliquer le plus intensément.

La législation castillane a eu sur ce territoire une influence variable selon les événements historiques qui s'y sont déroulés.

Jusqu'à la seconde moitié du huitième siècle, les Basques semblent avoir été indépendants; à cette époque ils gagnèrent, sous le commandement de Lope Zuria, la bataille d'Arrigorriaga contre Alphonse III de Léon, qui voulait s'emparer de leur territoire.

Au quatorzième siècle, la seigneurie de Biscaye passa à Jeanne Manuel, petite nièce d'Alphonse Le Sage de Castille et femme d'Henri de Trastamare; son fils, Jean Premier, hérita de la seigneurie en même temps que de la couronne de Castille et à partir de cette époque les rois de Castille furent seigneurs de Biscaye.

Jusqu'en 1452, la Biscaye était divisée en « champs » et en « villages » classification qui prévaut encore pour l'or-

(1) Moneva y Pujol, *Introducción al Derecho Hispánico*.

(2) Sánchez Román, *Estudios de Derecho Civil é Historia general de la Legistación Española*, t. I, p. 499 et ss., p. 505.

dre juridique; les « champs » étaient divisés en baillages et les baillages étaient des groupes de paroisses, lesquelles élaient séparément des représentants qui se réunissaient en assemblées biennales au mois de juin sous un arbre devenu aujourd'hui traditionnel et qui figure encore le symbole de la Nationalité Basque et de ses libertés.

Ces Assemblées s'occupaient d'affaires administratives, mais non d'affaires contentieuses ou judiciaires. Après la réunion de la seigneurie à la couronne de Castille, elles furent présidées par le « Correcteur de Biscaye » comme représentant du Seigneur; en dehors de ces assemblées générales ordinaires, il en était d'extraordinaires quand les affaires du pays le demandaient; elles avaient lieu au même endroit et de la même manière; comme elles devenaient très fréquentes, le Seigneur rendit une ordonnance disposant qu'à chaque assemblée générale serait nommée une commission permanente de douze régisseurs lesquels, avec le Correcteur ou son lieutenant, deux lettrés, deux écrivains ou deux secrétaires et deux procureurs gouverneraient la Seigneurie jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire.

En 1452, l'Assemblée générale de la Seigneurie rédigea par écrit le droit traditionnel qui était jusque là simplement coutumier et une autre Assemblée générale en 1556 compléta, en la réformant, l'œuvre législative de 1452; c'est de cette seconde réforme qu'est né le droit actuellement en vigueur.

Les villes de la Seigneurie, fondées par des Seigneurs, étaient régies par des *Fucros* particuliers, principalement par celui de Logroño.

Au temps de la reine Catholique, le licencié Garcia López de Chinchilla fut désigné pour modifier le Droit basque. Il proposa à la Seigneurie d'accepter les ordonnances qu'il avait lui-même préparées pour Victoria. Bilbao répondit affirmativement, les autres baillages refusèrent et Chinchilla dût convoquer en assemblée les repré-

sentants des villes. Ceux-ci, après de longues discussions, finirent par accepter 15 nouvelles ordonnances.

En 1630, eut lieu une assemblée générale de toutes les villes du royaume qui permit d'établir une égalité totale de conditions légales entre elles.

Le Fuero général est en vigueur dans toute la Seigneurie de Biscaye, y compris le Duranguesadô et les Encartaciones, mais non dans les bourgs où s'applique la législation de Castille, sauf dans ceux d'Elorrio de Villaro et Ochandiano où est en vigueur le droit provincial successoral, selon demande spéciale faite dans l'écrit de Concorde de septembre 1630, tendant à la conservation des domaines ruraux, considérés comme « biens de famille » insaisissables et indivisibles (1).

Le fond de la législation de Guipuzcoa était primitivement un droit coutumier immémorial. Les rois y ajoutèrent des Fueros particuliers concédés à différentes localités, celui de Saint-Sébastien fut étendu aux autres villes maritimes, puis toutes les lois furent unifiées et le territoire fut constitué en une seule union fédérée.

Les premières lois de l'Union de Guipuzcoa sont d'Henri II et de Jean Premier. En 1397 eut lieu l'Assemblée générale dans l'église de Getaria, sous la présidence du Correcteur Gonzalo Moro. Elle rendit le Fuero de Guipuzcoa que devait plus tard confirmer Henri III et qui

(1) Voici le texte original de ce document :

« Año de 1630, don Juan de Arbelaiz dirigió a la Junta general un escrito en el cual decía convenir que las casas solares se conserben en su dueño y poseedor sin que se dibidan y Repartan entre los otros hijos y ermanos ni se bendan ni enagenen Por nenguna deuda obligacion ni causa que sea; y la benta y enajenacion que se iziere no balga sino que sea nenguna aunque tal pretensión parezca difícil de ser lograda porque sería pribar de su libertad y derecho natural, atándoles las manos a los dueños de los dichos solares para no disponer de ellos a su voluntad, sin embargo podría la Junta consultar acerca de ese particular con hombres sabios juristas y teólogos que por exemplo puedó Representar a V. S. no exemplares extraños que pudiera sino bezinos mas cercanos míos. Reino de Nabarra y Señorio de Bizkaia donde se conserban las casas solares quedando en ellas un subcesor y los otros ermanos escluydos con solo un pie de arbol q. a cada uno se señala y en Nabarra pueden dexar por erederó a extraño dexando a los hijos cierta poca cantidad en dinero ».

se compose de 60 lois; il fut complété par 147 autres accordées lors de l'Assemblée générale de Mondragón sous le règne de Henri IV.

Philippe d'Anjou approuva et fit publier les lois de Guipuzcoa.

A l'heure présente le droit civil en cours dans les Pays Basques se compose des dispositions suivantes:

1° Le Fuero de Biscaye, d'Aramayona et Llodio;

2° L'Union et Concordat des villes et paroisses de Biscaye de septembre 1630;

3° Les coutumes forales. (Communautés d'Urbasa et Audia, Parsonneries d'Alava);

4° Le Code de Castille.

Actuellement donc la législation castillane est en vigueur en Guipuzcoa, Biscaye, etc., mais en matière de régime successoral, elle se heurte à une obstruction coutumière: les Guipuzcoans sont très traditionnalistes quant à la conservation des maisons et ils s'opposent de toute leur force à la division héréditaire des patrimoines. La méjora y est inconnue juridiquement mais le père de famille possède une liberté de tester toute relative et conditionnée: il est tenu d'attribuer la plus grande partie de ses biens à l'un de ses enfants; il ne saurait en transmettre la propriété à un étranger. Toutefois, ce qui équivaut pratiquement à la méjora, il a le droit de choisir à son gré l'enfant qu'il instituera de la sorte héritier, à condition de laisser aux autres, aux frères de l'institué, « un peu de terre ».

Ce sont les termes mêmes dont se sert le *Fuero de Vizcaya* (1): « Comment les parents peuvent laisser leur for-

(1) *Fuero de Vizcaya*, tit. XX, loi 11 : « Como los padres pueden dexar su hacienda á uno de sus hijos, apartando á los otros con alguna Tierra. — Otrosi dixerón : Que havian de Fuero, uso y costumbre por Ley, que qualquier Hombre, ó Muger, que oviere Hijos de legítimo matrimonio, pueda dar, assi en vida, como en el artículo de la muerte á uno de sus Hijos, ó Hijas legítimas, ó á nieto, y descendiente de su hijo, ó Hijo legítimo, que haya seydo fallecido, todos sus bienes, muebles y rayzes, apartando con algun tanto de tierra, poco, ó mucho á los otros Hijos, ó Hijas, y descendientes, aunque sean de legítimo matrimonio... ». — *Biblioteca jurídica de autores españoles y extranjeros : Derecho Privado de Vizcaya*, par D. Angulo Laguna, 1 vol. in-8°, Madrid, 1903, p. 122.

tune à l'un de leurs enfants, en écartant les autres moyennant un peu de terre. Ils dirent que selon la Coutume et l'usage admis par le *Fuero*, tout homme ou toute femme ayant des enfants de mariage légitime pouvait donner, tant de son vivant qu'à l'article de la mort, tous ses biens, meubles et immeubles, à l'un de ses fils ou filles légitimes, ou à un petit-fils, descendant de ses fils ou filles prédécédés, écartant avec un peu de terre, peu ou beaucoup, les autres fils ou filles et descendants, quoiqu'ils soient de mariage légitime. » Ainsi, tout comme en Aragon, les parents voient, en Biscaye, leur liberté de tester limitée au cercle des héritiers naturels. Il faut mentionner, pour finir, qu'il y eut toujours un cinquième de la succession libre en faveur des étrangers, quotité disponible absolue et invariable.

CHAPITRE V

LA CATALOGNE

La Catalogne est le pays de la péninsule le plus en communication avec le reste du monde. Sa situation méditerranéenne lui a assuré, dès l'antiquité, une richesse économique et une culture spirituelle inconnues des autres provinces; sa situation terrestre voisine de l'Europe Continentale, encore que gardant une personnalité géographique par la chaîne de montagnes qui va de la Maladetta au Cap Creus lui a toujours permis des relations très suivies avec les pays voisins.

Le Droit Catalan se composait de coutumes indigènes, de lois romaines, de lois wisigothiques et de lois canoniques; plus tard seulement devait s'y agréger en partie le droit castillan.

Le Droit indigène de Catalogne varie avec chaque côté de la cordillère qui divise la Catalogne; sur le versant occidental il tient davantage à la liberté individuelle et à la liberté municipale, subissant en cela l'influence de l'Aragón, de la Navarre et de la Gascogne; sur le versant oriental, au contraire, où la vie est encore primitive dans sa simplicité familiale, l'autorité du chef de famille est prédominante et son esprit juridique est tout imprégné encore de féodalité (2).

Le régime du Droit Catalan a été très discuté (3); on

(1) *Moneva y Pujol, Introducción al Derecho Hispánico, Barcelona 1927.*

(2) Voir l'ouvrage remarquable de notre illustre maître à l'Université de Madrid, D. Rafael Altamira, *El Feudalismo en España*, Oviedo, 1905.

(3) *Sánchez Román, Estudios de Derecho Civil é Historia general de la Legislación Española, Madrid,*

peut considérer qu'il provient, en grande partie, de la coutume Ibère-Celtique, mais il a subi aussi des influences étrangères même antérieurement à l'accession romaine, comme l'établissent des coutumes franques et même des coutumes anglaises féodales fortement implantées.

Nous citerons comme exemples: les preuves pénales par l'eau froide et par l'eau bouillante d'origine celte et qui existaient en Catalogne bien avant les Usatges, ou encore la preuve par la bataille et surtout la vengeance privée. (*Us. Si quis de homicid; Si aliq. natum; Si quis contra alium*). On peut citer encore la propriété en commun qui a existé jusqu'au siècle dernier dans la population de la montagne où chaque année les terres à travailler étaient réparties de la même façon que le mir chez les Slaves, également la communauté de famille, rigoureuse, dirigée dans les cas graves par un Conseil des parents qui prenaient toutes décisions en dernier ressort et dont l'autorité s'étendait jusqu'à désigner l'héritier, et à décider du mariage des filles de la maison. Pour un tel Conseil, la conservation des biens familiaux avait plus de valeur que l'agrément des personnes chargées d'en profiter (1).

La législation méditerranéenne devait faire sentir aussi son influence sur le Droit Catalan. Elle se manifesta d'abord sous la royauté wisigothe et se poursuivit jusqu'à la fin du moyen âge où les préceptes des républiques italiennes étaient très souvent reproduits dans les dispositions catalanes.

Le Droit Catalan peut être divisé en deux groupes d'institutions, l'un applicable à tout le territoire de la Catalogne, l'autre à quelques parties seulement dont les conditions spéciales exigent une législation différente: Le premier groupe d'application générale en Catalogne s'appelle *constitucions altres drets* (2). Elle se compose en premier lieu des Usatges de Barcelone, ensuite des « Constitu-

(1) *Rafael Altamira, El Feudalismo en España, Oviedo, 1905.*

(2) *Constituciones de Catalunya dans la Biblioteca Judicial « Legislación foral de España »,*

tionés », ordonnances pragmatiques des rois approuvées par les Corts; les Capitols de Corts votés par les Corts et promulgués par le roi; les pragmatiques équivalent à des dispositions du pouvoir exécutif; les *altres drets* sont des coutumes écrites; il y a, de plus, des coutumes générales non écrites.

La première compilation du Droit Catalan fut faite par les Corts en 1413 par suite de la défiance des Catalans envers la nouvelle dynastie proclamée à Caspe; la seconde fut faite par les Corts de Monzon en 1553 également par crainte d'abus de pouvoir de la part des vice-rois catalans. La troisième par les Corts de Barcelone, les années 1701 et 1702, par suite encore d'un changement de dynastie et pour les mêmes raisons de défiance: Les faits ultérieurs devaient démontrer que ces appréhensions de la Catalogne n'étaient que trop fondées.

En plus de cette législation catalane générale, existent des institutions spéciales provenant du régime des cités libres dont jouissaient plusieurs villes de la principauté. L'un de ces régimes particuliers est concrétisé dans un livre *El Llibre de les Costums Generals Scrites de la Insigne Ciutat de Tortosa*. Ce code provient d'une transaction faite entre les citoyens de Tortosa pour être tous régis par une même loi, tirée de la coutume préexistante.

Ce fut la *composicio de Josá* d'où devait sortir cette compilation faite par Ramón de Besalú et Domingo de Terol, juristes désignés par l'évêque de la ville.

Barcelone eut également une législation spéciale qui fut étendue aux villages suivants:

Les Corts,	Cervelló,
Sans,	Sant Vicens dels Horts,
Esplugues,	Sant Just,
Hospitalet,	Vall-Llansana,
Sarriá,	Badalona,
Gracia,	Mongat,
Sant Gervasi de Casoles,	Tiana,
Vallvidrera,	Molins de Rey,
Horta,	Sant Feliu de Llobregat,
Sant Andreu de Palomar,	Gavá,
Sant Martí de Provensals,	Sant Baudili de Llobregat,
Sant Adria de Besós,	Viladecans y Castelldefels.
Santa Coloma de Gramanet,	

Cet agrandissement du rayon urbain de Barcelone était aussi naturel que le *Centum milia* qui élargissait les droits de la cité Romaine, mais en outre Barcelone étendit ce droit à d'autres populations non voisines auxquelles elle donnait le titre de « Rues de Barcelone », fiction de droit qui les faisait considérer comme des prolongements de la métropole et formule honorifique à la fois pour les populations adoptées et pour la métropole qui par là montrait à tous sa primauté.

Selon le Jurisconsulte Catalan Marquillos, les villages appelés à cet honneur furent :

Granollers,	Santa Susagna,
Igualada,	Parets,
Moyá,	Moll,
Les Franqueses del Vallès,	Gallechs,
Maresma,	Vilafranca del Penadés,
Vilamajor,	Cubelles,
Cardedeu,	Vilanova i Geltrú,
Alfou,	Martorell,
Premia de Mar,	Argentona,
Sant Genis de Vilasar,	Llerona,
St Joan de Vilasar y Sampedor	Mataró,
	Palamos.

Il faut signaler aussi les coutumes de la vallée d'Aran et celles comprises dans le Code Féodal: *Costum de la Diocesi de Gerona*.

A Gerona, en effet, et dans les villages déclarés ses faubourgs, quant aux effets de la législation, étaient en vigueur un privilège de Pierre-le-Grand qui leur donnait droit de profiter des *Usatges*, privilèges et bonnes règles que les citoyens de Barcelone avaient coutume d'avoir, mais il ne s'en induit pas que toute la législation de Barcelone eut jamais été étendue à Gérone, quoique l'éminent Juriste Pella y Forgas se pose la question.

Une des caractéristiques du Droit Catalan est que la loi n'y est qu'une coutume convertie et tire par conséquent son origine de la volonté du peuple; c'est ainsi que l'*Usatge* « *unanuaque gens* » dit « La Loi, est la coutume approuvée ». Cet adage concis donne à lui seul toute

l'explication du Droit Catalan et de son particularisme.

A l'heure actuelle, le Droit Civil de Catalogne est formé des dispositions suivantes :

- 1° Lois postérieures au décret de *Nueva Planta* ;
- 2° Droit Civil Catalan, *usatges*, constitutions, capitols et actes de Corts, coutumes générales, coutumes locales, décisions Royales, décisions Arbitrales, Concordats et Bulles inclus dans la compilation ;
- 3° Droit Canonique ;
- 4° Droit Romain Byzantin ;
- 5° Opinions des auteurs admis par les Tribunaux de Catalogne ;
- 6° Code de Castille.

Le Droit Catalan connaît certaines institutions différentes du Droit Castillan (*fadrister* — dot de la fille non nubile —) ; *Excreix* (donation du contractant au contractant en corrélation avec la dot ; elle est, à Barcelone, égale à la moitié de la portion qui reste en libre disposition à la femme ; à Tortosa — la moitié de la dot totale — à Vich, le tiers de la dot ; *L'Axobar* (donation expensalitiennne faite par le contractant non *héreu* à la contractante nubile).

Pacte de survivance *Tam-Tum-Dem* — donation propter-nuptias du type romain (coutumière dans l'évêché de Gerona) *convinensa* (communauté de gains et pertes de la Vallée d'Aran) ; *Any-de-Plor* (train de maison identique pendant la première année de viduité) ; *Tenuta* (droit de rétention de la veuve des biens du mari jusqu'à paiement de sa part).

Au point de vue successoral, les *Fueros* de Catalogne (1) ne préconisent pas une liberté absolue de tester. On y constate l'existence d'une réserve légale au profit des enfants. Quel que soit le nombre de ceux-ci, cette réserve est du *quart* de l'hérédité. Du restant de la succession, le père de famille peut disposer comme il l'entend.

(1) De Lacoste, op. cit, p. 462 et ss.

soit en faveur des enfants, soit de l'un d'eux, soit en faveur des étrangers. Mais, à l'intérieur du *quart* de réserve, aucune possibilité d'avantager particulièrement un des héritiers. Donc, pas de méjora proprement dite, mais une liberté relative, de disposition, s'exerçant sur une masse de biens comprise dans la réserve légale. Il s'ensuit que, dans cette partie de la Péninsule Ibérique, la famille légitime, les héritiers naturels sont beaucoup moins énergiquement protégés qu'en Castille et dans le Sud de l'Espagne. En retour, l'autonomie de l'individu, les droits de chacun sur ses biens sont mieux garantis.

La réserve avait été peut-être plus considérable dans les premiers temps du Droit Catalan (1).

Dans tous les cas, au cours du xvr^e siècle, on rencontre un texte législatif officiel restreignant formellement au *quart* le chiffre de la réserve obligatoire des enfants. Ce texte (2) est une loi du roi Philippe II, promulguée aux Corts de Monzón en 1583, et dont voici le passage le plus important : « Pour la conservation des maisons principales, nous statuons et ordonnons, du consentement des présents Corts, que la légitime pour tous fils et filles, encore qu'ils soient en plus grand nombre que quatre, ne soit que de la quatrième partie des biens du défunt, de la succession duquel il s'agira relativement aux légitimes, et que ceci soit observé dans toute la Principauté de Catalogne, et les Comtés de Rosselló et de Cerdanya... » La réserve nécessaire des héritiers étant ainsi limitée au quart,

(1) *Modesto Falcón, Exposición Doctrinal del Derecho Civil Español común y foral*, 4 vol. in-8°, Barcelona.

(2) Loi 2, tit. V, lib. VI, vol. I des *Constituciones* : « *Zelant la conservacio de las casas principals statuim el ordenam ab consentiment de la present Cort, que la legitima pera tots fills y fillas, encara que sian mayor número de quatre no sia sino la quarta part dels bens del deffunt, de la successio del qual se tractará en respecte de las legítimas, y que axo sia servat en tot lo Principat de Catalunya y Comptats de Roselló y Cerdanya...* ». — Rapporté par Joaquín Manuel de Moner, *Sobre las legítimas aragonesas*, dans la *Revista general de Legislación y Jurisprudencia*, t. 24, Madrid, 1864, p. 235, note 1; et aussi dans la *Biblioteca Judicial : Legislación foral de España. — Derecho vigente en Cataluña*.

le père de famille était libre de faire bénéficier des trois autres quarts l'un de ses enfants spécialement choisi.

D'après D. Modesto Falcón (1), cette loi « n'a été que la confirmation d'une autre résolution donnée par Pierre III en l'année 1343, sur la demande des *Concelles*, *prohombres y vecinos* de Barcelone... » Et tel ne paraît pas avoir été le Droit ancien de la Catalogne. Il y avait, suivant ce qui se dégage de ses collections légales, trois Coutumes distinctes. L'une d'elles, en vigueur principalement à Barcelone et tirée sans doute des lois romaines antérieures à Justinien, fixait au quart de la succession la part invariable des enfants. Une autre, confirmée par le privilège de l'année 1283 appelé *Recognoverum Proceres*, et en vigueur dans les contrées de Tarragone et de Cervera, divisait l'hérédité en quinze parties, adjugeant huit d'entre elles aux descendants et permettant d'attribuer à l'un de ceux-ci les sept parts restantes ou d'en disposer en faveur des étrangers. Enfin, une autre Coutume, qui fut confirmée par Alphonse III dans les Corts de Montblanel de 1333, concédait aux enfants, à titre de réserve, seulement le tiers de l'hérédité paternelle ou maternelle... Comme l'on voit, de ces trois Coutumes, chacune d'elles en vigueur dans diverses localités, la première réussit à se convertir en Droit général. Il semble donc que le système d'une liberté à peu près absolue de tester ait pénétré dans la Législation Catalane vers le milieu du Moyen-Age.

(1) *Modesto Falcón, Exposición*, t. II, p. 328.

CHAPITRE VI

LA NAVARRE

Comme le noyau originaire du royaume de Navarre est sa montagne, le Droit Navarrais primitif coutumier est uniquement inspiré des nécessités propres à ses habitants. C'est, en effet, la montagne qui a formé ce royaume et ce n'est que bien après sa constitution, vers le Moyen-Age, au milieu du quatorzième siècle, que pénètre dans la législation navarraise le droit romain à titre de droit savant et supplétif.

Les deux plus anciens *Fueros* particuliers sont attribués à Fortún Garcés Premier et à Sáncho Fortunéz Premier sous forme de privilèges concédés à la vallée du Roncal par suite des victoires d'Olast et D'Orsorrán (804-822).

La législation écrite de Navarre ne commence réellement qu'avec Sancho Le Grand, ce roi confirme les privilèges précités du *Roncal* (1015) donne lettre de population à Villanueva, à Pampanate (1032) et consolide la succession héréditaire à laquelle était de fait attachée la monarchie (I) ».

Les auteurs lui attribuent les règles de succession dans le royaume qui figurent dans le *Fuero général* (III et IV, I et II).

Par contre on tient pour apocryphes les privilèges de Leire et Pampelune attribués à des conciles célébrés dans ces lieux; Sancho Ramirez de la dynastie Aragonaise

(1) *Fuero general* (II, III, 1, 2) : « *que el fijo mayor herede el regno; et que si algún rey ganare o conquiere de moros otro regno o regnos et hoviere fillos de leal conyugio, e los quisiere partir sus regnos, puede lo fer et assignar a cada uno qual regno aya por cartas en su Cort et aqueillo valdrá porque eill se los ganó* ».

donna des *Fueros* à Ujué (1076) à Sainte-Marie Irache (1087) où, pour la première fois, on attribue qualité de preuve pleine aux dires d'un seul religieux du monastère.

Bien des années plus tard, Sancho Le Sage confirme ce privilège (1186) et l'étend à d'autres monastères.

Le même Sancho Ramirez fonde le village de l'Estella et le peuple de francs; il confirme la lettre Urbaine donnée par Sancho Le Sage, composée de 68 chapitres. Elle admet la preuve par le fer rouge et par la bataille.

Il établit la succession par souche dans les biens immeubles et la prison pour dettes. Il permet de considérer comme gravement injurieuses les qualifications de *traîtres*, de *proscrits*, de *Castillans* (!), et quelques autres de ce genre.

En 1092, il donne le Fuero Arguedas nettement municipal; il donne également, mais à une date inconnue, des Fueros semblables à Caparroso et à Santa Cara (1102).

Alphonse Sanchez reconquérant de Tuda donne à cette ville, à Cervela, à Gallipienzo et à trente autres un Fuero analogue en majeure partie à celui de Saragosse (1122); il donne un autre Fuero au bourg d'Alquezar (1114); étend le Fuero de Calahorra à Funes, Marcilla et Penalen (1120); ratifie le Fuero donné à Sangüesa par Sancho Ramirez et en donne un semblable à celui de l'Estella à Puente La Reyna (1122); fonde et assortit de privilège Saint-Domingue de la Cascada et rend privilégié Cabanizas (1124) et Araciél (1125) selon le Fuero de Cornago. Il donne ce même Fuero à Cencisa avec exemption de peine pour les voleurs qui s'y réfugiaient, concession qui figurait dans le Fuero de Belchita et dont le Batailleur se servait pour les villages frontières (1129).

Dans la même année, il donne le Fuero Caseda également de régime frontalier, mais avec des concessions plus larges puisque l'exemption s'étendait aux meurtriers et saccageurs qui s'y réfugiaient: personne ne pouvait les inquiéter sans être passible d'une condamnation de 1.000

sols au roi et du double des prises si on en avait effectuées.

Il donne à Corella le Fuero de Tudela (1130) et au vieux bourg de Sangüesa, quelques nouvelles exemptions (1132).

A une date que l'on ne sait pas exactement, peut-être en 1129, il donne les Fueros de Peña, Marañon et Medinacei, en cette année sûrement, celui de Carcastillo.

Don Garcia le Restaurateur donne des Fueros à Peralta avec des exemptions d'impôts et de tributs.

A Olite, il donne (1147) le Fuero des Francs d'Estella; il le donne également à Montréal (1149).

Sancho Le Sage donna le Fuero de Saint-Sébastien (1150), première réglementation maritime qui eut existé en Navarre; il élargit celui de Pasages; il en donna d'autres à Miranda de Arga (1162), à *Laguardia et à toute la vallée de la Borunda* (1165); à *San Vicente de la Sonsierra* (11172); à *Vitoria* (1181); à *Antoñanza*; à *Bernedo* (1182), à *Villalba* (1184), à *Nabasqués* (1185), à *Parral de San Miguel* (1187), à *Irache* (1188), à *Santa Cara* (1191); à *Villafraanca le fuero de Pamplona*; à *Larraun, Leiza, Areso, Beldegaluna, Erasun, Saldias, Bienza, Labayen, Basaburria, Aniz Valdeadita, Santisteban de Lerin, à Esteribar* (1192); à *Beunzalar*, à *Altez*, à *Berasain, La Puebla de Arganzón, Treviño, Berrueta del Baztán* (1193 y *Artajona* (1193).

Sancho le Fort à *Urroz*, à *Asperz* et à *Ustes*; en 1196 à *Mendigorría*, et étend celui de *Laguardia y La Borunda* à *San Cristóbal de Labraza*; en 1197 à *San Martín de Unx*; en 1198 à *Eslaba*; en 1201 à *Inzura*, celui de *Laguardia*; à *Badostain*; à *Olaiz, Ocachain et Veraiz*; en 1211 à 21 villages de la vallée de *Ulzama*, et à *Lein*; en 1217 à *Viana*; en 1223 à *Villalba*, à *Aranaz* et à *Lumbier*.

Don Sancho perdit, pendant son voyage en Afrique, les seigneuries d'Alava et de Guipuzcoa que lui prit Alphonse VIII de Castille.

Pour ce qui est du *Fuero* général de Navarre, on en ignore la date précise; peut-être fut-il formé par Sancho Le Sage, car le nécrologue dit qu'il jura le *fuero* puis le confirma et l'améliora. Quand les Navarrais disent dans leurs documents de l'époque « Le *Fuero* », cela englobe la totalité des *fueros* qui étaient en vigueur dans le royaume, mais cette confirmation et cette amélioration dont il est parlé peuvent s'être manifestés sous forme d'une *compilation*.

En 1330, Philippe d'Evreux, de la maison de France, donne une nouvelle partie améliorée du *Fuero* général laquelle figure à l'appendice de celui-ci avec le *Fuero* donné à Saint-Jean Pied de Port l'année antérieure.

Charles II créa la Chambre des Comptes, sorte d'intendance ou de ministère des Finances du royaume dont la fonction était d'organiser le recouvrement des impôts, d'autoriser les dépenses publiques et de mettre en harmonie les paiements et les recettes.

Charles III le Noble prépara une amélioration du *Fuero* général (1418) qui resta sans effet.

Les Cortès eurent une grande importance en Navarre, principalement depuis le début du règne de Charles II, car elles avaient pour mission de voter les subsides qui, dès cette époque, leur étaient demandés par les rois, principalement dans le but de conduire les guerres.

La Navarre fut conquise par Sa Majesté Catholique (1512) (moins la partie d'outre Pyrénées qui demeura française) et elle fut unie *Acque et principaliter* à la couronne de Castille, mais en conservant ses Cortès et sa législation.

En 1525, un *fuero* réduit fut publié, mais non promulgué comme loi.

En 1735, les Cortès d'Estella approuvèrent une *compilation* intitulée : *Novísima Recopilación* des lois de Navarre faites par le jurisconsulte Joachim d'Elizonde.

La Navarre devait bientôt voir disparaître son autonomie juridique. En effet, par suite de la guerre légiti-

miste, le gouvernement de Madrid supprima la députation provinciale de Navarre en septembre 1835. Une fois la guerre terminée, par le traité de Bergara (30 août 1839) il était recommandé instamment par l'article 1^{er} au gouvernement de remplir la promesse de toujours soumettre aux *Cortès* la concession ou la modification des *Fueros*.

Par une loi du 25 octobre suivant, les *Fueros* des pays Basques et de la Navarre furent confirmés sans préjudice pour l'unité constitutionnelle de la monarchie et le gouvernement s'engagea à proposer aux *Cortès* les modifications indispensables aux dits *Fueros* dans l'intérêt des provinces en accord avec celui de la Nation et de la monarchie.

La loi du 16 août 1841 établit qu'il y aurait en Navarre un envoyé militaire comme dans toutes les autres régions mais que l'administration de la justice se régirait selon la législation spéciale de Navarre: « Jusqu'à ce que les Codes généraux s'appliquent, dans chaque province, pour les matières ressortissantes aux pouvoirs monarchiques ».

La partie organique et la procédure restaient celles d'application générale avec la faculté pour le gouvernement d'y apporter les modifications jugées par lui désirables mais avec l'audience principale de justice immuable à Pampelune.

L'exemption de l'impôt du timbre a continué en Navarre et cette province ne paie à l'Etat, comme contributions directes, qu'une somme au comptant d'un million et demi de réaux. Ceci est la loi fondamentale des relations entre la Navarre et l'Etat Espagnol; quant au droit civil général, il ne sert en Navarre que pour compléter le droit romain qui est lui-même supplétif à la législation provinciale.

Aussi peut-on dresser pour le droit civil en cours en Navarre le tableau suivant:

1^o Loi des *Cortès* générales et loi du 16 août 1814;

2° Lois postérieures à la *Novísima Recopilación* de Navarre;

3° Fuero général et améliorations (Nov. Rec. Nab. 1, 3, 21);

4° Droit Romain (Nov. Rec. Nab. 10, 1, 3);

5° Loi de partida;

6° Code de Castille.

Le système successoral actuellement en vigueur en Navarre, tel qu'il se dégage des dispositions du *Fuero General Navarro* et de la *Novísima Recopilación de las Leyes del Reino de Navarra*, ressemble à celui pratiqué dans l'Aragon (1). C'est la liberté de tester, avec une réserve toute théorique garantie aux enfants: cinq sols pour les biens meubles, et un petit carré de terre pris dans les collines pour les immeubles. Seulement, à l'inverse de ce qui se passe en Aragon, cette liberté de disposition est complète en ce sens qu'une fois la réserve de cinq sols mise de côté pour les enfants, le père de famille peut transmettre ses biens à qui bon lui semble, même à un étranger (2). Ceci est formellement indiqué dans la loi xvi, de la *Novísima Recopilación* précitée:

« Conformément à l'usage incontestablement et inviolablement suivi de temps immémorial dans cette partie du royaume... nous supplions Votre Majesté de daigner ordonner que pour toutes les dispositions qu'elles qu'elles

(1) *Modesto Falcón*, *op. cit.*, p. 339.

(2) *Novísima Recopilación de las Leyes del reino de Navarra*, lib. III, tit. XIII, loi 16 : « Por uso, estilo y costumbre inconcusa é inviolablemente observada de tiempo inmemorial á esta parte... Suplicamos á V. M. sea servido de mandar, que todas y cualesquiera disposiciones que hicieron los padres de sus bienes y hacienda, que no fueren de condicion de labradores se observe y guarde inviolablemente la dicha costumbre y libertad absoluta que por ella tienen de disponer como quisieren dejando á sus hijos en dichas disposiciones la dicha legitima de los cinco sueldos y robada de tierra en los montes comunes, conforme á la dicha costumbre, y que haya de subsistir y tener efecto, no solo quedándose instituido á un hijo, dejando á los demas dicha legitima, sino tambien quando se instituyere ó dispusiere á favor de un extraño, dejando á los hijos solamente dicha legitima... ». — *Biblioteca Judicial. — Legislación foral de España : Derecho vigente en Navarra*, 2 vol., Madrid, t. II,

soient que les parents qui ne sont pas de la condition de laboureurs feront de leurs biens et fortune, la Coutume ci-dessus et la liberté absolue qu'elle accorde aux parents de disposer comme ils veulent de leurs biens, pourvu qu'ils laissent à leurs enfants la réserve de cinq sols et un petit carré de terre pris dans les collines soit appliquée et conservée et que cette Coutume reçoive effet, non seulement lorsque c'est un enfant qui reste institué, les autres prenant la dite réserve, mais encore lorsqu'on aura institué un étranger ou disposé en sa faveur les enfants n'ayant que la dite réserve.

Ces dispositions sont confirmées par le texte du *Fuero General Navarro* (1) : « Les parents de qualité, Gentilshommes et Nobles, mais non les gens qui sont de la condition de laboureurs, peuvent instituer leurs enfants héritiers pour des parts inégales. — Nous ordonnons par *Fuero* que tout Seigneur ou Chevalier ou Gentilhomme et toute Dame de lignage ayant des enfants... Et si le père et la mère veulent donner plus à un enfant qu'à un autre, ils le peuvent parfaitement, à condition qu'ils attribuent aux autres enfants la part d'héritage qu'ordonne le *Fuero*, et ceux-ci ne peuvent ni s'y opposer ni le leur défendre ».

Quant aux plébéiens (2), laboureurs ou vilains, ils étaient régis par une autre loi. Leur *Fuero* ne leur permettait pas de faire de distinction entre les enfants. Tous étaient héritiers nécessaires ; et tous par portions égales. La Coutume était formelle : « Nul vilain ne peut laisser en héritage plus à un enfant qu'à un autre, pour toujours ».

(1) *Fuero general Navarro*, lib. II, tit. IV, cap. IV : « Los padres de calidad infanzones é hijos dalgo que no sean de condición de labradores pueden instituir herederos á sus hijos en partes desiguales. — Mandamos por *Fuero*, que todo ric-hombre, ó cavalliero, ó infanzon, et toda dueña de linage si hobiere creaturas... Et si el padre, et la madre quieren dar á una creatura, como *Fuero* manda, que los hijos non lis pueda vedar, ni embargar... ». — Biblioteca Judicial, Legislación foral, t. II.

(2) *Fuero general Navarro*, lib. III, tit. XIX, cap. II : « Ningún vilano non puede dar heredamiento á ninguno, más á una creatura que á otras, para siempre ». — Biblioteca Judicial, Legislación foral, t. II,

Il y avait donc, dans les *Fueros* de Navarre, au point de vue successoral, une distinction très nette entre les nobles et ceux qui ne l'étaient pas, les premiers seuls jouissaient de la liberté de tester, les autres au contraire subissaient un régime très strict de dévolution successorale obligatoire et égalitaire.

CHAPITRE VII

LA PROVINCE DE VALENCE

Le royaume de Valence est tout entier de reconquête; il était entièrement peuplé d'Arabes et manquait de tradition chrétienne quand le roi entra triomphalement dans sa capitale le 9 octobre 1238. La prise de ce territoire, qui communique avec l'Aragon du Sud par la mer, entraînait une modification radicale dans les rapports des autres Etats de la confédération.

Dès le début, le roi Jayme donna à Valence une législation particulière en harmonie avec ses conditions de vie propre, non comparable avec celle des autres royaumes. Il avait pour but de coloniser avec des chrétiens ce territoire neuf pour eux afin qu'ils se substituent à la population Arabe civile qui n'avait pas suivi les guerriers maures dans leur retraite.

Jayme Premier avait conquis Valence principalement à l'aide des soldats d'Aragon dont beaucoup y restèrent établis; aussi lui parut-il logique de s'inspirer surtout du Fuero d'Aragon, mais comme les conditions étaient très différentes de celles de leur pays d'origine, il fallut, presque toujours, créer une législation spéciale, ce qui était d'ailleurs conforme à l'esprit même du droit Aragonais qui est essentiellement de formation démocratique.

Ce droit devait, au surplus, convenir pour les chrétiens nouveaux venus, sans être absolument incompatible avec les habitudes des Juifs et des Arabes fixés depuis longtemps.

Pour concilier ces besoins opposés, il fallut créer des organismes de gouvernement qui n'existaient nulle part

jusque là ; c'est pourquoi la législation Valencienne diffère tant de celle des autres états anciens de la même couronne: Ceux-ci ont un fond traditionnel juridique qui, à Valence, faisait complètement défaut.

La base de la législation Valencienne se référa au partage des terres entre les vainqueurs nommés « Chevaliers de la conquête », et les vaincus qu'on ne pouvait dépouiller entièrement de leurs fortunes; il fallut donc veiller à la consolidation du droit de propriété principalement immobilière des Arabes et des Juifs.

Jayne eut soin, comme plusieurs siècles avant l'avait fait Sancho Ramirez, d'éviter la transformation des biens en mainmorte ou l'inféodation successive. Pour cela il interdit que la propriété plébéienne ou roturière puisse passer à des religieux, à des clercs ou à des chevaliers avec lesquels se serait établi un lien spirituel ou un lien de dépendance. Il régla l'approvisionnement en eau des canaux d'irrigation et soumit toutes les contestations de ce chef à une procédure sommaire et sans appel devant le Tribunal des Eaux qui aujourd'hui encore rend, en dernier ressort, des arrêts exécutoires en dehors de toute procédure véritablement judiciaire (1). Il légiféra sur la chasse et la pêche et fixa la provision de sel de la cité (1250); il disposa enfin (8 juin 1270) que lorsque le *Fucro* serait muet ou insuffisant les jurés et conseillers se prononceraient selon leur sentiment naturel et en équité, comme cela se pratiquait en Aragon.

Il donna en outre des *Fucros* particuliers à différentes populations et groupements; notons seulement le *Fuero* curieux donné aux Arabes du Faubourg de Jativa qui leur reconnaît une autonomie complète pour l'exercice de leur religion, et leur permet de résister à la conversion au christianisme.

Jayne II établit les prérogatives du Gouverneur du royaume par une ordonnance du 13 avril 1299 complétée le 20 mars 1314.

(1) Les sept juges paysans qui le composent sont les Syndics des districts d'irrigation de Cuart y Manises, Tormos, Mislata, Mestalla, Favara, Rascaña et Robella,

Pierre le Cérémonieux ordonna de fournir du travail aux enfants pauvres et orphelins pour éviter qu'ils ne tombent dans le vagabondage (15 janvier 1537). A la demande des jurés et Prud'hommes de la Cité, il restaura le Consulat de la Mer (23 février 1338) avec deux consuls annuels, l'un marchand et l'autre marin.

Les lois de Jayme Premier réduisirent beaucoup la juridiction ordinaire, ce qui fut favorable aux citoyens, le juge royal étant plus indépendant que les juges seigneuriaux (1250).

Ce qu'il y a de curieux dans la formation du droit de Valence, c'est le critère politique sur lequel Jayme Premier constitua doctrinairement, puisqu'aucune autre façon n'était possible, le nouveau royaume : alors qu'il n'avait pas à respecter la volonté d'un peuple qui ne s'exprimait pas par des coutumes ou des traditions, il lui donna pourtant une liberté suprême de volonté, par l'entremise des Cortès de Valence, formées des trois Etats, église, milice ou noblesse, université ou municipe ; à noter qu'il n'y avait pas de différences d'élément social, aussi ne forma-t-il pas les Cortès avec quatre Etats comme en Aragon, mais avec trois comme en Catalogne.

Les Cortès, le fond agricole de la population de Valence, l'organisation sociale de son économie, surtout rurale, déterminent la forme particulière du droit valencien corporatif, représentatif et même populaire, et qui correspondait bien à cette société, plus démocratique qu'aucune autre de la couronne.

Le droit valencien est donné directement par le Roi sans les Cortès ou par les Cortès avec le Roi.

Jayme Premier étendit, en 1236, le *Fuero* d'Aragon à Burriana, à Benalaró et Benicarló qui avaient été peuplés d'Aragonais et à Morella, celui de Saragosse (16 février 1249).

L'année même de la conquête finale (1238), il avait donné à la capitale, le *Fuero* général qu'il devait étendre par la suite à Alcudia (5 mars 1244), à Sueca (24 mars

1244), à Denia (9 mai 1245), à Onda et Tales (28 avril 1248) et à Murviedro (28 novembre 1248).

Le *Fucro* général est déjà fait avec les Cortès, le Roi dit dans le prologue qu'il a été aidé pour le faire par les évêques, les notables, les chevaliers et les citoyens formant les trois Etats de la représentation du royaume.

Les *Fucros* ultérieurs ont la forme de ceux d'Aragon : Une rubrique ou titre qui en indique le contenu et ensuite le texte des dispositions en langue valencienne qui fût dans les premiers temps de la conquête le catalan, mais le catalan pur et non l'actuel fortement influencé au xiv^e siècle par le Sicilien.

Les *Fucros* de Valence furent compilés en neuf livres et une section dite extravagante; la compilation fut accordée par les Cortès de Monzón en 1547 et réalisée en 1548. Lors des Cortès de 1564, les députés sollicitèrent une nouvelle édition; elle leur fut accordée mais non exécutée pas plus d'ailleurs après les Cortès de 1604 où ladite autorisation avait été cependant réitérée.

Le 29 juin 1706, Philippe d'Anjou abolit la législation provinciale de Valence mais il ordonna ensuite de maintenir tous les *Fucros*, usages et coutumes, sur ses territoires régaliens, ce qui entraîna, de par l'extension des biens de la couronne dans le royaume de Valence, la continuation pour la majeure partie du droit valencien et, depuis lors, la coutume invincible quand ses règles sont dictées par le sol lui-même a maintenu, même contre la Loi, ses principes dans beaucoup des matières touchant à la propriété immobilière principalement dans la *Huerta*.

Au point de vue du droit successoral testamentaire, le régime suivi est théoriquement celui du Code Civil de 1889: l'hérédité se partage en trois, dont un tiers pour la réserve, un tiers pour les méjoras et un tiers pour la quotité disponible, mais en réalité les populations encore toutes imprégnées de Droit romain, suivaient volontiers en matière de successions la doctrine de la Nouvelle 18: le tiers de leur part *ab intestat* est réservé aux enfants s'ils

sont en nombre inférieur à quatre ou s'ils sont quatre; et la moitié, s'ils sont en nombre supérieur. En fait, ce désaccord de la coutume et du droit promulgué n'a que peu d'importance, car les propriétaires ruraux de la région de Valence, très attachés au conservatisme familial, ne songent pas à donner à d'autres qu'à leurs descendants directs leurs terres, que la plupart d'ailleurs continueront à exploiter en commun.

CINQUIEME PARTIE

Le Régime successoral des pays ibériques voisins de l'Espagne

CHAPITRE PREMIER

LES VALLÉES D'ANDORRE

Les vallées d'Andorre furent longtemps le champ clos de batailles féodales.

En 1278, pour mettre fin à une rivalité désastreuse entre les comtes d'Urgel et ceux de Foix, un accord survint, sanctionné par le pape, qui donnait des droits égaux aux deux parties. Cet accord « les Paréages » est encore valable aujourd'hui; mais d'une part les droits des comtes d'Urgel sont passés aux évêques de la même ville et, d'autre part, les droits des comtes de Foix d'abord transmis à la maison de Navarre, furent apportés à la couronne par Henri IV. L'Etat français en a hérité à son tour. C'est ainsi que les deux princes n'ont de droits qu'en vertu de leurs fonctions et à titre impersonnel. Aussi ne les nomme-t-on jamais. On dit « le co-prince français », on parle de « la mitre ».

Par ailleurs, l'Andorre possède une sorte de Parlement, le Conseil général des Vallées. Depuis la loi électorale de 1866, dite de réforme, ce Conseil est composé de vingt-quatre membres élus par les chefs de foyers, les *caps de*

casa, âgés d'au moins 25 ans. Ce Conseil est présidé par un syndic général et un second syndic. Chaque famille vit sous l'autorité quasi absolue du chef de foyer, du *cap de casa* qui seul compte dans la cité, où seul il a droit de vote, même si ses fils demeurant avec lui sont mariés et pères de famille.

Le régime de la propriété et de la transmission des biens est également fort curieux. Il n'y a pas de droit d'aînesse comme on l'écrit si souvent; mais le *cap de casa* choisit son héritier, et habituellement le désigne le jour où celui-ci se marie. Autre originalité: les ventes de terres sont toujours révocables, et le vendeur — ou ses descendants — peut toujours les racheter à l'acheteur ou à ses descendants, car ce droit de rachat se transmet pendant des siècles...

Ceci contribue à former un régime successoral très original.

Il faut ajouter que la liberté des substitutions est indéfinie en Andorre. Elle n'est pas limitée comme dans l'ancienne France à un nombre restreint de degrés. Très souvent la clause de substitution stipule que l'héritier direct retiendra une portion déterminée de l'hérédité dont il pourra disposer pour tester: « J'institue héritier Pal, s'il meurt sans enfants ou si ses enfants n'arrivent pas à l'âge de tester j'institue Sixto et de l'héritage, Pal retiendra 50 livres barcelonaises dont il pourra disposer pour ses honneurs funèbres et par testament (1)!

On est fondé à se demander si l'usage de cette clause ne représente pas la Quarte Trébellienne dont le principe et l'objet sont les mêmes. La Quarte Trébellienne est connue en droit catalan: Le fils héritier peut en être privé ou par une disposition expresse du testateur ou quand il néglige de faire inventaire. Elle est visée dans quelques documents des Vallées, mais si rares qu'elle n'est pas entrée semble-t-il dans la loi du pays.

(1) Max Gibert : Les Institutions des Vallées d'Andorre, Paris 1924.

De ce que les fidéicommiss de cette sorte sont de règle en Andorre il résulte une conséquence un peu singulière: chez nous, un homme sans enfant est beaucoup plus libre quand vient l'heure de formuler ses dernières volontés. En Andorre, tout au contraire, c'est le père de famille qui est enfermé dans les obligations les moins étroites. La liberté testamentaire si large en théorie est limitée en fait par diverses restrictions: s'il n'y a pas d'enfants, l'héritage passe à l'héritier substitué; s'il y a des enfants, il échoit à l'un d'eux.

Contre les abus de pouvoirs de l'instituant la loi protège les tiers et les parents proches autres que l'héritier; de là est sortie la légitime: « On entend par légitime la portion des biens que la loi assigne dans une succession aux descendants et à leur défaut aux ascendants. » (Roca et Aurel, droit civil catalan, page 428) (1). Cette définition, faite pour le droit catalan, paraît devoir s'appliquer très exactement à la coutume andorrane qui s'est d'ailleurs toujours rapprochée beaucoup plus des coutumes de Barcelone que de celles de Castille. Les méjoras y sont inconnues.

La quotité de la légitime est invariable quel que soit le nombre des réservataires, quel que soit leur degré de parenté avec le de cujus elle est toujours d'un quart (2). Des trois autres quarts le de cujus dispose comme il l'entend. Les héritiers partagent la légitime sans s'occuper de savoir si l'un d'eux a reçu la quotité disponible d'où il suit que l'héritier, si c'est un héritier légal, concourt au partage de la légitime. Tel est du moins le droit strict.

En réalité, les choses se passent différemment et les réservataires sont sacrifiés à l'héritier; même à s'en tenir au texte des actes notariés la légitime ne représente pas la part rigoureusement due à chaque enfant. Cette part

(1) J.-A. Brutails : La Coutume d'Andorre, Paris 1904.

(2) Une sentence d'un Bayle rendue en 1890 vise un testament dans lequel un oncle est institué héritier par le testateur qui laisse :

« ...a qoq abis paterno y materno, la llégitima o sia la cuarta de sos benes per iguals parts ».

est augmentée ou diminuée au gré des parents; de sorte que pour les enfants du même lit la légitime varie: elle est plus élevée en général pour les filles qu'il faut doter.

De même la légitime qui devrait être affranchie de toutes charges ou conditions est souvent comme l'hérédité grevée de substitutions. On voit même des héritiers qui remettent à leurs sœurs la légitime de celle-ci au moment de son mariage en spécifiant que cette légitime leur reviendra si la sœur meurt sans enfant.

Ces usages et ces abus s'expliquent aisément par la préoccupation de garder à l'héritier le plus possible de biens, à la *casa* son rang social. Il était consacré autrefois et un réservataire devait se tenir pour satisfait quand il avait reçu la somme sacramentelle de cinq sous. Il n'en est plus ainsi de nos jours et si le fils ne peut pas selon le « politar » poursuivre l'annulation du testament paternel les actions en complément de légitime sont fort bien admises par les Tribunaux.

APPLICATIONS NUMERIQUES

SUCCESSION DE 360.000 LIVRES BARCELONAISES

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Réserve par enfant	Part maximum d'un enfant
2 enfants	1/4 = 90.000	3/4 = 270.000	45.000	315.000
3 enfants	1/4 = 90.000	3/4 = 270.000	30.000	300.000
4 enfants	1/4 = 90.000	3/4 = 270.000	22.500	292.500
5 enfants	1/4 = 90.000	3/4 = 270.000	18.000	288.000
10 enfants	1/4 = 90.000	3/4 = 270.000	9.000	279.000

CHAPITRE II

LE PORTUGAL ⁽¹⁾

La nation portugaise est fondée sur la persistance de sa personnalité comme pays indépendant et souverain pendant huit siècles et sur sa volonté de l'être et de le demeurer.

En effet, le Portugal est un Etat sans frontières naturelles (2), sans idiome particulier puisque celui qu'il parle ne se différencie pas fondamentalement du galicien, et sans race propre: Herculano et Oliveira Martin, ses deux meilleurs historiens, répudient l'ethnicité lusitanienne, idée née au xv^e siècle seulement. Oliveira fait des différences secondaires entre le Code Portugais et le Code Castillan et déclare: « Cette dualité peut nous conduire à croire que parmi les diverses tribus ibériques, la Lusitanienne était, sinon la plus, tout au moins une des plus individuellement caractérisées. »

Le régime juridique subit au cours des siècles des transformations nombreuses.

Quand le droit wisigothique eut disparu, le droit canonique devint, après l'expulsion des Maures, la principale sinon l'unique règle des rapports civils; les décrétales de Grégoire IX, publiées en 1234, furent traduites en portugais et appliquées par les Tribunaux séculiers, puis le droit de Justinien ressuscité reprit son rang dans l'ancienne province romaine de Lusitanie. Il fut enseigné par

(1) Légation à Paris : 35, avenue Kléber, xvi^e arrondissement.

(2) Les « îles adjacentes » au Portugal sont Madère, Porto-Santo et les Açores. Elles sont rattachées à l'Europe et assimilées au territoire continental de la nation (Constitution art. 2, § 1).

ordre du roi Diniz à l'Université de Lisbonne et les *Partidas* de Castille servirent au jugement des causes civiles. Enfin, le roi Jean I^{er}, au xv^e siècle, ordonna de réunir en un seul recueil toutes les lois en vigueur.

Ce recueil fut achevé en 1446 et publié par ordre d'Alphonse V sous le nom de *Ordenaçoës de Reino* : ce fut le premier code général européen.

Les sources juridiques actuelles se composent d'un Code Civil du 1^{er} juillet 1867, œuvre du jurisconsulte de Seabra, qui fut complété le 12 mars suivant par deux appendices dont l'un est relatif à la tutelle et l'autre à la procédure de séparation des époux ; c'est un des codes les plus scientifiques du monde et l'un de ceux rédigés dans le style le plus pur.

Citons encore le Code de procédure civile du 8 novembre 1876, le Code administratif du 17 juillet 1886, le Code pénal du 16 septembre 1886 et le Code de Commerce du 28 juin 1888.

La République Portugaise, proclamée le 3 octobre 1910, n'a altéré que les lois constitutionnelles et non les autres.

Le Code civil promulgué le 1^{er} juillet 1867 est en vigueur depuis le 22 mars 1868 (1). Il est donc, par sa date, un des premiers monuments législatifs dérivés du Code de 1804, mais laissant de côté la division classique en trois livres, ses rédacteurs ont distribué les 2.538 articles qui le composent en quatre parties :

Partie I. — De la capacité civile.

Partie II. — De l'acquisition des droits.

Partie III. — Du droit de propriété.

Cette partie se divise elle-même en trois livres :

Livre I. — Des droits originaires et de ceux qu'on acquiert par son fait et sa volonté propre, indépendamment de la coopération d'autrui.

(1) D'après la loi de 1841, les lois étaient exécutoires à Lisbonne trois jours, et ailleurs quinze jours après leur publication au *Journal officiel* (*Diário do Governo*). Pour le nouveau Code civil, vu son importance, un délai plus long fut adopté. La loi de promulgation ayant été publiée au *Journal officiel* le 22 septembre 1867, le Code civil est devenu exécutoire six mois après, c'est-à-dire le 22 mars 1868.

Livre II. — Des droits qu'on acquiert par son fait et sa volonté propre, avec le concours du fait de la volonté d'autrui.

Livre III. — Des droits qu'on acquiert par le seul fait d'autrui et de ceux qu'on acquiert en vertu de la loi.

Partie IV. — De la violation des droits et de leur réparation.

Le Code portugais a maintenu les règles de l'ancien droit en fait de réserve héréditaire. Le testateur ou le donateur ne peut priver ses enfants ni ses père et mère de plus du tiers, ses autres ascendants de plus de la moitié de la succession; une réserve spéciale est attribuée aux enfants naturels.

La réserve ne varie pas avec le nombre des héritiers qui y ont droit, mais seulement avec leur qualité; l'ancien droit, plus simple encore, assurait à tous les héritiers, de tous ordres, y compris les enfants naturels, reconnus ou non (ord. VI, 12), et quel qu'en fut le nombre, la même réserve des deux tiers. Voici les textes consacrant cette réserve (1):

LIVRE II. — CHAPITRE II

SECÇÃO III

Da legitima e das disposições inoficiosas

Artigo 1784º. — Legítima é a porção de bens, de que o testador não pode dispôr, por ser aplicada pela lei aos herdeiros em linha recta ascendente ou descendente.

§ único. — Esta porção consiste nas duas têrças partes dos bens do testador, salva a disposição do artigo 1787º.

Artigo 1785º. — Se o testador tiver, ao mesmo tempo, filhos legítimos ou legitimados, e filhos perfilhados, observar-se há o seguinte:

(1) *Código civil português*, 8ª edição oficial, Coimbra 1923.

1° Se os filhos perfilhados o estavam ao tempo em que o testador contraiu o matrimónio, de que veio a ter os filhos legítimos, a porção daqueles será igual a legítima dêstes, menos um têrço;

2° Se os filhos forem perfilhados, depois de contraído o matrimónio, a sua porção não excederá a legítima dos outros menos um têrço, e sairá só da têrça disponível da herança.

Artigo 1786°. — Se o testador, ao tempo da sua morte, não tiver filhos, mas tiver pai ou mãe vivos, consistirá a legítima dos pais nos dois terços da herança.

Artigo 1787°. — Se o testador só tiver, ao tempo da sua morte, outros ascendentes, que não sejam pai ou mãe, consistirá a legítima dêles em metade dos bens da herança.

Artigo 1788°. — Se o testador dispor de certo usufruto, ou de alguma pensão vitalícia, cujo valor exceda a sua quota disponível, poderão os herdeiros legítimos cumprir o legado ou entregar ao legatário, tão somente a quota disponível.

Artigo 1789°. — Se o testador houver doado ou disposto de mais bens do que aqueles de que lhe é permitido dispôr, poderão os herdeiros legítimos requerer, na abertura da herança, que a doação ou deixa, seja reduzida nos termos declarados nos artigos 1493°. e 1494.°

Artigo 1790°. — O cálculo da têrça, para o efeito da redução, será feito da maneira seguinte:

§ 1°. — Somar-se há o valor de todos os bens, que o autor da herança houver deixado, feita a dedução das dívidas da herança; ajuntar-se há à soma restante

o valor dos bens que o falecido houver doado, e a quota disponível será calculada com relação a esta soma total.

§ 2º. — *O valor dos bens doados será o que tiverem na época em que a doação produzir os seus efeitos.*

§ 3º. — *Se a coisa doada houver perecido, sem que o donatário para isso concorresse directamente, não será comprehendida na massa da herança para o cálculo das legítimas.*

LIVRE III (1)

Chapitre II. — De la succession testamentaire

Section III :

De la réserve et des dispositions inofficieuses (2)

ART. 1784. — La réserve est la portion de biens dont le testateur ne peut disposer et qui est attribuée par la loi à ses héritiers en ligne directe, ascendante ou descendante.

§ unique. — Cette portion est des deux tiers des biens du testateur sauf ce qui est ordonné par l'article 1787.

ART. 1785. — Lorsque le testateur a tout à la fois des enfants légitimes ou légitimés et des enfants naturels reconnus, on observera les règles ci-après exprimées :

1º Si les enfants étaient déjà reconnus lorsque le testateur a contracté le mariage duquel sont issus les enfants légitimes, la part des enfants naturels sera égale à la réserve des enfants légitimes diminuée d'un tiers.

2º Si les enfants naturels n'ont été reconnus que depuis la célébration du mariage, leur part ne pourra excéder la

(1) Code civil portugais traduit et annoté par Fernand Lepelletier, Paris 1894.

(2) Code civil portugais, traduit et annoté par G. Laneyrie et Joseph Dubois. Editions du Ministère de la Justice, Imprimerie Nationale, Paris 1896.

réserve des autres enfants diminuée d'un tiers et ne pourra être prise que sur le tiers disponible.

ART. 1786. — Si le testateur, à l'époque de son décès, n'a pas d'enfants, mais laisse son père ou sa mère, la réserve des père et mère sera des deux tiers de la succession.

ART. 1787. — Si le testateur, à l'époque de son décès, ne laisse que des ascendants autres que son père ou sa mère, la réserve de ces ascendants sera de la moitié de la succession.

ART. 1788. — Lorsque la disposition testamentaire est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers réservataires auront le choix ou d'exécuter cette disposition, ou de faire au légataire abandon de la quotité disponible seulement.

ART. 1789. — Lorsque les donations ou les legs excèdent la quotité disponible, les héritiers réservataires pourront, lors de l'ouverture de la succession, demander qu'ils soient réduits conformément aux articles 1493 et 1494 (1).

ART. 1790. — Le calcul de la quotité disponible, en vue de la réduction, se fera de la manière suivante :

§ 1. — Il sera fait masse de tous les biens qui composent la succession du *de cujus*, après déduction des dettes; on y réunira fictivement la valeur des biens dont le *de cujus* a disposé par donation, et l'on calculera la quotité disponible sur le total ainsi obtenu.

§ 2. — La valeur des biens donnés se déterminera en se plaçant à l'époque où les donations ont produit leurs effets.

(1) Art. 1493. — La réduction des donations inofficieuses se fera en commençant par les donations testamentaires ou legs; elle ne portera sur les donations entre vifs qu'après épuisement de la valeur des biens légués.

Art. 1494. — S'il n'y a lieu qu'à réduction partielle des legs, cette réduction sera faite au marc le franc sur tous les legs, à moins que le testateur n'ait expressément déclaré qu'il entendait que tel legs fût réduit de préférence ou que tel autre fût exempt de la réduction.

§ 3. — Les biens donnés qui ont péri sans le concours direct du donataire ne seront point compris dans la masse de la succession pour le calcul de la réserve.

Le système portugais est donc très simple et ne comporte pas de *mejoras*.

Mentionnons toutefois que la quotité disponible se trouve grevée d'une certaine indisposition par l'art. 1775, ainsi conçu :

« Nul ne peut ordonner l'emploi en prières pour le repos de son âme (*suffragios*) de plus du tiers de la quotité disponible des biens qu'il laisse à son décès ».

Cette restriction a eu pour but de limiter les legs pieux qui, très nombreux dans le pays, détournaient des sommes importantes de leur rôle économique naturel.

APPLICATIONS NUMÉRIQUES

SUCCESSION DE 360.000 ESCUDOS

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum d'un enfant
2 enfants	2/3 = 240.000	1/3 = 120.000	120.000	240.000
3 enfants	2/3 = 240.000	1/3 = 120.000	80.000	200.000
4 enfants	2/3 = 240.000	1/3 = 120.000	60.000	180.000
5 enfants	2/3 = 240.000	1/3 = 120.000	48.000	168.000
10 enfants	2/3 = 240.000	1/3 = 120.000	24.000	144.000

SIXIEME PARTIE

Le régime successoral des Etats latino-américains

CHAPITRE I

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE (1)

Le Code civil argentin (2) fut préparé par le célèbre jurisconsulte Damacio Vélez-Sarsfield qui s'inspira pour sa rédaction du Code civil français, de nombreux articles du Code chilien, dû au grand savant Andrès Bello, et aussi du projet de Code civil brésilien préparé par D.-A.-J. Freitas.

Il fut sanctionné par le Congrès le 29 septembre 1869 et partiellement révisé par la loi du 9 septembre 1882.

C'est un des plus longs codes existants puisqu'il ne comprend pas moins de 4.085 articles (4.051 dans sa rédaction primitive) répartis en deux titres préliminaires et quatre livres :

Titre préliminaire I. — Des lois en général.

Titre préliminaire II. — Des modes de compter les délais juridiques.

(1) Ambassade à Paris : 6, rue Cimmarosa, XVI^e arrondissement.

(2) *Códigos de la República-Argentina, Edición 1929, prolijamente revisada por el Dr Victor-L. Cinollo Vernengo, Buenos-Ayres 1929.*

Livre I. — Des personnes.

Livre II. — Des droits personnels pour les relations civiles.

Livre III. — Des droits réels.

Livre IV. — Des droits réels et personnels; dispositions communes.

Les articles intéressant notre matière sont les articles 3.624 (ancien 3.590) à 3.639 (ancien 3.605) contenus dans le titre X, Chapitre VIII du livre IV: Ils établissent le principe d'une réserve héréditaire mais n'admettent pas l'institution des *Méjoras*. Voici les textes :

LIBRO IV

CAPITULO VIII

Sucesión de los bienes reservados

TITULO X

De la porción legítima de los herederos forzosos

Art. 3624. — *Si a la muerte del padre ó de la madre que contrajo segundo matrimonio, no existen hijos, ni descendientes legítimos del primer matrimonio, aunque existan herederos, estos no tienen ningún derecho à suceder en los bienes reservados.*

Art. 3625. — *La legítima de los herederos forzosos es un derecho de sucesión limitado a determinada porción de la herencia.*

La capacidad del testador para hacer sus disposiciones testamentarias respecto de su patrimonio solo se extiende hasta la concurrencia de la porción legítima que la ley asigna a sus herederos.

Art. 3626. — *Tienen una porción legítima todos los llamados a la sucesión intestada en el orden y modo determinado en los cinco primeros Capítulos del Título anterior,*

Art. 3627. — La porción legítima de los herederos legítimos es cuatro quintos de todos los bienes existentes a la muerte del testador y de los que deben colacionarse á la masa de la sucesión observando en su distribución lo dispuesto en los artículos 3604 y 3613.

Art. 3628. — La legítima de los ascendientes es de dos tercios de los bienes de la sucesión observando en su distribución lo dispuesto en los artículos 3605 y 3614.

Art. 3629. — La legítima de los conyuges cuando no existen descendientes ni ascendientes del difunto será la mitad de los bienes de la sucesión del conyuge muerto, aunque los bienes de la sucesión sean gananciales..

Art. 3630. — No teniendo el testamentario descendientes ni ascendientes legítimos, ni quedando viudo ó viuda, la legítima de sus herederos naturales será la mitad de los bienes que a su muerte queden.

Art. 3631. — La legítima de los padres naturales que hubieran reconocido al hijo natural, cuando este no dejase descendientes legítimos ni conyuge sobreviviente, ni herederos naturales, será la mitad de los bienes dejados por el hijo natural.

Si quedasen hijos legítimos ó hijos naturales legalmente reconocidos, el padre natural no tiene legítima alguna.

Si solo quedase viudo ó viuda le legítima del padre natural será el cuarto de la sucesión.

Art. 3632. — El testamentario no puede imponer gravamen ni condición alguna a las porciones legítimas declaradas en este Título.

Si lo hiciese, se tendrán por no escritas.

Art. 3633. — *Toda renuncia ó pacto sobre la legítima futura entre aquellos que la declaran y los coherederos forzosos, es de ningun valor.*

Los herederos pueden reclamar su respectiva legítima pero deberán traer á colación lo que hubiesen recibido por el contrato ó renuncia.

Art. 3634. — *El heredero forzoso á quien el testador dejase por cualquier título menos de la legítima, solo podrá pedir su complemento.*

Art. 3635. — *Las disposiciones testamentarias que mengüen la legítima de los herederos forzosos, se reducirán á solicitud de estos, á los terminos debidos.*

Art. 3636. — *Para fijar la legítima se atenderá al valor de los bienes quedados por muerte del testador.*

Al valor liquido de los bienes hereditarios se agregará el que tenían las donaciones del mismo testador al tiempo en que las hizo.

No se llegará á las donaciones indirectas mientras pueda cubrirse la legítima, reduciendo á prorrata, ó dejando sin efecto, si fuese necesario, las disposiciones testamentarias.

Art. 3637. — *Si la disposición testamentaria es de un usufructo ó de una renta vitalicia cuyo valor exceda la cantidad disponible por el testador, los herederos legítimos tendrán opción á ejecutar la disposición testamentaria ó á entregar al beneficiador la cantidad disponible.*

Art. 3638. — *Si el testador ha entregado por contrato en plena propiedad, algun beneficio á uno de los herederos legítimos, aunque sea con cargo de una renta vitalicia ó con reserva*

de usufructo, el valor de los bienes será imputado sobre la porción disponible del testador y el excedente será traído á la masa de la sucesión.

Esta imputación y esta colación no podrán ser demandadas por los herederos legítimos que hubiesen consentido en la enajenación y en ningún caso por los que no tengan designada por la ley una porción legítima.

Art. 3639. — *De la porción disponible el testador puede hacer los legados que estime conveniente, ó mejorar con ellas á sus herederos legítimos.*

Ninguna otra porción de la herencia puede ser detraída para mejorar á los herederos legítimos.

LIVRE IV. — CHAPITRE VIII

SUCCESSION AUX BIENS RÉSERVÉS

Titre 10

De la portion légitime des héritiers nécessaires

Art. 3624 (1). — Si à la mort du père ou de la mère qui a contracté un second mariage, il n'y a pas d'enfants ni de descendants légitimes du premier mariage, bien qu'il existe des héritiers, ceux-ci n'ont pas droit à succéder en quoi que ce soit aux biens réservés (2).

(1) Voir Goyena, article 804, Nouvelle 2, chapitre 2 et Nouvelle 22, chapitre 26.

(2) Supposons qu'une veuve hérite du patrimoine paternel échu à son fils mort, qu'elle ait contracté un second mariage ayant eu une fille du premier, à celle-ci reviendra sans aucun doute la réserve de l'héritage paternel de son frère mort. Cette fille se marie, a un fils et meurt, les biens pour elle réservés passent à son fils, mais ce fils meurt aussi, et son père légitime en hérite. L'article dispose que, quoique le père soit héritier de son fils, auquel revenaient les biens

- Art. 3625.* — La réserve des héritiers nécessaires est un droit de succession limité à une portion déterminée de l'héritage; la capacité du testateur pour rédiger ses dispositions testamentaires, en ce qui concerne son patrimoine, ne s'étend que jusqu'à concurrence de la réserve que la loi assigne à ses héritiers.
- Art. 3626.* — Ont droit à une réserve tous les bénéficiaires appelés à la succession ~~ab intestat~~ dans l'ordre et selon le mode déterminé dans les cinq premiers chapitres du titre antérieur.
- Art. 3627.* — La réserve des héritiers légitimes est des quatre cinquièmes de tous les biens existants à la mort du testateur et de tous ceux qui doivent s'ajouter à la masse de la succession en observant pour leur répartition les termes des articles 3604 et 3613.
- Art. 3628.* — La réserve des ascendants est des deux tiers des biens de la succession en observant pour leur répartition les termes des articles 3605 et 3614.
- Art. 3629.* — La réserve des conjoints, quand il n'y a ni descendants ni ascendants du défunt sera de la moitié des biens de la succession du prémourant, même si ces biens sont des bénéfices conjugaux.
- Art. 3630.* — En l'absence de descendants et d'ascendants légitimes, de veuf ou de veuve, le testateur laissera comme réserve à ses héritiers naturels la moitié des biens qui resteront à sa mort.

réservés, il n'en héritera pas et que la réserve est achevée, les biens redevenant la propriété de la veuve qui a contracté le second mariage. Le motif, dit Goyena, en est que la réserve a pour but de favoriser les enfants et descendants légitimes du premier mariage et non leurs héritiers pour lesquels ne jouent pas les raisons qui militent en faveur de son établissement.

Art. 3631. — La réserve des parents naturels qui auraient reconnu l'enfant naturel quand celui-ci ne laisse ni descendants légitimes, ni conjoint survivant, ni héritiers naturels, sera la moitié des biens laissés par l'enfant naturel. S'il y avait des enfants légitimes ou naturels légalement reconnus, le père naturel n'aurait droit à aucune réserve, s'il restait un veuf ou une veuve, la réserve du père naturel serait du quart de la succession.

Art. 3632. — Le testateur ne peut mettre de charges ou conditions sur les portions légitimes énoncées dans ce titre; s'il le faisait elles seraient réputées non écrites.

Art. 3633. — Toutes les renonciations ou pactes sur la réserve future entre ceux-là qui la supportent et les co héritiers nécessaires sont sans valeur; les héritiers peuvent réclamer leur réserve respective mais ils doivent rapporter ce qu'ils auraient reçu par suite du contrat ou de la renonciation. (1)

Art. 3634. — L'héritier nécessaire auquel le testateur laisserait à quelque titre que ce soit moins que la réserve, ne pourra en réclamer que le surplus (2).

Art. 3635. — Les dispositions testamentaires qui entament la réserve des héritiers nécessaires se réduiront sur la réclamation de ceux-ci à leur juste proportion (3).

Art. 3636. — Pour fixer la réserve, on comprendra la valeur des biens laissés par le testateur à

(1) Sur l'article 3633, titre 28, livre 3, code roumain, code français, article 791, code de Naples, article 836.

(2) Sur l'article 3634, livre 15, titre 8, 6^e partie, Institutes, livre 2, titre 18, paragraphe 3.

(3) Sur l'article 3635, code français 920.

sa mort ; à cette valeur effective on ajoutera celle qu'avaient les donations du testateur au moment où il les fit. On ne touchera pas aux donations indirectes du moment qu'on peut assurer la réserve en réduisant au prorata ou en laissant sans effet, si c'est nécessaire, les dispositions testamentaires (1).

Art. 3637. — Si la disposition testamentaire est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur dépasse la somme disponible, pour le testateur, les héritiers légitimes auront l'option ou d'exécuter la disposition testamentaire ou de remettre à son bénéficiaire la somme disponible.

Art. 3638. — Si le testateur a remis par contrat en pleine propriété un bien quelconque à l'un de ses héritiers légitimes, encore que ce soit à charge d'une rente viagère ou avec réserve d'usufruit, la valeur des biens sera imputée sur la portion disponible du testateur et le surplus sera rapporté à la masse de la succession. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par les héritiers légitimes qui auraient consenti à cette aliénation et en aucun cas par ceux qui n'ont pas droit à une réserve, selon désignation expresse de la Loi.

Art. 3639. — De la quotité disponible le testateur peut faire les legs qu'il désire ou augmenter d'autant la part de ses héritiers légitimes, mais aucune autre partie de la succession ne peut être enlevée pour faire une *méjora* aux héritiers légitimes.

(1) Sur l'article 3636, Goyena, articles 648 et 649, et les notes de ces articles.

L'examen de ces textes révèle donc que la *méjora* proprement dite est inconnue en Argentine. L'article 3639 l'indique formellement en autorisant le testateur à disposer de tout ce qui n'est pas la « réserve légale » au profit d'un étranger comme à celui de ses réservataires et en spécifiant qu'aucune autre part de la succession ne pourrait servir à la constitution de *méjoras* au bénéfice des héritiers légitimes.

Le Code argentin est d'ailleurs très réservataire, puisque la quotité disponible n'est que du $\frac{1}{5}$ de la succession quel que soit le nombre des enfants. Nous verrons ultérieurement que seuls, le Paraguay et le Pérou, connaissent, en Amérique latine, des réserves aussi considérables.

APPLICATIONS NUMERIQUES

SUCCESSION DE 360.000 PESOS

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum par enfant
2 enfants	$\frac{4}{5} = 288.000$	$\frac{1}{5} = 72.000$	144.000	216.000
3 enfants	$\frac{4}{5} = 288.000$	$\frac{1}{5} = 72.000$	96.000	168.000
4 enfants	$\frac{4}{5} = 288.000$	$\frac{1}{5} = 72.000$	72.000	144.000
5 enfants	$\frac{4}{5} = 288.000$	$\frac{1}{5} = 72.000$	57.600	129.600
10 enfants	$\frac{4}{5} = 288.000$	$\frac{1}{5} = 72.000$	28.800	100.800

CHAPITRE II

LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE ⁽¹⁾

Le Code Civil bolivien (2) date du 2 avril 1831. Il fut réformé en 1882 et en 1903, lors de la réimpression de l'édition officielle par Enrique Mallea Balboa (3) (Décision du Congrès National du 26 décembre 1903). Il se compose de deux traités, l'un sur le droit de famille et de propriété, l'autre sur les obligations.

Le premier comprend 1571 articles, répartis en 3 livres et un titre préliminaire sur les objets suivants:

Titre préliminaire: De la publication, des effets et de l'application des lois en général.

Livre I. — Des personnes.

Livre II. — Des biens et des différentes modifications de la propriété.

Livre III. — Des différentes manières d'acquérir la propriété.

Notre matière se trouve étudiée au chapitre XVI du livre II, articles 570 à 587, dont voici les textes: (Les numéros entre parenthèses sont ceux des articles de l'édition primitive, les *concordancias* sont portées en note).

LIBRO II. — CAPITULO 16°

De las mejoras o liberalidades permitidas a los testadores

Art. 570 (559). — *Los padres y ascendientes pueden disponer libremente, del quinto de sus*

(1) Légation, à Paris, 4, rue Montevideo, XVI^e arrondissement.

(2) *Código Civil Boliviano, comentado, concordado y anotado por Rafael Canedo, Cochabamba 1898.*

(3) *Código Civil Boliviano por Enrique Mallea Balboa Abogado Oficial Mayor del Ministerio de Hacienda, La Paz, 1906.*

bienes entre sus hijos, parientes ó extraños, a su arbitrio, siempre que este quinto no se halle reatado, por obligación de alimentos, a los hijos ilegítimos (1).

Art. 571 (560). — Pueden asimismo disponer del tercio, entre todos sus hijos. Bajo la palabra hijos son comprendidos para estas liberalidades, todos los descendientes en línea recta, vivan ó no las personas intermediarias (2).

Art. 572 (561). — Si el testador no tuviese sino ascendientes, podrá disponer del tercio de sus bienes en vida, ó al tiempo de su muerte, para hacer las liberalidades que guste, en favor de quien le parezca (3).

Art. 573 (562). — Los padres pueden hacer estas liberalidades, por testamento ó por cualquier otro contrato entre vivos. Hechas en testamento, pueden variarse ó revocarse hasta la muerte; también por contrato, excepto en los casos siguientes: 1º Cuando este contrato se celebró con un tercero, por causa onerosa ó remuneratoria; 2º Cuando se puso al mejorado en posesión de los bienes en que se hizo la liberalidad; 3º Cuando se le entregó el instrumento de mejora, ante escribano (4).

(1) Conc. L. 7, t. 20, lib. 10 nov. Rec.; C. c. 443, 490, 496, 694.

« Todo legado hecho por un padre natural que tiene hijos legítimos, en favor de un hijo natural que no tiene derecho sino al quinto de los bienes de su padre natural, es inoficioso y, por consiguiente, nulo ». G. J., nº 130, p. 459.

(2) Conc. L. 2, t. 6, lib. 10 nov. Rec.; C. c. 518 et 519.

(3) Conc. L. 1, t. 23, lib. 10 nov. Rec.

(4) Conc. L. 1, t. 6, lib. 10 nov. Rec.; C. c. 531, 663, 675, 676, 683.

- Art. 574 (563). — *En los tres casos del artículo anterior podrán revocarse las liberalidades, siempre que el instrumento contenga cláusula que reserve este derecho, ó por las causas del artículo 678 (1).*
- Art. 575 (564). — *La promesa hecha por los padres a alguno de sus descendientes, con escritura pública de mejorarle por casamiento ú otra causa onerosa, ó la de no mejorar a ninguno, tendrá lugar y se cumplirá, salvo si el descendiente les alzase de esta obligación por otro instrumento (2).*
- Art. 576 (565). — *Las mejoras se harán expresa y terminantemente.*
Toda donación, toda dádiva de los padres a sus hijos sin la expresión de mejora, bien sea hecha por contrato, ó por testamento, se entiende anticipación de legítima (3).
- Art. 577 (566). — *Si se hubiese hecho ambas mejoras, se sacará primero la del quinto, a no ser que el testador hubiese dispuesto lo contrario, ó tuviese hecha de antemano irrevocablemente la del tercio (4).*
- Art. 578 (567). — *Si son mucho los mejorados en tercio y quinto, todos partirán por igual.*
- Art. 579 (568). — *Puede hacerse la mejora en fincas ó bienes de terminados, para que se tomen en vida del padre, ó se entreguen después de su muerte, y aún dar al mejorado facultad de escogerlos. Si hay especificación de bienes, sin cláusula*

(1) Conc. L. 1, t. 6, lib. 10 nov. Rec.

(2) Conc. L. 6, t. 6, lib. 10 nov. Rec.; C. c. 874.

(3) Conc. L. 919; C. c. 636 y sig., 643.

(4) Conc. L. 214 del Estilo; C. c. 646.

terminante de tercio y quinto, llevará el agraciado solamente las especies determinadas, aunque no alcancen al tercio ni al quinto; mas, si la liberalidad comprende todo el tercio ó todo el quinto, pedirá el reintegro hasta llenar la cuota designada (1).

Art. 580 (569). — *Cuando al tiempo de la muerte del testador, los bienes en que se hizo la mejora han padecido quebrantos, ó tenido adelantamientos, se llevarán en su estado presente, con tal que no excedan en su valor a la parte señalada, en cuyo caso se hará la reducción (2).*

Art. 581 (570). — *Si la liberalidad consiste en bienes determinados y el padre los enajena en vida, queda revocada aquella; mas si después los recupera, por el solo hecho de la enajenación no queda revocada (3).*

Art. 582 (571). — *Cuando los bienes de mejora inmuebles se han hipotecado por el padre a sus créditos reales ó personales, se entiende revocada. Siendo los créditos ajenos, subsistirá, repitiendo el agraciado contra el extraño deudor, y quedando obligado a entregar a la testamentaria el exceso si hubiese (4).*

Art. 583 (572). — *A las hijas no pueden los padres dar ni prometer por via de dote ni casamiento, tercio ni quinto de sus bienes, ni ellas ser mejoradas por ninguna especie*

(1) Conc. L. 5, t. 3, lib. 10 nov. Rec.

(2) Conc. L. 5, t. 3, lib. 10 nov. Rec.

(3) Conc. L. 1, t. 6, lib. 10 nov. Rec.; C. c. 537.

(4) Conc. L. 1, t. 6, lib. 10 nov. Rec.; C. c. 537, 593.

de contrato entre vivos; pero podrán serlo en testamento (1).

Art. 584 (573). — *Las mejoras se regularán por lo que valiesen los bienes del mejorante al tiempo de su muerte, deducidas las deudas, y no por el tiempo en que se hicieron: así que no se sacarán de las dotes, ni de las demás donaciones que los hijos traigan a partición (2).*

Art. 585 (574). — *No permite la ley imponer más gravamen a los mejorados en tercio y quinto, que pagan los gastos del funeral (3).*

Art. 586 (575). — *El mejorado podrá admitir las mejoras, aunque renuncie la herencia, pagando a prorrata las deudas del difunto (4).*

LIVRE II. — CHAPITRE XVI

Des méjoras ou des libéralités permises au testateur

Article 570. — Les parents et ascendants peuvent disposer librement du cinquième de leurs biens en faveur de leurs enfants, de leurs parents, ou d'étrangers, à leur choix, sauf si ce cinquième se trouve réservé, par suite de l'obligation alimentaire, au bénéfice d'enfants naturels (5).

Article 571. — Les parents peuvent également disposer du tiers de leurs biens mais entre leurs enfants seulement.

(1) Conc. L. 6, t. 3, lib. 10 nov. Rec.

Cet article établit une exception à la règle générale contenue dans les articles 570, 571 et 573.

(2) Conc. L. 7 y 9, t. 6, lib. 10 nov. Rec.; C. c. 443, 583, 637, 646.

(3) Conc. L. 30 de Toro; C. c. 646.

(4) Conc. L. 5 de Toro; C. c. 542, 568, 662.

(5) Toute libéralité faite par un père naturel qui a des enfants légitimes, en faveur de l'enfant naturel qui n'a droit qu'au cinquième des biens de son père est inofficieux et par suite nul, G. I., n° 130, p. 459.

Sous ce terme d'enfants sont compris, en vue de ces libéralités, tous les descendants en ligne directe que les parents intermédiaires soient encore vivants ou non.

Article 572. — Si le testateur n'avait que des ascendants, il pourrait disposer, soit par acte entre vifs, soit par manifestation de dernière volonté, du tiers de ses biens en faveur de qui il voudra.

Article 573. — Les parents peuvent faire ces libéralités par testament ou par acte entre vifs.

Faites par testament, elles pourront être modifiées ou révoquées jusqu'au moment de la mort; faites par contrat entre vifs, elles pourront l'être également, sauf dans les cas suivants :

1° Quand l'acte a été passé avec un tiers à titre onéreux ou pour une cause rémunératoire;

2° Quand l'avantagé a été mis en possession des biens constituant la libéralité;

3° Quand l'acte de libéralité a été remis au bénéficiaire devant notaire.

Article 574. — Dans les trois cas de l'article antérieur, les libéralités pourront être révoquées si l'acte en réserve le droit par clause spéciale ou dans les cas énoncés à l'article 678.

Article 575. — La promesse faite par les parents à l'un quelconque de leurs descendants et par acte public de l'avantager en vue du mariage, ou pour toute autre cause à titre onéreux et la promesse de n'avantager personne, sera valable et devra être respectée, sauf si le descendant les dégage de cette obligation par un acte postérieur.

Article 576. — Les méjoras doivent être expresses et clairement établies. Toute donation, toute libéralité des parents à leurs enfants, sans le terme de méjora, soit faite par acte entre vifs, soit par testament, sera réputée avancement d'hoirie.

Si on a fait les deux méjoras, on déduira d'abord celle du cinquième, sauf si le testateur a disposé l'inverse ou s'il a précédemment fait celle du tiers à titre irrévocable.

Article 578. — S'il y a plusieurs avantages du tiers ou du quint, ils seront tenus de partager par parts égales.

Article 579. — La méjora peut être faite en propriétés immobilières ou en biens déterminés et se réaliser du vivant même de celui qui la consent ; la prise de possession peut aussi être reportée après la mort du testateur qui peut même donner la possibilité à l'avantagé de choisir parmi les biens.

S'il y a spécification de biens, sans clause claire de tiers ou de quint, le bénéficiaire n'emportera que les objets déterminés même s'il ne se montent pas à cette part du tiers ou du cinquième ; mais si la libéralité porte sur tout le tiers ou sur le cinquième entier il demandera le complément pour parfaire la quote part indiquée.

Article 580. — Lorsqu'au moment de la mort du testateur les biens qui composaient la méjora se sont trouvés dépréciés, ou au contraire ont été améliorés, ils seront pris dans leur état présent, à condition de ne pas excéder la part de libéralité indiquée, auquel cas ils seraient sujets à la réduction.

Article 581. — Si la libéralité consiste en biens déterminés et que le père les aliène pendant sa vie elle sera, par cela, même révoquée ; toutefois, s'il les récupère par la suite, la méjora n'aura pas été révoquée par le seul fait de l'aliénation.

Article 582. — Lorsque les biens immeubles constituant la méjora auront été hypothéqués par le père à ses créanciers, celle-ci sera considérée comme révoquée. Si les termes sont à échéance lointaine, elle continuera d'être valable, le bénéficiaire ayant l'action contre l'étranger débiteur sous l'obligation de rapporter à l'héritage successoral le surplus s'il s'en trouve.

Article 583. — Les parents ne peuvent ni promettre ni donner par voie de dot ou mariage le tiers ni le cinquième de leurs biens à leurs filles et elles ne pourront être avantagées par aucun contrat entre vifs ; elles ne pourront l'être que par testament,

Article 584. — Les méjoras se calculent sur la valeur des biens du de cujus au moment de sa mort et non à l'époque où elles ont été faites. Aussi ne les retirera-t-on pas des dots ni des autres donations que les enfants rapportent au partage.

Article 585. — La loi ne permet pas d'imposer d'autres charges sur ce tiers ou sur ce cinquième que les frais funéraires eux-mêmes.

Article 586. — Les avantagés pourront accepter les méjoras, même s'ils renoncent à la succession en payant au prorata les dettes du défunt.

Le Code civil bolivien connaît donc l'institution des méjoras, mais il ne l'a pas réglementée comme la législation espagnole; ce qu'il y a de particulièrement remarquable, c'est la variabilité du taux effectif de la méjora suivant que l'on commence par le prélèvement du cinquième ou par celui du tiers.

La loi autorise l'un et l'autre mais supplée à la non expression de volonté du testateur à cet égard, en ordonnant de procéder d'abord à la déduction du cinquième.

Le montant total des libéralités permises ne s'en trouve d'ailleurs pas affectée. En effet :

soit une succession de	30.000 bolivars
en déduisant d'abord le tiers.....	10.000 bolivars
puis le cinquième, soit	4.000 bolivars

il restera 16.000 bolivars
de réserve légitime, les méjoras et libéralités ayant absorbé 14.000 bolivars.

En déduisant d'abord le cinquième de	30.000 bolivars
soit	6.000 bolivars
puis ensuite le tiers, soit.....	8.000 bolivars

les résultats sont semblables, il restera. 16.000 bolivars pour les libéralités.

L'ordre de déduction n'offre d'importance que par rapport à la part de chaque portion. C'est pour éviter

toute controverse que la loi en a réglé l'ordre, à défaut du désir exprimé du testateur en favorisant la portion la moins importante.

APPLICATIONS NUMERIQUES

A) *Système légal (déduction du cinquième).*

SUCCESSION DE 360.000 BOLIVARS

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum par enfant	Méjora
2 enfants	12/15 = 288.000	3/15 = 72.000	96.000	264.000	96.000
3 enfants	12/15 = 288.000	3/15 = 72.000	64.000	232.000	96.000
4 enfants	12/15 = 288.000	3/15 = 72.000	48.000	216.000	96.000
5 enfants	12/15 = 288.000	3/15 = 72.000	38.400	206.400	96.000
10 enfants	12/15 = 288.000	3/15 = 72.000	19.200	187.200	96.000

B) *Système testamentaire (déduction du tiers).*

2 enfants	13/15 = 312.000	2/15 = 48.000	96.000	264.000	120.000
3 enfants	13/15 = 312.000	2/15 = 48.000	64.000	232.000	120.000
4 enfants	13/15 = 312.000	2/15 = 48.000	48.000	216.000	120.000
5 enfants	13/15 = 312.000	2/15 = 48.000	38.400	206.400	120.000
10 enfants	13/15 = 312.000	2/15 = 48.000	19.200	187.200	120.000

CHAPITRE III

LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ⁽¹⁾

Le Code civil Brésilien est l'un des Codes les plus récents : il fut promulgué le 1^{er} janvier 1916, 95^e année de l'Indépendance et an XXVIII de la République. Il entra en vigueur le 1^{er} janvier 1917.

Il comprend 1.807 articles et se trouve divisé en deux parties. La première comporte un titre préliminaire sur la loi en général et trois livres :

Livre I. — Des personnes.

Livre II. — Des biens.

Livre III. — Des faits juridiques.

La seconde, ou « partie spéciale » est divisée en quatre livres :

Livre I. — Du droit de famille.

Livre II. — Du droit des choses.

Livre III. — Du droit des obligations.

Livre IV. — Du droit des successions.

Notre matière se trouve traitée au livre IV de la partie spéciale, sous le chapitre XII intitulé « Des héritiers nécessaires », dont voici les textes (2):

LIBRO IV

Do direito das successoes

CAPITULO XII

Dos herdeiros necessarios

ARTIGO 1.721

O testador que tiver descendente ou ascendente successivel, não podera dispor mais dâ metade de seus bens;

(1) Ambassade à Paris, 45, avenue Montaigne, XVI^e arrondissement.

(2) *Codigo Civil da Republica dos Estados Unidos do Brasil annotado pelo Doutor João Luiz Alvez.* — Rio-de-Janeiro 1917.

a outra pertencera de plene direito ao descendente, em sua falta ao ascendente, dos quaes constitue a legitima segundo o disposto neste Código (art. 1.603 a 1.619 e 1.723).

ARTIGO 1.721

Calcula-se a metade disponivel sobre o total dos benes existentes ao fallecer o testador, abatidas as dividas e as despesas do funeral.

Calculam-se as legítimas sobre a somma que resultar addicionando-se a metade dos bens que então possuia o testador, a importancia das doações por elle feitas aos sus descendentes.

ARTIGO 1.723

A legitima dos herdeiros fixada pelo art. 1.721 não impede que o testador determina que sejam convertidos em outras especies os bens que a constituam, ihes preserve a incommunicabilidade, attribua á mulher herdeira a livre administração, estabeleça as condições de inalienabilidade temporaria o vitalicia a qual não prejudicaria a livre disposição testamentaria e na falt desta a transferencia dos bens aos herdeiros legitimos desembaraçados de qualquer onus.

ARTIGO 1.724

O herdeiro necessario a quem o testador deixar a sua metade disponivel ou algum legade não perdera o direito a legitima.

ARTIGO 1725

Para excluir da successão os parentes collateraes basta que o testador disponha de seu patrimonio sem os contemplar.

La traduction française (1), a été faite par les soins du Ministère de la Justice, Office de Législation comparée. Signalons aussi une récente traduction allemande, avec un commentaire intéressant, publiée à Mannheim, en 1928 (2), par le Prof. Heinsheimer.

LIVRE IV

Du droit des successions

CHAPITRE XII

Des Héritiers à réserve

(*Necesarios*)

Art. 1721. — Le testateur qui a des descendants ou des ascendants au degré successible ne pourra disposer de plus de la moitié de ses biens; l'autre moitié reviendra de plein droit au descendant, et s'il n'en existe pas, à l'ascendant dont elle constitue la réserve, aux termes des dispositions au présent Code (articles 1603 à 1619 et 1723).

Art. 1722. — La moitié disponible (article 1721) sera calculée sur la totalité des biens existants au décès du testateur, déduction faite des dettes et des frais funéraires.

Les réserves seront calculées sur la somme produite en ajoutant à la moitié des biens que possède alors le testateur le montant des donations par lui faites à ses ascendants (article 1785) (3).

(1) Code Civil Brésilien. — Traduction : Goube, Daquin, d'Ardenne de Tizac. — Edition du Ministère de la Justice. — Imprimerie Nationale, Paris, 1928.

(2) *Heinsheimer Brasilien, Código Civil Mannheim*, 1928.

(3) Comparez : Code Allemand 2.311.

- « Argentin 3.686.
- « Espagnol 818.
- « Portugais 1.790.
- « Uruguayen 889.

Art. 1725. — Le droit reconnu aux descendants et ascendants par l'article 1721 n'empêche pas le testateur de décider que les biens qui constituent la réserve seront convertis en d'autres biens de nature différente, d'interdire qu'ils tombent dans la communauté, d'en attribuer à la femme héritière la libre administration, ni de leur imposer des conditions d'inaliénabilité temporaire ou viagère. Toutefois, la clause d'inaliénabilité ne fera pas obstacle à la libre disposition des biens par testament et, à défaut de celle-ci, à leur transfert dégagés de toute charge aux héritiers légitimes (1).

Art. 1724. — L'héritier à réserve, auquel le testateur laisse la moitié disponible, ne perdra pas le droit à sa réserve (2) .

Art. 1725. — Pour exclusion de la succession le conjoint ou les parents collatéraux, il suffit que le testateur dispose de son patrimoine sans tenir compte de ceux-ci (3).

Art. 1785. — Le rapport a pour but d'égaliser les légitimes des héritiers à réserve. Les biens rapportés ne viendront pas augmenter la moitié disponible (articles 1721 et 1722 (4)).

(1) Comparez : Code Allemand 2.338.

« Argentin 3.632.
« Chilien 1.192.
« Espagnol 813.
« Italien 808.
« Uruguayen 894.
« Vénézuélien 868.

(2) Comparez : Code civil français 919.

(3) Comparez : Code italien 809.

(4) Comparez : Code Français 843.

« Allemand 2.050.
« Argentin 3.511.
« Bolivien 636.
« Chilien 1.198.
« Espagnol 1.035.
« Italien 746 et 1.001.
« Péruvien 935.
« Portugais 2.098.
« Uruguayen 1.100.
« Vénézuélien 1.077.

Le système brésilien est très simple: une réserve de moitié quel que soit le nombre et la qualité des réservataires, l'autre moitié est quotité disponible, sans restriction, les méjoras étant inconnues.

APPLICATIONS NUMERIQUES

SUCCESSION DE 360.000 MILREIS

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum par enfant
2 enfants	$1/2 = 180.000$	$1/2 = 180.000$	90.000	270.000
3 enfants	$1/2 = 180.000$	$1/2 = 180.000$	60.000	240.000
4 enfants	$1/2 = 180.000$	$1/2 = 180.000$	45.000	225.000
5 enfants	$1/2 = 180.000$	$1/2 = 180.000$	36.000	216.000
10 enfants	$1/2 = 180.000$	$1/2 = 180.000$	18.000	198.000

CHAPITRE IV

LA RÉPUBLIQUE DU CHILI ⁽¹⁾

La proclamation de l'Acte de l'Indépendance (2) date du 1^{er} janvier 1818. Le serment et la promulgation de la Constitution du 25 mai 1833.

Le Code civil (3) fut promulgué par Manuel Montt, président de la République, le 14 décembre 1855, pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1857.

Il se compose (4) de 2525 articles répartis en un titre préliminaire : « De la Loi en général », et quatre livres :

I. Des personnes.

II. Des biens, de leur propriété, possession, usage et jouissance.

III. De la succession pour cause de mort et des donations entre vifs.

IV. Des obligations en général et des contrats.

Il fut partiellement réformé le 24 octobre 1918. Le Code civil chilien (5) est très remarquable : c'est en effet l'œuvre originale du grand savant Andrés Bello (6), qui fut le père spirituel de tous les codes sud-américains, mais

(1) Légation à Paris : 2, avenue de la Motte-Picquet, VII^e arrond.

(2) Beau morceau d'éloquent patriotisme, signé de Bernard d'Higgins, Miguel Zañartu, Hipólito de Villagas, José Ignació Zenteno.

(3) Très intéressant commentaire dans l'ouvrage remarquable du juriste équadorien Luis F. Borja, intitulé « *Estudios de derecho chileno* », publié à Paris en 1905.

(4) Raoul de la Grasserie, *Code Civil Chilien*, précédé d'une Introduction, Paris 1896.

(5) Alberto Aguilera y Velasco, *Código Civil Chileno, comentado, concordado y comparado con las Legislaciones vigentes en Europa y America*. — *Colección de Códigos Europeos y Americanos*. — *Primer grupo*. — *Primera Sección*. — Madrid 1881.

(6) Les œuvres complètes d'Andrés Bello ont été publiées en 15 vol. Santiago de Chile 1881-1893. Sa biographie a été écrite par M. A. Amunátegui, Santiago de Chile 1882.

qui ne rédigea personnellement que celui-ci (1). Il avait consulté (2), pour sa préparation, de nombreux jurisconsultes espagnols, notamment Gutierrez, Heria Bolaños, Febrero et Escriche; ceci explique sans doute, en ce qui concerne notre matière, l'adoption du système des méjoras; mais Andrès Bello était trop novateur pour copier servilement une institution d'un autre pays. Il n'a pas reproduit les dispositions du Code Napoléon, dont il s'est pourtant souvent inspiré, il n'a pas adopté non plus, sans les modifier profondément, les bases du système successoral espagnol (3). Ces modifications apparaissent au Livre IV, intitulé: « De la succession pour cause de mort et des donations entre vifs », et le chapitre III traite spécialement: « De la réserve et des méjoras » (4).

LIBRO III. — CAPITULO 3°

De las legítimas y mejoras

Art. 1181. — *Legítima es aquella cuota de los bienes de un difunto que la ley asigna a ciertas personas llamadas legitimarios.*

Los legitimarios son, por consiguiente, herederos.

Art. 1182. — *Son legitimarios :*

1° *Los hijos legítimos personalmente, ó representados por su descendencia legítima;*

2° *Los ascendientes legítimos;*

3° *Los hijos naturales personalmente, ó representados por su descendencia legítima;*

4° *Los padres naturales.*

(1) Chacon (J.) : *Exposición razonada y estudio comparado del Código Civil Chileno*, Valparaiso 1868.

(2) Claro S.-L. : *Explicaciones de derecho civil chileno y comparado*, Santiago de Chile, 5 vol., 1893, 1927.

(3) H. Prudhomme, *Code Civil Chilien* traduit, annoté et précédé d'une Introduction, Paris 1904.

(4) *Colección de Códigos de la República de Chile, Edición oficial*, Valparaiso 1927.

Art. 1183. — *Los legitimarios concurren y son excluidos y representados según el orden y reglas de la sucesión intestada.*

Art. 1184. — *La mitad de los bienes, previas las deducciones y agregaciones indicadas en el artículo 958, y las que en seguida se expresan, se dividirá por cabezas ó estirpes entre los respectivos legitimarios, según las reglas de la sucesión intestada; lo que cupiere a cada uno en esa división será su legítima rigurosa. No habiendo descendientes legítimos con derecho de suceder, la mitad restante es la porción de bienes de que el difunto ha podido disponer a su arbitrio. Habiendo tales descendientes, la masa de bienes, previas las referidas deducciones y agregaciones, se dividirá en cuatro partes: dos de ellas, ó sea la mitad del acervo, para las legítimas rigurosas; otra cuarta, para las mejoras con que el difunto haya querido favorecer a uno ó más de sus descendientes legítimos, sean ó no legitimarios; y otra cuarta de que ha podido disponer a su arbitrio.*

Art. 1185. — *Para computar las cuartas de que habla el artículo precedente, se acumularán imaginariamente al acervo líquido todas las donaciones revocables é irrevocables hechas en razón de legítimas ó de mejoras, según el valor que hayan tenido las cosas donadas al tiempo de la entrega, y las deducciones que, según el artículo 1176, se hagan a la porción conyugal.*

Las cuartas antedichas se refieren a este acervo imaginario.

Art. 1186. — *Si el que tenía, a la sazón, legitimarios, hubiere hecho donaciones entre vivos a extra-*

ños, y el valor de todas ellas juntas excediese a la cuarta parte de la suma formada por este valor y al del acervo imaginario, tendrán derecho los legitimarios para que este exceso se agregue también imaginariamente al acervo, para la computación de las legítimas y mejoras.

Art. 1187. — Si fuere tal el exceso, que no sólo absorba la parte de bienes de que el difunto ha podido disponer a su arbitrio, sino que menoscabe las legítimas rigurosas, ó la cuarta parte de mejoras, tendrán derecho los legitimarios para la restitución de lo excesivamente donado, procediendo contra los donatorios en un orden inverso al de las fechas de las donaciones, esto es, principiando por las más recientes.

La insolvencia de un donatario no gravará a los otros.

Art. 1188. — No se tendrá por donación sino lo que reste, deducido el gravamen pecuniario a que la asignación estuviere afectada.

Ni se tomarán en cuenta los regalos moderados, autorizados por la costumbre, en ciertos días y casos, ni los dones manuales de poco valor.

Art. 1189. — Si la suma de lo que se ha dado en razón de legítima no alcanzare a la mitad del acervo imaginario, el déficit se sacará de los bienes, con preferencia a toda otra inversión.

Art. 1190. — Si un legítimo no lleva el todo ó parte de su legítima, por incapacidad, indignidad ó exheredación, ó porque la ha repudiado, y no tiene descendencia con derecho de representar, dicho todo ó parte se agregará a la mitad legítima, y contribuirá a formar las legítimas rigurosas de los otros, y

la porción conyugal, en el caso del artículo 1178, inciso 2°. Volverán de la misma manera a la mitad legitimaria las deducciones que según el artículo 1176 (1) se hagan a la porción conyugal, en el caso antedicho.

Art. 1191. — Acrece a las legítimas rigorosas toda aquella porción de los bienes de que el testador ha podido disponer a título de mejoras, ó con absoluta libertad, y no ha dispuesto, y si lo ha hecho ha quedado sin efecto la disposición.

Aumentadas así las legítimas rigorosas, se llaman legítimas efectivas.

Este acrecimiento no aprovecha al cónyuge sobreviviente, en el caso del artículo 1178 (2), inciso 2°.

Art. 1192. — La legítima rigorosa no es susceptible de condición, plazo, modo ó gravamen alguno.

Sobre lo demás que se haya dejado ó se deje a los legitimarios, excepto bajo la forma de donaciones entre vivos, puede imponer el testador los gravámenes que quiera, sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 1195.

Art. 1193. — Si lo que se ha dado ó se da en razón de legítimas, excediere a la mitad del acervo imaginario, se imputará a la cuarta de me-

(1) Art. 1176. — Si el cónyuge sobreviviente tuviese bienes, pero no de tanto valor como la porción conyugal, sólo tendrá derecho al complemento, a título de porción conyugal. Se imputará por tanto a la porción conyugal todo lo que el cónyuge sobreviviente tuviere derecho a percibir a cualquier otro título en la sucesión del difunto.

(2) Art. 1178. — La porción conyugal es la cuarta parte de los bienes de la persona difunta, en todos los órdenes de sucesión, menos en el de los descendientes legítimos.

Habiendo tales descendientes, el viudo ó viuda será contado entre los hijos, y recibirá como porción conyugal la legítima rigorosa de un hijo,

joras, sin perjuicio de dividirse por partes iguales entre los legitimarios; pero con exclusión del cónyuge sobreviviente, en el caso del artículo 1178, inciso 2°.

Art. 1194. — Si las mejoras (comprendiendo el exceso de que habla el artículo precedente en su caso) no cupieren en la cuarta parte del acervo imaginario, este exceso se imputará a la cuarta parte restante, con preferencia a cualquier objeto de libre disposición, a que el difunto la haya destinado.

Art. 1195. — De la cuarta de mejoras puede hacer el donante ó testador la distribución que quiera entre sus descendientes legítimos; podrá, pues asignar a uno ó más de sus descendientes legítimos, toda la dicha cuarta, con exclusión de los otros.

Los gravámenes impuestos a los partícipes de la cuarta de mejoras, serán siempre en favor de uno ó más de los otros descendientes legítimos.

Art. 1196. — Si no hubiere cómo completar las legítimas y mejoras, calculadas en conformidad con los artículos precedentes se rebajarán unas y otras a prorrata.

Art. 1197. — El que deba una legítima podrá, en todo caso, señalar las especies en que haya de hacerse su pago; pero no podrá delegar esta facultad a persona alguna, ni tasar los valores de dichas especies.

Art. 1198. — Todos los legados, todas las donaciones, sean revocables ó irrevocables, hechas a un legitimario que tenía entonces la calidad de tál, se imputarán a su legítima, a menos que en el testamento ó en la respectiva escritura ó en un acto posterior auténtico,

aparesca que el legado ó la donación, ha sido a título de mejora.

Sim embargo, los gastos hechos para la educación de un descendiente no se tomarán en cuenta para la computación de las legítimas, ni de la cuarta de mejoras, ni de la cuarta de libre disposición, aunque se hayan hecho con la calidad de imputables.

Tampoco se tomarán en cuenta para dichas imputaciones, los presentes hechos a su descendiente con ocasión de su matrimonio, ni otros regalos de costumbre.

Art. 1199. — La acumulación de lo que se ha dado irrevocablemente en razón de legítimas ó mejoras para el cómputo, prevenido por el artículo 1184 y siguientes no aprovecha a los acreedores hereditarios ni a los asignatarios que lo sean a otro título que el de legítima ó mejora.

Art. 1200. — Si se hiciere una donación revocable ó irrevocable, a título de legítima, a una persona que no fuere entonces legitimaria del donante, y el donatario no adquiriere después la calidad de legitimario, se resolverá la donación.

Lo mismo se observará si se hubiere hecho la donación a título de legítima al que era entonces legitimario, pero después dejó de serlo, por incapacidad, indignidad, desheredación ó repudiación, ó por haber sobrevenido otro legitimario de mejor derecho.

Si el donatario, descendiente legítimo, ha llegado a faltar de cualquiera de esos modos, las donaciones imputables a su le-

gitima se imputarán a la de sus descendientes legítimos.

Art. 1201. — Si se hiciere una donación revocable ó irrevocable a título de mejora, a una persona que se creía descendiente legítimo del donante, y no lo era, se resolverá la donación.

Lo mismo sucederá si el donatario, descendiente legítimo, ha llegado a faltar por incapacidad, indignidad, desheredación ó repudiación.

Art. 1202. — No se imputarán a la legítima de una persona las donaciones ó las asignaciones testamentarias que el difunto haya hecho a otra; salvo el caso del artículo 1200, inciso 3°.

Art. 1203. — Los desembolsos hechos para el pago de las deudas de un legitimario, descendiente legítimo, se imputarán a su legítima, pero sólo en cuanto hayan sido útiles para el pago de dichas deudas.

Si el difunto hubiere declarado expresamente, por acto entre vivos ó testamento, ser su ánimo que no se imputen dichos gastos a la legítima, en este caso se considerarán como una mejora.

Si el difunto, en el caso del inciso anterior, hubiere asignado al mismo legitimario, a título de mejora, alguna cuota de la herencia ó alguna cantidad de dinero, se imputarán a dicha cuota ó cantidad; sin perjuicio de valer en lo que excedieren a ella, como mejora, ó como el difunto expresamente haya ordenado.

Art. 1204. — Si el difunto hubiere prometido por escritura pública entre vivos, a un descendiente legítimo, que a la sazón era legitimario, no

donar ni asignar por testamento parte alguna de la cuarta de mejoras, y después contraviniere a su promesa, el dicho descendiente legítimo tendrá derecho a que los asignatarios de esa cuarta le enteren lo que le habría valido el cumplimiento de la promesa, a prorrata de lo que su infracción les aprovechara.

Cualesquiera otras estipulaciones sobre la sucesión futura, entre un legitimario y el que le debe la legítima, serán nulas y de ningún valor.

Art. 1205. — *Los frutos de las cosas donadas revocable ó irrevocablemente, a título de legítima ó de mejora, durante la vida del donante, pertenecerán al donatario desde la entrega de ellas, y no figurarán en el acervo; y si las cosas donadas no se han entregado al donatario, no le pertenecerán los frutos sino desde la muerte del donante, a menos que éste le haya donado irrevocablemente, y de un modo auténtico, no sólo la propiedad sino el usufructo de las cosas donadas.*

Art. 1206. — *Si al donatario de especies, que deban imputarse a su legítima ó mejora, le cupiere definitivamente una cantidad no inferior a la que valgan las mismas especies, tendrá derecho a conservarlas y exigir el saldo, y no podrá obligar a los demás asignatarios a que le cambien las especies, ó le den su valor en dinero.*

Y si le cupiere definitivamente una cantidad inferior al valor de las mismas especies, y estuviere obligado a pagar un saldo nero, ó restituir una ó más de dichas especies, podrá, a su arbitrio, hacer este pago en di-

cies., y exigir la debida compensación pecuniaria, por lo que el valor actual de las especies que restituya excediere al saldo que debe.

LIVRE III

De la succession à cause de mort et des donations entre vifs

TITRE V

Des parts obligatoires

CHAPITRE III

Des légitimes et méjoras

Art. 1181. — La réserve est la part des biens d'un défunt que la loi assigne à certaines personnes nommées légitimaires.

Les légitimaires sont par conséquent héritiers.

Art. 1182. — Sont légitimaires :

1° Les enfants légitimes personnellement ou représentés par leur descendance légitime ;

2° Les ascendants légitimes ;

3° Les enfants naturels personnellement ou représentés par leur descendance légitime ;

4° Les pères et mères naturels.

Art. 1183. — Les légitimaires concourent, sont exclus ou sont représentés selon l'ordre et suivant les règles de la succession *ab intestat*.

Art. 1184. — La moitié des biens moins les déductions et augmentations indiquées dans l'article 958 et celles qui sont indiquées par la suite se divisera par tête ou par souche entre les légitimaires respectifs selon les règles de la

succession *ab intestat*. Ce qui échoira à chacun selon cette division formera sa réserve stricte.

Faute de descendants légitimes avec droit de succession le défunt peut disposer à son gré de la moitié des biens.

Avec de tels descendants, la masse des biens, après les déductions et augmentations mentionnées précédemment se divisera en quatre parties égales: deux de celles-ci, soit la moitié du patrimoine, pour les réserves strictes, un quart pour les méjoras par lesquelles le défunt aura voulu favoriser l'un ou plusieurs de ses descendants légitimes qu'ils soient ou non réservataires et un dernier quart, dont il pourra disposer à son gré.

Art. 1185. — Pour calculer les quarts dont parle l'article précédent, on ajoutera fictivement au patrimoine effectif toutes les donations révocables ou irrévocables faites en qualité de légitimes ou de méjoras selon la valeur qu'avaient les choses données à l'époque de leur remise. On ajoutera également les prélèvements effectués aux termes de l'article 1176(1) sur la part conjugale.

Les quarts dont s'agit se réfèrent à ce patrimoine fictif.

Art. 1186. — Si celui qui a fait des donations entre vifs à des étrangers avait lors de celles-ci des légitimaires et si la valeur de toutes les donations réunies excédait le quart de la somme totale formée par celles-ci et le patrimoine fictif les légitimaires auront droit à ce que ce surplus s'ajoute fictivement au patrimoine pour le calcul de leur légitime et des méjoras.

Art. 1187. — Si le surplus était tel que non seulement il absorbe la part de biens dont le défunt pouvait disposer à son gré mais encore qu'il diminue les réserves strictes ou le quart de méjoras les légitimaires auront droit à la res-

(1) Art. 1176. — Si le conjoint survivant avait des biens mais de valeur inférieure à la part conjugale, il n'aura droit à ce titre qu'au complément de cette valeur. On imputera à la part conjugale, tout ce que le conjoint survivant aura droit de recevoir, à n'importe quel autre titre, de la succession du défunt,

titution du trop donné en s'adressant aux donataires dans l'ordre inverse les dates de donation, c'est-à-dire en commençant par les plus récentes. L'insolvabilité d'un donataire ne sera pas à charge aux autres.

Art. 1188. — On ne considérera comme donation que ce qui reste après déduction de la charge qui aura grevé la dite donation.

N'entreront pas non plus en ligne de compte les menus cadeaux autorisés par l'usage certains jours ou à l'occasion de certains événements ni les dons manuels de peu de valeur.

Art. 1189. — Si la somme donnée en qualité de réserve n'arrive pas à la moitié du patrimoine fictif, le déficit se prendra sur les biens existants par préférence à tout autre emploi.

Art. 1190. — Si un légitimaire ne prend pas tout ou partie de sa réserve par suite d'incapacité, d'indignité ou d'exhérédation ou parce qu'il y a renoncé et qu'il n'ait pas de descendance ayant droit de le représenter, cette part ou cette totalité s'ajoutera à la moitié légitimaire et contribuera à former les légitimes des autres et la part conjugale dans le cas de l'article 1178 alinéa 2 (1).

De même les prélèvements opérés sur la part conjugale conformément à l'article 1176 feront retour à cette moitié légitimaire.

Art. 1191. — Les réserves strictes seront encore augmentées de toutes portions de biens dont le testateur pouvait user à titre de méjoras ou en pleine liberté sans qu'il en ait usé ou si la disposition est demeurée sans effet.

Les réserves strictes ainsi augmentées s'appellent réserves effectives.

(1) Art. 1178. — La part conjugale est du quart des biens de la personne défunte dans tous les ordres de succession sauf dans celui des descendants légitimes.

S'il y a des descendants de cette sorte le veuf ou la veuve sera compté comme un enfant et recevra comme part conjugale la réserve stricte d'un enfant.

Cette augmentation ne profite pas au conjoint survivant dans le cas de l'article 1178 alinéa 2.

Art. 1192. — La réserve stricte n'est pas susceptible de conditions, terme ou charge quelconque.

Sur l'excédent de ce qui est laissé aux légitimaires excepté sous la forme de donation entre vifs, le testateur peut imposer les charges qu'il lui plaît, sans préjudice des dispositions de l'article 1195.

Art. 1193. — Si ce qui est donné ou se donne à raison de réserve excédait la moitié du patrimoine fictif, il s'imputerait au quart de méjoras en se divisant par parts égales entre les légitimaires, mais en excluant le conjoint survivant dans le cas de l'article 1178 alinéa 2.

Art. 1194. — Si les méjoras (en y comprenant le surplus dont il est question dans l'article précédent) dépassent le quart du patrimoine fictif, ce surplus s'imputera sur le quart restant, par préférence à tout objet de libre disposition auquel le défunt l'eut destiné.

Art. 1195. — Le donateur ou testateur peut répartir comme il lui plaît entre ses descendants légitimes le quart de méjoras, il pourra par suite attribuer tout ce quart à un ou plusieurs descendants légitimes en excluant les autres.

Les charges imposées aux bénéficiaires du quart de méjoras devront être en faveur d'un ou de plusieurs des autres descendants légitimes.

Art. 1196. — S'il était impossible d'établir les réserves et méjoras calculées en conformité avec les articles précédents, les unes et les autres seront réduites proportionnellement.

Art. 1197. — Celui qui devra une réserve pourra en tous cas indiquer les espèces par lesquelles devront s'effectuer son règlement mais il ne pourra déléguer cette faculté à une autre personne ni taxer la valeur des dites espèces.

Art. 1198. — Tous les legs, toutes les donations, qu'ils soient révocables ou non, faits à un légataire qui avait cette qualité lors de celles-ci ou de ceux-la, s'imputeront sur sa réserve, sauf si, dans un testament, dans l'acte de donation ou dans tout autre acte authentique postérieur, il apparaît que le legs ou la donation a été faite à titre de méjora. Cependant, les frais pour l'éducation d'un descendant n'entreront pas en compte pour le calcul des légitimes, ni du quart de méjora ni du quart de libre disposition, bien qu'ils y fussent imputables de par leur qualité.

On ne prendra pas davantage en considération pour de semblables imputations les présents offerts à un descendant à l'occasion de son mariage ni les autres cadeaux d'usage.

Art. 1199. — Le cumul de ce qui a été donné irrévocablement à raison de légitime ou calculé comme méjoras selon les articles 1186 et suivants ne profitera pas aux créanciers héréditaires, ni aux héritiers non réservataires.

Art. 1200. — Si une donation révocable ou non est faite à titre de légitime à une personne qui ne soit pas légitimaire du donateur, et qu'elle ne le devienne pas par la suite la donation sera annulée.

Pareille sanction sera encourue si la donation a été faite à titre de légitime à quelqu'un qui était légitimaire à l'époque et qui a cessé ultérieurement de l'être par suite d'incapacité, d'indignité, d'exhérédation ou de répudiation ou parce qu'il est survenu un autre légitimaire de rang préférable.

Si le donataire descendant légitime se trouve défaillir pour l'une de ces raisons les donations à valoir sur sa réserve s'imputeront sur celles de ses descendants légitimes.

Art. 1201. — Si une donation révocable ou non a été faite à titre de méjora à une personne qui se croyait des-

cedante légitime du donateur et qui ne l'était pas, la donation sera annulée. Elle sera annulée également si le donataire descendant légitime vient à défaillir pour incapacité, indignité, exhérédation ou répudiation.

Art. 1202. — On n'imputera pas sur la réserve d'une personne les donations ou les assignations testamentaires que le défunt aurait faites à une autre sauf au cas de l'article 1200 alinéa 3.

Art. 1203. — Les dépenses faites pour le paiement des dettes d'un légitimaire descendant légitime s'imputeront sur la réserve mais seulement si elles ont servi utilement au règlement desdites dettes.

Si le défunt a déclaré expressément par acte entre vifs ou par testament que sa volonté est que lesdites dépenses ne s'imputent pas sur la réserve, elles seront dans ce cas considérées comme une méjora.

Si le défunt au cas indiqué dans l'alinéa antérieur avait assigné au même légitimaire à titre de méjora quelques parties de la succession ou quelques sommes d'argent, elles s'imputeront sur ladite partie ou sur ladite somme, sans préjudice à ce que le surplus vaille comme méjora ou comme le défunt l'aurait expressément ordonné.

Art. 1204. — Si le défunt avait promis par un acte public entre vifs à un descendant légitime qui, à l'époque était légitimaire, de ne pas disposer par testament d'aucune partie du quart de méjoras et qu'il ait par la suite manqué à sa promesse, ledit descendant légitime aurait droit à ce que les bénéficiaires lui tiennent compte de ce que lui aurait attribué l'accomplissement de cette promesse proportionnellement au bénéfice qu'ils ont retiré du manque de parole.

Tout autre pacte sur succession future entre un légitimaire et celui qui doit la réserve seront nuls et sans valeur.

Art. 1205. — Les fruits des choses données à titre révocable ou non en qualité de légitime ou méjora durant la

vie du donateur appartiendront aux donataires dès leur remise à celui-ci et ne figureront pas dans la succession, et si les choses données n'ont pas été remises au donataire les fruits ne lui appartiendront qu'à dater de la mort du donateur sauf si celui-ci lui a donné à titre irrévocable et en forme authentique, non seulement la propriété mais encore l'usufruit.

Art. 1206. — Si le donataire d'espèces qui doivent s'imputer à la réserve ou sur la méjora recevait définitivement une somme inférieure à la valeur de ces espèces il aurait droit de les conserver et d'exiger une soulte et il ne pourrait obliger les autres bénéficiaires à lui changer les espèces ou à lui remettre leur valeur en argent.

S'il recevait en fin de compte une somme inférieure à la valeur de ces mêmes espèces et qu'il soit obligé de payer une soulte il pourra à son gré faire ce paiement en argent ou restituer une ou plusieurs des espèces et exiger une compensation pécuniaire correspondante à la plus-value des espèces restituées sur la soulte due.

Ainsi, au Chili, la quotité que la loi destine aux méjoras distincte de celle usitée en Espagne, soit avant le Code Civil de 1889, soit après, est différente également de celle des autres Codes Sud Américains, sauf de ceux de la Colombie et de l'Equateur.

En lisant l'article 1184 ci-dessus rapporté, on a sans doute été frappé de la précision avec laquelle le Code Civil Chilien proclame la validité des méjoras directes aux descendants non réservataires. Il y a là un souvenir manifeste, une influence indéniable de la loi XVIII de Toro: les parents sont autorisés à attribuer la méjora du quart à l'un ou plusieurs de leurs descendants, « que ceux-ci soient des réservataires ou non ».

Il semble en outre que les promesses d'avantager soient tenues pour valables. « Le disposant peut s'interdire, observe, en effet, M. de la Grasserie, au profit d'un de ses successibles le droit de constituer une méjora; s'il y contrevient, le nouvel attributaire devra indemniser le bénéficiaire de cette clause (1). » Voici encore une disposition qui a sa source dans le Droit Espagnol, dans la loi XXVII de Toro: « Les charges imposées aux attributaires de la quarte (de méjora) ne pourront l'être qu'au profit de descendants légitimes (2). »

APPLICATIONS NUMÉRIQUES

Sur l'article 1184.

Supposons une succession de 24.000 pesos, le défunt laissant trois enfants légitimes et deux petits enfants dont le père est prédécédé. A chaque enfant reviendrait *ab intestat*, 6.000 pesos; par conséquent, à chaque enfant correspond une réserve rigoureuse de 3.000 pesos et à chaque petit-fils une de 1.500 pesos.

Le défunt n'a laissé qu'un père légitime et un enfant naturel. *Ab intestat*, le père hériterait de 18.000 pesos et le fils naturel de 6.000. La réserve rigoureuse du premier est de 9.000 pesos et celle du second de 3.000.

Le défunt laisse deux frères et quatre fils naturels. La réserve rigoureuse de chacun d'eux est 1.500 pesos.

Les frères n'ont que ce que le testateur a bien voulu leur laisser, car ils ne sont pas réservataires.

Sur les articles 1185 et 1187.

Le défunt a laissé des biens qui, avec les déductions et additions de l'art. 959, se montent à..... 24.000 pesos.

(1) Raoul de la Grasserie, *Code Civil Chilien*, p. 70.

(2) Barriga Errazuriz (Luis). — Observations critiques sur le Code Civil Chilien. — Thèse. — Paris 1930.

Les donations entre vifs dont parle
l'art. 1186 se montent à..... 12.000 pesos.

Le total de ces deux sommes fait..... 36.000 pesos.

Le quart de 36.000 est 9.000.

On a donc donné abusivement 3.500 pesos.

La somme à diviser est de 27.000 pesos, dont 13.500 reviennent aux réservataires. Il ne reste donc pour les attributions testamentaires volontaires que 24.000 — 13.500 = 10.500 pesos.

Supposons un cas extrême : La succession ne se monte qu'à 4.000 pesos.

Les donations entre vifs atteignent..... 2.000 pesos.

Ce qui a été donné abusivement est ce qui excède le 1/4 des 24.000, soit 20.000—6.000=14.000.

Somme partageable : 14.000 + 4.000 = 18.000.

Réserves rigoureuses : 9.000.

Toutes les attributions testamentaires non obligatoires tombent et, en plus, il y a lieu à action contre les donateurs entre vifs jusqu'à 5.000 pesos.

Les donations entre vifs furent les suivantes :

1° A un réservataire à titre de méjora	
en 1920.....	16.000 pesos.
2° A une œuvre pieuse en 1921.....	2.000 —
3° A un étranger en 1922	1.000 —
4° A un 2° étranger en 1919	600 —
5° A un 3° étranger en 1910	400 —

20.000 pesos.

On procède d'abord contre tous les étrangers, parce que le total de leurs donations n'atteint pas la somme de 5.000 pesos; si la réduction atteint le donataire de 1922, il

ne fera rien contre celui de 1919 si elle les atteint tous deux, ils ne feront rien contre celui de 1910.

Ce que ces donataires ont reçu peut valoir beaucoup moins de 2.000 pesos; mais ce déficit ne sera en charge à aucun autre.

On recourra ensuite à l'œuvre pieuse pour les 3.000 pesos restants, et comme elle ne pourra non plus les couvrir, on agira en dernier lieu contre le légitimaire pour les 1.000 pesos restants, que l'on pourra décompter de sa réserve rigoureuse.

Tableau récapitulatif des parts successorales

SUCCESSION DE 360.000 PESOS

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum par enfant	Méjora
2 enfants	3/4=270.000	1/4=90.000	90.000	270.000	90.000
3 enfants	3/4=270.000	1/4=90.000	60.000	240.000	90.000
4 enfants	3/4=270.000	1/4=90.000	45.000	225.000	90.000
5 enfants	3/4=270.000	1/4=90.000	36.000	216.000	90.000
10 enfants	3/4=270.000	1/4=90.000	18.000	198.000	90.000

CHAPITRE V

RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ⁽¹⁾

Le Code civil de Colombie fut proposé par le Congrès de 1873 et définitivement adopté ultérieurement par une loi 57 du 15 avril 1887., pour entrer en vigueur 90 jours après la publication de celle-ci (2).

Les textes de ce Code sont en majeure partie la reproduction de ceux du Code chilien, mais la numérotation diffère par suite de l'incorporation de différentes lois postérieures à la rédaction de ce dernier. Aussi le Code colombien est-il un peu plus long : il comprend 2684 articles répartis en quatre livres et un titre préliminaire : (3)

Titre préliminaire. — Des lois en général.

Livre I. — Des personnes.

Livre II. — Des biens, de leur propriété, possession, usage et jouissance.

Livre III. — Des successions pour cause de mort et des donations entre vifs.

Livre IV. — Des obligations en général et des contrats.

Pour notre matière, le Code de Colombie a adopté le système chilien : il admet donc les méjoras et a consacré à leur étude et à celle de la quotité disponible les articles 1239 à 1264, chapitre III du livre III (4).

(1) Légation à Paris : 22, rue de l'Elysée, VIII^e arrondissement.

(2) *Ley 57 del 15 de abril de 1887.*

« *Art. 1^o. — Regirá en la República noventa días después de la publicación de esta ley, el Código Civil de la Nación sancionado el 26 de mayo de 1873.* »

(3) *Código Civil. — Imprenta Oficial Bogota 1895.*

(4) *Código Civil. — Nueva Edición, Bogota 1928.*

LIBRO III. — CAPITULO 3°

De las légitimas et mejoras

Art. 1239. — *Legítima es aquella cuota de los bienes de un difunto que la ley asigna a ciertas personas llamadas legitimarios.*

Los legitimarios son, por consiguiente, herederos.

Art. 1240. — *Son legitimarios :*

1° *Los hijos legítimos personalmente, ó representados por su descendencia legítima;*

2° *Los ascendientes legítimos;*

3° *Los hijos naturales personalmente, ó representados por su descendencia legítima;*

4° *Los padres naturales.*

Art. 1241. — *Los legitimarios concurren y son excluidos y representados según el orden y reglas de la sucesión intestada.*

Art. 1242. — *La mitad de los bienes, previas las deducciones y agregaciones indicadas en el artículo 1016, y las que en seguida se expresan, se dividirá por cabezas ó estirpes entre los respectivos legitimarios, según las reglas de la sucesión intestada; lo que cupiere á cada uno en esa división será su legítima rigurosa.*

No habiendo descendientes legítimos con derecho de suceder, la mitad restante es la porción de bienes de que el difunto ha podido disponer á su arbitrio.

Habiendo tales descendientes, la masa de bienes, previas las referidas deducciones y agregaciones, se dividirá en cuatro partes : dos de ellas, ó sea la mitad del acervo, para las legítimas rigurosas; otra

cuarta, para las mejoras con que el difunto haya querido favorecer á uno ó más de sus descendientes legítimos, sean ó no legitimarios; y otra cuarta de que ha podido disponer á su arbitrio.

Art. 1243. — Para computar las cuartas de que habla el artículo precedente, se acumularán imaginariamente al acervo líquido todas las donaciones revocables é irrevocables hechas en razón de legítimas ó de mejoras, según el valor que hayan tenido las cosas donadas al tiempo de la entrega, y las deducciones que, según el artículo 1234 (I), se hagan á la porción conyugal.

Las cuartas antedichas se refieren á este acervo imaginario.

Art. 1244. — Si el que tenía, á la sazón, legitimarios, hubiere hecho donaciones entre vivos á extraños, y el valor de todas ellas juntas excediese á la cuarta parte de la suma formada por este valor y al del acervo imaginario, tendrán derecho los legitimarios para que este exceso se agregue también imaginariamente al acervo, para la computación de las legítimas y mejoras.

Art. 1245. — Si fuere tal el exceso, que no sólo absorba la parte de bienes de que el difunto ha podido disponer á su arbitrio, sino que menoscabe las legítimas rigurosas, ó la cuarta parte de mejoras, tendrán derecho los legitimarios para la restitución de lo excesivamente donado, procediendo contra los

(1) Art. 1234. — *Si el cónyuge sobreviviente tuviese bienes, pero no de tanto valor como la porción conyugal, sólo tendrá derecho al complemento, á título de porción conyugal. Se imputará por tanto a la porción conyugal todo lo que el cónyuge sobreviviente tuviere derecho á percibir á cualquier otro título en la sucesión del difunto,*

donatarios en un orden inverso al de las fechas de las donaciones, esto es, principiando por las más recientes.

La insolvencia de un donatario no gravará á los otros.

Art. 1246. — No se tendrá por donación sino lo que reste, deducido el gravamen pecuniario á que la asignación estuviere afectada.

Ni se tomarán en cuenta los regalos moderados, autorizados por la costumbre, en ciertos días y casos, ni los dones manuales de poco valor.

Art. 1247. — Si la suma de lo que se ha dado en razón de legítima no alcanzare á la mitad del acervo imaginario, el déficit se sacará de los bienes, con preferencia á toda otra inversión.

Art. 1248. — Si un legitimario no lleva el todo ó parte de su legítima, por incapacidad, indignidad ó exheredación, ó porque la ha repudiado, y no tiene descendencia con derecho de representarle, dicho todo ó parte se agregará á la mitad legitimaria, y contribuirá á formar las legítimas rigurosas de los otros y la porción conyugal, en el caso del artículo 1236 (1), inciso 2°.

Volverán de la misma manera á la mitad legitimaria las deducciones que según el artículo 1234 se hagan á la porción conyugal, en el caso antedicho.

Art. 1249. — Acrece á las legítimas rigurosas toda aquella porción de los bienes de que el tes-

(1) Art. 1236. — La porción conyugal es la cuarta parte de los bienes de la persona difunta, en todos los órdenes de sucesión, menos en el de los descendientes legítimos.

Habiendo tales descendientes, el viudo ó viuda será contado entre los hijos, y recibirá como porción conyugal la legítima rigurosa de un hijo,

tador ha podido disponer á título de mejoras, ó con absoluta libertad, y no ha dispuesto, y si lo ha hecho ha quedado sin efecto la disposición.

Aumentadas así las legítimas rigorosas, se llaman legítimas efectivas.

Este acrecimiento no aprovecha al cónyuge sobreviviente, en el caso del artículo 1236, inciso 2°.

Art. 1250. — La legítima rigorosa no es susceptible de condición, plazo, modo ó gravamen alguno.

Sobre lo demás que se haya dejado ó se deje á los legitimarios, excepto bajo la forma de donaciones entre vivos, puede imponer el testador los gravámenes que quiera, sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 1253.

Art. 1251. — Si lo que se ha dado ó se da en razón de legítimas, excediere á la mitad del acervo imaginario, se imputará á la cuarta de mejoras, sin perjuicio de dividirse por partes iguales entre los legitimarios; pero con exclusión del cónyuge sobreviviente, en el caso del artículo 1236, inciso 2°.

Art. 1252. — Si las mejoras (comprendiendo el exceso de que habla el artículo precedente en su caso), no cupieren en la cuarta parte del acervo imaginario, este exceso se imputará á la cuarta parte restante, con preferencia á cualquier objeto de libre disposición, á que el difunto la haya destinada.

Art. 1253. — De la cuarta de mejoras puede hacer el donante ó testador la distribución que quiera entre sus descendientes legítimos; podrá, pues asignar á uno ó más de sus

descendientes legítimos, toda la dicha cuarta, con exclusión de los otros.

Los gravámenes impuestos á los partícipes de la cuarta de mejoras, serán siempre en favor de uno ó más de los otros descendientes legítimos.

Art. 1254. — Si no hubiere cómo completar las legítimas y mejoras, calculadas en conformidad con los artículos precedentes se rebajarán unas y otras á prorrata.

Art. 1255. — El que deba una legítima podrá, en todo caso, señalar las especies en que haya de hacerse su pago; pero no podrá delegar esta facultad á persona alguna, ni tasar los valores de dichas especies.

Art. 1256. — Todos los legados, todas las donaciones, sean revocables ó irrevocables, hechas á un legitimario que tenía entonces la calidad de tál, se imputarán á su legítima, á menos que en el testamento ó en la respectiva escritura ó en un acto posterior auténtico, aparezca que el legado ó la donación ha sido á título de mejora. Sin embargo, los gastos hechos para la educación de un descendiente no se tomarán en cuenta para la computación de las legítimas, ni de la cuarta de mejoras, ni de la cuarta de libre disposición, aunque se hayan hecho con la calidad de imputables.

Tampoco se tomarán en cuenta para dichas imputaciones, los presentes hechos á su descendiente con ocasión de su matrimonio, ni otros regalos de costumbre.

Art. 1257. — La acumulación de lo que se ha dado irrevocablemente en razón de legítimas ó mejoras para el cómputo, prevenido por el artículo 1242 y siguientes no aprovecha á

los acreedores hereditarios ni á los asignatarios que lo sean á otro título que el de legítima ó mejora.

- Art. 1258. — Si se hiciere una donación revocable ó irrevocable, a título de legítima, a una persona que no fuere entonces legitimaria del donante, y el donatario no adquiriere después la calidad de legítimo, se resolverá la donación.*

Lo mismo se observará si se hubiere hecho la donación a título de legítima al que era entonces legítimo, pero después dejó de serlo, por incapacidad, indignidad, desheredación ó repudiación, ó por haber sobrevenido otro legítimo de mejor derecho.

Si el donatario, descendiente legítimo, ha llegado a faltar de cualquiera de esos modos, las donaciones imputables a su legítima se imputarán a la de sus descendientes legítimos.

- Art. 1259. — Si se hiciere una donación revocable ó irrevocable a título de mejora, a una persona que se creía descendiente legítimo del donante, y no lo era, se resolverá la donación.*

Lo mismo sucederá si el donatario, descendiente legítimo, ha llegado a faltar por incapacidad, indignidad, desheredación ó repudiación.

- Art. 1260. — No se imputarán a la legítima de una persona las donaciones ó las asignaciones testamentarias que el difunto haya hecho a otra; salvo el caso del artículo 1258, inciso 3°.*

- Art. 1261. — Los desembolsos hechos para el pago de las deudas de un legítimo, descendiente*

legítimo, se imputarán a su legítima, pero sólo en cuanto hayan sido útiles para el pago de dichas deudas.

Si el difunto hubiere declarado expresamente, por acto entre vivos ó testamento, ser su ánimo que no se imputen dichos gastos a la legítima, en este caso se considerarán como una mejora.

Si el difunto, en el caso del inciso anterior, hubiere asignado al mismo legítimo, a título de mejora, alguna cuota de la herencia ó alguna cantidad de dinero, se imputarán a dicha cuota ó cantidad; sin perjuicio de valer en lo que excedieren a ella, como mejora, ó como el difunto expresamente haya ordenado.

Art. 1262. — Si el difunto hubiere prometido por escritura pública entre vivos, a un descendiente legítimo, que a la sazón era legitimario, no donar ni asignar por testamento parte alguna de la cuarta de mejoras, y después contraviniera a su promesa, el dicho descendiente legítimo tendrá derecho a que los asignatarios de esa cuarta le enteren lo que le habría valido el cumplimiento de la promesa, a prorrata de lo que su infracción les aprovechara.

Cualesquiera otras estipulaciones sobre la sucesión futura, entre un legitimario y el que le debe la legítima, serán nulas y de ningún valor.

Art. 1263. — Los frutos de las cosas donadas revocable ó irrevocablemente, a título de legítima ó de mejora, durante la vida del donante, pertenecerán al donatario desde la entrega de ellas, y no figurarán en el acervo; y si las cosas donadas no se han entregado al

donatario, no le pertenecerán los frutos sino desde la muerte del donante, a menos que éste le haya donado irrevocablemente, y de un modo auténtico, no sólo la propiedad sino el usufructo de las cosas donadas.

Art. 1264. — *Si al donatario de especies, que deban imputarse a su legítima ó mejora, le cupiere definitivamente una cantidad no inferior a la que valgan las mismas especies, tendrá derecho a conservarlas y exigir el saldo, y no podrá obligar à los demás asignatarios a que le cambien las especies, ó le den su valor en dinero.*

Y si le cupiere definitivamente una cantidad inferior al valor de las mismas especies, y estuviere obligado a pagar un saldo, podrá, a su arbitrio, hacer este pago en dinero, ó restituir una ó más de dichas especies, y exigir la debida compensación pecuniaria, por lo que el valor actual de las especies que restituya excediere al saldo que debe.

LIVRE III

De la succession à cause de mort et des donations entre vifs

TITRE V

Des parts obligatoires

CHAPITRE III

Des réserves et méjoras

Art. 1239. — *La réserve est la part des biens d'un défunt que la loi assigne à certaines personnes nommées légitimaires.*

Les légitimaires sont par conséquent héritiers.

Art. 1240. — Sont légitimaires :

- 1° Les enfants légitimes personnellement ou représentés par leur descendance légitime ;
- 2° Les ascendants légitimes ;
- 3° Les enfants naturels personnellement ou représentés par leur descendance légitime ;
- 4° Les pères et mères naturels.

Art. 1241. — Les légitimaires concourent, sont exclus ou sont représentés selon l'ordre et suivant les règles de la succession *ab intestat*.

Art. 1242. — La moitié des biens moins les déductions et augmentations indiquées dans l'article 1016 et celles qui sont indiquées par la suite se divisera par tête ou par souche entre les légitimaires respectifs selon les règles de la succession *ab intestat* ce qui échoira, à chacun selon cette division formera sa réserve stricte.

Faute de descendants légitimes avec droit de succession, le défunt peut disposer à son gré de la moitié des biens.

Avec de tels descendants la masse des biens, après les déductions et augmentations mentionnées précédemment, se divisera en quatre parties égales : Deux de celles-ci, soit la moitié du patrimoine, pour les réserves strictes, un quart pour les méjoras par lesquelles le défunt aura voulu favoriser un ou plusieurs de ses descendants légitimes qu'ils soient ou non réservataires et un dernier quart dont il pourra disposer à son gré.

Art. 1243. — Pour calculer les quarts dont parle l'article précédent, on ajoutera fictivement au patrimoine effectif toutes les donations révocables ou irrévocables faites en qualité de légitimes ou de méjoras, selon la valeur qu'avaient les choses données à l'époque de leur remise.

On ajoutera également les prélèvements effectués aux termes de l'article 1234 (1) sur la part conjugale.

Les quarts dont s'agit se réfèrent à ce patrimoine fictif.

Art. 1244. — Si celui qui a fait des donations entre vifs à des étrangers avait lors de celles-ci des légitimaires et si la valeur de toutes les donations réunies excédait le quart de la somme totale formée par celles-ci et le patrimoine fictif, les légitimaires auront droit à ce que ce surplus s'ajoute fictivement au patrimoine pour le calcul de leur légitime et des méjoras.

Art. 1245. — Si le surplus était tel que non seulement il absorbe la part de biens dont le défunt pouvait disposer à son gré mais encore qu'il diminue les réserves strictes ou le quart de méjoras les légitimaires auront droit à la restitution du trop donné en s'adressant aux donataires dans l'ordre inverse des dates de donation, c'est-à-dire en commençant par les plus récentes, l'insolvabilité d'un donataire ne sera pas à charge aux autres.

Art. 1246. — On ne considérera comme donation que ce qui reste après déduction de la charge qui aura grevé ladite donation.

N'entreront pas non plus en ligne de compte les menus cadeaux autorisés par l'usage certains jours ou à l'occasion de certains événements, ni les dons manuels de peu de valeur.

Art. 1247. — Si la somme donnée en qualité de réserve n'arrive pas à la moitié du patrimoine fictif, le déficit se prendra sur les biens existants par préférence à tout autre emploi.

Art. 1248. — Si un légitimaire ne prend pas tout ou partie de sa réserve par suite d'incapacités, d'indignité ou

(1) Art. 1234. — Si le conjoint survivant avait des biens, mais de valeur inférieure à la part conjugale, il n'aura droit à ce titre qu'au complément de cette valeur. On imputera à la part conjugale tout ce que le conjoint survivant aura droit de recevoir, à n'importe quel autre titre de la succession du défunt.

d'exhérédation ou parce qu'il y a renoncé et qu'il n'ait pas de descendance ayant droit de le représenter, cette part ou cette totalité s'ajoutera à la moitié légitimaire et contribuera à former les légitimes des autres et la part conjugale dans le cas de l'article 1236 (1), alinéa 2.

De même, les prélèvements opérés sur la part conjugale, conformément à l'article 1234, feront retour à cette moitié légitimaire.

Art. 1249. — Les réserves strictes seront encore augmentées de toutes portions de biens dont le testateur pourrait disposer à titre de méjoras ou en pleine liberté sans qu'il en ait usé ou si la disposition est demeurée sans effet.

Les réserves strictes ainsi augmentées s'appellent réserves effectives.

Cette augmentation ne profite pas au conjoint survivant dans le cas de l'article 1236, alinéa 2.

Art. 1250. — La réserve stricte n'est pas susceptible de conditions, terme ou charge quelconque. Sur l'excédent qui est laissé au légitimaire, excepté sous la forme de donation entre vifs, le testateur peut imposer les charges qu'il lui plaît, sans préjudice des dispositions de l'article 1253.

Art. 1251. — Si ce qui est donné ou se donne à raison de réserve excédait la moitié du patrimoine fictif il s'imputerait au quart de méjoras en se divisant par parts égales entre les légitimaires mais en excluant le conjoint survivant dans le cas de l'article 1236, alinéa 2.

Art. 1252. — Si les méjoras (en y comprenant le surplus dont il est question dans l'article précédent, dépas-

(1) Art. 1236. — La part conjugale est du quart des biens de la personne défunte dans tous les ordres de succession sauf dans celui des descendants légitimes.

S'il y a des descendants de cette sorte, le veuf ou la veuve sera compté comme un enfant et recevra comme part conjugale la réserve stricte d'un enfant.

sent le quart du patrimoine fictif, ce surplus s'imputera sur le quart restant par préférence à tout objet de libre disposition auquel le défunt l'eut destiné.

Art. 1253. — Le donateur ou testateur peut répartir comme il lui plaît entre ses descendants légitimes le quart de méjoras, il pourra par suite attribuer tout ce quart à un ou plusieurs descendants légitimes en excluant les autres.

Les charges imposées aux bénéficiaires du quart de méjoras devront être en faveur d'un ou de plusieurs des autres descendants légitimes.

Art. 1254. — S'il était impossible d'établir les réserves et méjoras calculées en conformité avec les articles précédents, les unes et les autres seront réduites proportionnellement.

Art. 1255. — Celui qui devra une réserve légitime pourra en tous cas indiquer les espèces par lesquelles devront s'effectuer son règlement mais il ne pourra déléguer cette faculté à une autre personne ni taxer la valeur desdites espèces.

Art. 1256. — Tous les legs, toutes les donations, qu'ils soient révocables ou non, faits à un légitimaire qui avait cette qualité lors de celles-ci ou de ceux-là, s'imputeront sur sa réserve sauf si, dans un testament, dans l'acte de donation ou dans tout autre acte authentique postérieur il apparaît que le legs ou la donation a été faite à titre de méjoras. Cependant, les frais pour l'éducation d'un descendant n'entreront pas en compte pour le calcul des légitimes, ni du quart de méjoras ni du quart de libre disposition, bien qu'ils y fussent imputables de par leur qualité.

On ne prendra pas davantage en considération pour de semblables imputations les présents offerts à un descendant à l'occasion de son mariage ni les autres cadeaux d'usage.

Art. 1257. — Le cumul de ce qui a été donné irrévocablement à raison de légitime ou calculé comme méjoras selon les articles 1244 et les suivants ne profitera pas aux créanciers héréditaires ni aux donataires à un autre titre que celui de légitimes ou de méjoras.

Art. 1258. — Si une donation révocable ou non est faite à titre de légitime à une personne qui ne soit pas légitimaire du donateur et qu'elle ne le devienne pas par la suite la donation sera annulée.

Pareille sanction sera encourue si la donation a été faite à titre de légitime à quelqu'un qui était légitimaire à l'époque et qui a cessé ultérieurement de l'être par suite d'incapacité, d'indignité, d'exhérédation ou de répudiation ou parce qu'il est survenu un autre légitimaire de rang préférable.

Si le donataire descendant légitime se trouve défaillir pour l'une de ces raisons, les donations à valoir sur sa réserve s'imputeront sur celles de ses descendants légitimes.

Art. 1259. — Si une donation révocable ou non a été faite à titre de méjora à une personne qui se croyait descendante légitime du donateur et qui ne l'était pas, la donation sera annulée. Elle sera annulée également si le donataire descendant légitime vient à défaillir pour incapacité, indignité, exhérédation ou répudiation.

Art. 1260. — On n'imputera pas sur la légitime d'une personne les assignations testamentaires que le défunt aurait faites à une autre sauf au cas de l'article 1258, alinéa 3.

Art. 1261. — Les dépenses faites pour le paiement des dettes d'un légitimaire descendant légitime s'imputeront sur sa réserve mais seulement si elles ont servi utilement au règlement desdites dettes.

Si le défunt a déclaré expressément par acte entre vifs ou par testament que sa volonté est que lesdites dépen-

ses ne s'imputent pas sur la réserve, elles seront dans ce cas considérées comme une méjora.

Si le défunt au cas indiqué dans l'alinéa antérieur avait désigné au même légitimaire à titre de méjora quelques parties de la succession ou quelques sommes d'argent elles s'imputeront sur ladite partie ou sur ladite somme, sans préjudice de ce que le surplus vaille comme méjora ou comme le défunt l'aurait expressément ordonné.

Art. 1262. — Si le défunt avait promis par un acte public entre vifs à un descendant légitime qui, à l'époque était légitimaire de ne pas disposer par testament d'aucune partie du quart de méjoras et qu'il ait par la suite manqué à sa promesse, ledit descendant légitime aurait droit à ce que les bénéficiaires lui tiennent compte de ce que lui aurait attribué l'accomplissement de cette promesse proportionnellement au bénéfice qu'ils ont retiré du manque de parole.

Tout autre pacte sur succession future entre un légitimaire et celui qui doit la réserve seront nuls et sans valeur.

Art. 1263. — Les fruits des choses données à titre révocable ou non en qualité de légitime ou méjora durant la vie du donateur appartiendront aux donataires dès leur remise à celui-ci et ne figureront pas dans la succession, et si les choses données n'ont pas été remises aux donataires, les fruits ne lui appartiendront qu'à dater de la mort du donateur, sauf si celui-ci lui a donné à titre irrévocable et en forme authentique non seulement la propriété mais encore l'usufruit.

Art. 1264. — Si le donataire d'espèces qui doivent s'imputer à la réserve ou sur la méjora recevait définitivement une somme inférieure à la valeur de ces espèces, il aurait droit de les conserver et d'exiger une soulte et il ne pourrait obliger les autres bénéficiaires à lui changer les espèces ou à lui remettre leur valeur en argent.

S'il recevait en fin de compte une somme inférieure à la

valeur de ces mêmes espèces et qu'il soit obligé de payer une soulte, il pourrait à son gré faire ce paiement en argent ou restituer une ou plusieurs des espèces et exiger une compensation pécuniaire correspondante à la plus-value des espèces restituées sur la soulte due.

APPLICATIONS NUMERIQUES

SUCCESSION DE 360.000 PESOS

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum par enfant	Méjora
2 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	90.000	270.000	90.000
3 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	60.000	240.000	90.000
4 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	45.000	225.000	90.000
5 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	36.000	216.000	90.000
10 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	18.000	198.000	90.000

CHAPITRE VI

LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA (1) (2)

Le Code Civil (3) de Costa-Rica est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1888, date à laquelle prit fin celui publié le 30 juillet 1841 (4).

Il est divisé en 1.410 articles répartis en quatre livres qui traitent respectivement:

Titre préliminaire. — *De la publication, des effets et de l'application des lois.*

Livre 1. — *Des personnes.*

Livre 2. — *Des biens, de l'extension et des modifications de la propriété.*

Livre 3. — *Des obligations.*

Livre 4. — *Des contrats et quasi-contrats.*

L'un des points traités avec le plus d'originalité est celui qui a trait à la détermination des héritiers légitimes. Aux termes de l'article 572 le seront:

1^o Les enfants légitimes, les parents légitimes et le conjoint. Le conjoint légalement séparé n'aura pas de

(1) Légation à Paris : 21, rue d'Erlanger (xvi^e).

(2) Tous nos remerciements à M. Claudio L. Pinto, notre excellent condisciple et ami de la Faculté de Paris, pour les ouvrages qu'il a bien voulu nous prêter et pour les renseignements qu'il nous a fournis sur la législation de son pays.

(3) *Código Civil de Costa-Rica dans la « Biblioteca de Derecho Vigente, dirigida por D. Luis Castro Saberto. — Tipografía Lebmann San-José 1916.*

(4) *Constitución Política de la República de Costa-Rica, con anotaciones de D. Claudio Gonzalez Rucavado. Imprenta Tréjos Hermanos, San José, 1922,*

droit de succession si c'est lui qui a été cause de la séparation. Les enfants naturels participent à la succession de la mère, comme les légitimes; les enfants naturels reconnus à celle du père à défaut d'enfants légitimes et à leur place.

Si le conjoint a eu des avantages matrimoniaux, il ne recevra que la portion nécessaire pour compléter la part qu'il aurait eue sans ses avantages;

2° Les grands-parents et autres ascendants légitimes, la mère et la grand'mère même naturelles, de la part de la mère maternelle se considéreront légitimes de même que la grand'mère naturelle, de la part du père légitime;

3° Le père naturel qui a reconnu le *de cujus* avec le consentement de celui-ci;

4° Les frères légitimes et les frères naturels de la part du père;

5° Les enfants légitimes des frères ou naturels du fait de la mère et les enfants légitimes et illégitimes de la sœur légitime ou naturelle du fait de la mère;

6° Les frères légitimes du parent légitime du *de cujus* et les frères utérins non légitimes de la mère ou du père légitime;

7° La mairie du lieu correspondant au dernier domicile du *de cujus*.

Les personnes comprises dans chaque paragraphe viennent à l'hérédité avec le même droit individuel mais seulement à défaut de celles mentionnées dans le paragraphe antérieur, sauf par droit de représentation.

Quant à la succession testamentaire et à notre matière, la solution est extrêmement simple. La liberté du testateur est totale et il peut léguer ses biens à qui bon lui semble, sous la seule condition de laisser des aliments à ses enfants, parents et conjoints nécessaires. L'article 595 dispose, en effet:

Artículo 595. — El testador puede disponer libremente de sus bienes, con tal que deje asegurados los alimentos de su hijo, legítimo o no legítimo, hasta la mayoría si es

menor, y por toda la vida si es inválido; y los de sus padres legítimos o madre ilegítima y los de su consorte, mientras los necesiten.

Si el testador omite cumplir esta obligación de alimentos, el heredero no recibirá de los bienes sino lo que sobre, después de darse al alimentario, previa estimación de peritos, lo bastante a asegurar sus alimentos.

Si los hijos, los padres o el consorte tuvieran, al morir el testador, bienes bastantes, no es obligado éste a dejarles alimentos.

Article 595. — Le testateur peut disposer librement de ses biens à condition d'assurer des aliments à son enfant, légitime ou naturel, jusqu'à sa majorité s'il est mineur et pour toute sa vie s'il est invalide et à ses parents légitimes, ainsi qu'à sa mère naturelle et à son conjoint tant qu'ils en ont besoin.

Si le testateur omet de remplir cette obligation d'aliment, l'héritier ne recevra des biens que ce qu'il en restera après qu'il aura été attribué au bénéficiaire d'aliments selon estimation d'experts, ce qui lui sera nécessaire.

Si les enfants, les parents ou le conjoint avaient, au moment de la mort du testateur des ressources suffisantes, celui-ci n'a pas d'obligation à leur laisser des aliments.

Le régime successoral testamentaire n'offre donc aucune difficulté: toutefois, pour compléter la documentation le concernant, nous donnons le texte des dispositions, assez minutieuses, relatives aux legs et à l'institution d'héritiers.

CAPITULO IV

De los herederos y legatarios

Artículo 596. — El instituido por el testador como heredero de una cosa cierta y determinada, es tenido por legatario de ella. El instituido como legatario de parte alcuota de la herencia es heredero.

Artículo 597. — Los herederos instituidos sin designación de partes, heredan con igualdad.

Artículo 598. — El legado de cosa ajena es nulo. Con todo, el legado producirá sus efectos si la cosa legada, que al hacer el testamento no pertenecía al testador, llega a ser suya por cualquier título.

Artículo 599. — El legado hecho a un acreedor no se estima compensación de la deuda.

Artículo 600. — Si el legado es de usufructo sin determinación de tiempo, se entenderá hecho por lo que dure la vida del legatario; y si éste fuere una persona moral perpetua, lo tendrá por treinta años y no por más.

Artículo 601. — El legado de un crédito o de perdón de una deuda, sólo surte efecto en la parte del crédito o de la deuda subsistente al tiempo de morir el testador.

En el primer caso, el heredero cumple con ceder al legatario todos los títulos y acciones que le competieran contra el deudor; en el segundo caso, con dar al mismo legatario carta de pago si la pidiere.

Artículo 602. — El legado genérico de liberación o de perdón de las deudas, comprende sólo las

existentes al tiempo de la muerte y que hayan nacido antes de hacerse el testamento.

Artículo 603. — Si el que lega una propiedad le añade después nuevas adquisiciones, éstas, aunque sean colindantes, no entrarán en el legado sin nueva declaración del testador; pero no se entenderá lo mismo respecto de las mejoras necesarias, útiles o de lujo hechas en la cosa legada.

Artículo 604. — El legatario o heredero adquiere el legado o herencia incondicional o a término cierto, o bajo condición resolutoria, desde el momento en que muere el testador. El legado o herencia cuya existencia dependa de condición suspensiva, no se adquiere por el legatario o heredero, sino al cumplirse, la condición.

El acreedor cuyo crédito no conste sino por testamento, será tenido por legatario.

Artículo 605. — Si el heredero fuere instituido bajo condición suspensiva, se pondrá la herencia en administración, hasta que se cumpla la condición o haya certeza de que no podrá cumplirse.

La administración se dará al heredero instituido, si cauciona la devolución de los percibido con frutos en caso de no cumplirse la condición; y si el heredero instituido no presta caución, se dará también bajo fianza al que hubiere de recibir la herencia por el no cumplimiento de la condición.

Esto último se hará con las herencias dejadas a personas por nacer.

Artículo 606. — El legatario no podrá reclamar frutos de la cosa, sino desde el momento en que deba serle entregada.

En el caso de legado puro y simple de cosa determinada, el legatario hace suyos los frutos desde la muerte del testador.

Artículo 607. — El legatario recibirá la cosa legada con los gravámenes que tenga a la muerte del testador, salvo que éste disponga lo contrario; pero el legatario no responde de las cargas, sino hasta donde alcance el legado.

Artículo 608. — La cosa legada se entregará íntegra con sus accesorios indispensables y en el estado y lugar en que se encuentre a la muerte del testador, a menos que circunstancias independientes de la voluntad del que la administre, la hayan modificado o destruido.

Si perece una parte de la cosa, se debe lo que quedó de ella.

Artículo 609. — En el legado de género no está obligado el heredero a dar una cosa de la mejor clase, ni puede hacerlo de la peor.

Artículo 610. — Los gastos de la entrega de la cosa legada son a cargo de la sucesión, salvo la expresa voluntad del testador.

Artículo 611. — Si se legaren dos cosas alternativamente y pereciere una de ellas, subsistirá el legado en la que quedó.

Salvo disposición expresa del testador, la elección del legado alternativo toca al heredero,

Artículo 612. — *Si los bienes de la sucesión se han repartido todos en legados, las deudas y cargas de ella se repartirán a prorrata entre todos los legatarios en la proporción de sus legados, y sobre el valor liquido de éstos tendrá un diez por ciento aquel a quien se declare heredero conforme a la ley.*

Artículo 613. — *Si los bienes de la herencia no alcanzan a cubrir todas las mandas, se pagarán éstas a prorrata, menos las que fueren dejadas en recompensa de servicios, que se considerarán deudas de la sucesión.*

Artículo 614. — *Si el causante hubiere legado alguna pensión vitalicia anual, sin dejar a cargo de algún heredero o legatario el pago de ella, y los herederos no se pusieren todos de acuerdo sobre quién de ellos ha de pagar la pensión y tener en su poder el capital que la produzca, hará la designación el Juez. El heredero elegido por el Juez o por sus coherederos, afianzará a satisfacción del legatario.*

En el caso de no prestarse esta fianza o de que ninguno de los herederos quiera tomar a su cargo el pago del legado, se separará un capital equivalente a diez anualidades o pensiones y se entregará al legatario en pago de su derecho.

CHAPITRE IV

DES HÉRITIERS ET DES LÉGATAIRES

Article 596. — Celui qui est institué par le testateur héritier d'une chose certaine et déterminée en est tenu pour légataire. Celui qui est institué comme légataire d'une part aliquote de la succession est héritier.

Article 597. — Les héritiers institués sans désignation de parts héritent à égalité.

Article 598. — Le legs de la chose d'autrui est nul. Toutefois, le legs produira son effet si la chose léguée qui, lors de la rédaction du testament n'appartenait pas au testateur devient sa propriété par la suite, à quel titre que ce soit.

Article 599. — Le legs fait à un créancier n'est pas réputé compensation de la dette.

Article 600. — Si le legs est d'un usufruit sans détermination de durée, il sera réputé fait pour toute la vie du légataire et s'il s'agit d'une personne morale sans limitation d'existence, il ne s'effectuera que pendant trente ans.

Article 601. — Le legs d'un crédit ou d'une remise de dette ne produit d'effet que sur la part de crédit ou de dette subsistant lors de la mort du testateur. Dans le premier cas, l'héritier en est quitte en remettant au légataire tous les titres et actions contre le débiteur; dans le second cas, en délivrant quittance au légataire.

Article 602. — Le legs générique de remise de dette ne concerne que celles existant à l'époque du décès et nées avant la rédaction du testament.

Article 603. — Si celui qui lègue une propriété lui ajoute par la suite des acquisitions nouvelles, celles-ci, bien que contiguës, n'entreront pas dans le legs sans nouvelle déclaration du testateur, mais il en sera autrement quant aux impenses nécessaires, utiles ou voluptuaires faites sur la chose léguée.

Article 604. — Le légataire ou l'héritier devient propriétaire du legs ou de la succession non conditionnelle ou à terme fixe ou sous condition résolutive dès le moment de la mort du testateur. Le legs ou la succession dont l'existence dépend d'une condition suspensive n'est acquise au légataire ou à l'héritier qu'à l'accomplissement de cette condition. Le créancier dont la créance n'est établie que par le testament sera réputé légataire.

Article 605. — Si l'héritier est institué sous condition suspensive, la succession sera mise en administration jusqu'à l'accomplissement de la condition ou de la certitude de son non accomplissement. L'administration sera donnée à l'héritier institué s'il donne caution de la rendre avec les fruits en cas de non accomplissement de la condition; si l'héritier institué ne donne pas caution, on lui remettra tout de même la succession sous la garantie de celui qui aurait à recevoir la succession pour non accomplissement de la condition; cette dernière solution interviendra également dans le cas d'hérédité laissée à des enfants à naître.

Article 606. — Le légataire ne pourra réclamer les fruits de la chose qu'à partir du moment où celle-ci devrait lui être remise. En cas de legs pur et simple de chose déterminée le légataire fera les fruits siens depuis la mort du testateur.

Article 607. — Le légataire recevra la chose léguée avec les charges qui la grévaient à la mort du testateur, sauf dispositions contraires de celui-ci, mais le légataire ne répond des charges que jusqu'au montant du legs.

Article 608. — La chose léguée se remettra intégralement avec ses accessoires indispensables et dans l'état et le lieu où elles se trouvent à la mort du testateur, à moins que des circonstances indépendantes de la volonté de celui qui l'administre l'ait modifiée ou détruite; si une partie seulement de la chose a péri, ce qui restera est dû.

Article 609. — Dans le legs de chose de genre, l'héritier n'est pas obligé de donner une chose de la meilleure qualité, mais il ne peut en donner une de la pire.

Article 610. — Les frais de délivrance de la chose léguée sont à la charge de la succession, sauf volonté expresse du testateur.

Article 611. — Si on lègue deux choses alternativement et que l'une d'elles périsse, le legs s'appliquera sur celle qui reste; sauf dispositions expresses du testateur, le choix du legs alternatif est laissé à l'héritier.

Article 612. — Si les biens de la succession ont tous été répartis en legs, les dettes et les charges se répartiront au prorata entre tous les légataires dans la proportion de leur legs et sur la valeur liquide de ceux-ci, le 10 % sera réservé pour celui qui se déclare héritier conformément à la loi.

Article 613. — Si les biens de l'hérédité n'arrivent pas à couvrir tous les legs on les paiera au prorata, sauf ceux qui ont été laissés en récompense de services qui seront considérés comme dette de la succession.

Article 614. — Si le testateur a laissé une pension viagère annuelle sans en spécifier la charge à l'un ou l'autre des héritiers ou légataire et si les héritiers ne se mettent pas d'accord sur celui d'entre eux qui devra payer la pension, et conserver le capital pour la produire, le juge fera cette désignation.

L'héritier choisi par le juge ou par ses co-héritiers, donnera caution au légataire.

Dans le cas où cette caution ne serait pas fournie, ou qu'aucun des héritiers ne veuille prendre à charge le paiement du legs, on mettra de côté un capital équivalent à dix annuités ou pension et on le remettra au légataire en paiement de son droit à la rente.

CHAPITRE VII

LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ⁽¹⁾

Pour le régime successoral les articles du Code Civil Cubain correspondent exactement (2) à ceux du Code civil espagnol : leurs numéros sont les mêmes et leur rédaction est identique.

Il n'y a d'ailleurs que des différences infimes entre les deux codes, les quelques modifications inspirées par la proximité américaine ayant fait l'objet de lois spéciales, non introduites dans le Code lui-même. Le Code cubain comprend 1.976 articles répartis en un titre préliminaire et 4 livres :

Titre préliminaire — Des lois en général.

Livre I. — Des personnes.

Livre II. — Des biens, de la propriété et de ses modifications.

Livre III. — Des différents modes d'acquérir la propriété.

Livre IV. — Des obligations et contrats.

Notre matière est étudiée dans les articles 808 à 833 exactement comme dans le Code civil espagnol.

Celui-ci (3) avait été étendu à l'Ile en 1889 par le décret royal suivant :

(1) Légation à Paris : 2, rue Goethe (XVI^e).

(2) Tous nos remerciements à notre excellent confrère à La Havane, Roberto Muñoz, condisciple de l'Université de Paris, qui a bien voulu rechercher si des décisions jurisprudentielles avaient été rendues relativement aux méjoras. Il est arrivé à une conclusion négative. La jurisprudence, comme le Code, semble donc s'en tenir aux textes et arrêts espagnols.

(3) *Real Decreto del 31 de Junio de 1899. — Maria-Cristina :*

« *A propuesto del Ministro de Ultramar, de acuerdo con el Consejo de ministros.*

Décret royal du 31 juillet 1889. — Marie-Christine:

Sur la proposition du Ministre d'Outre-Mer, d'accord avec le Conseil des Ministres.

Au nom de mon auguste fils, le roi Alphonse XIII et en ma qualité de Reine Régente du Royaume, j'édicte les dispositions suivantes:

Article 1^{er}. — Le Code civil en vigueur dans la péninsule est étendu aux îles de Cuba, Puerto Rico et Philippine.

La fin de la souveraineté espagnole n'entraîna pas la disparition du Code civil.

Suivant proclamation (1) du Gouverneur Militaire de Cuba du 1^{er} janvier 1899:

« Resteront en vigueur les Codes civil et criminel existants avant la fin de la souveraineté espagnole ».

Depuis l'Indépendance peu de modifications furent apportées aux textes de droit civil (2) et aucune concernant notre matière.

APPLICATIONS NUMÉRIQUES

SUCCESSION DE 360.000 DOLLARS

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum par enfant	Méjora
2 enfants	2/3 : 240.000	1/3 : 120.000	60.000	300.000	120.000
3 enfants	2/3 : 240.000	1/3 : 120.000	40.000	280.000	120.000
4 enfants	2/3 : 240.000	1/3 : 120.000	30.000	270.000	120.000
5 enfants	2/3 : 240.000	1/3 : 120.000	24.000	264.000	120.000
10 enfants	2/3 : 240.000	1/3 : 120.000	12.000	252.000	120.000

« En nombre de mi Augusto Hijo el Rey Don Alfonso XIII y como Reina Regente del Reino,

« Vengo en decretar lo siguiente :

« Art. 1^o. — Se hace extensivo a las Islas de Cuba, Puerto-Rico y Filipinas el Código Civil vigente en la Península. »

(1) Proclamación del Gobernador Militar de Cuba del 1^o de Enero de 1899 : *Quedarán en fuerza el Código Civil y el Criminal existentes antes de finalizar la soberanía española* ».

(2) Código Civil de Cuba, par Barbe et Huguet, 2^e Edición, Habana, 1919. — Código Civil de Cuba Nueva Edición. — Lopez Rodriguez, Habana, 1929.

CHAPITRE VIII

LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ⁽¹⁾

Le Code Civil de la République Dominicaine est en majeure partie la traduction littérale du Code Civil français dans la forme où celui-ci se trouvait en 1884, date à laquelle le texte français qui était alors en vigueur fut remplacé par un texte espagnol. Il se compose de 2.281 articles répartis en un titre préliminaire traitant des lois en général et en trois livres ayant pour titre :

Livre 1. — Des personnes.

Livre 2. — Des biens et des différentes modifications de la propriété.

Livre 3. — Des différentes manières dont on acquiert la propriété.

La constitution date du 20 juin 1896; elle fut refondue en 1927 et partiellement modifiée en 1928-1929.

Voici le décret du Congrès National par lequel fut promulgué le Code Civil Dominicain.

El Congreso Nacional en nombre de la Republica

Considerando: que el Código Civil presentado por el Poder Ejecutivo para su sanción en la actual legislatura, es como traducción del Código Napoleón una obra monumental de legislación universal;

(1) Légation à Paris, 17, Avenue Franco-Russe (VII^e). Tous nos remerciements à MM. Emilio Garcia Godoy, Chargé d'Affaires de la République Dominicaine à Paris, et S. E. Paradas, Attaché à la Légation, pour l'extrême amabilité avec laquelle ils nous ont prêté des ouvrages et fourni des renseignements précieux sur l'histoire juridique dominicaine.

Considerando: que reconocida bajo ese concepto su autoridad es que venía rigiendo en francés desde la creación de la República Dominicana;

Considerando: que el Poder Legislativo al decretar en fecha 3 de julio de 1882 su traducción, localización y adecuación á nuestras leyes, lo dejó en su esencia subsistente como ley del Estado, reconociendo implícitamente en la Comisión de Abogados que nombrase el Poder Ejecutivo, el criterio científico suficiente para ejecutar con perfección el trabajo de forma decretado;

Decreta:

Art. 1. — Queda sancionado, y dado como Ley de la Nación el Código Civil de la República Dominicana, arreglado por la Comisión nombrada por el Poder Ejecutivo, conforme al decreto del Congreso Nacional, de fecha 4 de julio de 1882, y conservando el orden de los artículos del texto francés vigente en la República desde el año de 1845.

Art. 2. — El presente decreto será anexado al frente de cada ejemplar impreso del Código Civil y se promulgará á la vez que éste en la «Gaceta Oficial», derogando toda otra disposición que le sea contraria.

Dado en la sala de sesiones del Congreso Nacional á los 16 días del mes de abril del año 1884; 41 de la Independencia y 21 de la Restauración.

El Presidente: A. Deetjen. Los Secretarios: J. M. Recio, J. Santiago de Castro.

Ejécútese, comuníquese por la Secretaría correspondiente, publicándose en todo el territorio de la República para su cumplimiento.

Dado en el Palacio Nacional de Santo Domingo, á los 17 días del mes de abril de 1884; año 41 de la Independencia y 21 de la Restauración.

U. HEUREAUX.

Refrendado: El Ministro de Justicia, J. T. Mejía.

LE CONGRÈS NATIONAL AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE

Considérant que le Code civil présenté par le pouvoir exécutif à la sanction de la législature actuelle est, en tant que traduction du Code Napoléon, une œuvre monumentale de législation universelle;

Considérant que son autorité était reconnue sous un tel concept et qu'il était en vigueur en français depuis la naissance de la République Dominicaine;

Considérant que le pouvoir législatif en ordonnant à la date du 3 juillet 1882 sa traduction et sa mise en harmonie avec notre pays et nos lois en laissa subsister l'essentiel comme loi d'Etat en reconnaissant implicitement à la Commission d'avocats, nommée par le pouvoir exécutif, la science juridique suffisante pour exécuter à la perfection le travail de mise à jour sus-indiqué;

Décète :

Article 1^{er}. — Est sanctionné et donné comme loi nationale le Code Civil de la République Dominicaine préparé par la commission nommée par le pouvoir exécutif conformément au décret du Congrès National du 4 juillet 1882 et conservant l'ordre des articles du texte français en vigueur dans la République depuis l'année 1845.

Article 2. — Le présent décret sera annexé en tête de chaque exemplaire imprimé du Code Civil et sera promulgué en même temps que celui-ci dans la « Gazette Officielle », toutes dispositions contraires étant nulles.

Donné dans la salle des séances du Congrès National le 16 avril 1884, 41^e année de l'indépendance et 21^e de la restauration. Le président: A. Deetjen. Les secrétaires: J. M. Recio, J. Santiago de Castro.

Le Code ne devait subir que peu de modifications, sauf à un certain moment où, par suite d'un coup de force des Etats-Unis d'Amérique, non précédé ni suivi de rupture des relations diplomatiques, le territoire national se trouva le 4 mai 1916 sous une occupation militaire américaine avec cette conséquence juridique curieuse d'une sorte de « doublement » des hauts fonctionnaires dominicains par des officiers du corps expéditionnaire et d'un remplacement partiels des lois en vigueur par des « ordres exécutoires » ; cette situation, probablement unique dans l'histoire des nations, était due aux circonstances suivantes :

La République Dominicaine (1) pour se procurer les fonds nécessaires à la mise en valeur de ses territoires que les ressources ordinaires du budget national étaient incapables d'assurer, avait contracté plusieurs emprunts auprès de divers pays européens.

En 1907 le gouvernement estima qu'il serait préférable de n'avoir qu'un seul débiteur et s'adressa aux Etats-Unis d'Amérique (2) pour obtenir un prêt permettant de rembourser les emprunts antérieurs. Cette opération financière eut lieu selon la convention du 8 février 1907 ; depuis cette date (3), les Etats-Unis d'Amérique ont été constamment les banquiers de la République Dominicaine.

Cette participation financière les incita à prendre un intérêt croissant aux affaires politiques ce qui ne laissa pas de mécontenter les Dominicains très jaloux de leur indépendance acquise en 1843.

Deux assemblées ayant successivement protesté contre l'ingérence de Washington, le gouvernement des Etats-Unis n'hésita pas à faire envoyer une flotte de guerre dans les ports de la République avec des compagnies de

(1) Franco-Franco (Tulio). — *La Situation Internationale de la République Dominicaine, à partir du 8 février 1907*. Thèse, Paris, 1923.

(2) Cestero (M. F.). *The Dominican Republic and the military occupation*. — New-York, 1920.

(3) Henriquez Ureña. — *Los Estados Unidos y la República Dominicana*. — Habana 1919.

débarquement qui occupèrent tous les édifices publics, dont prirent possession des officiers américains sans coup férir étant donné l'impossibilité de toute résistance contre une pareille force armée. Le corps expéditionnaire (1), sans renvoyer aucun des hauts fonctionnaires dominicains et sans modifier les relations diplomatiques ni avertir les puissances étrangères, nomma à la tête de chaque département ministériel des officiers du corps de marine qui prirent désormais toutes les décisions et rendirent des « ordres exécutoires » qui modifièrent sur beaucoup de points, même de droit civil, la législation dominicaine antérieure.

Voici quelques-uns de ces règlements: (1)

Gobierno Militar de Santo Domingo

Orden Ejecutiva n° 117

Gaceta oficial Núm 2.871

En virtud de los poderes de que está investido el Gobierno Militar de Santo Domingo por la presente se autoriza y establece la oficina de control de alimentos de la República Dominicana...

(1) Orzabal de la Quintana. — Le panaméricanisme et son évolution récente. — Paris 1917.

(2) *Colección de Ordenes Ejecutivas y Reglamentos Administrativos Publicados en la Gaceta Oficial.*

Edición Oficial. Imp. y Linotipo J. R. Vda Garcia, Santo-Domingo, R. D., 1919.

Certifico que la presente Edición es oficial y que las leyes aquí publicadas estan completas e iguales en todo a las leyes originales.

Rufus H. LANE,

Colonel U. S. Marine Corps, Encargado de la Secretaría é Instrucción Pública.

Collection des ordres exécutoires et règlements administratifs publiés dans la *Gazette officielle*, édition officielle. — Saint-Domingue, 1919.

Je certifie que la présente édition est officielle et que les lois qui s'y trouvent publiées sont complètes et conformes en tous points aux textes originaux.

Signé : RUFUS H. LANE,

Colonel du Corps de Marine des Etats-Unis, Chargé du Secrétariat d'Etat de la Justice et de l'Instruction Publique.

Gouvernement militaire de Saint-Domingue

Ordre exécutoire n° 117

Gazette officielle n° 2871

...En vertu des pouvoirs dont est investi le Gouvernement militaire de Saint-Domingue, est autorisé et constitué par la présente l'office de contrôle alimentaire de la République Dominicaine...

Gobierno Militar de Santo Domingo

Exécutive Order n° 120

G. O. Núm 2.873

By Virtue of the powers vested in the military government the following rules are established for the selection and nomination of teaching and administrative employees in the service of Public Instruction of the Republic, which shall be in force until further orders :...

H. S. KNAPP,

*Contra Almirante de la Armada
de los Estados Unidos
Gobernador Militar de St-Domingo.*

Santo Domingo R. D.

10 de Enero 1918

Gouvernement militaire de Saint-Domingue

Ordre exécutoire n° 120

Gazette officielle n° 2.873

En vertu des pouvoirs dont est investi le gouvernement militaire, les règles suivantes sont établies concernant l'admission et la nomination du personnel enseignant et administratif dans le département d'instruction publique

de la République. Ces dispositions resteront en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

Signé : H. S. KNAPP, contre-amiral de la flotte des Etats-Unis, Gouverneur militaire de Saint-Domingue. Le 10 janvier 1918.

Beaucoup d'autres ordres exécutoires sont signés par B. H. FULLER, brigadier général du corps de marine des Etats-Unis, agissant en qualité de gouverneur général de Saint-Domingue.

Ce régime dura jusqu'à l'accord du 30 juin 1922, date à laquelle la République Dominicaine recouvrit, grâce au patriotisme éclairé de tous ses habitants, sa pleine indépendance et s'empessa d'abolir toute la législation promulguée par l'occupant sauf sur quelques points relatifs surtout à des solutions économiques ou administratives où le système américain, ayant paru préférable, fut conservé.

LIBRO II. — CAPÍTULO III

DE LA PORCION DE BIENES DISPONIBLES Y DE LA REDUCCION

Sección 1ª

De la porcion de bienes disponibles

Art. 913. — *Las donaciones hechas por contrato entre vivos ó por testamento, no pueden exceder de la mitad de los bienes del donante, si á su fallecimiento dejare un solo hijo legítimo; de la tercera parte, si deja dos hijos, y de la cuarta parte, si éstos fuesen tres ó más.*

Art. 914. — Están comprendidos en el artículo precedente, bajo el nombre de hijos, los descendientes de cualquier grado pero no se contarán sino por el hijo que representen en la sucesión del testador.

Art. 915. — Las donaciones por contrato entre vivos ó por testamento, no pueden exceder de la mitad de los bienes, si á falta de hijo el donante deja uno ó varios ascendientes en cada una de las líneas paterna y materna; y de las tres cuartas partes, si no deja ascendientes más que en una línea.

Los bienes en esta forma reservados en beneficio de los ascendientes, los recibirán estos en el orden en que la ley los llame á suceder; tendrán por sí solos derecho á esta reserva en todos los casos en que la partición, en concurrencia con los colaterales, no les diese la porción de bienes á que la reserva ascienda.

Art. 916. — A falta de ascendientes y descendientes, las donaciones por contrato entre vivos ó por testamento, podrán absorber la totalidad de los bienes.

Art. 917. — Si la disposición por acto entre vivos ó por testamento, es de un usufructo ó de una renta vitalicia, cuyo valor exceda de la porción disponible, los herederos, en beneficio de los cuales se hace la reserva, podrán optar entre ejecutar aquella disposición ó abandonar la propiedad de la porción disponible.

Art. 918. — El valor en plena propiedad de los bienes enagenados, bien con la carga de una renta vitalicia, bien á fondo perdido, ó con reserva de usufructo á uno de los

herederos de la línea recta, se imputará en la porción disponible, y el excedente, si lo hubiere, se agregará á la masa común de bienes. Aquella imputación y esta colación, no podrán ser reclamados por los herederos en línea recta que hayan consentido aquellas enagenaciones, y en ningún caso por los que tengan capacidad para heredar en la línea colateral.

Art. 919. — La porción disponible podrá darse en todo ó en parte, sea por donación entre vivos, ó por testamento, á los hijos ú otras personas capaces de heredar al donante sin estar sujeta á colación por el donatario ó legatario llamado á la herencia, con tal de que la disposición se haya hecho expresamente á título de mejora, ó además de la parte hereditaria.

La declaración de que la donación ó legado es á título de mejora, ó además de la parte hereditaria, podrá hacerse, ó en el acta que contenga la disposición, ó posteriormente en la forma en que se otorgan las donaciones entre vivos ó los testamentos.

Sección 2ª

De la reduccion de las donaciones y legados

Art. 920. — Las disposiciones entre vivos ó á causa de muerte que excedan de la porción disponible, serán susceptibles de reduccion hasta el límite de la misma porción, al tiempo de abrirse la sucesión.

Art. 921. — La reduccion de las disposiciones entre vivos, no podrá reclamarse más que por aquellos en cuyo beneficio la ley haga la reserva, por sus herederos ó causa-ha-

bientes; ni los donatarios, ni legatarios y acreedores del difunto pueden pedir esta reducción ó aprovecharse de ella.

Art. 922. — La reducción se determina formando una masa de todos los bienes existentes á la muerte del donante ó de testador.

Se reunen en ella ficticiamente los bienes de que se dispuso por donación entre vivos, según el estado que tenían en la época en que aquella se hizo, y de su valor en la época del fallecimiento del donante. Sobre todos esos bienes, deducidas las deudas, se calcula cuál es la porción de que el difunto pudo disponer, teniendo en cuenta la calidad de los herederos que deje.

Art. 923. — No se reducirán nunca las donaciones entre vivos, sino después de haber agotado el valor de todos los bienes comprendidos en las disposiciones testamentarias; y cuando proceda la reducción, se hará empezando por la última donación, y así sucesivamente subiendo de las últimas á las más remotas.

Art. 924. — Si la donación entre vivos que deba reducirse fué hecha á uno de los herederos, podrá retener en los bienes donados el valor de la porción que le perteneciera como heredero en los bienes no disponibles, si son de la misma especie.

Art. 925. — Cuando el valor de las donaciones entre vivos exceda ó sea igual á la porción disponible, caducarán todas las disposiciones testamentarias.

Art. 926. — Cuando las disposiciones testamentarias excedan, bien de la porción disponible ó de la parte de esta porción que quedase,

una vez deducido el valor de las donaciones entre vivos, la reducción se hará á prorata sin distinción ninguna entre los legados universales y particulares.

Art. 927. — Sin embargo, siempre que el testador haya declarado expresamente su voluntad, de que un legado determinado se pague con preferencia á los demás, tendrá lugar la preferencia; y el legado que sea objeto de ella, no se reducirá sino en cuanto el valor de los demás no llenase la reserva legal.

Art. 928. — El donatario restituirá los frutos de lo que exceda de la porción disponible, desde el día de la muerte del donante, si se entabló dentro del año la demanda de reducción; si no se hubiese hecho así, desde el día de la demanda.

Art. 929. — Los bienes inmuebles que se hubiesen de recobrar por efecto de la reducción, se recobrarán sin carga alguna de deudas ó hipotecas que hubiere contraído el donatario.

Art. 930. — La acción de reducción ó reivindicación, podrá ejercitarse por los herederos contra los terceros detentadores de los bienes inmuebles, que constituyendo parte de las donaciones, fueron enagenados por los donatarios del mismo modo y por el mismo orden que había de realizarse contra los mismos donatarios, y previa excusión de sus bienes. Esta acción deberá ejercitarse según el orden de las fechas de las enagenaciones, principiando por la más reciente.

LIVRE II — CHAPITRE II₁

**DE LA PORTION DE BIENS DISPONIBLES
ET DE LA RÉDUCTION**

Section I

De la portion de biens disponibles

ART. 913. — Les libéralités soit par acte entre vifs soit par testament ne pourront excéder la moitié des biens du disposant, s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime; le tiers s'il laisse deux enfants, le quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre.

ART. 914. — Sont compris dans le précédent article, sous le nom d'enfants, les descendants en quelque degré que ce soit mais ils ne seront comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du testateur.

ART. 915. — Les libéralités par acte entre vifs ou par testament ne pourront excéder la moitié des biens si, à défaut d'enfants, le défunt laisse un ou plusieurs ascendants dans chacune des lignes paternelle et maternelle et les trois quarts s'il ne laisse d'ascendants que dans une ligne.

Les biens ainsi réservés au profit des ascendants seront par eux recueillis dans l'ordre où la loi les appelle à succéder: ils auront seuls droit à cette réserve, dans tous les cas où un partage en concurrence avec des collatéraux ne leur donnerait pas la quotité de biens à laquelle elle est fixée.

ART. 916. — A défaut d'ascendants et de descendants, les libéralités par actes entre vifs ou testamentaires pourront épuiser la totalité des biens.

ART. 917. — Si la disposition par actes entre vifs ou par testament est d'un usufruit ou d'une rente viagère dont la valeur excède la quotité disponible, les héritiers au profit desquels la loi fait une réserve auront l'option

ou d'exécuter cette disposition, ou de faire l'abandon de la propriété de la quotité disponible.

ART. 918. — La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputée sur la portion disponible; et l'excédent s'il y en a sera rapporté à la masse. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations, ni, dans aucun cas, par les successibles en ligne collatérale.

ART. 919. — La quotité disponible pourra être donnée, en tout ou partie, soit par acte entre vifs, soit par testament, aux enfants ou autres successibles du donateur sans être sujet au rapport par le donataire ou le légataire venant à la succession, pourvu que la disposition en ait été faite expressément à titre de préciput et hors part. La déclaration que le don ou le legs est à titre de préciput et hors part pourra être faite soit par l'acte qui contiendra la disposition, soit postérieurement sous la forme des dispositions entre vifs et testamentaires.

Section II

De la réduction des donations et des legs

Article 920. — Les dispositions, soit entre vifs, soit à cause de mort qui excéderont la quotité disponible, seront réductibles à cette quotité lors de l'ouverture de la succession.

Article 921. — La réduction des dispositions entre vifs ne pourra être demandée que par ceux au profit desquels la loi fait la réserve par leurs héritiers ou ayants cause; les donataires, les légataires, ni les créanciers du défunt ne pourront demander cette réduction ni en profiter.

Article 922. — La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existant au décès du donateur

ou testateur. On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donations entre vifs. D'après leur état à l'époque des donations et leur valeur au temps du décès du donateur, on calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse, la quotité dont il a pu disposer.

Article 923. — Il n'y aura jamais lieu à réduire les donations entre vifs qu'après avoir épuisé la valeur de tous les biens compris dans les dispositions testamentaires ; et lorsqu'il y aura lieu à cette réduction, elle se fera en commençant par la dernière donation et ainsi de suite, en remontant des dernières aux plus anciennes.

Article 924. — Si la donation entre vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir, sur les biens donnés, la valeur de la portion qui lui appartiendrait comme héritier, dans les biens non disponibles s'ils sont de la même nature.

Article 925. — Lorsque la valeur des donations entre vifs excédera ou égalera la quotité disponible, toutes les dispositions testamentaires seront caduques.

Article 926. — Lorsque les dispositions testamentaires excéderont soit la quotité disponible, soit la portion de cette quotité qui resterait après avoir déduit la valeur des donations entre vifs, la réduction sera faite au marc le franc, sans aucune distinction entre les legs universels et les legs particuliers.

Article 927. — Néanmoins, dans tous les cas où le testateur aura expressément déclaré qu'il entend que tel legs soit acquitté de préférence aux autres, cette préférence aura lieu ; et le legs qui en sera l'objet ne sera réduit qu'autant que la valeur des autres ne remplirait pas la réserve légale.

Article 928. — Le donataire restituera les fruits de ce qui excédera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande en réduction a été faite dans l'année ; sinon, du jour de la demande.

Art. 929. — Les immeubles à recouvrer par l'effet de la réduction le seront sans charge de dettes ou hypothèques créées par le donataire.

Art. 930. — L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles faisant partie des donations et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes et discussion préalablement faite de leurs biens. Cette action devra être exercée suivant l'ordre des dates des aliénations en commençant par la plus récente.

C'est donc le système français qui est en vigueur dans la République Dominicaine, mais le système français antérieur aux lois des 9 mars 1891, 25 mars 1896 et 24 mars 1898 qui ont profondément modifié la matière. Aussi y a-t-il lieu d'en rappeler les conséquences par un tableau numérique.

APPLICATIONS NUMÉRIQUES

SUCCESSION DE 360.000 DOLLARS

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum par enfant
2 enfants	$2/3 = 240.000$	$1/3 = 120.000$	120.000	240.000
3 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	90.000	180.000
4 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	67.500	157.500
5 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	54.000	144.000
10 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	27.000	117.000

CHAPITRE IX

LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR (1)

Le Code Civil de l'Equateur est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1861; son texte est identique à celui de la République du Chili qui est l'œuvre originale du savant juriste vénézuélien D. Andrès Bello qui a préparé presque tous les codes hispano-américains (2).

Il se compose de 2.587 articles répartis en un titre préliminaire concernant « la Loi et ses effets en général » et quatre parties traitant :

Livre 1. — Des personnes.

Livre 2. — Des biens, de leur propriété, possession, jouissance et usage.

Livre 3. — De la succession pour cause de mort et des donations entre vifs.

Livre 4. — Des obligations en général et des contrats.

Il existe toutefois avec le Code chilien une différence de numération d'articles; ce dernier ne connaissait pas lors de la rédaction par Andrès Bello de système pour résoudre les conflits de lois. Une loi spéciale fut par la suite promulguée. La République de l'Equateur devait adopter l'une et l'autre, mais en intercalant la loi dans le Code civil, ce qui augmenta le nombre des articles et changea leurs numéros.

En outre, d'assez nombreuses modifications sont intervenues au cours de ces dernières années, dont

(1) Légation à Paris : 91, Avenue de Wagram (XVII^e).

(2) Le Code Civil Chilien est le code originaire de toutes les nations latino-américaines, excepté le Mexique, la République de Cuba et les Etats-Unis du Brésil. L'étude critique en a été faite par Luis F. Borja en sept gros volumes et publiée à Paris en 1901, chez Roger Chernoviz; elle m'a été très aimablement prêtée par son fils, mon honoré confrère équatorien actuellement en résidence à Paris. Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de mes remerciements sincères.

quelques-unes concernant l'état des personnes et la matière des successions. Nous mentionnerons particulièrement la loi récente sur les enfants naturels; en effet, en Equateur, jusqu'en 1929, la recherche de la paternité était interdite. A cette date, une nouvelle Constitution fut promulguée qui disposait : le droit de recherche de la paternité est ouvert en la forme et dans les cas que la loi détermine; les enfants illégitimes ont, comme les autres, droit à être élevés et éduqués par leurs parents et à hériter d'eux dans la proportion que la loi indique (article 151 de la Constitution de 1929, titre 13, n° 19 « des garanties fondamentales »).

L'Assemblée de 1929 n'eut pas le temps de réformer tout le Code civil pour le mettre en harmonie avec les importantes réformes figurant dans la nouvelle Constitution et il déclara, dans l'article VII des dispositions transitoires, que ce serait au prochain Congrès à faire cette adaptation. Ce Congrès s'est réuni en août 1930; le Tribunal Suprême et l'Ordre des Avocats ont préparé et présenté un projet de mise à jour des textes qui a été adopté; mais ces documents ne sont pas encore parvenus à Paris et nous regrettons de ne pouvoir en faire état.

Nous remarquerons seulement la forme curieuse de cette admission de la recherche de la paternité qui reçoit ainsi la garantie constitutionnelle.

Voici les textes du Code intéressant notre matière:

LIBRO III. — CAPITULO 3°

De las legítimas y mejoras

Art. 1171. — *Legítima es aquella cuota de los bienes de un difunto que la ley asigna a ciertas personas llamadas legitimarios.*

Los legitimarios son, por consiguiente, herederos.

Art. 1172. — *Son legitimarios:*

1° *Los hijos legítimos personalmente, ó*

representados por su descendencia legítima;

2° Los ascendientes legítimos;

3° Los hijos naturales personalmente, ó representados por su descendencia legítima;

4° Los padres naturales.

Art. 1173. — Los legitimarios concurren y son excluidos y representados según el orden y reglas de la sucesión intestada.

Art. 1174. — La mitad de los bienes, previas las deducciones y agregaciones indicadas en el artículo 948, y las que en seguida se expresan, se dividirá por cabezas ó estirpes entre los respectivos legitimarios, según las reglas de la sucesión intestada; lo que cupiere á cada uno en esa división será su legítima rigurosa.

No habiendo descendientes legítimos con derecho de suceder, la mitad restante es la porción de bienes de que el difunto ha podido disponer á su arbitrio.

Habiendo tales descendientes, la masa de bienes, previas las referidas deducciones y agregaciones, se dividirá en cuatro partes: dos de ellas, ó sea la mitad del acervo, para las legítimas rigurosas; otra cuarta, para las mejoras con que el difunto haya querido favorecer á uno ó más de sus descendientes legítimos, sean ó no legitimarios; y otra cuarta de que ha podido disponer á su arbitrio.

Art. 1175. — Para computar las cuartas de que habla el artículo precedente, se acumularán imaginariamente al acervo líquido todas las donaciones revocables é irrevocables hechas en razón de legítimas ó de mejoras, según

el valor que hayan tenido las cosas donadas al tiempo de la entrega, y las deducciones que, según el artículo 1166 (1), se hagan á la porción conyugal.

Las cuartas antedichas se refieren á este acervo imaginario.

Art. 1176. — Si el que tenía, á la sazón, legitimarios, hubiere hecho donaciones entre vivos á extraños, y el valor de todas ellas juntas excediese á la cuarta parte de la suma formada por este valor y al del acervo imaginario, tendran derecho los legitimarios para que este exceso se agregue también imaginariamente al acervo, para la computación de las legítimas y mejoras.

Art. 1177. — Si fuere tal el exceso, que no sólo absorba la parte de bienes de que el difunto ha podido disponer á su arbitrio, sino que menoscabe las legítimas rigorosas, ó la cuarta parte de mejoras, tendrán derecho los legitimarios para la restitución de lo excesivamente donado, procediendo contra los donatarios en un orden inverso al de las fechas de las donaciones, esto es, principiando por las más recientes.

La insolvencia de un donatario no gravará á los otros.

Art. 1178. — No se tendrá por donación sino lo que reste, deducido el gravamen pecuniario á que la asignación estuviere afectada.

Ni se tomarán en cuenta los regalos moderados, autorizados por la costumbre, en ciertos dias y casos, ni los dones manuales de poco valor.

(1) Art. 1166. — *Si el cónyuge sobreviviente tuviese bienes, pero no de tanto valor como la porción conyugal, sólo tendrá derecho al complemento, a título de porción conyugal. Se imputará por tanto a la porción conyugal todo lo que el cónyuge sobreviviente tuviere derecho a percibir a cualquier otro título en la sucesión del difunto.*

Art. 1179. — Si la suma de lo que se ha dado en razón de legítima no alcanzare á la mitad del acervo imaginario, el déficit se sacará de los bienes, con preferencia á toda otra inversión.

Art. 1180. — Si un legitimario no lleva el todo ó parte de su legítima, por incapacidad, indignidad ó exheredación, ó porque la ha repudiado, y no tiene descendencia con derecho de representar, dicho todo ó parte se agregará á la mitad legitimaria, y contribuirá á formar las legítimas rigurosas de los otros y la porción conyugal, en el caso del artículo 1168 (1), inciso 2°.

Volverán de la misma manera á la mitad legitimaria las deducciones que según el artículo 1166 se hagan á la porción conyugal, en el caso antedicho.

Art. 1181. — Acrece á las legítimas rigurosas toda aquella porción de los bienes de que el testador ha podido disponer á título de mejoras, ó con absoluta libertad, y no ha dispuesto, y si lo ha hecho ha quedado sin efecto la disposición.

Aumentadas así las legítimas rigurosas, se llaman legítimas efectivas.

Este acrecimiento no aprovecha al conyuge sobreviviente, en el caso del artículo 1168, inciso 2°.

Art. 1182. — La legítima rigorosa no es susceptible de condición, plazo, modo ó gravamen alguno.

(1) Art. 1168. — La porción conyugal es la cuarta parte de los bienes de la persona difunta, en todos los órdenes de sucesión, menos en el de los descendientes legítimos.

Habiendo tales descendientes, el viudo ó viuda será contado entre los hijos, y recibirá como porción conyugal la legítima rigorosa de un hijo.

Sobre lo demás que se haya dejado ó se deje á los legitimarios, excepto bajo la forma de donaciones entre vivos, puede imponer el testador los gravámenes que quiera, sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 1185.

Art. 1183. — *Si lo que se ha dado ó se da en razón de legítimas, excediere á la mitad del acervo imaginario, se imputará á la cuarta de mejoras, sin perjuicio de dividirse por partes iguales entre los legitimarios; pero con exclusión del cónyuge sobreviviente, en el caso del artículo 1168, inciso 2°.*

Art. 1184. — *Si las mejoras (comprendiendo el exceso de que habla el artículo precedente en su caso), no cupieren en la cuarta parte del acervo imaginario, este exceso se imputará á la cuarta parte restante, con preferencia á cualquier objeto de libre disposición, á que el difunto la haya destinada.*

Art. 1185. — *De la cuarta de mejoras puede hacer el donante ó testador la distribución que quiera entre sus descendientes legítimos; podrá, pues asignar á uno ó más de sus descendientes legítimos, toda la dicha cuarta, con exclusión de los otros.*

Los gravámenes impuestos á los partícipes de la cuarta de mejoras, serán siempre en favor de uno ó más de los otro descendientes legítimos.

Art. 1186. — *Si no hubiere cómo completar las legítimas y mejoras, calculadas en conformidad con los artículos precedentes se rebajarán unas y otras á prorata.*

Art. 1187. — *El que deba una legítima podrá, en todo caso, señalar las especies en que haya de hacerse su pago; pero no podrá delegar*

esta facultad á persona alguna, ni tasar los valores de dichas especies.

Art. 1188. — Todos los legados, todas las donaciones, sean revocables ó irrevocables, hechas a un legitimario que tenía entonces la calidad de tal, se imputarán a su legítima, a menos que en el testamento ó en la respectiva escritura ó en un acto posterior auténtico, aparezca que el legado ó la donación, ha sido á título de mejora. Sin embargo, los gastos hechos para la educación de un descendiente no se tomaran en cuenta para la computación de las legítimas, ni de la cuarta de mejoras, ni de la cuarta de libre disposición aunque se hayan hecho con la calidad de imputables.

Tampoco se tomarán en cuenta para dichas imputaciones, los presentes hechos a su descendiente con ocasión de su matrimonio, ni otros regalos de costumbre.

Art. 1189. — La acumulación de lo que se ha dado irrevocablemente en razón de legítimas ó mejoras para el cómputo, prevenido por el artículo 1174 y siguientes no aprovecha á los acreedores hereditarios ni á los asignatarios que lo sean á otro título que el de legítima ó mejora.

Art. 1190. — Si se hiciere una donación revocable ó irrevocable, a título de legítima, a una persona que no fuere entonces legitimaria del donante, y el donatario no adquiriere después la calidad de legitimario, se resolverá la donación.

Lo mismo se observará si se hubiere hecho la donación a título de legítima al que era entonces legitimario, pero después dejó de serlo, por incapacidad, indignidad,

desheredación ó repudiación, ó por haber sobrevenido otro legitimario de mejor derecho.

Si el donatario, descendiente legítimo, ha llegado a faltar de cualquiera de esos modos, las donaciones imputables a su legítima se imputarán a la de sus descendientes legítimos.

Art. 1191. — *Si se hiciere una donación revocable ó irrevocable a título de mejora, a una persona que se creía descendiente legítimo del donante, y no lo era, se resolverá la donación.*

Lo mismo sucederá si el donatario, descendiente legítimo, ha llegado a faltar por incapacidad, indignidad, desheredación ó repudiación.

Art. 1192. — *No se imputarán a la legítima de una persona las donaciones ó las asignaciones testamentarias que el difunto haya hecho a otra; salvo el caso del artículo 1190, inciso 3°.*

Art. 1193. — *Los desembolsos hechos para el pago de las deudas de un legitimario, descendiente legítimo, se imputarán a su legítima, pero sólo en cuanto hayan sido útiles para el pago de dichas deudas.*

Si el difunto hubiere declarado expresamente, por acto entre vivos ó testamento, ser su ánimo que no se imputen dichos gastos a la legítima, en este caso se considerarán como una mejora.

Si el difunto, en el caso del inciso anterior, hubiere asignado al mismo legitimario, a título de mejora, alguna cuota de la herencia ó alguna cantidad de dinero, se imputarán a dicha cuota ó cantidad; sin

perjuicio de valer en lo que excedieren a ella, como mejora, ó como el difunto expresamente haya ordenado.

- Art. 1194. — *Si el difunto hubiere prometido por escritura pública entre vivos, a un descendiente legítimo, que a la sazón era legitimario, no donar ni asignar por testamento parte alguna de la cuarta de mejoras, y después contraviniera a su promesa, el dicho descendiente legítimo tendrá derecho a que los asignatarios de esa cuarta le enteren lo que le habría valido el cumplimiento de la promesa, a prorrata de lo que su infracción les aprovechara.*

Cualesquiera otras estipulaciones sobre la sucesión futura, entre un legitimario y el que le debe la legítima, serán nulas y de ningún valor.

- Art. 1195. — *Los frutos de las cosas donadas revocable ó irrevocablemente, a título de legítima ó de mejora, durante la vida del donante, pertenecerán al donatario desde la entrega de ellas, y no figurarán en el acervo; y si las cosas donadas no se han entregado al donatario, no le pertenecerán los frutos sino desde la muerte del donante, a menos que éste le haya donado irrevocablemente, y de un modo auténtico, no sólo la propiedad sino el usufructo de las cosas donadas.*

- Art. 1196. — *Si al donatario de especies, que deban imputarse a su legítima ó mejora, le cupiere definitivamente una cantidad no inferior a la que valgan las mismas especies, tendrá derecho a conservarlas y exigir el saldo, y no podrá obligar a los demás asignatarios a que le cambien las especies, ó le den su valor en dinero.*

Y si le cupiere definitivamente una cantidad inferior al valor de las mismas especies, y estuviere obligado a pagar un saldo, podrá, a su arbitrio, hacer este pago en dinero, ó restituir una ó más de dichas especies, y exigir la debida compensación pecuniaria, por lo que el valor actual de las especies que restituya excediere al saldo que debe.

LIVRE 3

De la succession

à cause de mort et des donations entre vifs

TITRE V

Des parts obligatoires

CHAPITRE 3

Des méjoras

Art. 1171. — La réserve est la part des biens d'un défunt que la loi assigne à certaines personnes nommées légitimaires.

Les légitimaires sont par conséquent héritiers.

Art. 1172. — Sont légitimaires:

- 1° Les enfants légitimes personnellement ou représentés par leur descendance légitime;
- 2° Les ascendants légitimes;
- 3° Les enfants naturels personnellement ou représentés par leur descendance légitime;
- 4° Les père et mère naturels.

Art. 1173. — Les légitimaires concourent, sont exclus ou sont représentés selon l'ordre et suivant les règles de la succession *ab intestat*.

Art. 1174. — La moitié des biens moins les déductions et augmentations indiquées dans l'article 948 et celles qui sont indiquées par la suite se divisera par tête ou par souche entre les légitimaires respectifs selon les règles de la succession *ab intestat*; ce qui échoira à chacun selon cette division formera sa réserve stricte,

Faute de descendants légitimes avec droit de succession, le défunt peut disposer à son gré de la moitié des biens.

Avec de tels descendants, la masse des biens, après les déductions et augmentations mentionnées précédemment, se divisera en quatre parties égales: Deux de celles-ci, soit la moitié du patrimoine, pour les réserves strictes, un quart pour les méjoras par lesquelles le défunt aura voulu favoriser un ou plusieurs de ses descendants légitimes qu'ils soient ou non réservataires et un dernier quart dont il pourra disposer à son gré.

Art. 1175. — Pour calculer les quarts dont parle l'article précédent, on ajoutera fictivement au patrimoine effectif toutes les donations révocables ou irrévocables faites en qualité de légitimes ou de méjoras, selon la valeur qu'avaient les choses données à l'époque de leur remise. On ajoutera également les prélèvements effectués aux termes de l'article 1166 (1) sur la part conjugale. Les quarts dont il s'agit se réfèrent à ce patrimoine fictif.

Art. 1176. — Si celui qui a fait des donations entre vifs à des étrangers avait lors de celles-ci des légitimaires et si la valeur de toutes les donations réunies excédait le quart de la somme totale formée par celles-ci et le patrimoine fictif, les légitimaires auront droit à ce que ce surplus s'ajoute fictivement au patrimoine pour le calcul de leur légitime et des méjoras.

Art. 1177. — Si le surplus était tel que non seulement il absorbe la part de biens dont le défunt pouvait disposer à son gré mais encore qu'il diminue les réserves strictes ou le quart de méjoras les légitimaires auront droit à la restitution du trop donné en s'adressant aux donataires dans l'ordre inverse des dates de donation, c'est-à-dire en com-

(1) Art. 1166. — Si le conjoint survivant avait des biens, mais de valeur inférieure à la part conjugale, il n'aura droit à ce titre qu'au complément de cette valeur. On imputera à la part conjugale tout ce que le conjoint survivant aura droit de recevoir, à n'importe quel autre titre de la succession du défunt.

mençant par les plus récentes, l'insolvabilité d'un donataire ne sera pas à charge aux autres.

Art. 1178. — On ne considérera comme donation que ce qui reste après déduction de la charge qui aura grevée ladite donation.

N'entreront pas non plus en ligne de compte les menus cadeaux autorisés par l'usage certains jours ou à l'occasion de certains événements, ni les dons manuels de peu de valeur.

Art. 1179. — Si la somme donnée en qualité de réserve n'arrive pas à la moitié du patrimoine fictif, le déficit se prendra sur les biens existants par préférence à tout autre emploi.

Art. 1180. — Si un légitimaire ne prend pas tout ou partie de sa réserve par suite d'incapacité, d'indignité ou d'exhérédation ou parce qu'il y a renoncé et qu'il n'ait pas de descendance ayant droit de le représenter, cette part ou cette totalité s'ajoutera à la moitié légitimaire et contribuera à former les légitimes des autres et la part conjugale dans le cas de l'article 1168 (1), alinéa 2.

De même, les prélèvements opérés sur la part conjugale, conformément à l'article 1166 feront retour à cette moitié légitimaire.

Art. 1181. — Les réserves strictes seront encore augmentées de toutes portions de biens dont le testateur pourrait disposer à titre de méjoras ou en pleine liberté sans qu'il en ait usé ou si la disposition est demeurée sans effet.

Les réserves strictes ainsi augmentées s'appellent réserves effectives.

(1) Art. 1168. — La part conjugale est du quart des biens de la personne défunte dans tous les ordres de succession sauf dans celui des descendants légitimes.

S'il y a des descendants de cette sorte le veuf ou la veuve sera compté comme un enfant et recevra comme part conjugale la réserve stricte d'un enfant,

Cette augmentation ne profite pas au conjoint survivant dans le cas de l'article 1168, alinéa 2.

Art. 1182. — La réserve stricte n'est pas susceptible de conditions, terme ou charge quelconque. Sur l'excédent qui est laissé au légitimaire excepté sous la forme de donation entre vifs le testateur peut imposer les charges qu'il lui plaît, sans préjudice des dispositions de l'article 1185.

Art. 1183. — Si ce qui est donné ou se donne à raison de réserve excédait la moitié du patrimoine fictif il s'imputerait au quart de méjoras en se divisant par parts égales entre les légitimaires mais en excluant le conjoint survivant dans le cas de l'article 1168, alinéa 2.

Art. 1184. — Si les méjoras (en y comprenant le surplus dont il est question dans l'article précédent) dépassent le quart du patrimoine fictif, ce surplus s'imputera sur le quart restant par préférence à tout objet de libre disposition auquel le défunt l'eut destiné.

Art. 1185. — Le donateur ou testateur peut répartir comme il lui plaît entre ses descendants légitimes le quart de méjoras, il pourra par suite attribuer tout ce quart à un ou plusieurs descendants légitimes en excluant les autres.

Les charges imposées aux bénéficiaires du quart de méjoras devront être en faveur d'un ou de plusieurs des autres descendants légitimes.

Art. 1186. — S'il était impossible d'établir les réserves et méjoras calculées en conformité avec les articles précédents les unes et les autres seront réduites proportionnellement.

Art. 1187. — Celui qui devra une réserve pourra en tous cas indiquer les espèces par lesquelles devra s'effectuer son règlement mais il ne pourra déléguer cette faculté à une autre personne ni taxer la valeur desdites espèces.

Art. 1188. — Tous les legs, toutes les donations, qu'ils soient révocables ou non, faits à un légitimaire qui avait cette qualité, lors de celles-ci ou de ceux-là, s'imputeront sur sa réserve sauf si, dans un testament, dans l'acte de donation ou dans tout autre acte authentique postérieur il apparaît que le legs ou la donation a été faite à titre de méjora. Cependant, les frais pour l'éducation d'un descendant n'entreront pas en compte pour le calcul des légitimes, ni du quart de méjoras ni du quart de libre disposition, bien qu'ils y fussent imputables de par leur qualité.

On ne prendra pas davantage en considération pour de semblables imputations les présents offerts à un descendant à l'occasion de son mariage ni les autres cadeaux d'usage.

Art. 1189. — Le cumul de ce qui a été donné irrévocablement à raison de légitime ou calculé comme méjoras selon les articles 1176 et suivants ne profitera pas aux créanciers héréditaires ni aux donataires à un autre titre que celui de légitimes ou de méjoras.

Art. 1190. — Si une donation révocable ou non est faite à titre de légitime à une personne qui ne soit pas légitimaire du donateur et qu'elle ne le devienne pas par la suite, la donation sera annulée.

Pareille sanction sera encourue si la donation a été faite à titre de légitime à quelqu'un qui était légitimaire à l'époque et qui a cessé ultérieurement de l'être par suite d'incapacité, d'indignité, d'exhérédation ou de répudiation ou parce qu'il est survenu un autre légitimaire de rang préférable.

Si le donataire descendant légitime se trouve défaillir pour l'une de ces raisons, les donations à valoir sur sa réserve s'imputeront sur celles de ses descendants légitimes.

Art. 1191. — Si une donation révocable ou non a été faite à titre de méjora à une personne qui se croyait descendante légitime du donateur et qui ne l'était pas, la do-

nation sera annulée. Elle sera annulée également si le donataire descendant légitime vient à défaillir pour incapacité, indignité, exhérédation ou répudiation.

Art. 1192. — On n'imputera pas sur la légitime d'une personne les assignations testamentaires que le défunt aurait faites à une autre sauf au cas de l'article 1190, alinéa 3.

Art. 1193. — Les dépenses faites pour le paiement des dettes d'un légitimaire descendant légitime s'imputeront sur sa réserve mais seulement si elles ont servi utilement au règlement desdites dettes.

Si le défunt a déclaré expressément par acte entre vifs ou par testament que sa volonté est que lesdites dépenses ne s'imputent pas sur la réserve, elles seront dans ce cas considérées comme une méjora.

Si le défunt au cas indiqué dans l'alinéa antérieur avait désigné au même légitimaire à titre de méjora quelques parties de la succession ou quelques sommes d'argent elles s'imputeront sur ladite partie ou sur ladite somme, sans préjudice de ce que le surplus vaille comme méjora ou comme le défunt l'aurait expressément ordonné.

Art. 1194. — Si le défunt avait promis par un acte public entre vifs à un descendant légitime qui à l'époque était légitimaire de ne pas disposer par testament d'aucune partie du quart de méjoras et qu'il ait par la suite manqué à sa promesse, ledit descendant légitime aurait droit à ce que les bénéficiaires lui tiennent compte de ce que lui aurait attribué l'accomplissement de cette promesse proportionnellement au bénéfice qu'ils ont retiré du manque de parole.

Tout autre pacte sur succession future entre un légitimaire et celui qui doit la réserve seront nuls et sans valeur.

Art. 1195. — Les fruits des choses données à titre révocable ou non en qualité de légitime ou méjora durant la vie du donateur appartiendront aux donataires dès leur

remise à celui-ci et ne figureront pas dans la succession, et si les choses données n'ont pas été remises aux donataires, les fruits ne lui appartiendront qu'à dater de la mort du donateur sauf si celui-ci lui a donné à titre irrévocable et en forme authentique non seulement la propriété mais encore l'usufruit.

Art. 1196. — Si le donataire d'espèces qui doivent s'imputer à la réserve ou sur la méjora recevait définitivement une somme inférieure à la valeur de ces espèces, il aurait droit de les conserver et d'exiger une soulte et il ne pourrait obliger les autres bénéficiaires à lui changer les espèces ou à lui remettre leur valeur en argent.

S'il recevait en fin de compte une somme inférieure à la valeur de ces mêmes espèces et qu'il soit obligé de payer une soulte, il pourrait à son gré faire ce paiement en argent ou restituer une ou plusieurs des espèces et exiger une compensation pécuniaire correspondante à la plus-value des espèces restituées sur la soulte due.

APPLICATIONS NUMÉRIQUES

SUCCESSION DE 360.000 SUCRES

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum par enfant	Majora
2 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	90.000	270.000	90.000
3 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	60.000	240.000	90.000
4 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	45.000	225.000	90.000
5 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	36.000	216.000	90.000
10 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	18.000	180.000	90.000

CHAPITRE X

LA RÉPUBLIQUE DE GUATÉMALA ⁽¹⁾

Le Code civil de 1926 a remplacé celui du 15 septembre 1877, qui remplaçait lui-même l'ancienne législation espagnole. Il fut promulgué en ces termes :

DECRETO N° 921 DEL 30 DE JUNIO DE 1926

Jose Maria Orellana, Presidente de la República

CONSIDERANDO

Que el Código civil vigente ya no responde a las necesidades de la vida social y se hace indispensable adoptar las reformas realizadas por el progreso de las instituciones, con el fin de garantizar mejor los derechos individuales y colectivos.

El libro I del nuevo Código comenzará a regir desde el 15 de setiembre del corriente año y las siguientes despues de tres meses de su publicación en el diario oficial.

DÉCRET N° 921

Marie-Joseph Orellana, Président de la République

CONSIDERANT

que le Code Civil en vigueur ne répond plus aux nécessités de la vie sociale et qu'il est indispensable d'adopter les réformes réalisées par le progrès des institutions en vue de mieux garantir les droits individuels et les droits col-

(1) Légation à Paris : 92, Avenue des Champs-Élysées (VIII°).

lectifs... Le livre I du nouveau Code entrera en vigueur le 15 septembre de l'année courante et les livres suivants dans les trois mois de leur publication au journal officiel... donné au Palais du Gouvernement à Guatemala, le 30 juin 1926.

Signé: Marie-Joseph ORELLANA.

Ce Code de 1877 disposait:

Article 711. — Celui qui a des descendants peut donner jusqu'au sixième de ses biens; celui qui n'a que des ascendants jusqu'au quart; celui qui n'a ni l'un ni l'autre, juste jusqu'au tiers.

Article 753. — Les parents, grands-parents et autres ascendants sont héritiers nécessaires; les fils, petits-fils et autres sans distinction de mariage et les enfants naturels reconnus sont héritiers nécessaires de leurs parents; à défaut d'enfants légitimes ou légitimés, les parents, grands-parents et autres ascendants légitimes sont par tête et en suivant la distinction des lignes, héritiers nécessaires de leurs enfants, petits-enfants et descendants qui meurent sans postérité ayant droit de succession.

Pour notre matière, le changement est considérable. Le Code Civil de 1926 établit, en effet, dans un but d'expansion économique et non dans un but de conservatisme social, une liberté testamentaire totale dans tous les cas ne réservant que des aliments aux enfants mineurs non pourvus d'une profession et aux ascendants nécessiteux.

Cette modification profonde d'un des vieux droits centre américains qui, jusqu'à ces derniers temps respectait encore les rigides principes de l'ancienne législation espagnole paraît caractéristique de l'orientation nouvelle dans un sens libéral très avancé de l'esprit juridique latino-américain.

CHAPITRE XI

LA RÉPUBLIQUE DE HONDURAS ⁽¹⁾

Le Code Civil (2) de Honduras comprend 2.372 articles répartis en un titre préliminaire et quatre livres: Titre préliminaire: De la loi en général.

Livre I. — Des personnes.

Livre 2. — Des biens, de leur propriété, possession, usage, et jouissance.

Livre 3. — De la succession pour cause de mort et des donations entre vifs.

Livre 4. — Des obligations et contrats.

Notre matière s'y trouve fort simplifiée: il n'y a pas de réserve, mais seulement un droit aux aliments, au bénéfice des enfants, descendants et ascendants selon les dispositions suivantes:

LIBRO III. — CAPITULO II

De la Herencia

Seccion sexta. — De los derechos de los hijos

Art. 995. — Los hijos ó descendientes legítimos del testador y los hijos naturales que éste haya reconocido legalmente, tendrán derecho á los alimentos en la extensión que señala el artículo 123 (3).

(1) Légation à Paris : 26, Avenue Charles-Floquet (VII^e).

(2) *Código Civil de la República de Honduras. — Tipografía Nacional. — Tegucigalpa (Honduras), 1906.*

(3) L'article 123 les proportionne au besoin de celui qui reçoit et aux possibilités de celui qui donne.

Art. 996. — Los herederos ilegítimos que no tengan la calidad de naturales solo tendrán derecho a los auxilios necesarios para la subsistencia de que se habla en el párrafo siguiente al número 3° del artículo 120.

Este derecho solo podrá ejercitarse en los casos del artículo 117.

Art. 997. — La obligación del que haya de prestar los alimentos de que tratan los artículos 995 y 996 se transmitirá a sus herederos y subsistirá hasta que los hijos llegaren á la mayor edad; y en el caso de estar incapacitados, mientras dure la incapacidad.

Art. 998. — El derecho de alimentos que la ley da á los hijos ó descendientes legítimos é hijos legalmente reconocidos, pertenece por reciprocidad á los padres y ascendientes y se extinguirá por muerte del alimentista conforme al artículo 129.

Art. 999. — En los demás casos no reglados en esta sección, se estará á lo dispuesto en el artículo 130.

TITULO V

De las asignaciones forzosas

Art. 1147. — Asignaciones forzosas son las que el testador es obligado a hacer y que se suplen cuando no las ha hecho, aun con perjuicio de sus disposiciones testamentarias.

Son asignaciones forzosas :

1° Los alimentos que se deben por la ley á ciertas personas;

2° La porción conyugal.

LIVRE III. — CHAPITRE II

De la Succession

6^e partie. — Droits des enfants

Article 995. — Les enfants ou descendants légitimes du testateur et les enfants naturels légalement reconnus par lui auront droit aux aliments dans la mesure signalée à l'article 123.

Article 996. — Les héritiers illégitimes qui n'ont pas la qualité d'enfants naturels n'auront droit qu'aux aliments nécessaires pour subsister, aux termes du paragraphe 3, article 120. Ce droit ne pourra s'exercer que dans le cas de l'article 117.

Article 997. — L'obligation de celui qui doit les aliments, aux termes des articles 995 et 996 se transmettra à ses héritiers et subsistera jusqu'à ce que les enfants atteignent leur majorité et en cas d'incapables, tant que durera l'incapacité.

Article 998. — Le droit aux aliments que la Loi accorde aux enfants et descendants légitimes et aux enfants légalement reconnus, appartiendra par réciprocité aux parents et ascendants et ne s'éteindra que par la mort, conformément à l'article 129.

Article 999. — Pour les autres cas non réglés dans cet article, on suivra les dispositions de l'article 130.

TITRE V

Des assignations obligatoires

Article 1147. — Les assignations obligatoires sont celles que le testateur est tenu de faire, et que la loi effec-

tue s'il ne les a point faites, même au préjudice de ses dispositions testamentaires.

Ces assignations obligatoires concernent :

1° Les aliments qui sont dus, de par la loi, à certaines personnes ;

2° La part du conjoint.

La République de Honduras pratique donc, de manière presque absolue, le système de la liberté testamentaire.

CHAPITRE XII

LES ETATS-UNIS DU MEXIQUE ⁽¹⁾

Le premier Code Civil mexicain (2) date de 1870, mais ne fût pas adopté immédiatement par tous les Etats du pays, lesquels sont au nombre de vingt-sept plus deux territoires et un district fédéral, mais seulement par ce district et le territoire de la basse Californie. Il avait été rédigé par une commission composée des docteurs M. Yanez, J.-M. Lafragua, I. Monteil, Raphaël Donde et sanctionné au Congrès de l'Union le 20 décembre 1870 pour entrer en vigueur le 1^{er} mars 1871.

Puis, il fut adopté par les autres Etats formant la Confédération du Mexique, excepté ceux de Mexico et de Véra-Cruz qui conservèrent leur Code spécial. Il subit le 31 mars 1884 une révision qui en retrancha tout ce qui touchait à la procédure et modifia un point important : l'établissement primitif d'une réserve considérable au profit de l'héritier du sang fit place à la liberté illimitée de tester ; cependant, des traces de l'ancien système se conservaient dans le droit à une pension alimentaire conférée à certains héritiers ; cette transformation entraîna l'abolition du rapport dans les successions. Le Code Civil avait été rédigé avec une rigoureuse méthode critique qui avait fait passer dans son texte tout ce qui avait été jugé utile émanant aussi bien des décisions de jurisprudence que de dispositions législatives antérieures ou contemporaines. Aussi les règles sont-elles très détaillées ; elles s'efforcent

(1) Légation à Paris : 9, rue de Longchamp (XVI^e).

(2) Raoul de La Grasserie. — Introduction au Résumé Analytique du Code Civil Mexicain.

de prévoir tous les cas et laissent peu de place à la controverse: Ainsi quand il s'agit de fixer l'ordre successoral, le législateur donne de nombreux exemples et même dresse un arbre généalogique.

Les articles quoique longs, sont rédigés avec clarté et un souci véritable de justice distributive et d'attentive équité.

D'une manière générale, ils dérivent à la fois de la loi française et de la loi espagnole amalgamées en une synthèse personnelle qui a su conserver les qualités de l'un et de l'autre en écartant les défauts montrés par l'expérience.

La révision de 1884 fut si générale qu'on peut presque parler d'un nouveau Code (1): c'est d'ailleurs l'expression qu'a employée le Président de la République dans son message du 31 mars 1884 (2).

Il se composait de 3.823 articles répartis en un titre préliminaire et 4 livres:

Titre préliminaire: De la loi, de ses effets et de ses règles générales d'application.

Livre I. — Des personnes.

Livre II. — Des biens.

Livre III. — Des contrats.

Livre IV. — Des successions.

Le principe établi (3) était celui de la liberté testamentaire totale:

Article 3323 du Code de 1884. — « *Toda persona tiene derecho a disponer libremente de sus bienes por testamento a título de herencia ó de legado* ».

(1) *Exposición de los cuatro libros del Código Civil, que hizo la Comisión al presentar el Proyecto al Gobierno de la Unión. México. Librería de la Enseñanza, 1883.*

(2) Message présidentiel du 31 mars 1884 portant texte du Nouveau Code et *in Fine* :

ARTICULOS TRANSITORIOS

1º *Este Código comenzará a regir el día 1º de Junio próximo;*
2º *Desde la misma fecha quedará derogado el Código Civil del 20 de Diciembre de 1870 así como toda la legislación Civil anterior.*

(3) *Estudios sobre el Código Civil del Distrito Federal por Manuel Mateos Alarcón. — México, 1896.*

Article 3324. — *Este derecho no esta limitado sino por la obligación de dejar alimentos á los descendientes al cónyuge superstite y á los ascendientes.*

Article 3323. — Toute personne a droit de disposer librement de ses biens par testament à titre d'héritage ou de legs.

Article 3324. — Ce droit ne comporte aucune limitation sauf l'obligation de laisser des aliments aux descendants, au conjoint survivant et aux ascendants (1).

La plus importante réforme concernant notre matière fut apportée par la loi du 12 avril 1917, promulguée par V. Carranza, concernant « les rapports de famille » et dont le texte est intégré dans le nouveau code de 1928 dont nous donnons les dispositions ci-après (2).

Ce nouveau code promulgué le 23 avril 1928 et qui devait entrer en vigueur le 31 août de la même année n'est pas encore ratifié officiellement, depuis la fin de la présidence de P. Elias Calles.

Ce nouveau code ne compte plus que 3045 articles. Il comprend comme le précédent, un titre préliminaire et 4 livres, mais l'ordre en a été changé comme suit :

Titre préliminaire. — De la loi en général.

Livre I. — Des personnes.

Livre II. — Des biens.

Livre III. — Des successions.

Livre IV. — Des obligations en général et des contrats.

Les articles concernant notre matière se trouvent réunis au chapitre V du livre III, n^{os} 1364 à 1376 dont voici le texte:

(1) *Código Civil del Distrito Federal y Territorio de la Baja California reformado.* — Edición Oficial. — México 1894.

(2) *Código Civil del Distrito y Territorios Federales de 1928.* — Edición Oficial. — Talleres gráficos de la Nación, México, D. F., 1928.

LIBRO III. — CAPITULO V

**De los bienes que se puede disponer por testamento,
y de los testamentos inoficiosos**

Art. 1364. — *Las personas que por testamento dispongan de sus bienes en favor de quienes no sean sus herederos legítimos, tienen obligación de dejar una cantidad igual a la quinta parte de lo que herenden los extraños, para la Beneficencia Pública; debiendo dedicarse esa cantidad precisamente al sostenimiento de casas de cuna, orfanatorios y establecimientos análogos, en donde se dé alimentos y educación a la niñez desvalida.*

Art. 1365. — *Si el testador hubiere dejado para fines de Beneficencia Privada una cantidad igual o mayor que la que debe dejar a la Beneficencia Pública, no se aplicará lo dispuesto en el artículo anterior.*

Art. 1366. — *Cuando el testador no cumpla la obligación que le impone el artículo 1364, los herederos instituidos en testamento, que no tengan también el carácter de herederos legítimos, satisfarán, en proporción a sus cuotas hereditarias, la quinta parte que debe corresponder a la Beneficencia Pública.*

Al hacerse la partición cuidará el albacea de que se cumpla lo dispuesto en este artículo.

Art. 1367. — *El testador debe dejar alimentos a las personas que se mencionan en las fracciones siguientes;*

- I. *A los descendientes varones menores de veintiún (1) años;*
- II. *A los descendientes varones que estén imposibilitados de trabajar, y a las hijas que no hayan contraído matrimonio y vivan honestamente, unos y otros aun cuando fueren mayores de veintiún años;*
- III. *Al cónyuge supérstite, siempre que siendo varón esté impedido de trabajar, ó que siendo mujer, permanezca viuda y viva honestamente;*
- IV. *A los ascendientes;*
- V. *A la concubina con quien el testador hacía vida marital al morir, siempre que haya tenido hijos con ella, o que si no los tuvo, hubiere vivido con ella los últimos cinco años que precedieron a su muerte. Sólo tendrá derecho a alimentos mientras observe buena conducta y no se case. La concubina no tiene derecho a alimentos, si el testador era casado;*
- VI. *A los hermanos y demás parientes colaterales dentro del cuarto grado, si están incapacitados o mientras que no cumplan dieciocho años, si no tienen para subvenir a sus necesidades.*

Art. 1368. — No hay obligación de dar alimentos, sino a falta o por imposibilidad de los parientes más proximos en grado.

Art. 1369. — No hay obligación de dar alimentos a las personas que tengan bienes; pero si teniéndolos, su producto no iguala a la pensión

(1) Le Code de 1884 disait (art. 3324) « Menores de veinticinco años » (mineurs de 25 ans). L'âge de la majorité a été abaissé de 4 ans et mis au niveau habituellement adopté par les autres pays.

que debería corresponderles, la obligación se reducirá a lo que falte para completarla.

Art. 1370. — Para tener derecho de ser alimentado se necesita encontrarse al tiempo de la muerte del testador en alguno de los casos fijados en el artículo 1367, y cesa ese derecho tan luego como el interesado deje de estar en las condiciones a que se refiere el mismo artículo, observe mala conducta o adquiera bienes, aplicándose en este caso lo dispuesto en el artículo anterior.

Art. 1371. — El derecho de percibir alimentos no es renunciable ni puede ser objeto de transacción. La pensión alimenticia se fijará y asegurará conforme a lo dispuesto en los artículos 314, 317, 320 y 323 de este Código, y por ningún motivo excederá de los productos de la porción que en caso de sucesión intestada corresponderían al que tenga derecho a dicha pensión, ni bajará de la mitad de dichos productos. Si el testador hubiere fijado la pensión alimenticia, subsistirá su designación, cualquiera que sea, siempre que no baje del minimum antes establecido. Con excepción de los artículos citados en el presente Capítulo, no son aplicables a los alimentos debidos por sucesión, las disposiciones del Capítulo II, Título VI del Libro Primero.

Art. 1372. — Cuando el caudal hereditario no fuere suficiente para dar alimentos a todas las personas enumeradas en el artículo 1367, se observarán las reglas siguientes:

- I. Se ministrarán a los descendientes y al cónyuge supérstite a prorrata;*
- II. Cubiertas las pensiones a que se refiere la fracción anterior, se ministrarán a prorrata a los ascendientes;*

III. *Después se ministrarán, también a prorrata, a los hermanos y a la concubina;*

IV. *Por último, se ministrarán igualmente a prorrata, a los demás parientes colaterales dentro del cuarto grado.*

Art. 1373. — *Es inoficioso el testamento en que no se deje la pensión alimenticia, según lo establecido en este Capítulo.*

Art. 1374. — *El preterido tendrá solamente derecho a que se le dé la pensión que corresponda, subsistiendo el testamento en todo lo que no perjudique ese derecho.*

Art. 1375. — *La pensión alimenticia es carga de la masa hereditaria, excepto cuando el testador haya gravado con ella a alguno o algunos de los partícipes de la sucesión.*

Art. 1376. — *No obstante lo dispuesto en el artículo 1374 el hijo póstumo tendrá derecho a percibir integra la porción que le correspondería como heredero legítimo si no hubiere testamento, a menos que el testador hubiere dispuesto expresamente otra cosa.*

LIVRE III. — CHAPITRE V

Des biens dont on peut disposer par testament et des testaments inofficiels

ART. 1364. — Les personnes qui disposent de leurs biens par testament en faveur d'autres que leurs héritiers légitimes ont l'obligation de laisser une somme égale à la cinquième partie de ceux dont ces étrangers héritent pour la bienfaisance publique; cette somme devra être employée spécifiquement pour l'entretien des crèches, orphelinats et établissements analogues dans lesquels on donne à l'enfance malheureuse, nourriture et éducation.

ART. 1.365. — Si le testateur avait laissé, dans un but de charité privée, une somme égale ou supérieure à celle qui se doit laisser à la bienfaisance publique, il ne sera pas fait application de l'article antérieur.

ART. 1.366. — Quand le testateur ne remplit pas l'obligation que lui impose l'article 1.364, les héritiers institués dans le testament, qui n'ont pas le caractère d'héritiers légitimes, acquitteront en proportion de leurs parts héréditaires le cinquième qui doit revenir à la bienfaisance publique. En procédant à la répartition, l'exécuteur testamentaire aura soin de veiller à l'observation de ces articles.

ART. 1.367. — Le testateur a l'obligation de laisser des aliments aux personnes mentionnées dans les paragraphes suivants:

1° Aux descendants mâles mineurs de 21 ans.

2° Aux descendants mâles incapables de travailler et aux filles qui n'ont pas contracté mariage et vivent honnêtement; les uns et les autres, encore qu'ils soient majeurs de 21 ans;

3° Au conjoint survivant; pour le veuf lorsqu'il est incapable de travailler, pour la veuve lorsqu'elle n'est pas remariée, et vit honnêtement;

4° Aux ascendants;

5° A la concubine avec laquelle le testateur vivait maritalement au moment de sa mort, toutes les fois qu'il en a eu des enfants ou, s'il n'en a pas eu, qu'il a vécu avec elle les cinq dernières années précédant sa mort.

Elle n'aura droit à ces aliments qu'autant qu'elle observera une bonne conduite et ne se marie pas. La concubine n'a pas droit aux aliments si le testateur était marié;

6° Aux frères et aux autres parents collatéraux jusqu'au quatrième degré, s'ils sont incapables de fait ou jusqu'à ce qu'ils atteignent leurs 18 ans, s'ils ne peuvent subvenir à leurs besoins.

ART. 1.368. — Il n'y a pas d'obligation de fournir des aliments, sauf par manque de parents, de plus proche degré ou par l'impossibilité de ceux-ci.

ART. 1.369. — Il n'y a pas d'obligation de fournir des aliments aux personnes qui possèdent des biens; mais si, en possédant, leur revenu est inférieur à la pension à laquelle ils auraient droit, l'obligation se réduira à ce qui manque pour la compléter.

ART. 1.370. — Pour avoir le droit aux aliments, il faut se trouver, au moment de la mort du testateur dans l'un des cas énumérés à l'article 1.367, et ce droit cesse dès que l'intéressé cesse d'être dans les conditions auxquelles se réfère ce même article, ou qu'il ait une mauvaise conduite, ou qu'il lui advienne des biens, l'article antérieur lui étant applicable dans ce cas.

ART. 1.371. — Le droit de percevoir des aliments n'est pas susceptible de renonciation et ne peut être l'objet d'aucune transaction; la pension alimentaire sera évaluée et assurée conformément aux dispositions des articles 314, 317, 320 et 323 du présent Code et pour aucun motif n'excèdera les revenus de la part, qui, en cas de succession *ab intestat*, reviendrait à celui qui aurait droit à ladite pension, ni ne sera inférieure à la moitié desdits revenus. Si le testateur avait fixé la pension alimentaire, son indication subsistera quelle qu'elle soit, pourvu qu'elle ne soit pas inférieure au minimum précédemment établi.

A l'exception des articles cités dans le présent chapitre, les dispositions du chapitre II, titre VI du livre premier, ne sont pas applicables aux aliments dûs par succession.

ART. 1.372. — Quand la masse héréditaire ne sera pas suffisante pour servir des aliments à toutes les personnes désignées en l'article 1.367, on observera les règles suivantes:

1° On pourvoira les descendants et le conjoint survivant au prorata;

2° Une fois assumées les pensions auxquelles se réfère le paragraphe antérieur, on pourvoira au prorata les ascendants;

3° Ensuite, on pourvoira, également au prorata, les frères et la concubine;

4° En dernier lieu on pourvoira, également au prorata, les autres parents collatéraux jusqu'au quatrième degré.

ART. 1.373. — Est inofficieux le testament par lequel on ne laisse pas la pension alimentaire établie dans ce chapitre.

ART. 1.374. — L'héritier omis aura droit seulement à ce qu'on lui donne la pension qui lui revient, le testament subsistant en tout ce qui ne porte pas préjudice à ce droit.

ART. 1.375. — La pension alimentaire est à la charge de la masse héréditaire, excepté quand le testateur aura mis cette pension à la charge de l'un ou de plusieurs des participants à la succession.

ART. 1.376. — Nonobstant les dispositions de l'article 1.374 l'enfant posthume aura droit à percevoir intégralement la part qui lui reviendrait comme héritier légitime s'il n'y avait pas eu de testament, à moins que le testateur n'en ait autrement disposé de façon expresse.

Ce nouveau droit mexicain est très intéressant; on ne peut toutefois en faire état, n'étant pas encore officiellement en vigueur.

CHAPITRE XIII

LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA ⁽¹⁾

Le Code Civil fut promulgué le 1^{er} février 1904 et entra en vigueur le 7 mai de la même année remplaçant l'ancien Code du 27 janvier 1867 par le décret suivant: (2)

El Presidente de la República, —

En uso de sus facultades y de acuerdo con los decretos legislativos de 3 de noviembre de 1899 y 4 de octubre del año pasado,

Decreta:

Hase por promulgado el nuevo Código Civil de Nicaragua, revisado definitivamente por la Comisión legislativa compuesta de los Diputados Doctor don Leonardo Rodríguez y don Santiago López y Abogados don Bruno H. Buitrago, don José Francisco Aguilar y don Francisco Paniagua Prado.

De conformidad con su artículo final, el nuevo Código Civil empezará a regir tres meses después de publicado el presente decreto en el Diario Oficial.

Dado en Managua, á primero de febrero de mil novecientos cuatro.

J. S. ZELAYA.

El Ministro de Justicia,
ADOLFO ALTAMIRANO.

(1) Légation à Paris, 86, Boulevard de Courcelles (XVII^e).

(2) Tous nos remerciements à M. Sequeira, attaché au Consulat de Nicaragua, qui nous a aimablement prêté les ouvrages de sa bibliothèque personnelle.

(El anterior decreto fué publicado en el número 2,148 del Diario Oficial, correspondiente al viernes 5 de febrero de 1904).

Comenzó á regir el 7 de mayo 1904.

Décret par lequel est promulgué
le présent Code civil.

Le président de la République,

Usant de ses pouvoirs et en accord avec les décrets législatifs du 3 novembre 1899 et du 14 octobre de l'an passé.

Décète:

Est promulgué le nouveau Code Civil du Nicaragua définitivement révisé par la Commission législative composée des députés Léonard Rodriguez et Santiago Lopez et des avocats Bruno H. Buitrago, José Francisco Aguilar et Francisco Prado. Conformément à sa disposition finale, le nouveau Code Civil commencera à être en vigueur trois mois après la présentation du présent décret au journal officiel.

Managua 1^{er} février 1904.

J. S. ZELAYA.

Ce décret fut publié dans le n° 2148 du journal officiel à la date du 5 février 1904. Le Code (1) entra en vigueur le 7 mai 1904.

Il se compose de 3.984 articles répartis en un titre et trois livres préliminaire.

Titre préliminaire de la loi, de la parenté, des délais légaux et de la langue officielle.

Livre I. — Des personnes et de la famille.

II. — De la propriété, de ses modes d'acquisition et de ses diverses modifications.

III. — Des obligations et des contrats.

(1) *Código Civil de la República de Nicaragua, 2^a edición de orden del Sr Ministro de Justicia D. Miguel Cardenas. — Tipografía Nacional Managua 1912.*

Notre matière se trouve traitée au livre II, titre VI, chapitre I, dans les termes suivants:

TITULO VI

De las sucesiones

CAPITULO I

Disposiciones preliminares

Art. 932. — *Cualquiera puede heredar, por muerte de una persona, todos sus bienes ó parte de ellos, lo mismo por disposición de última voluntad que en virtud de la ley.*

En el primer caso, la sucesión se llama testamentaria; en el segundo, legítima.

La sucesión puede ser parte testamentaria y parte legítima.

Art. 934. — *La sucesión de una persona se abre por la muerte de ella Nada podrá estipularse sobre los derechos á la succión de una persona, mientras ésta viva, aunque ella consienta.*

La sucesión comprende todos los bienes, derechos y obligaciones que, por ser meramente personales, se extinguen con la persona.

Art. 976. — *No hay herederos forzosos. En consecuencia, el testador podrá disponer libremente de sus bienes, sin perjuicio del derecho de alimentos que la ley concede á ciertas personas y de la porción conyugal en favor del cónyuge sobreviviente que carece de lo necesario para su cónyuge g^{ra} sustención.*

TITRE VI
Des Successions

CHAPITRE I
Dispositions préliminaires

ART. 932. — Toute personne peut hériter, par suite de la mort d'une autre personne, de tous les biens ou de partie des biens de celle-ci, soit par dispositions de dernières volontés, soit en vertu de la loi.

Dans le premier cas, la succession est dite « testamentaire », dans le second « légitime ».

La succession peut être pour partie testamentaire et pour partie légitime.

ART. 933. — La succession est la transmission des droits actifs et passifs d'une personne morte à une personne survivante que la loi ou la volonté du testateur appelle à les recevoir.

ART. 934. — La succession d'une personne s'ouvre à sa mort. Personne ne pourra contracter sur les droits à la succession d'une personne encore vivante, même avec le consentement de celle-ci. La succession comprend tous les biens, droits et obligations de la personne décédée, exception faite des droits et obligations qui, par suite de leur nature strictement personnelle, se sont éteints avec elle.

ART. 976. — Il n'y a pas d'héritier nécessaire. En conséquence, le testateur peut disposer librement de ses biens sans préjudice toutefois de l'obligation alimentaire, à laquelle la loi le soumet en faveur de certaines personnes et de la portion conjugale au bénéfice du conjoint survivant qui manque du nécessaire pour son convenable entretien.

Le système adopté est donc celui de la liberté testamentaire absolue, sauf l'obligation aux aliments commune à tous les états américains non réservataires.

CHAPITRE XIV

LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA ⁽¹⁾

Le Code Civil de la République de Panama a été approuvé par la loi du 22 août 1916 (2). Il est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1917 et se compose de 1.802 articles répartis en un titre préliminaire, traitant de la loi en général, et en trois parties concernant :

Livre I. — Des personnes.

II. — Des biens, de leur propriété, possession, jouissance et usage.

III. — Des successions à cause de mort et des donations entre vifs.

Au point de vue successoral, la liberté testamentaire totale est en vigueur sous l'obligation d'aliments à quelques personnes dont l'article 778 donne la liste et les modalités dans les termes suivants :

Art. 778. — Toda persona habil puede disponer por testamento libremente de sus bienes, con tal que deje asegurados los alimentos de su hijo, legítimo o natural y los de sus padres legítimos o madre ilegítima y los de su consorte, mientras los necesiten.

Si el testador omite cumplir esta obligación de alimentos, el heredero no recibirá de los bienes sino lo que sobre, después de darse al alimentario, previa estimación de peritos, lo bastante a asegurar sus alimentos.

(1) Légation en France : 2, rue Bellanger, à Neuilly-sur-Seine.

(2) *Código Civil de la República de Panama. — Edición Oficial, Talleres de Artes gráficas, Barcelona 1927.*

ART. 778. — Toute personne capable peut disposer par testament librement de ses biens à condition d'assurer des aliments à ses enfants légitimes ou naturels et à ses parents légitimes, ainsi qu'à sa mère naturelle et à son conjoint tant qu'ils en ont besoin.

Si le testateur omet de remplir cette obligation d'aliments, l'héritier ne recevra que la part des biens qui restera après l'attribution au bénéficiaire d'aliments de ce qui lui sera nécessaire, selon l'estimation d'experts.

CHAPITRE XV

LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY ⁽¹⁾

Par les lois du 19 avril 1875 et du 29 août 1891 la République du Paraguay a adopté le Code Civil et le le Code de Commerce de la République Argentine.

(Communication de la légation de Paraguay du 22 mai 1929 à la Faculté de droit de l'Université de Paris).

(1) Légation à Paris, 15, rue Lamennais (VIII^e),

CHAPITRE XVI

LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU ⁽¹⁾

Le Code Civil (2) Péruvien fut promulgué le 29 décembre 1851 et entra en vigueur le 29 juillet 1852. Il comprend 2.301 articles et se divise, outre le titre préliminaire, en trois livres :

Titre préliminaire : Des lois en général.

Livre I : Des personnes.

Livre II : Des choses, de leur mode d'acquisition et des droits que les personnes ont sur elles.

Livre III : Des obligations et des contrats.

En 1926, le Parlement décida de réformer les Codes en vigueur (3) et nomma à cet effet une Commission présidée par le docteur Calle et composée de 6 membres, qui commença de suite ses travaux et les termina au cours de l'année 1929.

Les textes préparés par la Commission furent soumis au vote des deux Chambres et, après rectification, à la promulgation présidentielle, en 1930.

Les textes n'en sont malheureusement pas encore parvenus à Paris et nous regrettons de ne pouvoir en faire état.

Dans l'édition en vigueur jusqu'à cette date, notre matière était étudiée dans les articles 696 à 749, ainsi rédigés :

(1) Légation à Paris : 14, rue de Chateaubriand (VIII^e).

Tous nos remerciements à M. José Jacinto Rada, secrétaire de la Légation du Pérou pour l'amabilité avec laquelle il nous a fourni des ouvrages et donné des renseignements précieux.

(2) *Código Civil de la República del Peru*, 5^e édition du Dr Michel Antoine de La Lama par C. Goitzolo. — Lima, édition Gil, 1920.

(3) Les Codes Péruviens sont commentés par MM. Calle (Juan-José), Francisco García Calderón, Angel Gustavo Cornejo.

LIBRO II

- ART. 696. — *Los padres y ascendientes, cuando tienen hijos o descendientes legítimos, ó hijos adoptivos, solo pueden disponer libremente hasta del quinto de sus bienes sea en favor de sus descendientes o deudos, o sea en favor de extraños.*
- ART. 697. — *Los hijos ó descendientes legítimos que tengan por herederos forzosos a sus padres ó ascendientes solo tienen la facultad de disponer en favor de deudos ó extraños, hasta del tercio de sus bienes.*
- ART. 698. — *La facultad de disponer libremente hasta de la quinta parte de los bienes, corresponde tambien al padre natural y a la madre que nos es legítima, en los casos en que tienen por herederos forzosos a sus hijos naturales ó ilegítimos.*
- ART. 699. — *Tendrán tambien la facultad de disponer libremente del tercio, los hijos naturales y los ilegítimos, cuando los ascendientes sean sus herederos forzosos.*

LIBRO II. — TÍTULO XII

De las Mejoras

- ART. 735. — *Los ascendientes pueden disponer hasta del tercio de sus bienes para mejorar a sus descendientes pero en caso de ejercer esta facultad, pierden la de disponer del quinto que tenían por el artículo 696.*
- ART. 736. — *Por dar el tercio, en mejoras, no se pierde la facultad de disponer del quinto en favor de los hijos ilegítimos, cuando no son herederos.*

- ART. 737. — *El abuelo puede tambien mejorar a los nietos, sea que vivan ó hayan muerto los padres de estos.*
- ART. 738. — *Habiendo descendientes legitimos é ilegítimos la facultad de mejorar se ejercera solo en favor de los primeros; y si son ilegítimos los herederos forzosos puede hacerse la mejora entre ellos.*
- ART. 739. — *La facultad que tiene el padre de mejorar a su hijo ó hijos, debe ejercerse de manera que, en ningún caso, el haber de un hijo mejorado pase del doble del haber de otro no mejorado.*
- ART. 740. — *A causa de las mejoras que se hagan a los nietos y otros descendientes, nunca se acumulará, por legitima y mejoras, en la línea de un hijo del testador, más del doble de la legitima de otro hijo no mejorado.*
- ART. 741. — *No hay mejora si no es expresa y hecha en testamento o en codicilo. No puede haberla en las sucesiones intestadas.*
- ART. 742. — *No es válida ninguna promesa de mejora.*
- ART. 743. — *Todo lo que, por cualquier titulo reciban los descendientes que tienen derecho de heredar es anticipación de legitima; y no se estimará como mejora, si no cuando el testador lo declare así expresamente en su última voluntad.*
- Del mismo modo, todo lo que, por cualquier titulo, reciban los ascendientes de sus descendientes, es anticipación a cuenta del haber que les corresponderá en la herencia, cuando aquellos sean herederos forzosos de éstos.*
- ART. 744. — *El exceso de cualesquiera mejora sobre la tasa legal, se devuelve a la masa hereditaria para aumento de las legítimas,*

- ART. 745. — *El exceso sobre la cantidad que se permite acumular en una línea por el artículo 740 se reducirá a prorrata de las mejoras hechas a los individuos de esa línea.*
- ART. 746. — *Mejoradas dos o mas personas de líneas diferentes, el exceso que se advierta sobre la cantidad de que pudo disponer el testador se reducirá a prorrata de la cantidad a que asciendan las mejoras de cada línea.*
- ART. 747. — *La reducción prescrita en el art. 745 se verificará primero que la reducción ordenada en el artículo 746, cuando fuere preciso hacer las dos reducciones.*
No se procedera a la segunda reducción cuando, hecha la primera desaparezca el exceso sobre la cantidad de que pudo disponer el testador.
- ART. 748. — *El quinto y tercio de que puede disponer el testador, se regularán por los bienes que deje al tiempo de su fallecimiento; sin comprenderse para este objeto los otros bienes que deban traerse a colación.*
- ART. 749. — *En los casos en que deban deducirse de la herencia el quinto y el tercio se hará primero la deducción del quinto.*

LIVRE II

Des choses, de leurs modes d'acquisition et des droits que les personnes ont sur elles

ART. 696. — Les parents et les ascendants quand ils ont des enfants ou des descendants légitimes ou des enfants adoptifs ne peuvent disposer librement que du cinquième de leurs biens, soit en faveur de leurs descendants ou parents, soit en faveur d'étrangers.

ART. 697. — Les enfants ou descendants légitimes qui ont pour héritiers nécessaires leurs parents ou ascen-

dants n'ont la faculté de disposer en faveur de parents ou d'étrangers que jusqu'au tiers de leurs biens.

ART. 698. — La faculté de disposer librement jusqu'au cinquième des biens, appartient également au père naturel et à la mère qui n'est pas légitime, dans les cas où ils ont pour héritiers nécessaires leurs enfants naturels ou illégitimes.

ART. 699. — Les enfants naturels et les enfants illégitimes auront également la faculté de disposer librement du tiers lorsque leurs héritiers nécessaires seront des ascendants.

LIVRE II — TITRE XII

Des Méjoras

ART. 735. — Les ascendants peuvent disposer jusqu'au tiers de leurs biens pour majorer à leurs descendants, mais au cas d'exercice de cette faculté, ils perdent celle de disposer du cinquième qu'ils tenaient de l'article 696.

ART. 736. — Le fait de donner le tiers en méjora ne supprime pas la faculté de disposer du cinquième en faveur des enfants naturels quand ils ne sont pas héritiers.

ART. 737. — Le grand père peut aussi majorer à ses petits enfants, que les parents de ceux-ci soient vivants ou prédécédés.

ART. 738. — Lorsqu'il y a des descendants légitimes et naturels la faculté de majorer ne s'exercera qu'en faveur des premiers, s'il n'existe que des héritiers naturels elle pourra s'exercer entre eux.

ART. 739. — La faculté qu'a le père de majorer à son enfant ou à ses enfants, doit s'exercer d'une manière telle qu'en aucun cas la part d'un enfant majoré n'excède le double de celui d'un enfant non majoré,

ART. 740. — Pour les méjoras faites aux petits-enfants ou autres descendants, on ne dépassera jamais, en cumulant réserve ou méjora dans la ligne d'un enfant du testateur, le double de la réserve d'un autre enfant non avantagé.

ART. 741. — Il n'y a pas de méjora si elle n'est expressément indiquée dans un testament ou dans un codicile. Elle ne peut exister dans les successions « ab intestat ».

ART. 742. — Aucune promesse de méjora n'est valable.

ART. 743. — Tout ce que, à quelque titre que ce soit, reçoivent les descendants qui ont droit d'hériter est un avancement d'hoirie et ne sera pas considéré comme méjora, sauf quand le testateur le déclare **expressément** dans ses dernières volontés; de même, tout ce que, à quelque titre que ce soit, reçoivent les ascendants de leurs descendants est une anticipation en compte sur l'avoir qui leur reviendra dans la succession lorsque ceux-ci seront héritiers nécessaires de ceux-là.

ART. 744. — L'excès de toute méjora sur la base légale retournera à la masse héréditaire pour augmenter les réserves.

ART. 745. — L'excédent sur le chiffre limite autorisé par l'article 740 au profit d'une même ligne sera réduit au prorata des méjoras faites au bénéfice de chacune des personnes de ces lignes.

ART. 746. — Quand auront été majorées deux ou plusieurs personnes de lignes différentes, l'excès sur le chiffre dont pouvait disposer le testateur se réduira au prorata de la somme à laquelle se montent les méjoras de chaque ligne.

ART. 747. — La réduction prescrite dans l'article 745 aura lieu avant la réduction ordonnée par l'article 746 quand il sera nécessaire de faire les deux réductions.

On ne procédera pas à la seconde réduction lorsque, la première étant faite, l'excès sur la somme dont pouvait disposer le testateur aura disparu.

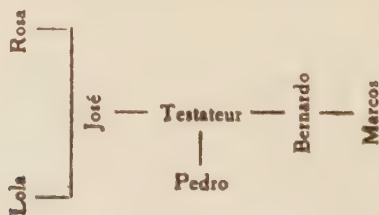
ART. 748. — Le cinquième et le tiers dont peut disposer le testateur s'estimeront sur les biens qu'il laisse au moment de son décès, sans comprendre pour ce calcul les autres biens qui doivent revenir, par suite du rapport.

ART. 749. — Dans le cas où l'on doit déduire de la succession le cinquième et le tiers, on procèdera d'abord à la déduction du cinquième.

Ainsi, le Code Civil du Pérou contient une limitation qu'ignore le Droit Espagnol. L'enfant qui bénéficie d'une méjora ne peut recevoir à ce titre plus du montant de la part de réserve stricte d'un autre enfant, d'un de ses frères. En d'autres termes, la mesure extrême de la méjora, *pour un seul et même enfant*, est une part légitime réservataire. Une telle règle a pour but d'empêcher que la totalité de la quotité destinée aux méjoras aille au même héritier : celui-ci ne sera capable d'en prendre qu'une partie, plus ou moins forte au gré du père de famille, mais non supérieure à une part d'enfant légitime réservataire. L'enfant le plus avantageé ne devra recevoir en tout que le « double » de sa propre part de réserve stricte.

APPLICATIONS NUMÉRIQUES

Nous allons donner quelques règles avec des exemples à l'appui, pour effectuer la réduction, selon que l'excès sera sur le double de l'avoir d'un autre enfant non majoré, ou sur le tiers de la masse de biens, en suivant pour tous les exemples l'arbre généalogique ci-après :



Première règle :

Quand l'excès de majoration ne concerne qu'un seul enfant, ou que sur les avoirs de deux ou plusieurs les excès sont identiques, on suppose autant d'enfants en surplus qu'il y a de majorés et l'on divise la masse héréditaire par le total des enfants existants et des enfants fictifs et le quotient donne la part de chaque enfant non majoré, celle des majorés étant du double.

EXEMPLE I
TESTAMENT

José	légitime	4.000 + majoration 6.000 =	10.000
Pedro	—	4.000	= 4.000
Bernardo	—	4.000	= 4.000
Total des légitimes		12.000 + majoration 6.000 =	18.000

RÉDUCTION

On compte un enfant de plus et les 18.000 de la masse se divisent par quatre, ce qui donne un quotient de 4.500.

PARTAGE

José	légitime	4.500 + majoration 4.500 =	9.000
Pedro	—	4.500	= 4.500
Bernardo	—	4.500	= 4.500
			18.000

Deuxième règle :

Lorsque la majoration excessive est faite à plusieurs enfants inégalement, on retranche de la plus forte ce qui est de trop et on réduit chacune des autres proportionnellement. Si de la plus forte majoration on retranche telle quantité, combien retranchera-t-on de telle autre majoration ? On se base sur ce qui reste à chacun et ensuite on distribue entre tous les enfants le total des réductions

en trop, dans la proportion suivante : Si de la masse, moins les surplus, reste à N... telle quantité, combien touchera-t-il du total des réductions excessives ? L'addition des deux sommes donne le chiffre de la part de N...

EXEMPLE II

TESTAMENT

José	légitime	4.000 + majoration	8.000 =	12.000
Pedro	—	4.000 + majoration	6.000 =	10.000
Bernardo	—	4.000 + majoration	2.000 =	6.000
Faustino	—	4.000	=	4.000
Antonio	—	4.000	=	4.000
Andrès	—	4.000	=	4.000
Juan	—	4.000	=	4.000
Isidoro	—	4.000	=	4.000
		32.000	+ 16.000 =	48.000

RÉDUCTION

On retranche de la plus forte méjora, celle de José, pour excès du double	4.000
Si de la méjora de 8.000 on retranche 4.000, de celle de 6.000 on retranchera.....	3.000
Si de la méjora de 8.000 on retranche 4.000, de celle de 2.000 on retranchera.....	1.000
	8.000

José	12.000 — 4.000 =	8.000
Pedro	10.000 — 3.000 =	7.000
Bernardo	6.000 — 1.000 =	5.000
Faustino	4.000	= 4.000
Antonio	4.000	= 4.000
Andrès	4.000	= 4.000
Juan	4.000	= 4.000
Isidoro	4.000	= 4.000

Total	40.000
-------	--------

RÉPARTITION des 8.000 de surplus:

Si de 40.000 il revient à José 8.000 de 8.000 il lui rev.	1.600
Si de 40.000 il revient à Pedro 7.000 de 8.000 il lui rev.	1.400
Si de 40.000 il revient à Bernardo 5.000 de 8.000 il lui rev.	1.000
Si de 40.000 il revient à Faustino 4.000 de 8.000 il lui rev.	800
Si de 40.000 il revient à Antonio 4.000 de 8.000 il lui rev.	800
Si de 40.000 il revient à Andrès 4.000 de 8.000 il lui rev.	800
Si de 40.000 il revient à Juan 4.000 de 8.000 il lui rev.	800
Si de 40.000 il revient à Isidoro 4.000 de 8.000 il lui rev.	800
	8.000

PARTAGE

José	8.000 + 1.600 =	9.600
Pedro	7.000 + 1.400 =	8.400
Bernardo.....	5.000 + 1.000 =	6.000
Faustino	4.000 + 800 =	4.800
Antonio	4.000 + 800 =	4.800
Andrès	4.000 + 800 =	4.800
Juan	4.000 + 800 =	4.800
Isidoro	4.000 + 800 =	4.800
Total		48.000

3^e règle:

Quand la méjora excessive est faite à divers descendants d'une même ligne, on retranche l'excès de cette ligne sur le double des autres selon la proportion suivante pour chacun: si du total des méjoras il faut retrancher un excédent de cette sorte, combien faudra-t-il retrancher de la méjora de N? On se base sur ce qui reste à chaque enfant ou descendant et on répartit l'excès de réduction, proportionnellement. Si de la masse, sans l'excédent, il reste à N la part qui lui est attribuée, de cet excédent, combien touchera-t-il? Le total de ces deux sommes donnera la part de N.

EXEMPLE III

TESTAMENT

José légitime....	4.000 + méjora 2.000 = 6.000	}	10.000
Rosa légitime	4.000 = 4.000		
Pedro légitime.....	4.000.....	=	4.000
Bernardo légitime..	4.000.....	=	4.000
Faustino légitime....	4.000.....	=	4.000

Total : Légitimes : 16.000 + Méjoras : 6.000 = 22.000

RÉDUCTION

Retranchant proportionnellement des deux méjoras accumulées dans la ligne de José 2.000 d'excès sur le double de la part des autres enfants.

Si de 6.000 on retranche 2.000, des 2.000 de José on retranchera 667

Si de 6.000 on retranche 2.000, des 2.000 de Rosa on retranchera 1.334

d'où :

José légitime.....	4.000 = méjora (2.000—667) = 1.333 = 5.333	}	8 000
Rosa	(4.000—1.333) 2.667 = 2.667		
Pedro légitime.....	4.000 =		4.000
Bernardo légitime.....	4.000 =		4.000
Faustino légitime.....	4.000 =		4.000

Total..... 20.000

RÉPARTITION DES 2.000

Si de 20.000 José reçoit.....	5.333, de 2.000 il recevra.....	533
Si de 20.000 Rosa reçoit.....	2.666, de 2.000 il recevra.....	267
Si de 20.000 Pedro reçoit.....	4.000, de 2.000 il recevra.....	400
Si de 20.000 Bernardo reçoit..	4.000, de 2.000 il recevra.....	400
Si de 20.000 Faustino reçoit....	4.000, de 2.000 il recevra.....	400

Total..... 2.000

PARTAGE

José	$5.333 + 533 = 5.867$	} 8.800
Rosa	$2.666 + 267 = 2.933$	
Pedro	$4.000 + 400$	4.400
Bernardo	$4.000 + 400$	4.400
Faustino	$4.000 + 400$	4.400
		22.000

4^e règle :

Quand la méjora en excès est attribuée à plusieurs descendants de diverses lignes, on retranche de la ligne la plus avantagée, l'excédent sur le double des lignes non avantagées et les autres avantagées se réduisent selon la proportion suivante: Si à la ligne la plus avantagée, on a retranché telle somme, combien retranchera-t-on à celle qui n'est majorée que de tant? Connaissant ainsi ce qui doit se retrancher à chaque ligne on retire cette somme proportionnellement à chacun des membres de cette ligne, selon la règle suivante: Si du total des méjoras de cette ligne il faut retrancher tant, combien retranchera-t-on de la méjora de N?

On se base ensuite sur ce qui reste à la part réduite de chacun et l'on répartit le total des réductions excessives, selon la règle suivante. Si de la masse réduite, il revient à «N» tant, combien lui reviendra-t-il de la masse des réductions excessives? En ajoutant ce produit à la somme antérieurement fixée, on obtient la part totale de «N».

EXEMPLE IV
TESTAMENT

Rosa légitime...	2.000 + méjora	4.000 = 6.000	}	9.000
Lola légitime	2.000 + méjora	1.000 = 3.000		
Pedro légitime—	4.000.....		=	4.000
Bernardo légitime	4.000 + méjora	4.000 = 8.000	}	10.000
Marcos légitime.....	méjora	2.000 = 2.000		
Faustino légitime.	4.000.....		=	4.000
Antonio légitime.	4.000.....		=	4.000
Andrés légitime..	4.000.....		=	4.000
Total : légitime : 24.000 + méjoras : 11.000 =				35.000

REDUCTION PAR LIGNES

Retranchements de la plus forte méjora de la ligne de Bernardo, les 2.000 d'excédent sur le double des lignes non majorées	2.000
Si à la ligne majorée de 6.000 on retranche 2.000, à celle de José majorée de 5.000, on retranchera ..	1.667
Total	3.667

REDUCTION PAR TETES

(Méjoras de la ligne de Bernardo) (Méjora de Bernado)			
Si de 6.000 on retranche 2.000, de 4.000 on retranchera	1.333	2.000	
Si de 6.000 on retranche 2.000, de 2.000 on retranchera	667		
(Méjoras de la ligne de José) (Méjora de Rosa)			
Si de 5.000 on retranche 1.666, de 4.000 on retranchera	1.333	1.666	
Si de 5.000 on retranche 1.666, de 1.000 on retranchera	1.333		
Total			
			3.666

RESULTAT

Rosa légitime	2.000	+médjora (4.000-1.333)	2.667 = 4.667	} 7.333
Lola légitime	2.000	médjora (1.000- 333)	667 = 2.666	
Pedro légitime	4.000			4.000
Bernardo légitime ...	4.000	+médjora (4.000-1.333)	2.667 = 6.667	} 8.000
Marcos légitime		+médjora 2.000- 667)	1.333 = 1.333	
Faustino légitime	4.000			4.000
Antonio légitime	4.000			4.000
Andrés légitime	4.000			4.000
Total				31.333

RÉPARTITION DES 3.666 D'EXCÉDENT

Si de 31.333 il revient à Rosa	4.667, de 3.666 il lui reviendra	546
Si de 31.333 il revient à Lola	2.666, de 3.666 il lui reviendra	312
Si de 31.333 il revient à Pedro	4.000 de 3.666 il lui reviendra	468
Si de 31.333 il revient à Bernardo	6.666 de 3.666 il lui reviendra	780
Si de 31.333 il revient à Marco	1.333 de 3.666 il lui reviendra	156
Si de 31.333 il revient à Faustino	4.000 de 3.666 il lui reviendra	468
Si de 31.333 il revient à Antonio	4.000 de 3.666 il lui reviendra	468
Si de 31.333 il revient à Andrés	4.000 de 3.666 il lui reviendra	468
		3.666

PARTAGE

Rosa	4.668 + 546 =	5.214
Lola	2.666 + 312 =	2.978
Pedro	4.000 + 468 =	4.468
Bernardo	6.666 + 780 =	7.446
Marcos	1.334 + 156 =	1.490
Faustino	4.000 + 468 =	4.468
Antonio	4.000 + 468 =	4.468
Andrés	4.000 + 468 =	4.468
Total		35.000

EXCÉDENT SUR LE TIERS

Des opérations analogues aux précédentes se pratiquent dans les différents cas de réduction des médjoras, quand le testateur a disposé de plus du tiers de ses biens.

Prenons l'exemple le plus compliqué:

TESTAMENT

Rosa légitime	2.000 méjoras	3.000 = 5.000	} 8000
Lola légitime	2.000 méjoras	1.000 = 3.000	
Pedro légitime	4.000 méjoras	3.200 = 7.200	7.200
Bernardo légitime	4.000 méjoras	2.000 = 6.000	} 8.000
Marcos légitime	» méjoras	2.000 = 2.000	
Faustino légitime	4.000		4.000
Antonio légitime	4.000		4.000
Total légitimes	20.000 méjoras	11.200	31.200

La masse des biens étant 31.200, le tiers est 10.400 et il y a dans les méjoras un excès de 800 qu'il est nécessaire de retrancher proportionnellement d'abord des lignes et ensuite des personnes.

RÉDUCTION PAR LIGNES

(Total des méjoras)

(Total des méjoras de la ligne
de José prédécédé).

Si de 11.200 on retire 800 de 4.000 on retirera	286
(Méjoras lignes de Pedro).	
Si de 11.200 on retire 800 de 3.200 on retirera	228
(Méjoras ligne de Bernardo).	
Si de 11.200 on retire 800 de 4.000 on retirera	286
	800

RÉDUCTION PAR TÊTES

(Méjora de Rosa).

Si de 4.000 on retire 286 de 3.000 on retirera	214
(Méjora de Lola).	
Si de 4.000 on retire 286 de 1.000 on retirera	72
	286
Réduction de Pedro qui est seul	228
Bernardo	143
Marcos	143
	286
	800

RÉSULTAT

Rosa légitime	2.000 méjora (3.000-214)	2786 = 4786 }	7.714
Lola légitime	2.000 méjora (1.000- 72)	928 = 2928 }	
Pedro légitime	4.000 méjora (2.000-143)	1857 = 5857 }	6.972
Bernardo légitime	4.000 méjora (3.200-228)	2972 = 6972 }	
Marcos	méjora (2.000-143)	1857 = 1857 }	7.714
Faustino légitime	4.000		4.000
Antonio légitime	4.000		4.000
			30.400

RÉPARTITION DE L'EXCÉDENT DE 800

Si de 30.400 il revient à Rosa	4.786 de 800 il lui reviendra....	126
Si de 30.400 il revient à Lola	2.928 de 800 il lui reviendra....	76
Si de 30.400 il revient à Pedro	6.972 de 800 il lui reviendra....	184
Si de 30.400 il revient à Bernardo	5.856 de 800 il lui reviendra....	154
Si de 30.400 il revient à Marcos	1.858 de 800 il lui reviendra....	48
Si de 30.400 il revient à Faustino	4.000 de 800 il lui reviendra....	106
Si de 30.400 il revient à Antonio	4.000 de 800 il lui reviendra....	106
Total		800

PARTAGE

Rosa	4786 + 126 = 4912 }	7916
Lola	2928 + 76 = 3004 }	
Pedro	6972 + 184 =	7156
Bernardo	5856 + 154 = 6010 }	7916
Marcos	1858 + 48 = 1906 }	
Faustino	4000 + 106 =	4106
Antonio	4000 + 106 =	4106
Total		31200

EXCÉDENTS DOUBLES

Quand il existe des excédents doubles, c'est-à-dire quand sur un enfant ou sur une ligne la légitime et la méjora s'accumulent en un total supérieur au double de ce qui revient à un autre enfant ou à une autre ligne, et que de plus les méjoras passent le tiers des biens, on fait la réduction du premier, et si malgré cela, le second excédent subsiste, on le réduit également, selon les règles sus-indiquées.

PREUVES

Les règles que nous nous sommes efforcés d'indiquer sont celles qui répondent le mieux à la volonté du testateur. Que l'on prenne l'un quelconque des exemples proposés et on en obtiendra la preuve.

Ainsi dans l'exemple n° II, la volonté du testateur fut de majorer à José, à Pedro et à Bernardo dans la proportion de 8-6-1.

Or, dans le partage ils sont effectivement majorés dans cette même proportion.

Dans l'exemple III, le testateur a voulu avantager Rosa du double de José et dans le partage, en faisant abstraction de la légitime, la méjora de celui-ci est la moitié de la méjora de celle-là.

Dans le dernier exemple le testateur laisse des montants égaux aux lignes de José, prédécédé et de Bernardo, et dans le partage ils ressortent avec des parts identiques. Dans tous les cas d'excédents sur le double, l'enfant ou la ligne avantagée ont, en définitive, des parts doubles de celles des non avantagés.

Le seul cas où la volonté du testateur n'est pas respectée est lorsque celle-ci cherche à s'exercer en violation de la loi, ainsi lorsque le testateur (Exemple II) voulait que José hérite du double de Bernardo et celui-ci de moitié plus que les autres; cela ne pouvait être car José eut hérité du double de Bernardo, déjà avantagé.

CHAPITRE XVII

LA RÉPUBLIQUE DE SAN SALVADOR ⁽¹⁾

La Constitution date du 13 août 1886.

Le Code Civil comprend 2.264 articles, en 6 titres :

Titre préliminaire : De la loi.

Titre premier : Des personnes.

Titre second: Des biens, de leurs propriété, possession, usage et jouissance.

Titre troisième: De la succession pour cause de mort et des donations entre vifs.

Titre quatrième: Des obligations en général et des contrats.

Titre final: De l'observance du présent Code.

Une Commission de révision fut nommée le 7 octobre 1927 pour le rajeunissement de la Constitution, des Codes et des Lois. La nouvelle édition fut approuvée le 8 mars 1928 (2).

Notre matière s'y trouve réduite aux dispositions les plus simples par l'adoption de la liberté testamentaire, établie par l'article 960 dans les termes suivants:

LIBRO III

De la sucesion por causa de muerte y de la donaciones entre vivos

Art. 960. — En toda sucesión por causa de muerte para llevar a efecto las disposiciones del difunto se deducirá de la masa de bienes que el difunto ha dejado:

(1) Légation à Paris, 12, rue de Galilée (XVI^e).

(2) *Código Civil de la República del Salvador. — Edición Oficial.*

1° *Las costas de la publicación del testamento, si lo hubiere y las demas anexas a la apertura de la sucesión.*

2° *Las deudas hereditarias.*

3° *Lós impuestos fiscales que gravaren todo la masa hereditaria.*

4° *Las asignaciones alimenticias forzosas.*

El resto es el acervo líquido de que dispone el testador o la ley.

Art. 1141. — *El testador deberá designar en su testamento la cuantía de los alimentos que esta obligado a suministrar conforme al título XVII, libro 1° de este Código.*

LIVRE III

De la succession à cause de mort et des donations entre vifs

ART. 960. — Dans toute succession, à cause de mort, les dispositions du défunt ne deviendront effectives qu'après avoir effectué les déductions suivantes sur la masse héréditaire:

1° Les frais de publication du testament et ceux d'ouverture de succession.

2° Les dettes héréditaires.

3° Les charges fiscales qui frappent la masse successorale.

4° Les assignations alimentaires obligatoires.

Le reste du patrimoine constitue l'hérédité libre dont le testateur peut disposer ou, s'il ne le fait pas, dont disposera la loi.

ART. 1141. — Le testateur devra indiquer dans son testament la quantité d'aliments qu'il est obligé de servir conformément aux dispositions du titre XVII, livre 1 du présent code.

CHAPITRE XVIII

LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY (1)

Le code civil (2) date de 1868, et fut promulgué par décret du Brigadier Général Venancio Flores, Gouverneur provisoire de la République Orientale.

Il avait été préparé par le Dr Tristan Narvaja, dont le projet fut revu et définitivement mis au point par une Commission de codification, nommée en 1867 et composée de :

Manuel Herera y Obes,
Antonio Rodriguez Caballero,
Joaquín Requena

et Tristan Narvaja, l'auteur du projet.

Ce code fut révisé en 1893 et en 1914 et, dans sa forme actuelle, comprend 2.392 articles répartis en quatre livres et un titre préliminaire :

Titre préliminaire. — Des lois.

Livre I. — Des personnes.

Livre II. — Des biens et de la propriété.

Livre III. — Des modes d'acquisitions de la propriété.

Livre IV. — Des obligations.

Notre matière se trouve traitée dans l'édition actuelle,

(1) Légation à Paris : 6, rue Anatole-de-la-Forge (XVII^e).

(2) *Código Civil de la República Oriental del Uruguay. — Edición anotada con todas las leyes, decretos y acuerdos dictados hasta la fecha, que reforman interpretan y completan su texto y dos Apéndice* conteniendo.

1^o *Correspondencia del articulado de esta edición con el de 1893 y con las leyes especiales incluidas o refundidas en el texto;*

2^o *Con las concordancias que en 1893 publicó el Dr Don Justino Jimenez de Aréchaga por el Dr Eduardo Jimenez de Aréchaga, casa A Barreiro y Ramos S. A., Montevideo, 1925,*

aux articles 870 à 895 correspondant aux articles 845 à 870 des éditions antérieures à la réforme de 1914.

LIBRO III. — CAPITULO IV

De las asignaciones forzosas

Art. 870. — Asignaciones forzosas son las que el testador es obligado á hacer, y que se suplen cuando no las ha hecho, aun en perjuicio de sus disposiciones testamentarias expresas.

Estas asignaciones, son:

- 1° Los alimentos que se deben por la ley á ciertas personas.*
- 2° La porción conyugal.*
- 3° Las legítimas.*

Seccion I

De las asignaciones alimenticias

Art. 871. — Los alimentos que el difunto debia por la ley á ciertas personas, y que, en razón de la indigencia de éstas, eran exigibles antes de abrirse la sucesión, gravan la masa hereditaria; excepto el caso en que el testador haya impuesto ese gravamen á uno ó más partícipes de la sucesión.

Art. 872. — Los asignatarios de alimentos no están obligados á devolución alguna en razón de las deudas ó cargas que graven el patrimonio del difunto; pero podrán rebajarse los alimentos futuros que parezcan desproporcionados á las fuerzas del patrimonio efectivo.

Art. 873. — Si las asignaciones que se hacen á alimentarios forzosos fueren más cuantiosas de lo que en las circunstancias corresponda, se imputará el exceso á la porción de bienes

de que el difunto ha podido disponer á su arbitrio.

A la misma porción se imputarán las asignaciones alimenticias, en favor de personas que por la ley no tengan derecho á alimentos.

Seccion II

De la porcion conyugal

- Art. 874. — *La porción conyugal es aquella parte del patrimonio del cónyuge premuerto, que la Ley asigna al cónyuge sobreviviente que carece de lo necesario para su congrua sustentación.*
- Art. 875. — *Tendrá derecho á la porción conyugal aun el cónyuge separado (artículo 148), á menos que por sentencia se haya declarado culpable de la separación. El cónyuge divorciado no tendrá derecho á porción conyugal.*
- Art. 876. — *El derecho se entenderá existir al tiempo del fallecimiento del otro cónyuge, y no caducará en todo ni en parte por la adquisición de bienes que posteriormente hiciere el cónyuge sobreviviente.*
- Art. 877. — *El cónyuge sobreviviente que, al tiempo de fallecer el otro cónyuge, no tuvo derecho a porción conyugal, no la adquirirá después por el hecho de caer en pobreza.*
- Art. 878. — *Si el cónyuge tuviere bienes, pero no de tanto valor como la porción conyugal, sólo tendrá derecho al complemento, á título de porción conyugal (Artículo 893, número 2).*
- Art. 879. — *Asimismo se imputará á la porción conyugal todo lo que el cónyuge sobreviviente tuviere derecho á percibir á cualquier otro título en la sucesión del difunto, inclusa*

su mitad de gananciales, si no la renunciar (Artículo 893, número 2).

Art. 880. — *El cónyuge sobreviviente podrá en todo caso retener lo que posea ó se le deba, renunciando la porción conyugal, ó pedir la porción conyugal abandonando sus otros bienes y derechos.*

Art. 881. — *La porción conyugal es la cuarta parte de los bienes del difunto, en todos los órdenes de sucesión, menos en el de los descendientes legítimos.*

Habiendo tales descendientes, el viudo ó viuda será contado entre los hijos á los efectos del artículo 887, inciso 1º, y recibirá como porción conyugal la legítima rigurosa de un hijo (Artículo 1043, número 4).

Art. 882. — *Si el cónyuge sobreviviente hubiere de percibir en la sucesión del difunto, á título de donación, herencia ó legado, más de lo que le corresponde á título de porción conyugal, el sobrante se imputará á la parte de bienes de que el difunto pudo disponer á su arbitrio.*

Art. 883. — *En lo que el viudo ó viuda perciba á título de porción conyugal, sólo tendrá la responsabilidad subsidiaria de los legatarios (Artículo 1175).*

Sin embargo, el cónyuge á quien por cuenta de su porción conyugal, haya cabido á título universal alguna parte de la sucesión del difunto, será responsable á prorrata de esa parte, como los herederos en sus respectivas cuotas.

Si se imputare á la porción conyugal la mitad de gananciales, subsistirá en ésta la responsabilidad especial que le es propia,

según las disposiciones legales, que reglan la sociedad conyugal.

Seccion III

De las legitimas

Art. 884. — Llámase legitima la parte de bienes que la Ley asigna á cierta clase de herederos, independientemente de la voluntad del testador, y de que éste no puede privarlos, sin causa justa y probada de desheredación.

Los herederos que tienen legítima se llaman legitimarios ó herederos forzosos.

Art. 885. — Tienen legítima:

1° Los hijos legítimos, personalmente ó representados por sus descendientes legítimos ó naturales (1).

2° Los hijos naturales, reconocidos ó declarados tales, personalmente ó representados por su descendencia legítima ó natural.

3° Los ascendientes legítimos.

Art. 886. — Los legitimarios ó herederos forzosos concurren y son excluidos y representados según el orden y reglas de la sucesión intestada.

Art. 887. — Habiendo un solo hijo legítimo ó descendencia con derecho de representarle, será la porción legitimaria, la mitad de los bienes; si hay dos hijos, las dos terceras partes; si hay tres ó más hijos, las tres cuartas partes.

Cuando concorra descendencia legítima y descendencia natural, los hijos naturales se contarán como un hijo legítimo á los

(1) L'article 885, ancien 860, résulte de l'introduction dans le Code de l'article premier de la loi du 12 juillet 1909 due à l'initiative de la Commission de Législation du Sénat et qui eut pour résultat d'éteindre le droit de représentation aux enfants naturels.

efectos de fijar la porción legitimaria y la legítima de cada hijo natural será dos tercios de la de cada hijo legítimo (1).

No habiendo hijos legítimos, ni descendencia con derecho de representarlos, la porción legitimaria será siempre la mitad de los bienes, que se dividirá por partes iguales entre los ascendientes legítimos y los hijos naturales.

Si faltan los ascendientes legítimos ó los hijos naturales, la mitad de la herencia será la legítima de los hijos naturales ó los ascendientes.

Lo que resta del acervo, deducida la porción legitimaria, según lo dispuesto en los precedentes incisos, es la parte de bienes de que el difunto ha podido disponer en vida ó en muerte á favor de cualquiera, aunque sea extraño.

Lo que cupiere á cada uno de los herederos forzosos en la porción legitimaria, será su legítima rigorosa.

Art. 888. — Toda renuncia ó transacción sobre la legítima futura entre aquellos que la deben y sus herederos forzosos, es nula; y los segundos podrán reclamarla cuando mueran los primeros; sin perjuicio de traer á colación lo que hubieren recibido por la renuncia ó transacción.

Art. 889. — Para fijar la porción legitimaria, se atenderá al valor de los bienes que hayan quedado á la muerte del testador, previas las deducciones indicadas en el título 6º, de este libro y sin comprender las deudas y cargas impuestas en el testamento (Artículos 893 y 1043).

(1) L'article 887, ancien 862, fut également modifié en conséquence.

Al valor líquido de los bienes hereditarios se agregará imaginariamente el que tentan todas las donaciones del mismo testador en el tiempo en que las hizo (Artículos 1100, 1613 y 1639).

Art. 890. — *Fijada la porción legitimaria con arreglo al artículo anterior, para la reducción de las donaciones y legados á la porción, disponible, se observará lo siguiente :*

1° *No se llegará á las donaciones mientras pueda cubrirse la porción legitimaria reduciendo ó dejando absolutamente sin efecto, si necesario fuere, las disposiciones testamentarias.*

2° *La reducción de éstas se hara á prorrata sin distinción alguna.*

Con todo, si el testador quiso que se pagara cierto legado con preferencia á otros, no sufrirá reducción sino después de haberse aplicado éstos por entero al pago de las legítimas.

3° *Si la disposición consiste en un usufructo ó renta vitalicia, cuyo valor se tenga por superior á la parte disponible, los herederos forzosos podrán escoger entre ejecutar la disposición ó abandonar la parte disponible.*

4° *Cuando haya lugar á la reducción de las donaciones, se hará en orden inverso al de sus fechas, esto es, principiando por las más recientes; y en lo demás se estará á lo dispuesto en el libro 4º, título « De las Donaciones ».*

Art. 891. — *Cuando el legado sujeto á reducción consiste en una finca que no admite cómoda división, quedará la finca para el legatario, si la reducción no absorbe la mitad de su*

deros forzosos; pero aquél y éstos deberán abonarse su respectivo haber en dinero.

Art. 892. — Si los herederos ó legatarios no quieren usar del derecho que se les acuerda en el artículo anterior, podrá usarlo el que de ellos no la tenía: si éste tampoco quiere usarlo, se venderá la finca en pública subasta, á instancia de cualquiera de los interesados.

Art. 893. — La porción legitimaria se aumenta á beneficio de las legítimas rigurosas (Artículo 889):

1º Con lo que un heredero forzoso dejare de llevar de su legítima, por indignidad, desheredación, ó porque la haya repudiado y no tenga descendientes con derecho de representarle.

2º Con las deducciones que se hagan á la porción conyugal del cónyuge sobreviviente que tiene otros bienes ó que ha de suceder por cualquier otro título según los artículos 878 y 879.

3º Con toda aquella porción de que ha podido disponer libremente el testador y no ha dispuesto ó si lo ha hecho ha quedado sin efecto (Artículos 778 inciso 3º, 1011 inciso 2º).

Aumentadas así las legítimas rigurosas, se llaman legítimas efectivas; pero este acrecimiento no aprovecha al cónyuge sobreviviente cuando concorra con hijos legítimos (Artículos 881 y 887, incisos 1º y 2º).

Art. 894. — La legítima rigurosa no admite gravamen, condición, ni sustitución de ninguna especie.

Art. 895. — El que debe una legítima podrá en todo caso señalar las especies en que ha de hacerse

su pago; pero no podrá delegar esta facultad á persona alguna, ni tasar los valores de dichas especies (Artículo 1153).

DES ASSIGNATIONS OBLIGATOIRES

ART. 870. — Les assignations obligatoires sont celles que le testateur est forcé de faire et que l'on exécute même s'il ne les a pas faites, serait-ce au préjudice d'autres dispositions testamentaires expresses.

Ces assignations sont :

- 1° Les aliments qui sont dus, de par la loi, à certaines personnes.
- 2° La portion conjugale.
- 3° Les légitimes.

Section I

Des attributions alimentaires

ART. 871. — Les aliments que le défunt devait, de par la loi, à certaines personnes, et qui, en raison de l'indigence de celles-ci étaient exigibles avant l'ouverture de la succession, grèvent la masse héréditaire, excepté au cas où le testateur aurait imposé cette charge à un ou à plusieurs des participants à la succession.

ART. 872. — Les bénéficiaires d'aliments ne sont tenus à aucune participation aux dettes ou charges qui grèvent le patrimoine du défunt, mais on pourra diminuer les aliments futurs qui paraîtraient disproportionnés aux forces du patrimoine effectif.

ART. 873. — Si les assignations faites à ceux auxquels on doit des aliments apparaissent plus importantes que la réalité des besoins ne le commande, on imputera le surplus sur la portion des biens dont le défunt pouvait disposer à son gré .

Sur cette même portion s'imputeront les assignations alimentaires établies en faveur de personnes qui n'ont pas un droit légal à des aliments.

Section II

De la portion conjugale

ART. 874. — La portion conjugale est la part du patrimoine du conjoint prédécédé que la loi attribue au conjoint survivant qui manque du nécessaire pour les besoins de son état.

ART. 875. — Aura droit à la portion conjugale. même le conjoint séparé (art. 148) à moins qu'il ait été déclaré par jugement responsable de la séparation. Le conjoint divorcé n'aura pas droit à la portion conjugale.

ART. 876. — Le droit existera dès le décès du conjoint et ne deviendra caduc, ni en tout ni en partie, par l'acquisition de biens que ferait postérieurement le conjoint survivant.

ART. 877. — Le conjoint survivant qui au moment du décès de son conjoint n'avait pas droit à la portion conjugale, ne l'acquerra pas, même s'il tombe dans l'indigence.

ART. 878. — Si le conjoint avait des biens, mais de moindre valeur que la portion conjugale, il n'aurait droit qu'au complément de celle-ci (article 893, n° 2).

ART. 879. — De même, on imputera à la portion conjugale tout ce que le conjoint survivant aurait le droit de recevoir, à quelque titre que ce soit, de la succession du défunt y compris ses bénéfices conjugaux, s'il n'y renonce pas (article 893, n° 2).

ART. 880. — Le conjoint survivant pourra, en tous cas, retenir ce qu'il possède ou ce qui lui est dû, en renonçant à la portion conjugale ou demander la portion conjugale en abandonnant ses autres biens et ses droits.

ART. 881. — La portion conjugale est du quart des biens du défunt dans tous les ordres de succession, sauf dans celui des descendants légitimes, dans lequel le veuf ou la veuve sera compté parmi les enfants, bénéficiera de l'ar-

ticle 887, paragraphe 1^{er} et recevra, comme portion conjugale, la réserve stricte d'un enfant (art. 1043, n° 4).

ART. 882. — Si le conjoint survivant avait à recevoir dans la succession du défunt, à titre de donations, d'hérédité ou de legs, plus qu'il ne lui revient à titre de portion conjugale, le surplus s'imputerait sur la part des biens dont le défunt pouvait disposer à son gré.

ART. 883. — Lorsque le veuf ou la veuve reçoit, une portion conjugale, il n'aura que la responsabilité subsidiaire des légataires (art. 1175).

Néanmoins, le conjoint qui reçoit comme portion conjugale une part de la succession du défunt, à titre universel, sera responsable proportionnellement à ces parts, comme les héritiers pour leur part respective.

Si l'on impute à la portion conjugale la moitié des acquets, la responsabilité spéciale qui est propre à la société conjugale continuera d'exister, selon les dispositions de la loi.

Section III

Des légitimes

ART. 884. — On appelle légitime la part des biens que la loi attribue à une certaine classe d'héritiers, indépendamment de la volonté du testateur et dont celui-ci ne peut les priver, sauf avec une cause valable et prouvée d'exhérédation.

ART. 885. — On droit à la légitime :

Les enfants légitimes personnellement ou représentés par leurs descendants légitimes ou naturels.

Les enfants naturels reconnus ou déclarés tels personnellement ou représentés par leur descendance légitime ou naturelle.

Les ascendants légitimes.

ART. 886. — Les légitimaires ou héritiers nécessaires concourent, sont exclus et représentés selon l'ordre et les règles de la succession *ab intestat*.

ART. 887. — Ayant un seul enfant légitime ou une descendance avec droit de le représenter, la portion légitimaire sera de la moitié des biens; s'il y a deux enfants, des deux tiers; s'il y en a trois ou plus, des trois quarts.

Quand la descendance légitime est en concours avec la descendance naturelle, les enfants naturels se compteront comme enfants légitimes, afin de fixer la portion légitimaire et la légitime de chaque enfant naturel sera des deux tiers de celle de chaque enfant légitime.

En l'absence d'enfants légitimes et de toute représentation, la portion légitimaire sera toujours de la moitié de la succession, laquelle se divisera en parts égales entre les ascendants légitimes et les enfants naturels.

S'il n'y a pas d'ascendants légitimes ou d'enfants naturels, la moitié de la succession formera la réserve des enfants naturels et des ascendants.

Ce qui restera de la succession, déduction faite de la portion légitimaire telle qu'elle est prévue aux précédents paragraphes, est la part de biens dont le défunt peut disposer durant sa vie ou à sa mort en faveur de toutes personnes mêmes étrangères.

Ce qui reste à chacun des héritiers nécessaires dans la portion légitimaire sera sa réserve stricte.

ART. 888. — Toute renonciation ou transaction sur la réserve future entre ceux qui la doivent, et leurs héritiers obligatoires, est nulle et les seconds pourront les réclamer à la mort des premiers sans préjudice de rapporter ce qu'ils auraient reçu pour cette renonciation ou transaction.

ART. 889. — Pour fixer la portion légitimaire, on estimera la valeur des biens qui sont restés, à la mort du testateur, sous les déductions prescrites au titre 6 de ce livre et sans comprendre les dettes et charges indiquées dans le testament (art. 893 et 1043).

A la valeur liquide des biens héréditaires s'ajoutera fictivement celle qu'avaient les donations du testateur au moment où il les fit (art. 1100, 1613 et 1639).

ART. 890. — La portion légitimaire étant fixée, conformément à l'article antérieur, on observera les règles suivantes pour la réduction des donations et legs à la quotité disponible :

1° On n'arrivera pas aux donations tant que la portion légitimaire pourra être couverte en réduisant ou en laissant absolument sans effet, si nécessaire, les dispositions testamentaires.

2° La réduction de celles-ci se fera proportionnellement sans aucune distinction.

Bien entendu, si le testateur a voulu qu'un legs soit payé de préférence aux autres, il n'encourra pas de réduction, sauf si le paiement de tous les autres legs ne donne qu'une somme insuffisante pour acquitter les légitimes.

Si la disposition consiste en un usufruit ou en une rente viagère dont la valeur s'estime supérieure à la quotité disponible, les héritiers nécessaires pourront exécuter ces dispositions ou abandonner la quotité disponible.

Quand il y aura lieu de réduire les donations, on procédera en ordre inverse de celui de leur date, c'est-à-dire on commencera par les plus récentes, et pour le reste, on s'en référera à ce qui a été disposé dans le livre 4, au titre de donations.

ART. 891. — Quand le legs sujet à la réduction consistera en un bien de division difficile, ce bien restera au légataire si la réduction n'absorbe pas la moitié de sa valeur et, dans le cas inverse, aux héritiers nécessaires, mais alors celui-ci et ceux-là devront verser l'excédent en argent.

ART. 892. — Si les héritiers ou légataires ne désirent pas user du droit qui leur est octroyé dans l'article antérieur, celui d'entre eux qui ne le tenait pas, pourra le faire; si celui-ci non plus ne désire pas s'en servir, on vendra le bien aux enchères publiques à la diligence de l'un quelconque des intéressés,

ART. 893. — La portion légitimaire s'augmente au bénéfice des réserves strictes (art. 889).

1° De tout ce qu'un héritier nécessaire ne peut recevoir de la réserve par suite d'indignité, d'exhérédation ou de renonciation, s'il n'a pas de descendants capables de le représenter.

2° Des déductions qui se font de la portion conjugale du conjoint survivant qui possède d'autres biens ou qui doit succéder quelque autre titre, selon les articles 878 et 879.

3° De toute la portion dont pouvait disposer librement le testateur et dont il n'a pas disposé ou si, l'ayant fait, sa disposition est demeurée sans effets (art. 878, par. 3 et 1011, par. 2).

Les réserves strictes ainsi augmentées s'appellent « légitimes effectives », mais cet accroissement ne profite pas au conjoint survivant lorsqu'il est en concours avec des enfants légitimes (art. 880 et 887, paragraphes 1 et 2).

ART. 894. — La réserve stricte n'admet aucune charge, condition, ni substitution d'aucune espèce.

ART. 895. — Celui qui doit une réserve, peut, en tous les cas, spécifier sous quelle forme se fera son paiement, mais il ne pourra déléguer cette faculté à quiconque, ni fixer les valeurs des espèces employées (art. 1153).

Le système adopté par le code civil de l'Uruguay correspond ainsi exactement au système français: réserve variable du tiers aux trois quarts, selon le nombre des enfants. Seuls diffèrent quelques points de détail relatifs à l'interprétation de la volonté du testateur et à la qualification des parts successorales,

APPLICATIONS NUMERIQUES

SUCCESSION DE 360.000 PESOS

Nombre d'enfants	Réserve globale	Quotité disponible	Part minimum par enfant	Part maximum par enfant
2 enfants	$2/3 = 240.000$	$1/3 = 120.000$	120.000	240.000
3 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	90.000	180.000
4 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	67.500	157.500
5 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	54.000	144.000
10 enfants	$3/4 = 270.000$	$1/4 = 90.000$	27.000	117.000

CHAPITRE XIX

LES ÉTATS-UNIS DU VÉNEZUELA ⁽¹⁾

Le Code Civil (2) fut promulgué le 13 juillet 1922, 113^e année de l'Indépendance et 64^e année de la Fédération.

Il comprend 2.064 articles répartis en : un titre préliminaire, « Des lois, de leurs effets et des règles générales pour leur application », et trois livres :

Livre I : Des personnes.

Livre II : Des biens, de la propriété et de ses modifications.

Livre III : De la manière d'acquérir et de transmettre la propriété et les autres droits.

Notre matière fait l'objet des articles 868 à 881, ainsi rédigés :

Seccion 4^a

De la legitima

Art. 868. — *La legitima es una cuota de la herencia, que se debe en plena propiedad á los descendientes, á los ascendientes y al cónyuge sobreviviente que no esté separado legalmente de bienes, con arreglo a los artículos siguientes.*

(1) Légation à Paris : 3, rue Beethoven (XVI^e).

(2) *Estados Unidos do Venezuela.* — *Ministerio de Relaciones Interiores.* — *Dirección Política Caracas* : 24 de junio de 1928-119^o y 70.

RESUELTO

Por disposición del ciudadano Presidente de la República, téngase como oficial la presente segunda edición del Código Civil hecha en la Litografía del Comercio de esta ciudad...

Por el Ejecutivo Federal,
Pedro M. ARAYA,

El testador no puede someter la legítima a ninguna carga ni condición.

Art. 869. — La legítima es la mitad de los bienes del testador, si éste al morir no deja más de dos hijos legítimos; y dos tercios si deja tres o más.

Para su determinación de la legítima designada en este artículo, se contará entre el número de los hijos al cónyuge sobreviviente.

Art. 870. — Bajo el nombre de hijos comprende el artículo precedente los hijos legítimos y sus descendientes legítimos; pero estos no se cuentan sino por el hijo que representan.

Los hijos naturales se equiparan a los legítimos cuando la persona que haya hecho el testamento fuere su madre natural. Los hijos naturales de la hija legítima tienen el derecho que a ésta correspondería en la herencia de su madre, y así sucesivamente los demás descendientes cuya filiación natural sea uterina.

Art. 871. — Si el testador fuere hombre y no dejare hijos ni descendientes legítimos, pero si cónyuge, uno o más ascendientes legítimos o naturales, e hijos naturales, la legítima será tres sextos de la herencia, de los cuales uno corresponderá al cónyuge, otro al ascendiente o ascendientes y otro al hijo o hijos naturales.

Si con el ascendiente o ascendientes concurrieren hijo o hijos naturales, o cónyuge, la legítima será dos quintos de la herencia, de los cuales uno tomará el ascendiente o ascendientes, y el otro el cónyuge o el hijo o hijos naturales.

Igual cuota corresponde al hijo o hijos

naturales y al cónyuge, cuando concurren solos.

Si solo quedaren ascendientes, cónyuges o hijos naturales, la legítima será el tercio de la herencia.

Si el testador fuere mujer y sólo dejare cónyuge y uno o más ascendientes legítimos o naturales, la legítima será dos quintos de la herencia; de los cuales uno corresponderá al cónyuge y otro al ascendiente o ascendientes.

Si solo quedaren cónyuge o ascendientes, la legítima será el tercio de la herencia.

En uno y otro caso si los ascendientes están en grado desigual, la legítima pertenece toda a los más próximos de la una o de la otra línea.

Art. 872. — Cuando el testador dispone de un usufructo o de una renta vitalicia, cuyo rendimiento exceda de la porción disponible, los legítimos pueden optar entre ejecutar esta disposición o abandonar la propiedad de la porción disponible.

La misma elección pertenece a los legítimos en el caso en que se haya dispuesto de la nuda propiedad de una cantidad que exceda de la porción disponible.

Art. 873. — El valor en plena propiedad de los bienes enajenados en provecho de un legítimo, a fondo perdido o con reserva de usufructo, se imputará a la porción disponible y el excedente se colacionará en la masa.

La colación y la imputación referidas no pueden pedirse sino por los legítimos que no hayan dado su consentimiento para la enajenación,

Art. 874. — *Deben imputarse al cónyuge sobre su legítima, además de lo que se le haya dejado por testamento, todo cuanto haya adquirido por las capitulaciones matrimoniales y por las donaciones confirmadas con la muerte del donante según se expresa en el título de las donaciones; y al hijo natural, todo cuanto haya recibido en vida del padre o por testamento del mismo.*

Sección 5ª

De la reducción de las disposiciones testamentarias

Art. 875. — *Las disposiciones testamentarias que excedan de la porción disponible se reducirán a dicha porción en la época en que se abra la sucesión.*

La acción para pedir esta reducción prescribe a los cinco años.

Art. 876. — *Para determinar la reducción se formará una masa de todos los bienes que pertenezcan al testador en el momento de la muerte, con deducción de las deudas.*

Se reunirán luego ficticiamente los bienes de que él haya dispuesto a título de donación durante los diez últimos años de su vida, según el valor que tenían en la época de la donación, si son bienes muebles y según el estado que tenían en la época de la donación, y el valor que tengan en la época de la muerte del donador, si son inmuebles. Formada así la masa, se calcula la porción de que el testador haya podido disponer.

Art. 877. — *Si el valor de las donaciones excede de la cuota disponible o es igual a ella, todas las disposiciones testamentarias quedan sin efecto.*

Art. 878. — *Si las disposiciones testamentarias exceden de la cuota disponible o de la parte que de ésta quedare después de hecha la deducción del valor de las donaciones, la reducción se hará proporcionalmente, sin hacer distinción entre quienes tengan el carácter de herederos y quienes tengan el de legatarios.*

Art. 879. — *Sin embargo, siempre que el testador declare su voluntad de que una liberalidad tenga efecto con preferencia a las demás, esta preferencia tendrá efecto, y tal disposición no se reducirá, sino en tanto que el valor de las otras liberalidades no baste a completar la porción legítima.*

Art. 880. — *Cuando el legado sujeto a reducción fuere un inmueble, la reducción se hará por la segregación de una parte equivalente del mismo inmueble, si puede verificarse cómodamente.*

Cuando el legado sujeto a reducción consista en una finca que no admita cómoda división, tendrá derecho a la finca el legatario, si la reducción no absorbe la mitad del valor de dicha porción, y en caso contrario, tendrán este derecho los herederos forzosos; pero aquél y éstos deberán abonarse sus respectivos haberes en dinero.

Sin embargo, si el legatario fuere legítimo podrá retener todo el inmueble, con tal de que su valor no exceda de la porción disponible y de la cuota que le toque en la legítima.

Art. 881. — *Si los herederos y los legatarios no quisieren tomar la finca, ésta se venderá en pública subasta, a instancia de cualquiera de los interesados.*

Section IV

De la réserve

ART. 868. — La réserve est une part de la succession que l'on doit, en pleine propriété, aux descendants, aux ascendants et au conjoint survivant, non séparé de biens, le tout conformément aux articles suivants :

Le testateur ne peut soumettre la réserve à aucune charge ni condition.

ART. 869. — La réserve est de la moitié des biens du testateur, si lors de sa mort il ne laisse pas plus de deux enfants légitimes et des deux tiers, s'il en laisse trois ou plus.

Pour déterminer la réserve prévue par cet article, on comptera parmi les enfants le conjoint survivant.

ART. 870. — Sous le nom « d'enfants », l'article précédent comprend : les enfants légitimes et leurs descendants légitimes, mais ceux-ci ne se comptent que pour l'enfant qu'ils représentent.

Les enfants naturels équivaudront aux enfants légitimes quand la personne qui a fait le testament était leur mère naturelle. Les enfants naturels de la fille légitime ont droit à ce qui lui revenait de l'héritage de sa mère et ainsi successivement les autres descendants dont la filiation naturelle est utérine.

ART. 871. — Si le testateur était un homme, et qu'il ne laisse pas d'enfants ni de descendants légitimes, mais un conjoint et un ou plusieurs ascendants légitimes ou naturels, et des enfants naturels, la réserve sera des trois sixièmes de la succession dont l'un reviendra au conjoint, l'autre à l'ascendant ou aux ascendants, et le troisième à l'enfant ou aux enfants naturels.

Si avec l'ascendant ou les ascendants concourent un ou plusieurs enfants naturels, ou un conjoint, la réserve sera des deux cinquièmes de la succession dont l'un reviendra à l'ascendant ou aux ascendants, et l'autre au conjoint ou à l'enfant ou aux enfants naturels.

Une part semblable revient à l'enfant ou aux enfants naturels et au conjoint, quand ils sont seuls en concours.

S'il ne reste que des ascendants, un conjoint ou des enfants naturels, la réserve sera le tiers de la succession.

S'il s'agit d'une testatrice et qu'elle ne laisse qu'un conjoint et plusieurs ascendants légitimes ou naturels, la réserve sera des deux cinquièmes de la succession dont l'un sera pour le conjoint, et l'autre pour l'ascendant ou les ascendants.

Si elle ne laisse qu'un conjoint ou des ascendants, la réserve sera du tiers de la succession.

Dans l'un et dans l'autre cas, si les ascendants sont d'un degré différent, la réserve appartient toujours aux plus proches de chaque ligne.

ART. 872. — Quand le testateur dispose d'un usufruit ou d'une rente viagère, dont le rendement excède la portion disponible, les légitimaires peuvent opter entre l'exécution de cette disposition ou l'abandon de la propriété de la portion disponible.

Le même choix appartient aux légitimaires, au cas où il aurait été disposé de la nu-propriété d'une somme excédant la quotité disponible.

ART. 873. — La valeur en pleine propriété des biens aliénés au profit d'un légitaire à fonds perdus ou avec réserve d'usufruit, s'imputera sur la quotité disponible et l'excédent sera rapporté à la masse.

Ce rapport et cette imputation ne peuvent être demandés que par les légitimaires qui n'ont pas donné leur consentement à l'aliénation.

ART. 874. — On doit imputer sur la réserve du conjoint, en plus de ce qu'on lui a laissé par testament, tout ce qu'il a acquis par conventions matrimoniales et par donations confirmées par la mort du donateur comme il est dit au titre des donations et à l'enfant naturel tout ce qu'il a reçu pendant la vie de son père ou par testament de celui-ci.

Section V

De la réduction des dispositions testamentaires

ART. 875. — Les dispositions testamentaires qui excèdent la quotité disponible, se réduiront à cette quotité à l'époque où s'ouvre la succession.

L'action, pour demander cette réduction, se prescrira par 5 ans.

ART. 876. — Pour déterminer la réduction, on formera une masse de tous les biens qui appartenaient au testateur, au moment de son décès en déduisant les dettes.

Ensuite, on réduira les biens dont il a disposé, en tant que donations, durant les dix dernières années de sa vie, selon la valeur qu'ils avaient au moment de la donation, si ce sont des biens meubles et selon l'état en lequel ils se trouvaient à ladite époque et selon la valeur qu'ils avaient à la mort du donateur, si ce sont des immeubles.

La masse étant ainsi formée, on calculera la portion dont le testateur pouvait disposer.

ART. 877. — Si la valeur des donations excède la quotité disponible, ou lui est équivalente, toutes les dispositions testamentaires demeureront sans effet.

ART. 878. — Si les dispositions testamentaires excèdent la quotité disponible, ou la part qu'il en restera après la déduction de la valeur des donations, la réduction se fera proportionnellement, sans faire de distinction entre ceux qui ont le caractère d'héritier et ceux qui ne sont que légataires.

ART. 879. — Cependant, chaque fois que le testateur indiquera sa volonté de voir une libéralité prendre effet par préférence sur les autres, cette préférence sera effective et une telle disposition ne se réduira pas, sauf lorsque la valeur des autres donations ne suffira pas à compléter la portion légitime.

ART. 880. — Quand le legs soumis à la réduction est un immeuble, celle-ci s'opérera par ségrégation d'une part

équivalente du même immeuble, si cela peut avoir lieu commodément.

Quand le legs sujet à réduction consistera en un bien de division difficile, le légataire pourra s'attribuer ce bien, si la réduction n'absorbe pas la moitié de la valeur de celui-ci; au cas contraire, il reviendra aux héritiers forcés, mais celui-là et ceux-ci devront régler l'excédent en numéraire.

Cependant, si le légataire était légitimaire, il pourrait retenir tout l'immeuble à condition que sa valeur n'excédât pas la quotité disponible augmentée de la fraction qui lui revient comme réserve.

ART. 881. — Si les héritiers et les légataires ne veulent pas prendre le bien, il sera vendu aux enchères publiques sur la diligence de l'un quelconque des intéressés.

Le droit successoral vénézuélien s'apparente (1) au droit français, dont il a adopté les principes: réserve variable selon le nombre des enfants, rapport et réduction des libéralités, etc..., mais avec des proportions différentes des nôtres et certaines dispositions originales comme l'impossibilité de réduire les donations faites plus de 10 ans avant la mort du testateur et la distinction entre testateur et testatrice pour la fixation de la réserve des ascendants, du conjoint survivant et des enfants naturels.

APPLICATIONS NUMERIQUES

SUCCESSION DE 360.000 BOLIVARS

Nombre d'enfant	Réserve globale	Quotité disponible	Part. minimum par enfant	Part. maximum par enfant
2 enfants	$1/2 = 180.000$	$1/2 = 180.000$	90.000	270.000
3 enfants	$2/3 = 240.000$	$1/3 = 120.000$	80.000	200.000
4 enfants	$2/3 = 240.000$	$1/3 = 120.000$	60.000	180.000
5 enfants	$2/3 = 240.000$	$1/3 = 120.000$	48.000	168.000
10 enfants	$2/3 = 240.000$	$1/3 = 120.000$	24.000	148.000

(1) Dominici A. — *Comentarios al Código Civil Venezolano*. Caracas 1905.

ANNEXES

ÉTATS NUMÉRIQUES des Parts Successorales pour 2, 3, 4, 5, 10 Enfants légitimes dans les législations ibériques et hispano - américaines

2 enfants

Héritage : 3.600.000

PAYS	RÉSERVE GÉNÉRALE	QUOTITÉ DISPONIBLE	MEJORAS	PART MINIMUM D'UN ENFANT	PART MAXIMUM D'UN ENFANT
FRANCE.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	1.200.000	2.400.000
ESPAGNE.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	600.000	3.000.000
ANDORRE.....	1/4 = 900.000	3/4 = 2.700.000	—	450.000	3.150.000
ARGENTINE.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	1.440.000	2.160.000
BOLIVIE *	12/15 = 2.880.000	3/15 = 720.000	4/15 = 960.000	960.000	2.640.000
BRÉSIL.....	13/15 = 3.120.000	2/15 = 480.000	5/15 = 1.200.000	960.000	2.640.000
CHILI.....	1/2 = 1.800.000	1/2 = 1.800.000	—	900.000	2.700.000
COLOMBIE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	900.000	2.700.000
COSTA RICA.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	900.000	2.700.000
CUBA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	600.000	3.000.000
EQUATEUR.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	1.200.000	2.400.000
GUATÉMALA.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	900.000	2.700.000
1926					
HONDURAS.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
MEXIQUE (Code 1884).....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
id. (Code 1928).....	Réserve au profit de la bienfaisance publique d'une somme égale au cinquième de celles léguées aux Etrangers.	Liberté publique d'une			
NICARAGUA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
PANAMA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
PARAGUAY.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	1.440.000	2.160.000
PÉROU *	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	1.440.000	2.160.000
PORTUGAL.....	5/5 = 3.600.000	—	1/3 = 1.200.000	1.200.000	2.400.000
SAN SALVADOR.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	1.200.000	2.400.000
URUGUAY.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
VÉNÉZUELA.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	1.200.000	2.400.000
	1/2 = 1.800.000	1/2 = 1.800.000	—	900.000	2.700.000

3 enfants

Héritage : 3.600.000

PAYS	RÉSERVE GÉNÉRALE	QUOTITÉ DISPONIBLE	MEJORAS	PART MINIMUM D'UN ENFANT	PART MAXIMUM D'UN ENFANT
FRANCE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	—	900.000	1.800.000
ESPAGNE.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	400.000	2.800.000
ANDORRE.....	1/4 = 900.000	3/4 = 2.700.000	—	300.000	3.000.000
ARGENTINE.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	960.000	1.680.000
BOLIVIE *	12/15 = 2.880.000	3/15 = 720.000	4/15 = 960.000	640.000	2.320.000
***	13/15 = 3.120.000	2/15 = 480.000	5/15 = 1.200.000	640.000	2.320.000
BRÉSIL.....	1/2 = 1.800.000	1/2 = 1.800.000	—	600.000	2.400.000
CHILI.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	600.000	2.400.000
COLOMBIE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	600.000	2.400.000
COSTA RICA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
CUBA.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	400.000	2.800.000
REPUBLIQUE DOMINICAINE.	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	—	900.000	1.800.000
EQUATEUR.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	600.000	2.400.000
GUATEMALA	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
HONDURAS.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
MEXIQUE (Code 1884) *	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
id. (Code 1928) ..	Réserve au profit de la bienfaisance publique d'une somme égale au cinquième de celles léguées aux Etrangers.	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
NICARAGUA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
PANAMA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
PARAGUAY.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	960.000	1.680.000
PEROU *	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	960.000	1.680.000
***	1/1 = 3.600.000	—	1/3 = 1.200.000	800.000	2.000.000
PORTUGAL.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	800.000	2.000.000
SAN SALVADOR.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
URUGUAY.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	—	900.000	1.800.000
VÉNÉZUELA	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	800.000	2.000.000

4 enfants

Héritage : 3.600.000

PAYS	RÉSERVE GÉNÉRALE	QUOTITÉ DISPONIBLE	MEJORAS	PART MINIMUM D'UN ENFANT	PART MAXIMUM D'UN ENFANT
FRANCE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000		675.000	1.575.000
ESPAGNE.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	300.000	2.700.000
ANDORRE.....	1/4 = 900.000	3/4 = 2.700.000		225.000	2.925.000
ARGENTINE.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000		720.000	1.440.000
BOLIVIE *	12/15 = 2.880.000	3/15 = 720.000	4/15 = 960.000	480.000	2.160.000
BOLIVIE **	13/15 = 3.120.000	2/15 = 480.000	5/15 = 1.200.000	480.000	2.160.000
BÉSIL.....	1/2 = 1.800.000	1/2 = 1.800.000		450.000	2.250.000
CHILI.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	450.000	2.250.000
COLOMBIE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	450.000	2.250.000
COSTA RICA.....	Aliments	Liberté testamentaire.		—	3.600.000
CUBA.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	300.000	2.700.000
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000		675.000	1.575.000
ÉQUATEUR.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	450.000	2.250.000
GUATÉMALA.....	Aliments	Liberté testamentaire.		—	3.600.000
HONDURAS.....	Aliments	Liberté testamentaire.		—	3.600.000
MEXIQUE (Code 1894)...	Aliments	Liberté testamentaire.		—	3.600.000
MEXIQUE (Code 1928)...	Réserve au profit de la bienfaisance publique d'une somme égale au cinquième de celles léguées aux Etrangers.			—	3.600.000
id.				—	3.600.000
NICARAGUA.....	Aliments	Liberté testamentaire.		—	3.600.000
PANAMA.....	Aliments	Liberté testamentaire.		—	3.600.000
PARAGUAY.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000		720.000	1.440.000
PARAGUAY *.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000		720.000	1.440.000
PEROU **.....	1/1 = 3.600.000			600.000	1.800.000
PORTUGAL.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	600.000	1.800.000
PORUGAL.....	Aliments	Liberté testamentaire.		—	3.600.000
SAN SALVADOR.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000		675.000	1.575.000
URUGUAY.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000		600.000	1.800.000
VENEZUELA.....				—	1.800.000

5 enfants

Héritage : 3.600.000

PAYS	RÉSERVE GÉNÉRALE	QUOTITÉ DISPONIBLE	MEJORAS	PART MINIMUM D'UN ENFANT	PART MAXIMUM D'UN ENFANT
FRANCE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	—	540.000	1.440.000
ESPAGNE.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	240.000	2.640.000
ANDORRE.....	1/4 = 900.000	3/4 = 2.700.000	—	180.000	2.880.000
ARGENTINE.....	12/15 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	576.000	1.296.000
BOLIVIE *.....	12/15 = 2.880.000	3/15 = 720.000	4/15 = 960.000	384.000	2.064.000
*****.....	13/15 = 3.120.000	2/15 = 480.000	5/15 = 1.200.000	384.000	2.064.000
BRESIL.....	1/2 = 1.800.000	1/2 = 1.800.000	—	360.000	2.160.000
CHILI.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	360.000	2.160.000
COLOMBIE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	360.000	2.160.000
COSTA RICA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
CUBA.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	240.000	2.640.000
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	—	540.000	1.440.000
EQUATEUR.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	360.000	2.160.000
GUATEMALA Code de 1926.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
HONDURAS.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
MEXIQUE (Code 1884).....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
id. (Code 1928).....	Réserve au profit de la bienfaisance publique d'une somme égale au cinquième de celles léguées aux Etrangers.	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
NICARAGUA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
PANAMA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
PARAGUAY.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	576.000	1.296.000
PÉROU *.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	576.000	1.296.000
*****.....	1/1 = 3.600.000	—	1/3 = 1.200.000	480.000	1.680.000
PORTUGAL.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	480.000	1.680.000
SAN SALVADOR.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
URUGUAY.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	—	540.000	1.440.000
VÉNÉZUELA.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	480.000	1.680.000

10 enfants

Héritage : 3.600.000

PAYS	RÉSERVE GÉNÉRALE	QUOTITÉ DISPONIBLE	MEJORAS	PART MINIMUM D'UN ENFANT	PART MAXIMUM D'UN ENFANT
FRANCE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	—	270.000	1.170.000
ESPAGNE.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	120.000	2.520.000
ANDORRE.....	1/4 = 900.000	3/4 = 2.700.000	—	90.000	2.790.000
ARGENTINE.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	288.000	1.008.000
BOLIVIE *.....	12/15 = 2.880.000	3/15 = 720.000	4/15 = 960.000	192.000	1.872.000
BOLIVIE **.....	13/15 = 3.120.000	2/15 = 480.000	5/15 = 1.200.000	192.000	1.872.000
BRÉSIL.....	1/2 = 1.800.000	1/2 = 1.800.000	—	180.000	1.980.000
CHILI.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	180.000	1.980.000
COLOMBIE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	180.000	1.980.000
COSTA RICA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
CUBA.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	1/3 = 1.200.000	120.000	2.520.000
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	—	270.000	1.170.000
EQUATEUR.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	1/4 = 900.000	180.000	1.980.000
GUATEMALA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
HONDURAS.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
MEXIQUE (Code 1884).....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
id. (Code 1928).....	Réserve au profit de la bienfaisance publique d'une somme égale au cinquième de celles léguées aux étrangers	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
NICARAGUA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
PANAMA.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
PARAGUAY.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	288.000	1.008.000
PÉROU *.....	4/5 = 2.880.000	1/5 = 720.000	—	288.000	1.008.000
PÉROU **.....	1/1 = 3.600.000	—	1/3 = 1.200.000	240.000	1.440.000
PORTUGAL.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	240.000	1.440.000
SAN SALVADOR.....	Aliments	Liberté testamentaire.	—	—	3.600.000
URUGUAY.....	3/4 = 2.700.000	1/4 = 900.000	—	270.000	1.170.000
VÉNÉZUELA.....	2/3 = 2.400.000	1/3 = 1.200.000	—	240.000	1.440.000

CONCLUSION

L'examen des régimes successoraux des pays neufs d'Amérique latine nous a montré que les législations récentes ne présentent pas de tendance marquée en faveur de l'adoption du principe de la liberté testamentaire ou de celui de la réserve légale. Les différences entre elles sont sur ce point aussi considérables que celles existantes entre les vieux droits de l'ancien continent.

Le choix est d'ailleurs difficile. D'une part la réserve répond à un devoir moral certain, engendré par les liens du sang, que la loi doit sanctionner comme elle le fait déjà pour l'obligation alimentaire, de même origine. Il est aussi naturel que des parents en ligne directe laissent à l'heure de leur mort la majeure part de leurs biens à ceux d'entre eux qui survivent, qu'apparaissait nécessaire, de leur vivant une assistance des uns aux autres. C'est la base de la famille qui est elle-même le fondement de l'Etat, qui doit par conséquent veiller à sa bonne organisation et à sa stabilité.

Mais d'autre part la liberté de tester présente des avantages économiques certains. Sans reprendre la doctrine de le Play et de l'Ecole d'Economie Sociale qui prétendait que la réserve est une des principales causes de la baisse de la natalité (1) et de l'affaiblissement de

(1) L'idée que le rétablissement de la liberté de tester ferait immédiatement croître la natalité en France est un préjugé tenace (Rapp. M. Ambroise Colin « Réforme Sociale », page 720) et dans « Enquête sur l'état des familles et application des droits de succession de la Société d'Economie Sociale (page 49 et suivantes). Grande Revue, 1er mars 1903 « La Natalité Française et les lois successorales. René Worms, Natalité et Régime Successoral 1917.

La Belgique qui connaît le même régime que la France voit sa population croître sans cesse alors qu'aux Etats-Unis, où la liberté de tester est absolue, la natalité diminue très vite; dans l'Ile de Java, au contraire, la population double tous les 30 ans sans apport extérieur alors que le testament y est inconnu et que les habitants pratiquent le collectivisme sous forme de partage périodique des terres.

l'autorité paternelle, celle-ci ne pouvant résister à l'obligation où se trouve le père de répartir également ses biens entre tous ses enfants (1), on peut penser que la liberté de tester permet une meilleure utilisation des capitaux, en évitant leur fractionnement et en préservant de la licitation les entreprises dans lesquelles ils sont investis.

Quant à la solution mixte des méjoras, mérite-t-elle l'éloge enthousiaste qu'en fait M. de Lacoste (2), son ardent défenseur : « Près de quatorze siècles, tel est, écrit-il, l'âge de l'institution des méjoras. Elle traversa d'énormes difficultés; elle résista victorieusement à mille vicissitudes, résultant aussi bien des luttes politiques que du morcellement territorial et juridique. Elle ne se laissa point détruire par le Droit des conquérants arabes, ni absorber par les grands *Fueros* dissidents du Nord et du Nord-Est. Et, dans sa forme intégrale, elle est parvenue jusqu'à nous. A quelle cause attribuer une si puissante vitalité? Sans doute, à ce fait que la méjora est l'expression d'une vérité sociale aux conséquences pratiques si heureuses et si fécondes, que jamais, parmi ceux qui étaient à même de s'en rendre compte, personne ne songea sérieusement à y renoncer. S'il y eut çà et là des éclipses, elles furent, au moins pour la majeure partie du territoire péninsulaire, très passagères, et le

(1) Parmi les auteurs modernes partisans de la liberté testamentaire nous citerons M^e Henri Coulon, qui a préparé un projet de loi pour l'instituer et qui dans son livre « La Famille Libre », publié en 1913, s'exprime en ces termes :

« La réforme que nous souhaitons peut, à son tour, se résumer ainsi : le père de famille est rendu libre de disposer à son gré, au mieux des intérêts de sa famille et de l'Etat, de la fortune dont il a la propriété et la jouissance. Pour nous, plus de réserve : une seule obligation, celle de la dette alimentaire en faveur des ascendants nécessaires; pour les mineurs, une rente suffisante pour assurer leur existence matérielle et leur bonne éducation jusqu'au jour où ils seront en mesure de gagner leur vie. La dette alimentaire, comme celles d'entretien et d'éducation, laissée à l'appréciation des tribunaux, qui, par contre, n'auront à connaître d'aucune exhérédation le droit de déshériter quiconque étant absolu.

(2) De Lacoste op. cit., page 326.

réveil ne se fit point attendre. La méjora porte ainsi en elle-même, dans ses mérites intrinsèques, les raisons de sa vogue et de sa durée. »

La méjora a sans conteste l'avantage doctrinal de concilier les principes contradictoires de la liberté testamentaire et de la dévolution légale, mais son introduction est-elle désirable en France? Nous ne le pensons pas. Elle ne supprime qu'imparfaitement les inconvénients de la réserve et entraîne en partie ceux de la liberté absolue : dissension dans les familles, jalousie des enfants non avantagés, rupture de l'égalité devant la Loi..

Est-ce dire que le système du code civil français nous semble d'une perfection intangible? Au point de vue réservataire il nous paraît le plus judicieusement construit comme étant progressif avec le nombre des enfants et égalitaire entre eux, mais le principe même de la réserve ne nous semble plus répondre à l'importance grandissante du point de vue social. Aussi pensons-nous qu'une forme nouvelle de la liberté testamentaire pourrait intervenir, qui, loin de faire renaître l'ancienne liberté à but familial restreint, aurait pour finalité d'étendre à la société entière le bénéfice des héritages particuliers. Il suffirait d'établir, comme le fait déjà partiellement le nouveau code mexicain, que la liberté testamentaire qui ne s'exercerait pas en faveur des héritiers du sang avec égalité entre eux, devrait nécessairement profiter pour une quote part, que nous verrions volontiers fixer à 50 %, à des œuvres de bienfaisance publiques ou privées, habiles à recevoir.

Ce système n'apporterait, certes pas, une solution exempte de toutes critiques, mais il aurait l'immense avantage à nos yeux de permettre la généralisation en France de la pratique, si courante dans les deux Amériques, de libéralités au bénéfice de personnes morales telles qu'Universités, Hôpitaux, Fondations philantro-

piques. Il aurait, en outre, celui, vraiment inestimable, d'habituer l'esprit public à ne plus considérer l'unique avantage de la famille, mais à reconnaître avec lui l'impérieuse nécessité de l'intérêt social.



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
BIBLIOGRAPHIE	7
INTRODUCTION	15
DÉFINITION DE LA MÉJORA	19

PREMIÈRE PARTIE. — HISTORIQUE DE L'ÉVOLUTION DU DROIT SUCCESSORAL ESPAGNOL

Chapitre 1 ^{er} . — La Domination Romaine	21
Chapitre 2. — Les Invasions Barbares	28
Chapitre 3. — La Réforme de Chindaswind	32
Chapitre 4. — Les Modifications au Régime Successoral apportées par Ervigius	37
Chapitre 5. — Le Régime Juridique sous la Domination Arabe	41
Chapitre 6. — Les « Fueros » du Moyen-Age	45
Chapitre 7. — Le « Fuero Juzgo ». — Les « Leyes de Toro »	48
Chapitre 8. — La Nueva Recopilación (1567) et la Novísima Recopilación (1805)	61

II^e PARTIE. — LA NATURE JURIDIQUE DE LA MÉJORA

Chapitre 1 ^{er} . — Les Textes Législatifs	67
Chapitre 2. — La Doctrine	89
Chapitre 3. — La Jurisprudence	95

III^e PARTIE. — APPLICATIONS DU RÉGIME SUCCESSORAL ESPAGNOL

Chapitre 1 ^{er} . — Le Partage de la Succession	111
Chapitre 2. — La Quotité disponible et le Système des Méjoras	115
Chapitre 3. — Le Caractère personnel du Testament et de la Méjora	121

Chapitre 4. — Des personnes qui peuvent avantager et des bénéficiaires de Méjoras	124
Chapitre 5. — Les diverses catégories de Méjoras et leurs Modalités	127

IV^e PARTIE. — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE
ET APPLICATION DU SYSTÈME DES MÉJORAS EN ESPAGNE

Chapitre 1 ^{er} . — La Castille	135
Chapitre 2. — L'Aragon	140
Chapitre 3. — Les Iles Baléares	147
Chapitre 4. — Les Pays Basques	149
Chapitre 5. — La Catalogne	154
Chapitre 6. — La Navarre	161
Chapitre 7. — La Province de Valence	169

V^e PARTIE. — LE RÉGIME SUCCESSORAL
DES PAYS IBÉRIQUES VOISINS DE L'ESPAGNE

Chapitre 1 ^{er} . — Les Vallées d'Andorre	175
Chapitre 2. — Le Portugal	179

VI^e PARTIE. — LE RÉGIME SUCCESSORAL
DES ÉTATS LATINO-AMÉRICAINS

Chapitre 1 ^{er} . — L'Argentine	187
Chapitre 2. — La Bolivie	196
Chapitre 3. — Le Brésil	205
Chapitre 4. — Le Chili	210
Chapitre 5. — La Colombie	229
Chapitre 6. — Costa-Rica	245
Chapitre 7. — Cuba	256
Chapitre 8. — La République Dominicaine	258
Chapitre 9. — L'Équateur	273
Chapitre 10. — Le Guatemala	289
Chapitre 11. — Le Honduras	291
Chapitre 12. — Le Mexique	295
Chapitre 13. — Le Nicaragua	305
Chapitre 14. — Le Panama	309
Chapitre 15. — Le Paraguay	311
Chapitre 16. — Le Pérou	312
Chapitre 17. — Le San-Salvador	329
Chapitre 18. — L'Uruguay	331
Chapitre 19. — Le Vénézuëla	346

ANNEXES : ETATS NUMERIQUES DES PARTS SUCCES SORALES DANS LES LEGISLATIONS IBERIQUES ET HISPANO-AMERICAINES	355
CONCLUSION	363
TABLE DES MATIERES	367

Le Professeur, Président du Jury de Thèse,
G. RIPERT.

Le Doyen de la Faculté de Droit,
H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.
